

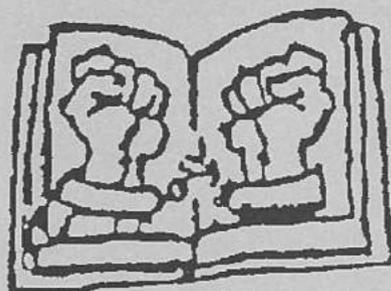
Cahiers du mouvement ouvrier

Nicole Bossut : Jacobins et jacobinisme.

Lénine : Deux textes inédits. Ioffé : Autobiographie.

Roland Corominas : Manuels décentralisés en Espagne.

Etc.



C.E.R.M.T.R.I.
Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux

N° 22 - DÉCEMBRE 2003-JANVIER 2004 - REVUE TRIMESTRIELLE - PRIX : 7,65 euro

Cahiers du mouvement ouvrier

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine,
collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie
de l'Académie des sciences de Russie**

Directeur de la publication :

Jean-Jacques Marie

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris

Internet : <http://assoc.wanadoo.fr/cermtri>

e-mail : cermtri@wanadoo.fr.

SOMMAIRE

- **Présentation** p. 5
- **Marcel Picquier :**
Dolcino, révolutionnaire brûlé par l’Eglise en 1307 p. 9
- **Nicole Bossut :**
Les jacobins, leur histoire
et le jacobinisme p. 17
- **Levasseur de la Sarthe (conventionnel) :**
Les jacobins, extrait de ses Mémoires p. 33
- **Jean-Marc Del Percio :**
Saint-Just, le fédéralisme
et l’unité de la République p. 35
- **Edouard Lemoigne :**
Renan et la République p. 43
- **Pierre Roy :**
Une situation révolutionnaire en France
en 1917 ? p. 49
- **Georges Scheuer :**
La révolution inachevée en Autriche en 1918 p. 59
- **Adolphe Ioffé : autobiographie** p. 65
- **Vladimir Lénine : deux documents inédits :** p. 73
— discours au comité exécutif de l’Internationale communiste
(17 juin 1921, texte complet) ;
— la lutte contre la famine
(30 juillet 1921, texte complet).
- **Jean-Jacques Marie :**
A propos de l’histoire de l’URSS p. 79
— Alexandre Soljenitsyne, les Juifs et les révolutionnaires ;
— à propos de “l’homme nouveau” :
une falsification particulièrement grotesque.

- **Jean-Jacques Marie :**
La liquidation des trotskystes à Magadan p. 91

- **Vadim Rogovine :**
La politique nationale de Staline p. 99

- **Roland Corominas :**
Manuels d’enseignement espagnols
à l’ère de la décentralisation-régionalisation p. 107

- **La confession d’un paysan russe (2002) p. 123**

- **Les Cahiers du CERMTRI, n° 111 :**
Juin 1953 en Allemagne p. 127

- **Pages oubliées :**
“Contribution à l’histoire
du christianisme primitif” (II) (Friedrich Engels) p. 135

- **Chronique des falsifications : p. 145**
— de nouveau à propos du film *La faute à Lénine* ;
— une triple falsification d’Arcadi Vaksberg.

- **Critiques de livres : p. 155**
— François Godicheau : *Les Mots de la guerre d’Espagne* ;
— Vassili Choulguine : *Les Jours*.

Présentation

L'HISTOIRE du mouvement ouvrier s'inscrit dans celle de la société tout entière, dont Marx et Engels écrivaient au début du *Manifeste du Parti communiste* : "L'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de luttes de classes. Hommes libres et esclaves, patriciens et plébéiens, barons et serfs, maîtres de jurande et compagnons, en un mot oppresseurs et opprimés, en opposition constante, ont mené une lutte ininterrompue, tantôt ouverte, tantôt dissimulée."

C'est dans le fil de cette conception que nous publions l'article de Marcel Picquier sur Fra' Dolcino, révolté et hérétique italien de la fin du XIII^e et du début du XIV^e siècle, brûlé vif par l'Eglise. Dans la division ternaire de la société moyenâgeuse : bellantes (ceux qui se battent), orantes (ceux qui prient) et laborantes (ceux qui travaillent pour nourrir les deux premiers), le club parasitaire des "orantes" défend toujours les intérêts des "bellantes", qui se battent et pillent, même s'il intervient parfois pour calmer l'ardeur destructrice de ces derniers, qui ruinaient les fondements mêmes de son parasitisme social.

Lénine, on le sait, affirmait dans *Un pas en avant, deux pas en arrière* : "Le jacobin lié indissolublement à l'organisation du prolétariat conscient de ses intérêts de classe, c'est justement le social-démocrate révolutionnaire." A l'heure où, sous des étiquettes de gauche ou de droite, la dénonciation du jacobinisme est devenu un lieu commun, il est bon de rappeler un certain nombre de faits historiques sur les jacobins et le jacobinisme... Deux articles y sont consacrés, l'un de Nicole Bossut, suivi d'extraits des souvenirs du conventionnel jacobin Levasseur de la Sarthe, l'autre de J.-M. Del Percio, plus spécialement consacré à un discours de Saint-Just sur l'unité de la République. L'article d'Edouard Lemoigne, *En défense de Renan et de la République*, prolonge la discussion ouverte par

ces deux articles à partir des éruptions d'une organisation nationaliste bretonne nourrie d'une haine viscérale de la Révolution française, qui avait menacé le règne des hobereaux et de l'Eglise dans cette région de la France.

Les dirigeants bolcheviques, Lénine au premier chef, considéraient la révolution russe comme un moment d'une révolution mondiale dont la guerre mondiale de 1914-1918 avait donné le signal et souligné l'urgence. Il est de bon ton, depuis longtemps, d'affirmer que la situation révolutionnaire en Europe n'était qu'une illusion d'optique ou un vœu pieux. C'est par rapport à cette affirmation que Pierre Roy s'interroge sur la réalité de la situation révolutionnaire en France au printemps 1917 et sur le rôle joué par les trois députés socialistes français présents à la conférence de Kienthal (Brizon, Blanc, Raffin-Dugens). Georges Scheuer, dans son article sur la révolution autrichienne, montre, quant à lui, que, dans le vieux royaume d'Autriche-Hongrie, la révolution était très largement à l'ordre du jour...

Ce numéro commence la publication régulière d'autobiographies (ou de biographies) de dirigeants du mouvement ouvrier russe, bolcheviks, mencheviks, SR de gauche ou de droite, anarchistes. Le premier à inaugurer cette série est Adolphe Ioffé, qui se suicidera le 16 novembre 1927 d'une balle dans la tête pour protester contre la violente campagne déchaînée contre Trotsky et l'Opposition unifiée.

Les deux textes inédits de Lénine concernent la lutte contre le gauchisme dans l'Internationale communiste, c'est-à-dire contre les adversaires du front unique, lutte menée à partir du printemps 1920 lorsque Lénine publia *Le Gauchisme, maladie infantile du communisme*. Dans son discours au comité exécutif de l'Internationale communiste, cinq jours avant l'ouverture du III^e Congrès de l'Internationale, il effectue un balancement avec la dénonciation de l'opportunisme de la direction du jeune Parti communiste français, symbolisé par Marcel Cachin, qui soutenait entre autres l'exigence de la bourgeoisie française de faire payer des réparations énormes à l'Allemagne vaincue, exigence qui sera l'une des sources de l'hitlérisme.

Les représentations caricaturales de la révolution russe ne cessent de se multiplier et de s'aggraver. Jean-Jacques Marie examine trois d'entre elles de nature et de portée différentes : celle que développe Soljenitsyne dans le deuxième volume de son histoire des Juifs en Russie et en URSS, celle — particulièrement grotesque — exposée dans un livre publié en Russie, dont *Le Monde* a évoqué l'existence, et celle d'un film déjà ancien, mais à nouveau montré à la télévision, intitulé *La faute à Lénine*.

Vadim Rogovine étudie l'un des aspects de la dégénérescence stalinienne de la révolution russe : sa politique nationale chauvine,

qui permet à un émigré russe, Fedotov, d'y voir une sorte de national-socialisme.

Le second aspect sauvage de cette dégénérescence est l'extermination de tous les trotskystes, effectuée sur ordre de Staline en 1937 et 1938 : nous publions ci-après la première partie de la liste de 57 "dirigeants" trotskystes détenus, organisateurs d'une manifestation dans les rues de Vladivostok lors de leur transfert du train sur le bateau, d'une seconde manifestation sur le pont du bateau qui les transportait à Magadan et d'une grève de la faim dans le camp de cette dernière ville. L'article de Jacques Lombard présentant le *Cahier du CERMTRI* sur juin 1953 en Allemagne de l'Est montre que ce massacre sanglant n'a pu empêcher la continuité de la lutte des classes de se manifester contre la bureaucratie stalinienne.

L'histoire du mouvement ouvrier est liée à l'histoire en général et à sa transmission en particulier à l'école. La dislocation ou la destruction de l'histoire, c'est-à-dire l'attaque contre la mémoire du passé, et donc contre la conscience, est un élément de l'offensive contre le mouvement ouvrier. En ce sens, l'article de Roland Corominas sur les manuels décentralisés dans l'enseignement décentralisé de l'Espagne régionalisée attire l'attention sur les conséquences tragiques de cette réforme institutionnelle, que l'Union européenne veut étendre à l'ensemble des pays qui la composent et qui menace donc tous les pays, dont le nôtre.

Ce numéro publie enfin la deuxième partie de l'étude d'Engels sur le christianisme primitif, refermant la boucle ouverte par l'article sur Fra' Dolcino.

N. B. : Vu l'abondance des sujets traités, la rédaction a dû repousser au n° 23 la deuxième partie de l'article de Fiodor Achine et Vladimir Alpatov sur l'écrasement de l'intelligentsia turcophone en Azerbaïdjan.

Le 30 novembre 2003, Al Richardson est mort.

Il avait fondé en 1988 la revue *Revolutionary History*, qui, sous sa direction, n'a cessé de publier des documents et des études, en général très précises et très bien documentées, sur les divers courants révolutionnaires, et en particulier sur l'histoire du trotskysme. Les *Cahiers du mouvement ouvrier* ont plus d'une fois utilisé ce riche matériel. La disparition d'Al Richardson est une lourde perte pour l'histoire du trotskysme. Il faut espérer que ceux avec qui il travaillait et qui assuraient avec lui la publication de sa revue continueront son travail en poursuivant la publication de *Revolutionary History* dans l'esprit qui était le sien.

Soutenez les Cahiers du mouvement ouvrier

- Abonnez-vous.
- Les vingt et un premiers numéros sont encore disponibles. Et toujours, nos conditions spéciales d'achat de la collection (nos 1 à 21) : 65 euros.



Cahiers du mouvement ouvrier

(volume de 160 pages)

Prix du numéro : **7,65 euros**

Abonnement annuel (quatre numéros) : **27,50 euros**

Nom, prénom :

Adresse :

.....

Abonnement d'un an :

- à partir du n° 13 à partir du n° 14 à partir du n° 15
 à partir du n° 16 à partir du n° 17 à partir du n° 18 à partir du n° 19
 à partir du n° 20 à partir du n° 21 à partir du n° 22

Commande du (des) n° (nos) :

Commande du n° 1 de l'édition russe (9 euros port compris)

La collection des nos 1 à 21,
vendue au prix de 65 euros + 7,65 euros de frais de port

Chèques à l'ordre du CERMTRI
(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)
A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Fra' Dolcino

(Marcel Picquier)

Comme le signale Marcel Picquier, Umberto Eco évoque longuement Fra' Dolcino dans *Le Nom de la rose*. Rappelons simplement quelques extraits du récit que, dans le chapitre intitulé "Troisième jour après complies", Ubertain raconte à Adso l'histoire de Fra' Dolcino, qu'il présente comme un disciple ou un continuateur d'un certain Gérard Segalelli, accusé de rassembler les pauvres contre la propriété, et que le pape contraignit l'évêque de Parme à faire brûler sur le bûcher comme "hérétique impénitent". Evoquant Fra' Dolcino et ses prêches, Ubertain souligne qu'en lui, "l'hérésie se marie à la révolte contre les seigneurs (...). Dolcino prêchait la lutte contre le bien d'autrui au nom de la pauvreté."

Il déniait toute autorité au clergé séculier et régulier. Dénonçant ce qu'il appelait "le troisième âge de la corruption", il appelait à l'extermination de tous les hommes d'Eglise. Une croisade fut finalement décrétée contre ces hérétiques harcelés par la faim et qui se retranchèrent "sur un mont (...), qui depuis lors fut dit Rubello ou Rebello parce qu'il était devenu la place forte des rebelles à l'Eglise (...). Ce furent des massacres terribles. Mais à la fin, les rebelles furent contraints à se rendre, Dolcino et les siens furent capturés et périrent sur le bûcher."

Marcel Picquier rappelle les éléments essentiels de la vie de ce rebelle hérétique et il insiste surtout sur un point qu'Umberto Eco ne pouvait évidemment évoquer dans son roman : l'utilisation frauduleuse de ce personnage pour promouvoir la laïcité dite ouverte, fondée sur l'idée fantaisiste que l'Eglise, en tant qu'appareil, a radicalement changé non seulement dans les formes, mais dans

le fond, qu'elle n'est plus celle qu'ont connue Fra' Dolcino ou Giordano Bruno, qu'elle ne vise pas à occuper la même place dans la société, qu'il faut reconnaître "le fait religieux", les (divers) rites religieux, et donc accorder au clergé, considéré comme un service d'intérêt général, ainsi qu'à toutes ses institutions, les crédits — imposants ! — que cet appareil parasitaire exige. Au-delà de ses "repentirs" peu coûteux, indemnisation gratuite à ses victimes d'hier, l'Eglise affirme pourtant sa continuité. Utiliser Fra' Dolcino, brûlé vif sur le bûcher, pour promouvoir une laïcité ouverte à sa propre négation, et justifier ainsi les crédits réclamés par l'institution privée qu'est l'Eglise n'est que l'une des multiples manipulations de la mémoire historique.



Fra' Dolcino.

Fra' Dolcino, un révolutionnaire torturé et brûlé vif par l'Eglise le 1^{er} juin 1307

LES archives du groupe de la Libre Pensée de Givors nous apprennent qu'en 1907, un ouvrier immigré italien, du nom de Pasquero, avait fait voter la participation pour 3 F à la souscription ouverte par les ouvriers de Vercelli et Biella (Piémont) "à l'occasion du 6^e centenaire de la mort du moine Dolcino et de sœur Marguerite, sa compagne, brûlés par les prêtres", pour élever un monument à la mémoire de ces victimes de l'Eglise.

Ni Dolcino, ni sa compagne n'étaient des religieux. Dolcino, né près de Novare, fils d'un prêtre défroqué, était lettré, mais non clerc. La "bellissima" Margherita Boninsegna était issue d'une famille noble de la ville de Trente, où Dolcino l'avait rencontrée.

L'histoire de Dolcino

En 1300, fut livré au bûcher, par un frère dominicain de l'Inquisition, l'initiateur d'une secte apostolique déclarée hérétique, Gerardo Segarello. Segarello avait donné ses biens aux indigents, vivait de mendicité, prêchait la pauvreté à ses disciples, le retour à la pureté, la simplicité et la fraternité des évangiles. L'Eglise l'avait longtemps toléré, comme elle le faisait de sectes franciscaines marginales, fort utiles pour faire sup-

porter leur sort aux misérables. Ces sectes de mendiants n'étaient persécutées, comme le seront les "fraticelles", que lorsqu'elles mettaient en péril l'ordre social en se soustrayant ouvertement à l'autorité des ordres religieux et du clergé romain et quand elles en dénonçaient les richesses et la corruption, risquant de déclencher des révoltes.

La doctrine

Segarello disparu, Dolcino prit sa succession, mais en révolutionnant le contenu du message : il était le seul et authentique élu de Dieu, il annonçait un nouveau monde de paix, de fraternité et d'égalité entre les hommes et entre les hommes et les femmes, par la destruction de l'Eglise dégénérée ; il prophétisait la mort violente, avant cinq ans, de tous les prêtres, moines, religieux, évêques, cardinaux, du pape lui-même, la liquidation de toute hiérarchie ecclésiastique ou nobiliaire ; il prêchait le refus de payer les dîmes et autres impôts, les fruits du travail devant revenir à la communauté. Un empereur (Dolcino avait avancé le nom de Frédéric II de Sicile, alors en lutte contre le pape) établirait l'ère nouvelle.

Utopie ? Le mouvement hérétique de Dolcino relève évidemment de l'explica-

tion que donne Friedrich Engels des mil-
le révoltes millénaristes du Moyen Age
dans *La Guerre des paysans* : “*Il est
clair, écrit-il, que toutes les attaques di-
rigées en général contre le féodalisme
devaient être avant tout des attaques
contre l’Eglise, toutes les doctrines révo-
lutionnaires, sociales et politiques de-
vaient être en même temps et principale-
ment des hérésies théologiques. Pour
pouvoir toucher aux conditions sociales
existantes, il fallait leur enlever leur ca-
ractère sacré.*” Le mouvement dolcinien
prit rapidement un caractère révolution-
naire. K. Kautsky le saluera comme “*le
premier mouvement communiste d’Occi-
dent*”.

La croisade du pape Clément V

Bientôt, plusieurs milliers de fidèles
suivirent sur les routes le chef charisma-
tique, des plébéiens, hommes, femmes,
enfants, qui appuyaient les flambées de
révoltes populaires et s’en nourrissaient,
“*mi-armée en voie de constitution, mi-
commune itinérante*”, comme l’écrit un
biographe de Dolcino (Gustavo Buratti).

Ils devinrent vite une menace poli-
tique. Chassés de Trente par l’Evêque,
Dolcino et les siens traversèrent la Lom-
bardie — ce fut “*la longue marche*” —
et tentèrent de s’installer dans les cam-
pagnes de Vercelli et Biella, à l’ouest, où
ils étaient bien accueillis par la popula-
tion en perpétuelle rébellion. Le comte-
évêque de Vercelli organisa sans tarder
la chasse à l’homme, avec l’évêque de
Novare et d’autres seigneurs féodaux.
Dolcino dut s’engager dans une véritable
guérilla et infligea d’abord des pertes sé-
vères aux troupes cléricales ; le pape
Clément V, devant ces échecs de la ré-
pression, se résolut à lancer, en 1306,
une croisade, accordant aux combattants
de l’Eglise l’indulgence plénière de tous
leurs péchés. Dolcino dut lâcher du ter-
rain devant des forces supérieures, quit-
ter la plaine et se réfugier sur les mon-
tagnes — le mont Chauve, puis le mont
Rubello, 1305-1307. En dépit d’expéditions
lancées dans les vallées pour se

procurer des vivres, punir les magistrats
et collaborateurs des envahisseurs, rava-
ger les Eglises, tuer des prêtres, les parti-
sans de Dolcino furent décimés dans les
combats et, surtout, au cours des deux ri-
goureux hivers 1305 et 1306, par la fa-
mine et le froid. Quand l’assaut fut donné
sur le mont Rubello le jeudi saint 23
mars 1307, les huit cents survivants fu-
rent massacrés impitoyablement, à l’ex-
ception de Dolcino lui-même, de sa
compagne et d’un de ses lieutenants,
épargnés pour être livrés à l’Inquisition
et subir un supplice public exemplaire.

La torture et la mort

Le jugement prononcé, le pape Clé-
ment V transmet à l’évêque de Vercelli
l’ordre de mettre à mort les rebelles.
Margherita, fidèle jusque dans la mort,
dédaignant les offres de mariage qui au-
raient pu lui valoir la vie sauve, fut brû-
lée vive sous les yeux de son compa-
gnon. Le supplice de Dolcino, supporté
héroïquement, fut particulièrement bar-
bare : les pieds et les mains enchaînés, il
fut hissé sur un char pour offrir un com-
mode spectacle au public et promené
dans les rues et les environs de Vercelli ;
des bourreaux armés de tenailles rougies
au feu lui déchirèrent les chairs et lui ar-
rachèrent le nez et les parties génitales,
avant de jeter le corps mutilé dans les
flammes.

Un souvenir vivant

Ce qui va différencier la révolte de
Dolcino de beaucoup d’autres hérésies
du Moyen Age, c’est que son souvenir
de combat révolutionnaire est resté vi-
vant : c’est ainsi qu’il a pu incarner,
vers la fin du XIX^e siècle, les aspirations
socialistes des travailleurs italiens, préci-
sément dans un pays où l’oppression clé-
ricale conservait une grande puissance.

En 1849, Angelo Brofferio, député de
la gauche au Parlement subalpin, se dé-
clara du “*parti de Fra’ Dolcino*”. Jus-
qu’en 1877, les dirigeants des grandes
grèves de Biella se donnaient rendez-

vous sur le Rubello. En 1895, 150 socialistes de Biella s'y réunirent pour donner naissance à leur périodique. Ils y retournèrent pour échapper à la répression policière de l'émeute de Milan de 1898.

Et si le libre-penseur de Givors, Pasquero, ouvrier immigré italien, probablement originaire de la région piémontaise où Dolcino a combattu, révère le souvenir de Fra' Dolcino et de sa compagne Margherita, c'est qu'il lutte, en 1907, consciemment, contre le cléricalisme allié au capitalisme, comme Dolcino avait pu combattre le clergé allié des féodaux six cents ans plus tôt.

Les ouvriers socialistes et libertaires de Vercelli et Bellia, en 1907, ont commémoré le 600^e anniversaire du supplice de Dolcino, dont ils "*revendiquaient*" l'héritage révolutionnaire.

1. — En inaugurant, le 11 août 1907, au cours d'une manifestation de 10 000 militants, sur le mont Mazzaro (voisin du mont Rubello, où se déroula la bataille finale), un obélisque de 12 mètres de haut avec l'inscription : "*A FRA DOLCINO RIVENDICATO IL POPOLO 1307-1907.*"

2. — En apposant une plaque de pierre sur La Casa del Popolo de Vercelli, qui est à la fois un hommage au martyr, une dénonciation de l'Eglise criminelle et un message d'espoir :

*"A FRA DOLCINO
 QUI IN VERCELLI
 DALLA TIRANNIDE
 SACERDOTALE
 ATTANAGLIATO ED ARSO
 IL 1 GUIGNO MCCCVII
 PER AVER PREDICATO
 LA PACE E L'AMORE
 TRA GLI UOMINI
 OGGI CHE L'ANTICA SPERANZA
 RIVIVENTE NEI SECOLI
 STA CON LA NUOVA ERA
 PER DIVENTARE REALTA
 1 GUIGNO MCMVII."*

("A fra Dolcino, qui, à Vercelli, fut torturé et brûlé le 1^{er} juin 1307 par les prêtres tyranniques, pour avoir prêché la paix et l'amour entre les hommes. Aujourd'hui que l'antique espérance, renaissante à travers les siècles, se dresse dans une ère nouvelle, qu'elle devienne réalité !")

En 1917, des militants socialistes pacifistes se rassemblèrent devant l'obélisque de Dolcino pour manifester contre la guerre.

La réaction clérico-fasciste, le 2 août 1927, fit dynamiter l'obélisque du mont Mezzaro. La plaque de pierre de la Casa del Popolo fut enlevée et disparut.

En 1974, le Centre d'études dolciniennes, créé cette même année, fit élever un cippe sur les ruines de l'obélisque, cependant qu'une croix cathare était dressée sur le mont Rubello, où avait d'abord été construit dans le passé un oratoire, puis un sanctuaire dédié à saint Bernard pour célébrer la victoire des forces catholiques contre "*les fils de Satan*".

La publication du roman d'Umberto Ecco, en 1980, *Le Nom de la rose*, a participé au regain d'intérêt porté à Dolcino, puisque l'écrivain met notamment en scène, fictivement, en 1327, le fameux inquisiteur Bernard Guy, qui démasque et fera brûler des dolciniens cachés dans un couvent augustinien (1) (auteur d'une étude en latin sur l'hérésie dolcinienne, Bernard Guy poursuivra ces hérétiques dans toute l'Europe, bien après la mort de Dolcino).

Retrouvée en 1987 dans un grenier, la plaque de pierre de la Casa del Popolo devait être réinstallée devant la mairie de Vercelli en l'an 2000. Au tout dernier moment, le maire révoqua les ordres, cédant aux pressions cléricales : la plaque, dont *Il Corriere della Sera*, en février 2000, avait signalé la nouvelle disparition, se trouve finalement installée, dis-

(1) Dans le Livre de poche 5859, on se reportera aux pp. 279 et suivantes, « *Où Ubertain raconte l'histoire de Fra Dolcino* », pp. 336 et suivantes et pp. 412 et suivantes, « *Où Salvatore se fait misérablement découvrir par Bernard Guy* ».

crètement, dans l'atrium de l'auditorium Santa Chiara de la ville.

Dénaturation ? Récupération ?

Le Centre d'études dolciniennes célèbre chaque année le souvenir de Dolcino le deuxième dimanche de septembre.

Les Journées dolciniennes 2003, les 13 et 14 septembre, se sont déroulées avec la montée au Cippe de Fra' Dolcino, l'assemblée ouverte du Centre d'études dolciniennes, des "agapes fraternelles" et des "danses occitanes".

Curieusement, l'information officielle du centre, parue sur Internet, annonce également la tenue d'un office religieux (vaudois) le matin à 10 heures.

La mémoire de Dolcino, entretenue longtemps par les ouvriers anticléricaux, subirait-elle un avatar ?

La lutte anticléricale serait "dépassée"

Il semble, en effet, à parcourir les documents issus du Centre d'études dolciniennes, que certains s'efforcent de détacher le souvenir dolcinien de l'histoire socialiste anticléricale et antireligieuse du XIX^e et du XX^e siècles.

« Si nous regardons (...) avec les yeux de la modernité, lit-on dans une interview de Corrado Mornese, l'auteur du livre publié en 2000 *Fra' Dolcino et les apostoliques, hérésie, révolte et bûchers, je crois que les oppositions historiques entre le monde laïque (qui, dans le passé, était fondamentalement anticléricale) et le monde catholique (qui, dans le passé, était fondamentalement clérical) peuvent être, au moins pour une bonne part, dépassées. La pierre de Vercelli est un document important de cette période historique dans laquelle l'opposition était très aiguë entre les deux cultures. Dolcino, martyr d'un "autre" christianisme (cela reste indéniable), a toujours*

été, pour un certain type de culture, un démon à exorciser; tandis pour un certain monde laïque, il a été un héros et un précurseur.

Donc, sur ces deux éclairages : il y a toujours eu un très fort contenu idéologique dans les jugements portés sur le personnage » (souligné par nous).

La lutte anticléricale dépassée ?

Les faits rappelés ci-dessus, la destruction de l'obélisque, etc. (car il s'agit de **faits** et non de préjugés idéologiques !) démontrent pourtant que, pour leur part, ni les fascistes, ni l'Eglise — qui a signé avec Mussolini en 1929 un concordat ultra-réactionnaire toujours en vigueur — n'ont jamais sous-estimé la signification révolutionnaire de la "revendication" de Dolcino par le mouvement ouvrier et anticléricale.

Que devient l'héritage révolutionnaire du combat de Dolcino ?

Notre historien poursuit en avançant que Dolcino n'avait pas les moyens ni les troupes nécessaires pour conduire une guérilla contre les croisés du pape. Oubliant que l'hérésie dolcinienne s'est construite d'abord avec la plèbe des villes ("*des porchers, des vidangeurs...*", écrit avec mépris un adversaire), avec la masse de ceux qui ne possédaient rien, pour qui la pauvreté évangélique la plus extrême était la vie quotidienne, il affirme que la lutte armée a été le fait des paysans, Dolcino n'ayant fait que se joindre à leur révolte en leur apportant son message.

Ce qui serait important chez lui, ce serait la doctrine de l'hérésie apostolique annonciatrice d'une nouvelle Eglise : "*La réalisation d'une Eglise chrétienne sans temples, richesses ni pouvoir, donc uniquement spirituelle, représente le noyau de la conception moderne de la séparation de l'Eglise et de l'Etat.*"

Les laïques français seront stupéfaits de découvrir une telle définition de la loi de 1905 ! Mais à quoi conduit-elle ?

De bizarres constructions théoriques

D'abord à prétendre, récusant, sans le dire, les analyses marxistes, que "le passage de la société féodale à la société moderne démocratique" a été "préfiguré" par "la rencontre entre le mysticisme, une théologie chrétienne alternative et la résistance armée d'un peuple de montagne".

Ensuite, à affirmer que l'espoir spirituel de Dolcino a trouvé son incarnation dans la Révolution française. Citons : « *Que voulaient les Apostoliques : une Eglise sans institutions ("senza vincoli") (nous pourrions dire une foi sans religion), Suivre nus le Christ nu, aucune obligation extérieure (ni obéissance, ni serments, ni paiement de la dîme), et ce projet théorique sera en effet trop moderne pour l'époque, trop avancé. Il faudra la Révolution française pour annoncer avec force les principes mêmes que professaient les Apostoliques : liberté, égalité, fraternité.* »

"Une théologie alternative"

Il y a, dans l'entreprise que nous venons d'analyser rapidement, une incontestable opération de dénaturation et de récupération, qui se termine inévitablement, après le coup de chapeau obligé à la Révolution française, par la théorisation de la nécessité, pour sauver l'Europe "chrétienne" et le monde en crise, de recourir à une "théologie chrétienne alternative".

On découvre cette théorisation achevée dans un autre texte, plus récent, de 2003, relevant des mêmes sources (2) : "Le sacerdoce universel, l'idée d'une Eglise construite par la base, un certain communisme chrétien sont par exemple les fondements de la théologie de la libération, qui joue encore un rôle assez important dans de nombreuses parties du

monde. Ainsi, l'idée d'une fraternitas universelle, mise en avant par le christianisme et à laquelle tant d'hérétiques se sont référés, se retrouve, laïcisée, sur les drapeaux de la Révolution française et demeure un des meilleurs aspects de la culture occidentale."

Le Vatican, en exigeant de l'Union européenne qu'elle reconnaisse l'apport de la chrétienté dans la construction européenne, dit-il autre chose ? Bien sûr, le pauvre Dolcino, révolutionnaire hérétique, venu trop tôt, a été persécuté, c'est bien triste ! Mais il a contribué, malgré tout, lui aussi, à la construction de l'Europe chrétienne : "Les apostoliques, ainsi que les cathares, les Petits Frères de l'Esprit Saint, les Adamites de Bohême, les anabaptistes, en somme, tous ceux qui ont été vus comme "divers", "déviant", et précisément comme "hérétiques", ont construit une histoire qui ne court pas parallèlement à l'histoire officielle de leurs persécuteurs, mais qui la recoupe et la conditionne profondément, jusqu'à en devenir un pilier fondamental."

Nul doute que l'ouvrier Pasquero serait horrifié de lire ces lignes : la lutte contre le cléricisme et la religion obscurantiste dépassée ! Le combat politique de Dolcino effacé au profit d'une aspiration à une nouvelle Eglise ! La "revendication" du révolutionnaire par le mouvement ouvrier une erreur historique ! Peut-être rappellerait-il, pour commencer, que le groupe de Givors de la Libre Pensée sanctionnait par la radiation de l'adhérent tout "acte religieux" dont il pouvait être jugé responsable (baptême, communion, enterrement religieux d'un membre de la famille...) !

Il vaut donc la peine de rétablir la véritable image de Fra' Dolcino.

Marcel Picquier,
Lyon, le 4 décembre 2003

(2) Nos sources : les centaines de pages disponibles, sur Internet, sur les sites qui contiennent le nom de Dolcino, et dont beaucoup émanent du Centre d'études dolciniennes.



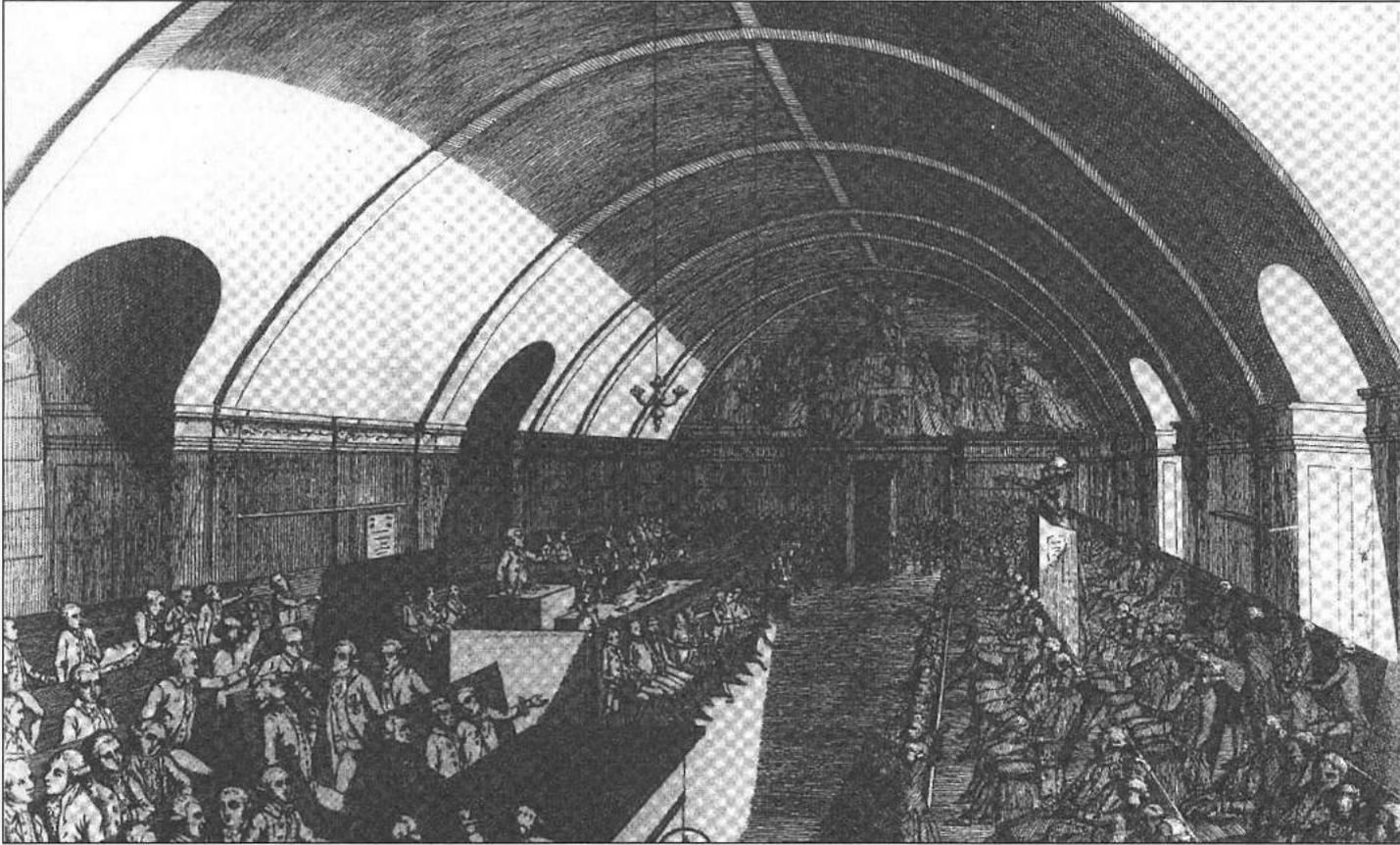
Fra' Dolcino et Marguerite



Groupe d'ouvriers italiens célébrant Fra' Dolcino au début du XX^e siècle.

Jacobins et jacobinisme

(Nicole Bossut)



Salle de réunions du Club des jacobins, dans l'ancien couvent de la rue Saint-Honoré.

Un procès politique interminable

Les jacobins défendus par Marx...

On sait avec quelle attention, avec quelle ténacité, Marx a lu et étudié les analyses et documents publiés en France et en Allemagne sur la Révolution française : il voulait comprendre pourquoi cette révolution, dont le contenu était si manifestement bourgeois malgré son discours universaliste, avait dû utiliser l'énergie brutale des masses populaires. Ce faisant, il n'obéissait pas seulement à une curiosité intellectuelle, il cherchait à établir une "leçon de l'histoire" que devaient connaître les combattants des révolutions en cours ou à venir. Dans le long article qu'il donna à la *Nouvelle Gazette rhénane* (10-30 décembre 1848), il expliquait en effet l'échec de la révolution allemande par la pusillanimité de la bourgeoisie prussienne, qui venait de capituler face à l'aristocratie et aux princes allemands parce qu'elle avait refusé de s'appuyer sur les forces populaires et du même coup renoncé à réaliser l'unification de la nation allemande ; en contre-exemple, il évoquait l'époque de la domination jacobine dans la France de 1793-1794, celle qui avait vu se consolider la dictature de salut public, et il glorifiait cette fraction de la bourgeoisie française qui n'avait pas craint de

s'appuyer sur les sans-culottes, ce qui lui avait permis de triompher de la coalition européenne des rois :

"Dans les deux révolutions (1648 en Angleterre, 1789 en France), la bourgeoisie était la classe qui se trouvait réellement à la tête du mouvement. Dans les villes, le prolétariat et les autres catégories sociales n'appartenant pas à la bourgeoisie ou bien n'avaient pas des intérêts différents de ceux de la bourgeoisie, ou bien ne formaient pas encore de classes ou de fractions de classe ayant une évolution indépendante. Par conséquent, même là où elles s'opposaient à la bourgeoisie, comme par exemple de 1793 à 1794 en France, elles ne luttaient que pour faire triompher les intérêts de la bourgeoisie, quand bien même ce n'était pas à sa manière. Toute la Terreur en France ne fut rien d'autre qu'une méthode plébéienne d'en finir avec les ennemis de la bourgeoisie, l'absolutisme, le féodalisme et l'esprit petit-bourgeois.

Les révolutions de 1648 et de 1789 étaient le triomphe de la bourgeoisie, mais le triomphe de la bourgeoisie était alors le triomphe d'un nouveau système social, la victoire de la propriété bourgeoise sur la propriété féodale, du sentiment national sur le provincialisme, de la concurrence sur le corporatisme, du

partage sur le majorat (1) (...), des lumières sur la superstition, de la famille sur le nom, de l'industrie sur la paresse héroïque, du droit bourgeois sur les privilèges moyenâgeux" (cité par F. Furet, *Marx et la Révolution française*, Flammarion, 1986, p. 227).

... et par Lénine

C'est dans la même perspective — relire les expériences du passé pour y puiser des exemples d'énergie révolutionnaire, celle-là même dont les prolétaires communistes auront besoin pour renverser leur ennemi de classe et qui a manqué à la social-démocratie européenne confrontée au choc des impérialismes — que Lénine écrivait dans *La faillite de la II^e Internationale* :

« On ne peut être marxiste sans éprouver la plus profonde estime pour les grands révolutionnaires bourgeois (Robespierre et Garibaldi) à qui l'histoire universelle avait conféré le droit de parler au nom des "patries" bourgeoises, et qui ont élevé des dizaines de millions d'hommes, des nouvelles nations à la vie civilisée dans la lutte contre le système féodal » (*Œuvres de Lénine*, tome 21, p. 225).

Défendre la "patrie" en 1792, c'était défendre l'unité nationale, ainsi que les libertés acquises par la bourgeoisie sur la vieille société du privilège et de l'inégalité en droits érigée en système, c'était progresser sur la voie de la "civilisation" selon Lénine ; la défendre en 1914, c'était renoncer à l'internationalisme ouvrier, c'était habiller d'une justification purement idéologique (c'est-à-dire mensongère) l'affrontement barbare des bourgeoisies nationales se disputant les marchés en Afrique, dans les Balkans ou au Proche-Orient.

Accusés par Tocqueville (1805-1859)...

Nul ne s'étonnera de lire sous la plume de Tocqueville — ce noble normand par-

tisan d'une monarchie parlementaire dans laquelle le pouvoir politique serait exercé par une étroite couche de notables — une radicale condamnation du jacobinisme. Dans une brève annotation aux *Mémoires de Mallet du Pan*, il exprime une indignation horrifiée à l'égard d'un phénomène qui lui paraît doué d'une force destructive cataclysmique :

"Un parti qui attaquait ouvertement toute idée de religion et de Dieu, et qui, dans cette doctrine énervante, trouvait l'ardeur de prosélytisme et même de martyr, que la religion jusque-là paraissait seule pouvoir donner ! Spectacle inconcevable au moins autant qu'effrayant, capable de jeter hors de soi les plus fermes intelligences" (cité par F. Furet, *Penser la Révolution française*, Gallimard, 1983, p. 251).

... et quelques historiens contemporains, de F. Furet à P. Gueniffey

F. Furet, que les médias avaient encensé à l'époque du bicentenaire de la Révolution française, a vu dans le jacobinisme et sa prétention d'incarner "la volonté générale (du) peuple-roi" en 1793 "la matrice du totalitarisme" (*Penser la Révolution française*, op. cit., p. 232). Pour les besoins de sa démonstration, Furet a ressorti de l'obscurité où l'histoire les avait justement ensevelies les médiocres analyses du conservateur catholique A. Cochin : à l'orée du XX^e siècle, celui-ci avait cru discréditer la démocratie en présentant le jacobinisme comme une "machine" à manipuler l'opinion, produisant un discours faussement consensuel et pseudo-démocratique sans rapport avec la réalité, la volonté du peuple étant par nature insaisissable et de toute façon fautive à partir du moment où elle se cherche loin du regard de Dieu. Reconstruction intellectuelle dont

(1) Bien inaliénable et indivisible attaché à la possession d'un titre de noblesse et transmis avec le titre au fils aîné.

Furet a admis qu'elle entraînait "une simplification de l'histoire révolutionnaire" (sic), mais qui, selon lui, éclaire la révolution et celles qui l'ont suivie : "Il (Cochin) décrit par avance bien des traits du bolchevisme léniniste" (op. cit., p. 258, souligné par nous).

Cet amalgame entre jacobinisme et dictature du parti unique fossilisé et terrorisé par Staline (car, pour Furet, bolchevisme et stalinisme, c'est tout un) lui a valu l'estime des réactionnaires de tout poil et l'a dispensé de faire repentance sincère et véridique pour ses années mises au service du stalinisme de 1954 à 1956 ! Michel Vovelle y fait une brève allusion dans son essai *Les jacobins de Robespierre à Chevènement* :

« Cette mise au point (de Soboul polémiquant contre D. Guérin et sa thèse relative aux sans-culottes vus comme un préprolétariat capable de conduire la révolution au-delà de ses limites bourgeoises — N. B.) n'est cependant pas du goût des jeunes communistes activistes de la cellule Saint-Just de la Sorbonne, qui dénoncent les tendances révisionnistes de Soboul, au temps où ils tirent à boulets rouges sur Ernest Labrousse dans les colonnes de *La Nouvelle Critique*, sous le pseudonyme de Jacques Blot (derrière lequel s'abritent François Furet et Annie Kriegel, entre autres), le dénonçant comme complice de Léon Blum, "plat valet des Américains" » (p. 150).

Dans ce parasitage du métier d'historien par les présupposés politiques du chercheur en quête de reconnaissance médiatique, s'est illustré récemment Patrice Gueniffey ; de son copieux essai (*La Politique de la Terreur*, Fayard, 2000, 345 pages), on peut retenir les lignes suivantes (p. 225-226) :

« Le discours jacobin sur l'individu et la souveraineté est un discours sur la révolution, et plus précisément sur la révolution comme guerre absolue, sans autre issue que "la victoire ou la mort". Ce discours est en réalité un discours sur la démocratie en guerre, qui porte les principes de la démocratie — l'individu, la liberté, le gouvernement de la loi, la distinction du public et du privé —

à un point d'incandescence où ils finissent par s'inverser dans leur contraire... La guerre signifie l'enrégimentement, l'abdication de toute autonomie et de toute raison individuelle... Le discours jacobin est une théorie de l'individu démocratique précipité dans la guerre, dans cette guerre totale et sans issue négociée possible qu'est la Révolution... La terreur est une fatalité non pas de la Révolution française, mais de toute révolution considérée comme modalité de changement... C'est en cela que le jacobinisme est exemplaire : il est la dynamique révolutionnaire en acte, la révolution mise en mots, moins la face cachée de la démocratie que la réalité atroce de toute révolution » (souligné par nous).

Au-delà du lien légitimement établi entre la Terreur, le jacobinisme et la guerre, ce qui ressort de cette analyse, c'est la condamnation de la révolution comme mode de changement de la société sans que soit jamais examiné dans cet essai s'il était possible de garantir les conquêtes de 1789, la liberté de la presse, le droit de réunion, la loi égale pour tous, la nation édiflée sur la ruine des provincialismes..., sans une lutte résolue contre les privilégiés et le roi, sans une mobilisation révolutionnaire du tiers état.

L'érudition a accumulé des matériaux depuis Marx et Lénine, notamment, et à l'appel de Jaurès, en matière économique et sociale : grâce aux travaux de Mathiez, de Lefebvre, de Soboul..., nous connaissons mieux la composition diversifiée de la paysannerie, la nature complexe du groupe des sans-culottes, nous identifions mieux ces "plébéiens" auxquels Marx faisait allusion et révérence. Grâce aux travaux de l'histoire positiviste (Aulard, qui a publié les débats des jacobins et la correspondance entre le Comité de salut public et les représentants en mission, et Mathiez — qui ne fut jamais marxiste —, qui a remplacé les décisions relatives aux subsistances dans le contexte très précis des mobilisations urbaines contre la cherté), nous pouvons mieux établir quel fut le combat des jacobins, sur quelles forces sociales ils se sont appuyés, dans quelle mesure ils leur ont donné satisfaction, et

pour quelle raison. Jaurès écrivait, rêvant au rôle qu'il aurait aimé jouer s'il avait vécu et combattu en juin 1793, quand, à l'appel ou avec le consentement des jacobins alors les plus prestigieux (Marat, Robespierre), une avant-garde de sans-culottes cerna la Convention pour la contraindre à s'amputer de 30 girondins :

“On va réveillant les morts et, à peine réveillés, ils vous imposent la loi de la vie, la loi étroite du choix, de la préférence, du combat, du parti pris, de l'âpre et nécessaire exclusion. Avec qui es-tu ? Avec qui viens-tu combattre et contre qui ? Je ne veux pas faire à tous ces combattants qui m'interpellent une réponse étroite et évasive, hypocrite et poltronne. Je leur dis : ici, sous ce soleil de juin 93 qui échauffe votre bataille, je suis avec Robespierre, et c'est à côté de lui que je vais m'asseoir aux Jacobins.”

Ce qui était exactement situer à cette date la place de Robespierre, éclairant l'opinion révolutionnaire par le magistère de sa parole lucide et résolue, tant à la Convention qu'aux Jacobins.

Les jacobins en temps de paix : défendre la Constitution et-ou les droits de l'homme (1789-1791) ?

Les jacobins : qui sont-ils en 1789 ?

Aux origines, on trouve le club breton, qui réunit à Versailles des députés bretons du tiers état (Le Chapelier), mais aussi les Dauphinois Mounier, Barnave, Alexandre de Lameth, élu de la noblesse de Péronne ; il a joué un rôle décisif dans les victoires remportées sur les privilégiés et sur le roi en juin 1789, puis lors de la nuit du 4 août. Lorsque l'émeute parisienne contraint le roi à quitter Versailles pour Paris les 5 et 6 octobre 1789, le club se replie lui aussi sur Paris et s'installe rue Saint-Honoré dans

la bibliothèque du couvent dominicain dit jacobin, d'où le nouveau nom qui lui vaudra anathème ou admiration.

En 1789, ce club, qui ne regroupe d'abord que les députés acquis à la lutte contre les privilégiés, s'attache exclusivement à préparer une intervention coordonnée au sein de l'Assemblée nationale ; en quelque sorte, c'est un groupe de travail parlementaire. Il s'élargit ensuite à des journalistes acquis au combat des “patriotes” (Camille Desmoulins, Brissot) tout en restant un club bourgeois — par son programme et par sa majorité sociologique, car ces avocats admettent à leurs côtés les nobles qui les ont aidés à remporter la victoire sur le roi en juin 1789 : Mirabeau, La Fayette, les frères Lameth.

Que veulent-ils ? Défendre la Constitution censitaire et-ou les droits de l'homme ?

Le préambule définit les critères de recrutement : *“L'amour de l'égalité et ce sentiment profond des droits de l'homme.”*

L'article 1^{er} du règlement adopté en février 1790, rédigé par le député de Grenoble, Barnave, leur donne comme axe de combat la défense de la Constitution et de l'Assemblée nationale qui l'élabore :

“L'objet de la Société des Amis de la Constitution est :

1° de discuter d'avance les questions qui doivent être décidées dans l'Assemblée nationale ;

2° de travailler à l'établissement et à l'affermissement de la Constitution ;

3° de correspondre avec les autres sociétés du même genre qui pourront se former dans le royaume.”

La vie parlementaire domine donc, mais cela n'implique aucune discipline de vote, les débats menés aux Jacobins ont pour vocation d'éclairer le jugement de chaque député pris comme individu libre et responsable devant sa conscience : *“Les discussions qui y au-*

ront lieu ne gêneront aucunement la liberté de ses membres dans l'Assemblée nationale" (G. Maintenant, *Les Jacobins*, Que sais-je ?, 1984, pp. 13 et 15).

Une organisation souple, qui cherche à établir la convergence des énergies révolutionnaires

Dès la chute de la Bastille (14 juillet 1789), il apparaît clairement que les batailles décisives seront gagnées ou perdues à Paris. Mais la nuit du 4 août (l'abolition des privilèges et des provincialismes comme conséquence différée de l'insurrection paysanne) démontre que le champ de bataille est national. Si bien que le club parisien s'est posé très tôt le problème de la centralisation des énergies.

Par la voix de Barnave, il exprime en 1790-1791 l'ambition de construire une organisation dans laquelle l'opinion éclairée s'établira à l'issue d'un dialogue fonctionnant dans les deux sens entre Paris et les départements, mais qui se fixera pour tâche de faire respecter les décisions de l'Assemblée nationale, seule habilitée à formuler la volonté générale en lois valables pour tous les citoyens. Le club parisien, siégeant près de l'Assemblée et étant constitué en majorité de députés, s'érige en centre dirigeant, ce qu'il justifie en ces termes :

"Une société établie auprès de l'Assemblée nationale et renfermant un grand nombre de députés de différentes provinces peut seule offrir un centre commun à celles qui s'établiront dans tout le royaume ; elle recevra leurs instructions et leur transmettra les vues qui résulteront du rapprochement des lumières et des intérêts ; elle leur transmettra, surtout, l'esprit des décrets de l'Assemblée nationale, à l'exécution desquels toutes ces sociétés seront particulièrement vouées."

Les jacobins définissent donc un objectif (défendre la Constitution et les lois), affirment leur volonté de construire un réseau national soudé sur cette perspective ; et pourtant, les jacobins ne

constituent nullement, pas même à cette première étape de leur histoire, un groupe homogène défini par un programme politique précis : on ne peut donc pas parler de parti jacobin. Dès septembre 1789, en effet, les "patriotes" unis contre la cour en juin se divisent entre ceux qui veulent donner au roi les plus larges prérogatives, notamment le droit de veto (qui annule les lois adoptées par les députés), et ceux qui veulent donner la plus large extension au principe représentatif, faire de l'Assemblée constituante le véritable centre du pouvoir.

La Constituante établit un compromis largement favorable au roi : il est maître de désigner ses ministres, les ambassadeurs, les généraux, et il partage le pouvoir législatif avec les députés grâce au fameux veto. Or cette "royauté constitutionnelle" rêvée par La Fayette et Barnave se révèle impossible, puisque Louis XVI à aucun moment ne s'est résigné à perdre ses pouvoirs de roi absolu par droit divin. C'est ce que révèle sa fuite à Varennes (21 juin 1791), qui détermine de nouveaux clivages aux Jacobins : ils s'expliquent non seulement par la difficulté de maintenir un "ordre constitutionnel" avec un roi qui joue double jeu, mais aussi par la peur des forces populaires parisiennes : celles-ci, en effet, se mobilisent pour la défense des droits de l'homme et du citoyen, et non pour la défense de la Constitution qu'elles jugent imparfaite, trop complaisante aux aristocrates, au pouvoir des épauettes (la garde nationale parisienne voue une admiration dévote à son chef La Fayette, le général au cheval blanc !), aux autorités en place, toutes désignées selon un suffrage censitaire et qui admettent mal d'être critiquées dans leur administration quotidienne.

Les jacobins et la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen

La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen adoptée le 25 août 1789 a donné la plus ferme définition de l'égalité civile (la loi est la même pour tous,

elle incarne l'unité nationale conquise sur les privilégiés) et de la liberté politique ; elle garantit la liberté d'opinion, d'expression, elle appelle tous les citoyens à concourir à l'élaboration de la loi, soit personnellement, **soit par leurs représentants** (article 6), sans préciser le mode de désignation de ceux-ci. On sait que la Constituante a choisi d'écarter les plus pauvres de l'arène politique : les citoyens passifs sont privés du droit de vote, les députés sont choisis à l'issue d'un vote à deux degrés, parmi les citoyens qui paient un impôt élevé (50 livres). Robespierre a vigoureusement condamné ce **suffrage censitaire**, qu'il a dénoncé au nom d'une lecture démocratique de la Déclaration des droits.

Cette interprétation est également celle du Club des cordeliers, fondé à Paris en 1790, qui s'intitule la Société des Amis des droits de l'homme et du citoyen, et dont *"le but principal est de dénoncer au tribunal de l'opinion publique les abus des différents pouvoirs et toute espèce d'atteinte aux droits de l'homme"*.

Une cotisation élevée a fermé l'accès des Jacobins aux petits-bourgeois : artisans, boutiquiers, journalistes faméliques qui se retrouvent aux Cordeliers, ainsi que dans les "sociétés fraternelles", où la cotisation est faible. Ce recrutement, qui réserve le débat politique aux privilégiés de la fortune, explique les prises de position politiques des jacobins sous la Constituante : ils ont refusé de diffuser le discours de Robespierre contre le suffrage censitaire, qui fut pris en charge par les cordeliers et par... des jacobins de province, ceux de Brest, de Toulon, de Versailles (G. Maintenant, p. 24), ce qui illustre à nouveau l'hétérogénéité politique du mouvement jacobin. Tous ceux qui l'identifient à un parti totalitaire démontrent leur ignorance ou leur mépris souverain des faits.

Les leçons de l'été 1791

Dès cette époque, il apparaît clairement que les plus pauvres s'apprentent à défendre ces droits politiques que leur

ouvre la Déclaration des droits et que leur refuse la bourgeoisie censitaire : le député breton Le Chapelier, si ferme en 1789 contre l'aristocratie, propose le 10 mai 1791 à la Constituante de voter une loi qui interdit les pétitions en nom collectif ; cela vise aussi bien les pétitions de défense d'intérêts corporatifs (comme la pétition des maçons, que Marat publiera en juin dans son journal) que les pétitions politiques dirigées contre la municipalité ou contre La Fayette, où l'on retrouve souvent les cordeliers. C'est encore un cordelier, le républicain Robert, qui, pour combattre ce décret, propose à 30 sociétés fraternelles de se donner un comité central (Nicole Bossut, *Chaumette, porte-parole des sans-culottes*, p. 68, consultable au CERMTRI). Initiative que dénonce le jacobin Biauzat :

"Il me semble que s'il doit y avoir un centre, ce centre doit être cette société ; sans cela, les citoyens involontairement pourraient agir en un sens différent des opérations de l'Assemblée nationale" (G. Maintenant, *op. cit.*, p. 25).

Tous sentent donc la nécessité de centraliser les énergies révolutionnaires, mais au profit de quelle politique ? définie par quel groupe social ? au nom de quelle légitimité ? Une assemblée représentative sourde aux revendications formulées dans les sociétés populaires du type des Cordeliers peut-elle être considérée comme respectueuse des droits proclamés en 1789 ?

La fuite du roi met jacobins et cordeliers au pied du mur : parce qu'il veut arrêter la révolution et ne plus faire un pas dans *"la ligne de l'égalité (qui serait) la destruction de la royauté"*, Barnave fait voter par la Constituante le misérable mensonge selon lequel le roi n'est pas parti de son propre chef à Varennes, mais qu'il a été enlevé. Cette comédie permet de le garder à la tête d'une monarchie constitutionnelle conçue comme rempart contre l'irruption des masses sur la scène politique, mais elle implique l'usage de la force armée à leur rencontre : aux milliers de "sans bas et sans chemise" venus signer paisiblement la pétition républicaine rédigée au Champ de Mars par des

cordeliers et à laquelle les jacobins n'ont pas voulu s'associer, le maire Bailly réplique par la loi martiale et les hommes de La Fayette couchent sur le pavé parisien une cinquantaine de morts (17 juillet 1791). Était ainsi consommé le divorce entre la bourgeoisie, qui venait d'élaborer la Constitution, et le petit peuple parisien, qui payait du prix du sang ses aspirations démocratiques.

La liquidation du premier club jacobin ; une nouvelle naissance

Le 16 juillet, la quasi-totalité des députés parisiens ont déserté les Jacobins et fondé le Club des feuillants, qui défendent le médiocre replâtrage de la monarchie constitutionnelle mis en œuvre par Barnave et La Fayette. En revanche, Robespierre a rallié à lui la majorité des clubs de province ; le réseau jacobin s'étoffe au cours de l'été 1791, mais c'est une société politique d'un type nouveau qui se construit. L'adresse adoptée en août et rédigée par Robespierre, Brissot, Petion..., tout en prenant ses distances avec l'initiative républicaine des cordeliers, affirme la volonté de s'ouvrir à des forces neuves, d'origine plus populaire : *“Loin de nous l'idée impie que ceux de nos semblables, qui sont moins favorisés que nous des dons de la fortune, ne soient pas dignes de s'assembler avec nous dans la même enceinte”* (G. Maintenant, p. 35). Le 15 septembre 1791, les jacobins de Paris demandent donc aux jacobins de province de créer des sociétés populaires *“des amis de la Constitution”* à l'image des sociétés fraternelles déjà existantes, *“où tous les citoyens s'assemblent, avec leur famille, et s'instruisent en commun... Ces points de réunion seront vos rameaux, et vous en serez le tronc, comme nous sommes le centre de toutes les sociétés affiliées.”* Ainsi éclairera-t-on la masse ignorante des citoyens, ainsi prépare-t-on la conquête du suffrage universel. Cette image vivante de l'arbre donne une bonne idée de ce qu'ont voulu les jacobins, conjuguant la nécessaire centralisation des énergies avec une organisation

souple ayant vocation à irriguer tout l'espace national : on est loin de la “machine” jacobine chère à Cochin !

Le Chapelier tente vainement de s'opposer à l'expansion du nouveau réseau jacobin en proposant une loi qui interdirait aux associations d'avoir une activité politique et de correspondre entre elles ; Brissot dénonce aux Jacobins le 28 septembre cette remise en cause du droit d'association (*“Supprimer les clubs, c'est supprimer le tribunal de l'opinion publique”*), Robespierre démontre à la Constituante le 29 septembre que ce projet de loi est contraire à la Déclaration des droits, si bien qu'il parvient à préserver le droit pour les sociétés de correspondre entre elles. Précieuse conquête pour l'avenir.

Les jacobins en temps de guerre

La guerre déclarée le 20 avril 1792 a été voulue par le roi et la majorité de la nouvelle Assemblée (la Législative). Elle va bouleverser tous les rapports politiques établis. Durant les trois mois de l'hiver 1791-1792, une rude polémique secoue le Club des jacobins ; la majorité se laisse convaincre par Brissot qu'une guerre d'expansion révolutionnaire permettrait de résoudre toutes les difficultés : une facile conquête de la Belgique consoliderait l'assignat, relancerait le commerce, forcerait le roi à respecter la Constitution. On sait comment Robespierre a combattu, mais en vain, cette argumentation : une Révolution ne s'exporte pas à la pointe des baïonnettes (*“Les missionnaires armés ne sont aimés de personne”*) ; avant de faire la guerre aux émigrés massés à Coblençe et aux princes européens qui les soutiennent, il faut désarmer la contre-révolution de l'intérieur (*“Coblençe est à Paris”*) ; toute victoire militaire acquise par les généraux placés par Louis XVI à la tête des armées renforcerait le prestige de la monarchie, de la noblesse, et menacerait l'existence des clubs ; César victorieux (il pense à La Fayette) ne permettrait pas que la critique démocratique s'exerce à

l'encontre des hommes à épauettes. Analyse dont l'année 1792 allait vérifier la pertinence.

En apprenant les premiers revers sur la frontière du nord, Robespierre en donne l'explication et indique aux Jacobins le 1^{er} mai 1792 le moyen de renverser la situation : *"Non ! je ne me fie point aux généraux... Je dis que presque tous regrettent l'ancien ordre de choses, les faveurs dont dispose la cour, je ne me repose que sur le peuple, sur le peuple seul"* (A. Mathiez, *La Révolution française*, tome I, p. 201).

La Législative, partagée entre les partisans de La Fayette et les Girondins (Brissotins), ligotée par son respect de la Constitution, se révèle impuissante face à la crise qu'elle a elle-même provoquée en se lançant si étourdiment dans l'aventure guerrière. Mais son appel du 11 juillet (*"La Patrie est en danger"*) provoque une levée des énergies révolutionnaires dans le pays, où, malgré le veto du roi, les fédérés volontaires de Marseille, de Brest, montent sur Paris, tandis que, dans les sections parisiennes, les citoyens passifs (privés du droit de suffrage) rejoignent les citoyens actifs afin d'élaborer ensemble les moyens de sauver la nation révolutionnaire.

Le 10 août 1792 : l'insurrection inévitable et consentie

Les jacobins en tant que tels n'ont pas préparé ni organisé l'insurrection du 10 août 1792, qui renverse la monarchie. La prise des Tuileries est l'œuvre des fédérés associés aux cordeliers et aux bataillons du faubourg Saint-Antoine ; la conclusion politique de la journée est dictée à la Législative moribonde par la Commune insurrectionnelle, qui impose la convocation d'une Convention élue au suffrage universel : celle-ci aura à régler le sort du roi et à définir la nature du régime qui lui succédera.

Le 28 juin, le jour même où La Fayette, abandonnant l'armée du nord dont il est le commandant, est venu sommer l'Assemblée de dissoudre le Club des jacobins, ce n'est pas un jacobin,

c'est le cordelier Chabot qui vient expliquer au club qu'il lui faut abandonner tout scrupule légaliste ! *"L'Assemblée nationale, garrottée par la Constitution, ne peut pas vous sauver, car le roi veut vous perdre... Le peuple, seul souverain, peut seul agir et nous intimor sa volonté"* (G. Maintenant, p. 55).

Robespierre, certes membre du club, s'en distingue par la hardiesse de ses initiatives. C'est le jacobin Robespierre qui a rédigé les pétitions présentées à la Législative par les fédérés, notamment celle du 17 juillet par laquelle ils lui ont demandé de prononcer la déchéance du roi ; lui encore, qui, le 25 juillet, a proposé aux jacobins de se prononcer pour le remplacement de la Législative par une Convention élue au suffrage universel (Mathiez, p. 213) ; lui encore, qui, le 29 juillet, conseille de supprimer *"la distinction injurieuse entre citoyens actifs et passifs"*.

Les archives ne permettent pas de savoir à quelle date Robespierre a gagné à ses vues la majorité du club : le 29 juillet, peut-être, écrit G. Maintenant. Mais à cette date l'initiative revient aux délégués des sections parisiennes qui délibèrent longuement (cinq jours !) avant d'adopter la pétition qui demande à la Législative de prononcer la déchéance du roi. La plupart de ces commissaires se retrouveront dans la Commune insurrectionnelle surgie dans la nuit du 9 au 10 août.

F. Braesch a établi que parmi les 21 membres influents de cette Commune, qui a exercé le pouvoir de fait entre le 10 août et la proclamation de la République le 22 septembre 1792, 9 étaient des jacobins de premier plan : mais ils étaient délégués de leur section, et non pas mandatés par leur club ! Certes, ces légalistes ont su à titre individuel sauter le pas : sans renoncer au principe du gouvernement représentatif, ils ont compris que le péril leur commandait de faire confiance au moins provisoirement à ces anonymes surgis des profondeurs du petit peuple parisien ; ceux-ci ont envoyé des commissaires pour expliquer le sens de l'insurrection dans les départements, recruter de nouveaux volontaires, en-

ayer la panique, et ils ont conduit la nation à la victoire de Valmy.

Les anonymes qui ont combattu le 10 août, qui ont délibéré dans le cadre de la Commune insurrectionnelle ont sauvé la nation, le Club des jacobins lui-même, et permis l'avènement de la République.

L'insurrection préparée des 30 mai-2 juin 1793 contre les députés "infidèles"

Dès les premiers jours de la Convention, malgré le vote unanime en faveur de la République une et indivisible, malgré l'enthousiasme suscité par la victoire de Valmy, le débat politique se trouve envahi par la furieuse bataille entre députés girondins et députés montagnards. La carte établie par G. Maintenant (p. 80) révèle qu'il y a une large correspondance entre l'implantation des sociétés jacobines dans les départements et l'origine géographique des élus montagnards. Désormais, les jacobins, et pas seulement à Paris, apparaissent comme le relais dans l'opinion publique des options de ces derniers. Celles-ci s'improvisent sous la pression des circonstances : les défaites aux frontières, la contre-révolution vendéenne qui éclate en mars 1793, la trahison du général Dumouriez, qui s'enfuit le 5 avril, les manifestations des sections parisiennes et des communes rurales de banlieue en faveur du contrôle du pain à bon marché.

Dès le lendemain de Valmy, les girondins accusent en bloc les jacobins, la députation parisienne (notamment ses leaders Marat, Robespierre et Danton, accusés d'aspirer à la dictature) et la Commune rendue responsable des massacres de septembre dans les prisons. En fait, le fond du débat porte sur la nature des moyens qu'il faut mettre en œuvre pour défendre la Révolution, comme l'illustrent les désaccords à propos du procès du roi. Sa culpabilité ne fait aucun doute, mais sa condamnation à mort comporte le risque de rendre la guerre européenne inexpiable. Les girondins (pas tous) tentent alors de sauver le roi en proposant de soumettre le jugement

rendu par la Convention à la ratification par le peuple rassemblé en assemblées primaires. C'est prendre bien légèrement le risque de provoquer la guerre civile dans les départements, si bien que, désormais, les partisans de l'appel au peuple sur cette question cruciale pour l'avenir de la République sont soupçonnés de rechercher des compromis mortels pour la République encerclée.

Doivent-ils être rappelés par les départements qui les ont élus et les jugent indignes de leur mandat ? C'est la proposition de Marseille (entre autres), à laquelle s'opposent Robespierre et Jean Bon Saint André (27 février et 1^{er} mars 1793). Les jacobins, à cette étape, se contentent donc d'exclure de leurs rangs les girondins, qui les ont d'ailleurs déjà désertés. Cette solution présente l'avantage de respecter le principe selon lequel les députés ne sont pas les représentants de leur département d'origine, mais les élus de la nation.

La défaite militaire en Belgique suivie de la trahison de Dumouriez radicalise le conflit : le 5 avril, une circulaire signée de Marat, alors président des jacobins, demande aux sociétés affiliées de faire pleuvoir sur la Convention des motions demandant le rappel des "*députés infidèles qui ont trahi leur devoir en ne voulant pas la mort du tyran*" (G. Maintenant, p. 90). Démarche reprise par les sections parisiennes, dont la majorité (35 sur 48) demande le 15 avril l'arrestation de 22 députés girondins nommément désignés. Les jacobins s'associent à cette demande, qui donne par avance le programme de l'insurrection du 31 mai.

Mais celle-ci a également un enjeu social : girondins et montagnards ont le même respect pour la propriété privée, ils ont condamné d'un même souffle les pillages des épiceries de février dans lesquels ils ont affecté de voir la main de l'Anglais ; mais la Gironde voudrait, pour défendre les propriétés, déployer l'arme de la guillotine qu'elle a hésité à utiliser contre le roi en janvier, contre Dumouriez en avril.

C'est à son initiative que, le 8 décembre 1792, a été votée la loi qui prévoit la peine de mort contre tous ceux

qui entraveront la libre circulation des denrées.

Inversement, les montagnards votent le 4 mai 1793 une loi qui régleme le prix du blé conformément à la revendication présentée par les sans-culottes en de nombreuses pétitions et manifestations, car ils ont compris que tel est le prix à payer pour obtenir le soutien du peuple contre les girondins ineptes ou défailants et contre la contre-révolution interne et extérieure. Ce double enjeu politique et social est clairement exposé par Robespierre aux Jacobins le 8 mai : *“Celui qui a des culottes dorées est l’ennemi né de tous les sans-culottes... Il n’est que deux classes d’hommes, les amis de la liberté et de l’égalité, les défenseurs des opprimés, les amis de l’indigence et les fauteurs de l’opulence injuste et de l’aristocratie tyrannique.”*

L’insurrection des 31 mai-2 juin a été préparée avec le concours actif des jacobins, mais davantage encore par les sections parisiennes, exécutée sous la direction d’un comité secret (où l’on trouve l’*“enragé”* Varlet) et menée à sa fin grâce à Marat et aux 80 000 gardes nationaux des quartiers pauvres qui ont cerné la Convention pour la contraindre à mettre en arrestation 29 députés girondins et deux ministres. Dans la brochure justificative que les jacobins envoient aux sociétés affiliées, ils expliquent que cette insurrection n’a pas coûté une goutte de sang ; elle a été la réplique nécessaire à ceux qui n’ont cessé de dresser les départements contre Paris, le riche contre le pauvre, ceux qui, par *“modérantisme”*, n’ont pas su lever la nation unie contre le *“despotisme”*.

La République jacobine (juin 1793-juillet 1794)

Entre l’insurrection des 31 mai-2 juin 1793, qui établit une majorité montagnarde à la Convention, et la chute de Robespierre (27 juillet 1794), le contrôle politique de la nation par le réseau des clubs jacobins se consolide : en octobre 1793, sur 1 831 sociétés répertoriées, 798 sont affiliées au club de la rue Saint-

Honoré. La liquidation des soulèvements dits fédéralistes entraîne une nouvelle vague de créations de sociétés populaires, impulsée par les représentants en mission soucieux d’offrir des points d’appui locaux à la politique du Comité de salut public ; 3 500 clubs nouveaux voient le jour en l’an II, si bien qu’au cœur de l’an II, 5 332 communes disposent d’un club jacobin ou d’une société fraternelle plus ou moins associée (98 % des chefs-lieux de district et 59 % des chefs-lieux de canton) : implantation minoritaire, certes, et exclusivement urbaine, mais qui a porté le débat politique aux tréfonds du pays. Des études locales montrent que des clubs de petites villes comme Semur-en-Auxois ou Lormes, à la périphérie du Morvan peu urbanisé, étaient fréquentés par les villageois des environs.

D’un recrutement étroitement bourgeois en 1789, le jacobinisme s’est élargi en 1793 jusqu’aux frontières de la bourgeoisie et du petit peuple : il a fini par s’associer ceux que l’aristocratie croyait injurier en les appelant des sans-culottes et que Marx désignera comme des *“plébéiens”* : petits artisans indépendants, petits marchands, aubergistes et cafetiers... Selon l’étude de l’Américain Crane Brinton (1931), ce jacobinisme dilaté à toute la France urbaine en l’an II comprend 45 % d’artisans et de boutiquiers, 10 % de cultivateurs indépendants, 24 % de fonctionnaires, hommes de loi, peu de marchands et de négociants — la clientèle électorale privilégiée de la Gironde — et pratiquement pas d’ouvriers ; des acheteurs de biens nationaux aisés, mais qui ont su admettre dans leurs rangs le sommet de la sans-culotterie.

A partir de juin 1793, les jacobins vont s’instituer en relais du gouvernement, seul autorisé à formuler la doctrine du salut public. Ils aident donc Robespierre à discréditer les militants populaires que leurs adversaires qualifient d’enragés (Jacques Roux). Cela ne signifie pas une rupture avec les sans-culottes, puisque les montagnards seront encore capables, le 5 septembre 1793, de se laisser bousculer par la manifestation parisienne conduite par la Commune,

puis de voter le maximum des blés le 11 septembre, enfin le maximum général des denrées de première nécessité le 25 septembre ; mais cela signifie que le gouvernement de salut public entend rester maître du jeu politique et définir seul l'ampleur des concessions qu'il va consentir aux masses.

Le Comité de salut public réorganisé en juillet compte 12 membres, dont 8 au moins fréquentent assidûment le club, ce qui illustre la symbiose établie entre le gouvernement et l'organisation jacobine. Le club de Paris s'entend dicter par Robespierre le 25 septembre une claire consigne d'obéissance : *“Vous soutiendrez la Montagne qu'on attaque (il s'agit des attaques hébertistes), vous soutiendrez le Comité de salut public qui se montre digne de la liberté, et c'est ainsi qu'avec vous il triomphera de toutes les attaques des ennemis du peuple.”*

La centralisation des énergies implique donc à cette date une certaine abdication de la liberté de critiquer les gouvernants — liberté constamment revendiquée depuis 1789 —, mais elle paraît dictée par la situation tragique dans laquelle se débat la République en été 1793, quand les armées étrangères forcent toutes les frontières, que deux tiers des départements cessent d'obéir à la Convention, soit qu'ils se livrent à la contre-révolution (en Vendée), soit qu'ils obéissent aux députés girondins évadés de Paris et qui aspirent à se venger.

Décentralisation girondine contre centralisme jacobin ? Une question mal posée

Dès les 6 et 19 juin, un appel signé par 75 girondins invite les départements à se soulever contre Paris ; le département de la Gironde s'est déclaré en insurrection le 7 juin et a invité les députés suppléants à se réunir en Convention bis à Bourges ! Lyon s'est déjà soulevée contre Paris, la Normandie s'apprête à en faire autant, ainsi que Nîmes, Marseille... Les girondins ont donc pris le risque de pulvériser la nation à l'heure où la Vendée répandait le sang des

“bleus” et où les rois européens remportaient victoire sur victoire.

C'est cette politique insensée qui leur a valu l'accusation de vouloir “fédéraliser” la France ; formulée en octobre devant le tribunal révolutionnaire, elle a entraîné leur condamnation à mort. En aucun cas on ne peut les créditer d'un projet constitutionnel inspiré de l'organisation fédérale américaine ; le seul qui ait nourri un tel rêve, Buzot, explique dans ses Mémoires que ses amis ne l'ont pas suivi sur ce terrain. Ce qui les soude, c'est la haine et la peur de Paris, c'est la prétention des sans-culottes rassemblés dans leurs sections, inspirés par Marat ou Robespierre, ou Varlet, de se mêler de politique, de pétitionner auprès des députés, d'infléchir leurs décisions pour faire respecter leur droit à l'existence, revendication purement démagogique à leurs yeux. A l'idéal populaire d'une **démocratie représentative sous contrôle**, les girondins opposent celui d'une vie parlementaire délibérant dans le silence de la cité, les citoyens ayant épuisé leur rôle politique dès qu'ils ont voté.

Les jacobins, relais de la politique du Comité de salut public

Quant aux jacobins, ils ont soutenu sans état d'âme la centralisation politique (la Terreur incluse) établie progressivement par le Comité de salut public entre juillet et décembre 1793 parce qu'elle leur a paru le moyen indispensable de sauvegarder l'existence même de la nation. Et les victoires remportées aux frontières, en Vendée, la reconquête de Lyon, de Toulon, de Bordeaux..., leur ont donné raison. Ils ont donc porté leur effort sur la surveillance des autorités locales dans lesquelles ils avaient commencé à s'investir à l'occasion des élections de novembre 1792, mais où ils n'occupaient qu'une position minoritaire et dont beaucoup sabotaient les lois relatives au maximum, au recrutement des soldats et à leur équipement. Ils se sont appuyés tantôt sur les municipalités, tantôt sur les districts, au gré des rapports

de force locaux ; ils ont accueilli avec reconnaissance la venue des représentants en mission, qui leur ont permis de tenir bon malgré l'inertie des propriétaires que les lois d'exception économique comprimaient : ainsi ont été contenues les spéculations fructueuses que la guerre autorise habituellement. Leurs discours sur le citoyen vertueux dévoué au bien public peuvent paraître désuets et prêter à sourire, ils n'en correspondaient pas moins à une nécessité de défense révolutionnaire.

La loi du 4 décembre 1793 marque une étape décisive dans le renforcement de l'autorité gouvernementale, puisqu'elle interdit aux sociétés populaires d'établir entre elles cette sorte de coordination horizontale qu'ont esquissée les congrès régionaux (congrès des sociétés populaires de Marseille en octobre-décembre 1793) fort mal caractérisés comme l'expression d'un "fédéralisme jacobin". A propos de ce décret, Claude Mazauric écrit : "*Il favorisa ainsi le conformisme et la bureaucratie*" (article jacobins du *Dictionnaire historique de la Révolution française*, PUF, 1989). Il me semble que cette appréciation mérite au moins d'être nuancée pour deux raisons : nul avantage matériel n'accompagne alors cet exercice de responsabilités militantes dans les clubs jacobins (le cas des "hébertistes" qui peuplent le ministère de la Guerre est différent). Quant au conformisme des discours, il camoufle une grande diversité d'opinions et de conduites ! Pour n'en prendre qu'un seul exemple, celui de la déchristianisation violente, on sait, depuis les travaux de Michel Vovelle, que celle-ci, dans laquelle se sont investis bon nombre de jacobins, s'est poursuivie en certaines régions jusqu'au printemps 1794 malgré la condamnation formelle prononcée aux Jacobins dès la fin novembre et à la Convention par le décret du 6 décembre 1793.

1794 : les nouveaux enjeux

L'envoi à la guillotine des responsables de la Commune (Hébert, puis Chaumette) a-t-il divisé les jacobins ? Le

gouvernement les condamnait parce qu'il les soupçonnait de vouloir aggraver la guerre contre les riches marchands pour satisfaire leur clientèle populaire qu'exaspéraient les violations du maximum ; comment les jacobins ont-ils assumé cet aspect nouveau de la politique gouvernementale ? Elle semait le désespoir chez ces petites gens qui s'étaient faufilés dans l'organisation jacobine et qui avaient pris au sérieux les promesses de juin 1793 : la Constitution de l'an I ne promettait-elle pas le "*bonheur commun*" ? Cela n'a pas échappé au regard du jacobin Saint-Just ("*La Révolution s'est glacée*"). Constatons que le discours jacobin sur la vertu prolifère au moment même où la réalité bourgeoise de cette société commence sournoisement à prendre sa revanche.

Il nous manque une étude de synthèse qui nous restituerait les débats tels qu'ils se sont menés dans les clubs en ce terrible printemps de 1794 ; il est certain que de nombreux jacobins ont fui le questionnement intime sur le sens de leur engagement en se jetant sur les tâches strictement patriotiques : la quête du salpêtre dans les caves, la collecte d'effets pour équiper un "cavalier jacobin", etc.

Nous savons aussi que le club parisien a élu comme président l'athée Fouché le 4 juin 1794, le jour même où la Convention élevait Robespierre à la présidence afin de lui permettre de conduire les cortèges en l'honneur de l'Être suprême le 8 juin. Décidément, non, jamais le club jacobin ne fut ce monolithe, cette machine décrite par ses adversaires. Il se partage encore lors du drame de Thermidor : les jacobins Robespierre, Saint-Just, Couthon meurent sur l'échafaud à l'issue d'un coup de force perpétué à la Convention et conçu par les jacobins Fouché et Tallien.

Quatre mois plus tard, le club lui-même était dissous (12 novembre 1794). Après Thermidor, le cours de la Révolution s'inversait et commençait une autre histoire du jacobinisme.

Pour conclure, donnons la parole à Jaurès : "*Peut-être n'était-il pas possible à une seule génération d'abattre l'An-*

cien Régime, de créer un droit nouveau, de susciter des profondeurs de l'ignorance, de la pauvreté et de la misère un peuple éclairé et fier, de lutter contre le monde coalisé des tyrans et des esclaves, de tendre et d'exaspérer dans ce combat toutes les passions et toutes les forces, et d'assurer en même temps l'évolution du pays enfiévré et surmené vers l'ordre normal de la liberté réglée... Les juger comme s'ils devaient clore le drame, comme si l'histoire n'allait pas continuer après eux, c'est un enfantillage et une injustice... Ils ont affirmé l'idée de la démocratie dans toute son ampleur.

Ils ont donné au monde le premier exemple d'un grand pays se gouvernant et se sauvant avec la force du peuple tout entier... Ils ont donné à la France et au monde un si prodigieux élan vers la liberté que, malgré la réaction et les éclipses, le droit nouveau a pris définitivement possession de l'histoire.

Ce droit nouveau, le socialisme le revendique et s'y appuie... Nous sommes, en un grand sens, au sens où l'entendait Babeuf évoquant Robespierre, le parti de la démocratie et de la Révolution."

Nicole Bossut



“Le jacobin voue les prêtres et les aristocrates au diable” (gravure anonyme).

Les jacobins vus par le conventionnel Levasseur de la Sarthe

“O N a souvent parlé de l’immense influence du Club des jacobins ; mais je n’ai pas vu que, jusqu’à ce jour, on en ait considéré les effets sous leur véritable point de vue. Presque tous les historiens qui se sont occupés de la Révolution française ont peint l’influence des clubs comme celle d’une force brutale, aveugle, dominant par des moyens matériels, et par la vigueur des meneurs qui les dirigeaient. Je n’ai rien vu de pareil tout le temps que j’ai pris part aux affaires publiques. Le Club des jacobins, et les sociétés affiliées, parmi lesquelles se distinguait le Club des cordeliers, ne m’ont jamais paru avoir une autre puissance que celle de l’opinion, une autre influence que celle de la publicité. Pour prouver la vérité de ce que j’avance, il suffirait d’examiner la composition des clubs depuis 1789 jusqu’à l’époque à laquelle nous sommes parvenus (*octobre 1793*). Dans cet intervalle, dix fois peut-être la société mère s’est renouvelée ; ses membres ont changé, et avec eux son esprit, et cependant elle n’a jamais perdu son influence, parce qu’elle s’est sans cesse recrutée dans l’opinion dominante, et qu’elle n’a jamais cessé d’être ce qu’elle avait été dans son principe, un auxiliaire assidu de l’opinion publique et un moyen permanent de publicité.

Ainsi, fondé d’abord par des constitutionnels, le Club des jacobins les a bientôt dépassés par son enthousiasme de liberté ; Mirabeau et les Lameth y sont devenus de véritables puissances, parce qu’ils étaient, en idées libérales, au-delà de la majorité de l’Assemblée (*la première Assemblée révolutionnaire, la*

Constituante). Bientôt aussi les Lameth se sont arrêtés dans la carrière révolutionnaire et ont été obligés de fuir une Assemblée qu’ils avaient fondée, et où commençait à dominer le républicanisme. Alors les girondins régnerent à l’aide du club dominant, et les Lameth, réfugiés aux Feuillants, ne purent même plus se faire entendre d’un public dont ils avaient longtemps été l’idole. Ils étaient restés stationnaires pendant que toute la France était en marche, et leur déconfiture au milieu des jacobins, véritable critérium de l’opinion publique, dut leur apprendre que leur règne était passé.

Chose remarquable ! La publicité, auxiliaire nécessaire de la vérité, qu’elle finit en dernier ressort par faire triompher, a toujours paru une arme utile aux causes triomphantes et un ennemi redoutable aux partis vaincus. Les constitutionnels, qui avaient organisé les clubs contre la cour, répudièrent ces dangereux foyers de patriotisme lorsque l’opinion les eut dépassés, et les girondins, à leur tour, après avoir battu les constitutionnels par l’appui des clubs, représentèrent ces affiliations comme d’intolérables centres d’anarchie quand ils en furent expulsés (...).

Après le 31 mai, lorsque les principes les plus absolus de la liberté et de l’égalité eurent gagné leur cause, lorsque la Constitution votée par la Convention nationale eut fait triompher les doctrines défendues depuis trois ans par les jacobins, lorsque le nec plus ultra du parti du patriotisme fut atteint, les opinions du club furent, en quelque sorte, le régulateur de l’opinion, et le club devint ainsi une véritable puissance ; mais cette puis-

sance, quoi qu'on en ait dit, était toute bienfaisante, toute dans l'intérêt de la liberté. Elle servait, a-t-on affirmé, la tyrannie conventionnelle : le fait est entièrement faux, car, devant le Club des jacobins, les députés de la Convention avaient chaque jour à répondre de leur conduite, de leurs opinions. Chaque jour on recommençait l'épuration des membres de la société ; exercer une fonction publique était un titre pour être examiné avec plus de soin ; être représentant du peuple suffisait pour passer au creuset de la plus minutieuse critique. Mais ces épurations continuelles n'étaient pas la seule épreuve à laquelle notre patriotisme fût mis. Le moindre soupçon, le moindre bruit désavantageux sur notre compte suffisait pour nous faire demander une explication à laquelle il fallait répondre en termes catégoriques, sous peine de radiation. Un montagnard jacobin revenait-il d'une mission, après son compte rendu à la Convention et aux comités de gouvernement, il lui fallait encore rendre compte de sa conduite aux Jacobins, dont l'examen était cent fois plus minutieux et plus sévère que celui des autorités légales. Bridés ainsi par la crainte d'une surveillance active et d'une sévère responsabilité, il était impossible que, quand bien même le patriotisme n'eût pas été chez nous un frein assez fort, nous songeassions à commettre des exactions ou d'autres actes iniques, dont la radiation de la liste des jacobins et par suite la guillotine eussent infailliblement été la suite immédiate."

(Extrait des *Mémoires de R. Levasseur*, dont les deux premières parties furent publiées en 1829 par Achille Roche ; cette publication lui valut d'être poursuivi devant les tribunaux pour outrage à la morale publique, attaque contre les droits que le roi tient de sa naissance et contre la dignité royale, outrage à la religion et à l'Etat. Les juges de Charles X condamnèrent A. Roche à quatre mois de prison ; la révolution de juillet 1830 permit au fils du conventionnel, Francis Levasseur, d'achever la publication des *Mémoires* de son père en 1831.)

•
••

Levasseur appartient à cette majorité de la Convention qui accepta de s'appuyer jusqu'à un certain point sur la masse mobilisée des sans-culottes — tout en condamnant les initiatives "anarchiques" — afin de sauver la République menacée d'écrasement par la coalition monarchique européenne. La gravité de la situation lui fit accepter un recours très encadré à la Terreur, qui, selon lui, aurait dû cesser dès la victoire de Fleurus acquise.

La chute de Robespierre inaugura une période de réaction qui remit en cause bon nombre des libertés et droits acquis, notamment le droit d'association : le Club des jacobins fut fermé et la loi du maximum abrogée, ce qui permit l'envolée des prix des denrées de première nécessité. Ainsi s'explique l'envolée de la courbe des suicides dans les quartiers pauvres à Paris et à Rouen durant l'hiver 1794...

C'est à cette époque de reflux que Levasseur réitère son attachement à la Constitution de 1793, qui, précisément, garantit le droit d'association, proclame le devoir d'insurrection quand les droits du peuple sont violés et fixe à la société l'obligation de venir en aide aux citoyens à qui la maladie, le chômage, la vieillesse interdisent de subvenir à leurs besoins par le travail.

La Constitution de 1793 exprimait "le nec plus ultra" démocratique auquel il est fait allusion dans ce texte. Il s'opposa donc à la dissolution du Club des jacobins, puis des sociétés populaires ; il prédit aux jacobins que leur dissolution annonçait "infailliblement la perte de la République".

Le Directoire lui inspira cette belle formule : "Nous avons rêvé d'un monde enchanté, nous sommes retombés dans le monde réel."

Le coup d'Etat de Bonaparte le destitua de ses fonctions de chirurgien en chef de l'hôpital du Mans, où la municipalité républicaine l'avait chargé de soigner gratuitement les pauvres.

Refusant de signer la déclaration de repentir que la monarchie des Bourbon restaurée avec l'aide des puissances coalisées exigeait des régicides, il vécut quinze ans en exil avant de mourir pauvre au Mans, en 1834.

**Saint-Just
et la
“Constitution
de la France”**

(Jean-Marc Del Percio)

Saint-Just (1767-1794) a rédigé un certain nombre de textes essentiels de la période montagnarde de la Convention (1793-1794). Parmi ses discours les plus fameux, celui du 13 novembre 1792, le premier qu'il ait prononcé devant la Convention, réduisit en poussière les arguties de ceux qui s'opposaient au jugement de Louis XVI au nom de son inviolabilité. C'est là qu'il affirma : *“Ceux qui attachent quelque importance au juste châtement d'un roi ne fonderont jamais une République (...). Je ne vois point de milieu : cet homme doit régner ou mourir”*, puisqu'il incarne un système totalement antagonique à celui de la République.

Dans son *“Rapport sur les suspects incarcérés”* du 26 février 1794, il affirme : *“La première loi de toutes les lois est la conservation de la République.”* Peu avant, il avait prononcé à la Convention, le 24 avril 1793, le discours sur la Constitution à donner à la France, dont l'article ci-après analyse minutieusement le contenu et la portée.

Dans leur *Condorcet*, Elisabeth et Robert Badinter qualifient la Constitution de 1793, dont Saint-Just a été l'un des principaux initiateurs, de *“Constitution bâclée, techniquement médiocre, en fait presque impossible à mettre en œuvre”* (p. 640) ; s'ils consacrent logiquement de longues pages au projet de Constitution de Condorcet, dont ce dernier souligne lui-même qu'il a été *“écouté sans enthousiasme”* et dont Elisabeth et Robert Badinter soulignent *“l'échec patent”*, ils n'évoquent pas le discours de Saint-Just.



Saint-Just, le fédéralisme et l'unité de la République

CETTE étude porte sur le discours prononcé par Saint-Just à la tribune de la Convention nationale, le 24 avril 1793 (1). Celui-ci s'intitule "*Sur la Constitution de la France*" et se donne pour perspective de s'opposer au projet de Constitution présenté par Condorcet (2).

Le contexte

Dès la première séance de la Convention nationale, l'abolition de la monarchie est décidée à l'unanimité. Il s'agit désormais, la radicalisation du processus révolutionnaire se confirmant, de donner ses fondations à la République. La Convention nomme un comité de Constitution composé de 9 membres, parmi lesquels Condorcet et Danton, seul député montagnard. La bataille politique qui s'annonce va être rude, puisque, de toute évidence, le rapport de force dont la composition du comité de Constitution est la traduction n'est pas favorable aux options politiques les plus en phase avec la situation politique intérieure, caractérisée par une montée en puissance de la lutte des classes.

Les enjeux

Quelques semaines plus tard, la Convention invite tous les "*amis de la*

liberté et de l'égalité" qui se trouvent dans le monde à lui soumettre leurs propositions.

Parmi les projets qui nous sont parvenus, celui de Robespierre, qui propose l'esquisse d'une nouvelle Déclaration des droits de l'homme, à placer en préambule à la future Constitution, et désacralise le droit de propriété en l'excluant de la sphère du droit naturel. L'avocat d'Arras y fait entrer le droit au travail et à l'assistance.

Anacharsis Cloots, quant à lui, qui se fait appeler l'"*orateur du genre humain*", préconise l'instauration d'une République universelle fondée sur la libre association des individus.

Cette République du genre humain, fondée sur la libre association des individus, ne peut être qu'indivisible, puisqu'aucune portion ne peut ni ne veut s'en détacher pour se joindre à une autre. Pour Cloots, la société des individus sera toujours pacifique ; la société des na-

(1) Saint-Just, *Discours et rapports*, préface et notes de A. Soboul, Paris, Éditions sociales, 1977, pp. 94 et suivantes.

(2) Il ne s'agit pas de tomber dans les travers du réductionnisme ; mais il faut tout de même rappeler que « *la France "atlantique" des négociants* », qui s'enrichit du "*trafic triangulaire*", comme l'écrit M. Vovelle, est la pierre d'angle de cette aspiration à "fixer" le cours de la Révolution (M. Vovelle, *La Chute de la monarchie, 1787-1792*, Seuil, 1972, pp. 50-51).

tions, toujours belligérante (3). Cette conception universaliste de la République à instituer influence grandement le personnel politique constituant le fer de lance de la Montagne, issu la plupart du temps de la bourgeoisie provinciale. Saint-Just s'intéresse lui aussi à cette option politique. Il est sans doute possible de percevoir ici l'influence de la pensée kantienne. Il ne faut pas oublier que Kant, en 1784, réfléchit aux conditions ouvrant la perspective d'une construction politique de type universel ; laquelle doit s'orienter vers une communauté mondiale. Kant l'appelle le "*cosmopolitisme*". Au XIX^e siècle, le mouvement ouvrier reprendra à sa charge l'inspiration kantienne à travers le couplet de *L'Internationale* (4).

C'est finalement le projet de Condorcet qui est présenté pour discussion à la Convention. C'est évidemment un texte d'inspiration girondine, qui se donne pour tâche principale de "fixer" le cours de la Révolution.

Condorcet et ses amis politiques échafaudent une trame politico-institutionnelle, qui accorde une prééminence nocive au pouvoir exécutif ; et ce, en raison du mode de scrutin : l'Assemblée serait élue au suffrage indirect par les départements. Se trouvent réunis ici, constituant un précédent, les éléments visant à cimenter les édifices institutionnels bâtis par les tenants du conservatisme social. Ces pratiques institutionnelles favorisant la représentativité des notables, s'appuyant sur un mode électif "tempérant" grandement les velléités de radicalité politique véhiculées par les classes populaires, ouvrent un espace politique dont la création du Sénat représentera ultérieurement une manière de parachèvement. Dans le même temps, le Conseil des ministres serait directement élu, selon les propositions de Condorcet, par le peuple.

Aux yeux de Saint-Just, cette combinaison politique, où le gouvernement est l'émanation directe de la volonté générale, confère à celui-ci une légitimité exorbitante par rapport au pouvoir législatif et fait des ministres les véritables représentants de la souveraineté populaire. Mais il s'agit, en fait, de "l'hom-

mage du vice à la vertu", puisqu'un tel déséquilibre introduit assez subtilement un danger mortel pour le processus révolutionnaire en cours ; puisque, dans ce cas de figure, deux hypothèses inquiétantes peuvent être retenues : soit le retour de la tyrannie d'un seul, soit, du moins, l'établissement rapide d'une oligarchie gouvernementale. En filigrane, se dessinent déjà les contours de la réaction thermidorienne (5) que Saint-Just pressent.

Le cadre idéologique préparant le recours à l'homme providentiel s'affine. Ce processus de confiscation visant à fixer la Révolution, puis à la détourner de ses objectifs les plus radicaux (période 1793-1794), est bien appréhendé par Hegel. Ce dernier précise dans ses analyses que la réaction thermidorienne et le Directoire sont la revanche de la "société civile", du grouillement des égoïsmes, où le "libéralisme", l'anarchie des volontés particulières érigée à la hauteur d'un principe n'expriment rien d'autre que la perte du sens de l'Etat. Face à l'entrelacs des appétits et des convoitises économiques que la "société civile" véhicule, le programme politique "vertueux", dont Saint-Just est le porte-parole — prônant l'instauration d'une République en principe égalitaire — est défendu par ce dernier à la tribune de la Convention.

C'est la raison pour laquelle Saint-Just inverse les modalités électorales proposées par Condorcet. L'enjeu essentiel, face à l'émergence des forces centrifuges que le fédéralisme véhicule, consiste à affermir les bases démocratiques de l'Etat.

Saint-Just vainqueur

De fait, dans la Constitution adoptée le 24 juin 1793 — cinq mois après la dé-

(3) A. Cloots, "*Bases constitutionnelles de la République du genre humain*", *Ecrits révolutionnaires*, Ivrea, 1979, pp. 473 à 503.

(4) E. Kant, "*Idée d'une histoire universelle au point de vue cosmopolitique*" (1784), traduction S. Piobetta, *Opuscules sur l'histoire*, Garnier Flammarion, 1990.

(5) Thermidor : Trotsky reprendra ce terme pour caractériser la dégénérescence du Parti bolchevique. Voir, à ce sujet, Jean-Jacques Marie, *Le Trotskysme*, Flammarion, 1977, pp. 39 à 56.

collation de Louis Capet —, ce sont les principes de Saint-Just qui sont retenus : c'est le texte constitutionnel le plus démocratique que la France ait connu : le "devoir indispensable" d'insurrection est prescrit au peuple quand ses droits sont violés par le gouvernement (article 35 de la Déclaration de juin 1793). L'exécutif est particulièrement affaibli par rapport au législatif et toutes les lois votées doivent être soumises à la ratification populaire.

La philosophie de l'histoire qui sous-tend l'analyse de Saint-Just

Pour lui, l'homme dans l'état de nature n'est pas un Robinson isolé, mais déjà un être qui vit en société. Si Aristote définissait l'homme comme un "animal politique", on peut affirmer que Saint-Just le définit comme "animal social". En d'autres termes, la société a précédé l'Etat et l'émergence de celui-ci signifie la séparation du "souverain" — dans l'acception rousseauiste —, c'est-à-dire du peuple, d'avec lui-même. Ce processus de "scission" constitue précisément la source de tous les malheurs dont la civilisation est accablée.

En substance, la démarche de Saint-Just vise à restaurer l'"harmonie" dans le corps social ; harmonie dont la loi (6) est l'expression, comme la loi de la gravitation universelle manifeste l'harmonie des corps célestes. A contrario, la contrainte est le fait des "mauvais gouvernements". Le recours à la rigueur mathématique — "égalitaire" — regardant du côté de la science physique est déjà présente au sein de la pensée cartésienne. D'Holbach, selon des modalités et perspectives "épistémologiques" différentes, ira dans le même sens. Rappelons enfin que l'appel à la restauration de l'"harmonie" dans le corps social sera porté par le socialisme utopique du XIX^e siècle, la pensée fouriérienne étant la figure de proue de ce mouvement (7).

Les objectifs politiques essentiels que poursuit le personnel politique issu essentiellement de la bourgeoisie, dont Saint-Just est le parangon, se "radicali-

sent". Et ce, du fait de l'émergence de plus en plus visible du mouvement populaire sur la "scène de l'histoire". La sans-culotterie et le mouvement sectionnaire en sont les éléments les plus visibles. La traduction première de cette radicalité est particulièrement visible lorsque Saint-Just et ses amis politiques s'opposent d'une manière itérative à toute mesure pouvant introduire un facteur de division dans la société. Saint-Just, logiquement, refuse de fonder la représentation nationale sur une base locale, "décentralisée" : les mandats territoriaux risqueraient de ramener les féodalités et de dresser une partie du peuple contre les autres. En somme, la quintessence de cette nocivité politique que visent à instaurer Condorcet et les girondins est centrée sur le processus de fragmentation de cette République "une et indivisible", que les soldats de l'an II défendent pied à pied aux frontières contre l'ensemble des forces coalisées de l'Europe des rois.

La soumission du Parlement devant le pouvoir exécutif, qu'esquisse très précisément le projet porté par Condorcet, "exprime l'hétéronomie de la Nation par opposition à son autonomie", affirmera plus tard Marx. Il est possible de constater que le programme politico-institutionnel que Saint-Just expose dans son discours entre, de fait, en convergence avec l'analyse de Marx (8). Revenant quelques jours plus tard sur cette question, dans un autre discours, Saint-Just souligne d'une manière prophétique les menaces de dissolution qui guettent les jeunes Etats-Unis d'Amérique : "Un jour, un Etat s'armera contre l'autre, on verra se diviser les représentants et

(6) Cette thématique entre en convergence avec l'"absolutisme" rousseauiste de la loi : il faut éviter l'émergence de la force sans le droit, c'est-à-dire l'arbitraire des hommes, la domination des volontés particulières. La loi libère ; elle affranchit de la relation de servitude, qui est toujours d'homme à homme. "Un peuple libre obéit, mais il ne sert pas (...), il obéit aux lois, mais il n'obéit qu'aux lois, et c'est par la force des lois qu'il n'obéit pas aux hommes" (Jean-Jacques Rousseau), fragment extrait des *Lettres écrites de la Montagne*.

(7) F. Dagognet, *Trois Philosophies revisitées, Saint-Simon, Proudhon, Fourier*, Olms, Zurich, 1997, 170 pages.

(8) *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*.

l'Amérique finira par la Confédération de la Grèce" (9). Tout est dit : l'objectif unitaire doit s'imposer face aux forces centrifuges menant à la "fragmentation" ; "fragmentation" géographique, "fragmentation" politique (10).

Cette unité organique du peuple ne doit évidemment pas se constituer au niveau des provinces de l'Ancien Régime ou des départements récemment constitués. (Dans ce domaine aussi, le souci du découpage mathématique des contours départementaux s'oppose aux contingences géographiques, sociales... Le recours à l'esprit de la mathématique favorise l'émergence d'un nouvel ordre politique propre à favoriser l'épanouissement de l'égalité entre les hommes.) Pour Saint-Just, qui regarde avec insistance du côté de Sparte, l'unité organique du peuple doit s'enraciner dans les communes, que celui-ci conçoit comme des assemblées délibérant sur les affaires publiques et se réunissant pour voter les lois (11). Il s'agit, bien évidemment, d'un patriotisme ouvert, démocratique, qui se tourne résolument du côté de l'universalisme. Pour Saint-Just, la "*patrie n'est point le sol, mais la Communauté des affections*".

En substance, l'action politique de Saint-Just, que traduisent les moments forts de son discours, vise à faire valoir que la différence des conditions constituées par la naissance et le milieu sont des différences non politiques. Instituer la citoyenneté et l'égalité devant la loi, c'est aller dans le même sens. Tout cela induit le fait que l'Etat, sous sa forme accomplie d'Etat républicain et démocratique, paraît accéder à l'universel et peut se proclamer la "*réalité de l'idée morale*", selon la formule hégélienne.

Mais défendre la légitimité du recours à une forme de "démocratie avancée" telle que Saint-Just l'exprime précisément dans son discours — s'appuyer sur le pouvoir des communes — une forme de démocratie directe —, c'est démontrer que l'action politique de ce personnel politique révolutionnaire "radicalisé", mais "centriste" *in fine*, contient en son sein les éléments de recherche d'une trame politique novatrice entrant en résonance avec la radicalité véhiculée par la base

sociale qui porte en quelque sorte l'action des futurs membres du Comité de salut public.

Il s'agit, pour ce personnel politique, et pour Saint-Just tout particulièrement, de (tenter de) résoudre la "quadrature du cercle". En effet, l'originalité de la démarche politique de Saint-Just et de ses proches — Robespierre exclut le droit de propriété de la sphère du droit naturel — est basée sur le fait suivant : il s'agit d'une tentative pathétique et courageuse de combler dans une certaine mesure le fossé qui sépare le citoyen de l'"homme réel". (N'oublions pas que le discours qui intéresse cette analyse se situe essentiellement sur le terrain institutionnel et juridique.) C'est, en outre, prendre en considération, certes d'une manière par-

(9) Saint-Just, "*Discours sur la division constitutionnelle du territoire*", *Œuvres complètes*, Lebovici, 1984, p 443. Voir, entre autres, le commentaire proposé par J. Gayraud, in *Saint-Just, on ne peut pas régner innocemment*, Mille et une nuits, 1996, pp. 49 à 55.

(10) A. Soboul, *Les Sans-culottes* (1958), Seuil, 1979, p 143 : "*L'unité sera donc l'un des mobiles de son action politique* (Soboul parle du sans-culotte), *il s'en fera une conception quasi mystique. Il ne s'agit pas là seulement de l'unité nationale affirmée dans la nuit du 4 août, proclamée (...) par la Convention et célébrée solennellement le 10 août 1793. L'unité devient aux mains des sans-culottes une arme politique, gage et moyen de victoire : ils veulent l'union la plus large entre les organisations populaires, plus encore entre les diverses catégories sociales attachées à la ruine de l'aristocratie. La correspondance et la fraternisation sont les moyens de réaliser l'unité ; la baiser fraternel en est le symbole ; le serment lui confère une valeur religieuse.*"

(11) Rappelons que, pour Rousseau, il faut que les dimensions du peuple soient normales. Il faut qu'il ne soit pas trop grand. Car alors, il ne saurait y avoir l'homogénéité sans laquelle la volonté générale est impossible. Il faut aussi qu'il ne soit pas tellement petit qu'il puisse se maintenir. Mais si les deux conditions sont importantes, elles ne le sont pas également. La première est plus importante que la seconde. Car avant tout, ce qui importe, c'est une bonne constitution intérieure et elle est impossible si l'Etat est trop étendu. Rien de moins étonnant que cette remarque de Rousseau influe sur la pensée politique de Saint-Just et de ses amis. Tout le contrat social tend à l'établissement d'une petite société, sur le modèle de la Cité antique ou de la République de Genève. Comment procéder, en somme, lorsque l'on a affaire à un pays aussi étendu et peuplé que la France ? Recourir à la démocratie directe, d'une part ; s'appuyer sur un patriotisme ouvert, démocratique, homogénéisant la société civile, d'autre part.

cellaire, le fait que, selon la formule marxienne, cette "sophistique de l'Etat politique" devra s'imposer dans toute sa rigueur si le programme politico-institutionnel d'inspiration girondine proposé par Condorcet devait être adopté. Cet attachement particulier que Saint-Just manifeste à l'égard de l'"illusion politique" exprime à sa manière une vérité anthropologique : l'aspiration des hommes à la réalisation de leur "essence générique", c'est-à-dire la perfection de leur nature ; l'aspiration à l'universel.

Ce que la pensée marxienne va reprocher à l'Etat bourgeois, c'est précisément de dévoyer cette aspiration, ou, plutôt, d'en empêcher l'effectivité en ne la satisfaisant qu'en imagination sous la figure du citoyen... Le recours "nostalgique" de Saint-Just au holisme de la Cité antique (12), la nécessité de se référer à la "Tabula rasa" (13) sont des pistes qui nous autorisent à supposer ce qui suit : toutes ces insuffisances et contradictions qui se manifestent dans le cadre de l'action politique concrète relative à la période qui nous intéresse sont sans doute pressenties par Saint-Just et le courant politique qu'il incarne. La conception de l'homme que Saint-Just cherche à imposer dans le cadre de son discours vise à contrer l'influence de la pensée contractuelle anglo-saxonne ; nous pensons notamment à la pensée hobbiennne, figure de proue de cet "individualisme possessif", dont Macpherson (14) a tracé les contours en des pages incisives (15). Saint-Just expose le contenu des idées qu'on aurait fait admettre à l'"âme humaine" : "L'homme farouche et meurtrier dans la nature" (ligne 5) (16). Evidemment, cette conception de l'homme renvoie directement à l'anthropologie négative de Hobbes, pour qui "l'homme est un loup pour l'homme". Or, pour Saint-Just, cette idée n'est que mensonge, un prétexte "pour acquérir le droit de l'asservir" (asservir l'homme) (ligne 5). Saint-Just explique la conséquence qu'a eue un tel mensonge chez l'homme : "Le principe de l'esclavage et du malheur de l'homme s'est consacré jusque dans son cœur ; il s'est cru sauvage sur la foi des tyrans" (lignes 7 à 10). Ces tyrans, ces monarques absolus seraient, selon l'au-

teur du discours, parvenus à régner aussi longtemps en ayant convaincu l'homme de la nécessité de sa domination pour faire triompher l'ordre et la morale face à la nature "sauvage" de l'être humain. Pour donner du poids à sa démonstration, Saint-Just se tourne du côté des exemples historiques : "Les anciens Francs, les anciens Germains n'avaient presque point de magistrats ; le peuple était prince et souverain ; mais quand le peuple perdit le goût des assemblées pour négocier et conquérir, le prince se sépara du souverain, et le devint lui-même, par usurpation" (lignes 39 à 43). Saint-Just, en ayant recours aux termes "magistrats", "prince", "souverain", évoque un état social où le politique a déjà sa place. Il se situe, en somme, une fois de plus et implicitement, en opposition avec la conception hobbiennne d'un état de nature antérieur à une société civile, c'est-à-dire politiquement organisée. En cela, Saint-Just se situe plutôt dans la lignée de la pensée thomiste, pour qui le politique est enraciné dans le social et dans la nature de l'homme.

(12) Sparte, la Cité des *Homoioi*, des "Egaux" ou des "Pairs", forme avec la République égalitaire de l'an II un couple indissociable.

(13) Si l'on veut comprendre pourquoi la Sparte de Lycurgue — auquel Saint-Just se réfère à plusieurs reprises dans son discours — a été le symbole d'une Cité régénérée, il faut rappeler le contenu d'un passage issu du *Discours* de Rousseau sur "L'Origine de l'inégalité" : "Malgré tous les travaux des plus sages législateurs, l'Etat politique demeura toujours imparfait, parce qu'il était presque l'ouvrage du hasard, et que mal commencé, le temps en découvrait les défauts, et suggérant des remèdes, ne put jamais réparer les vices de la Constitution ; on raccommodait sans cesse, au lieu qu'il eut fallu commencer par nettoyer l'aire et écarter tous les vieux matériaux, comme fit Lycurgue à Sparte pour élever ensuite un bon édifice." Ce qui est, en somme, chez Rousseau, affirmation incidente, deviendra central pendant la Révolution. Voir à ce propos le texte introductif à l'ouvrage de M. I. Finley, *Démocratie antique, démocratie moderne* (1976), Payot, 2003, signé P. Vidal-Naquet, intitulé "Tradition de la démocratie grecque", pp. 9 à 44.

(14) C. B. Macpherson, *La Théorie politique de l'individualisme possessif de Hobbes à Locke*, Gallimard, 1971.

(15) Voir aussi Denis Parigaux, *Spinoza, l'Anti-Léviathan*, La Libre Pensée, sd, 36 pages. En s'appuyant sur la pensée spinoziste, Denis Parigaux place en évidence et d'une manière critique les lignes-forces de la pensée hobbiennne.

(16) Saint-Just, *op cit*, p. 94.

Cette référence à l'exemple historique ayant trait aux anciens Francs et Germains nous incite à émettre le constat suivant : la question de la dépossession du pouvoir que le peuple subit intéresse au plus haut point Saint-Just. S'intercale, en somme, à l'intérieur du dispositif politico-théorique que Saint-Just propose, la nécessité de se défier d'une "inflation" non justifiée de structures institutionnelles, légales, bureaucratiques, qui brouille *de facto* les mécanismes relatifs à une démocratie réelle, vivante, que Saint-Just appelle de ses vœux. En opposition, sans doute, à la conception rigide du régime politique tel que le propose Montesquieu, Saint-Just oppose la nécessité d'insuffler d'une manière permanente les "germes" bienfaisants de ce souffle que représente la nécessité de se référer contre vents et marées à la démocratie directe. Dans ce domaine, Saint-Just s'oppose en somme implicitement à Montesquieu, qui affirme qu'il faut obéir aux lois. Pour Saint-Just, il s'agit d'abord d'obéir à ce qu'il appelle la "vertu" (17).

Le génie politique de Saint-Just présente-t-il une fois de plus ce qui, petit à petit, advient ? *"Les éléments les plus conscients parmi les sans-culottes accédaient à l'appareil d'Etat : l'activité politique des organisations sectionnaires s'en trouvait freinée d'autant, compte tenu des exigences accrues de la défense nationale. En même temps s'affaiblissait la démocratie au sein des sections : le processus de bureaucratisation entraînait graduellement la paralysie de l'esprit critique et de l'activité des masses"* (18).

En outre, s'intéresser de près, comme le fait Saint-Just, aux processus de bureaucratisation des institutions ayant pour corollaire la confiscation du pouvoir au profit de coteries, d'oligarchies — la question du "double pouvoir" se

fait ressentir en toile de fond —, c'est aussi placer l'action politique de cette direction révolutionnaire "centriste" hors d'une "généalogie" politico-théorique introduisant une relation de continuité par rapport à un phénomène majeur : le processus de centralisation — dont le pouvoir exécutif fort représente la pointe avancée —, qui se manifeste d'abord, lorsque la monarchie triomphe du féodalisme (*"la démocratie de la non-liberté"*, selon la formule de Marx), par la centralisation du pouvoir dans l'Etat. La Révolution française poursuit ce processus, que le premier Napoléon et ses successeurs développeront plus avant. Cette centralisation poursuivie en 1848, et ensuite par le parti d'ordre, est enfin perfectionnée par l'empire du neveu. *"Toutes les révolutions perfectionnèrent cette machine, au lieu de la briser"*, conclura Marx (19).

Pour terminer, il semble nécessaire de se référer une nouvelle fois à la pensée marxienne, extraite d'une page célèbre de *La Sainte Famille* (1845) : *"Robespierre, Saint-Just et leurs partisans succombèrent parce qu'ils confondaient l'Etat réaliste et démocratique antique, basé sur l'esclavage réel, avec l'Etat représentatif spiritualiste et démocratique moderne, basé sur l'esclavage émancipé, la société bourgeoise."* Et Marx dénoncera cette *"erreur colossale"*, qui a consisté à *"façonner à l'antique la tête de cette société"* (moderne) (20).

Jean-Marc Del Percio

(17) Il s'agit de l'un des éléments essentiels de ce "despotisme de la liberté" qui structurera l'action du gouvernement révolutionnaire. A ce sujet, voir, entre autres, M. Bouloiseau, *Robespierre*, PUF, 1987, 128 pages.

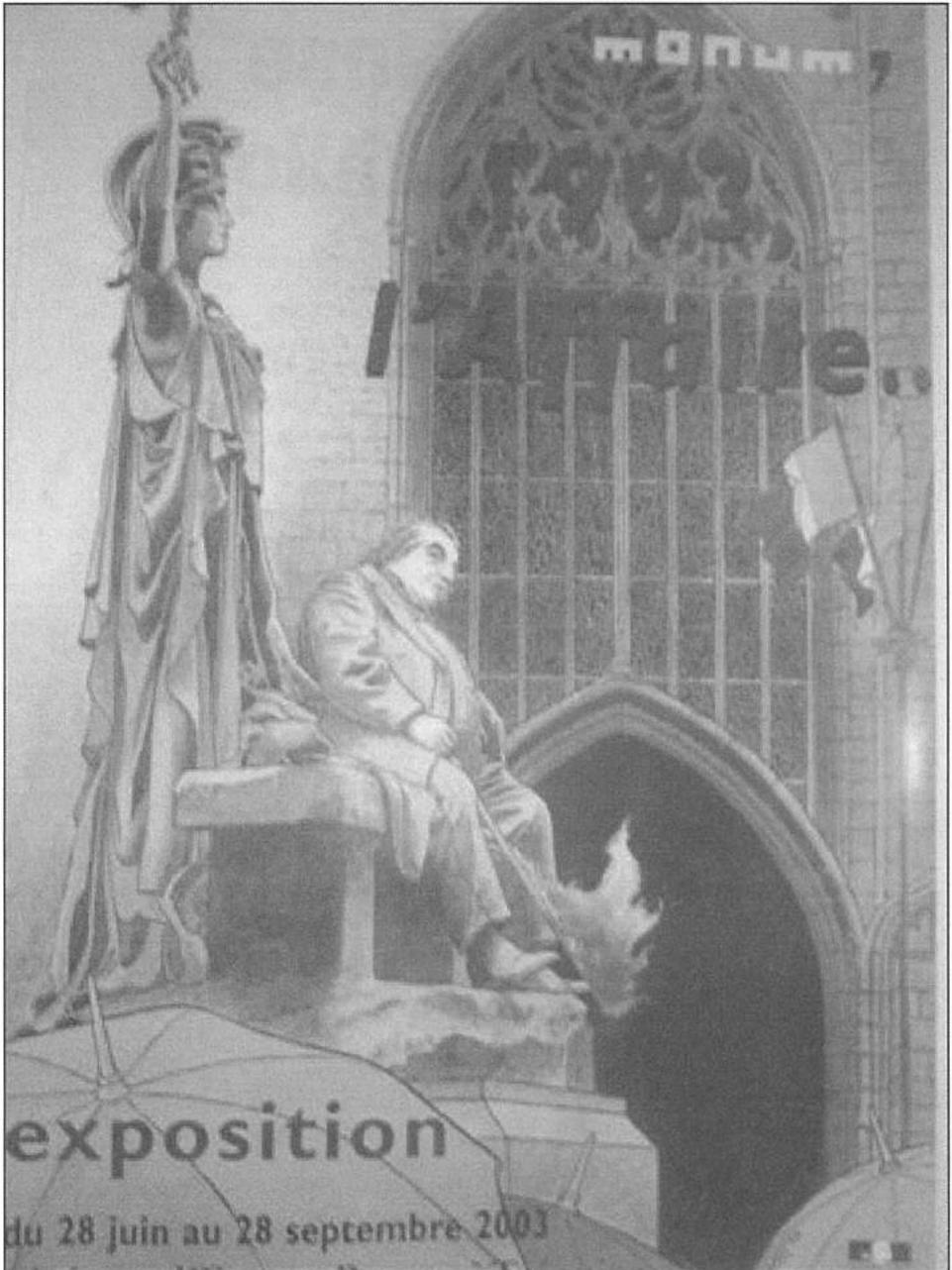
(18) A. Soboul, *op cit*, p. 244.

(19) Karl Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Œuvres, Paris, Gallimard, tome IV, p. 531.

(20) Karl Marx, *La Sainte Famille*, traduction J. Moliator, Paris, 1927, pp. 217-218.

**En défense
d'Ernest Renan,
en défense
de la République**

(Edouard Lemoigne)



Renvoyer tout le monde dos à dos

LE mouvement indépendantiste Emgann vient d'envoyer au maire de Saint-Brieuc une lettre ouverte, largement diffusée, notamment auprès des élèves et parents d'élèves, faisant de Renan un antisémite, un raciste, un sexiste, un antidémocrate et un anti-Breton sur la base de citations extraites de ses travaux, et demandant à ce que le lycée Ernest-Renan de Saint-Brieuc soit débaptisé. La campagne initiée par les nationalistes bretons s'inscrivant dans une politique générale, il n'est pas sans intérêt de caractériser le but recherché de cette opération et de plaider la défense du célèbre républicain.

D'abord, une évidence : le nationalisme breton est en phase avec l'air du temps

Emgann (et toutes les associations proches ou dérivées) ont une position constante : ils sont pour la régionalisation, prélude à l'autonomie, elle-même prélude à l'indépendance d'une Bretagne enfin rendue à sa celtitude dans une Europe des régions fondamentalement conçue sur une base ethnique. Le prési-

dent du Conseil culturel de Bretagne, militant nationaliste connu, ne déclarait-il pas dans son discours prononcé symboliquement devant le parlement de Rennes lors de la dernière grande manifestation en faveur du breton que la Bretagne était victime d'un "ethnocide" ?

Dans une récente déclaration, Emgann se prononce pour un parlement breton. Un pouvoir législatif régional va effectivement de pair avec l'autonomie des régions. Le schéma corse n'est-il pas proposé pour être étendu ensuite au reste du pays ? Cette orientation n'est pas étrangère au silence quasi général qui préside à la montée en force des nationalistes et à leur hardiesse à saper les bastions traditionnels de la République ?

Dans ce contexte, les références constantes au passé plus que trouble de leurs aînés doivent, selon les nationalistes bretons, être relativisées : le fait que le collègue Diwan du Relecq-Kerhuon, qui portait le nom de Roparz Hémon, auteur de textes antisémites et collaborateur notoire des nazis, ait dû être débaptisé à la demande du conseil général du Finistère leur a semblé une atteinte insupportable à leur grand homme. On sait aussi que la municipalité de Guingamp a procédé de même à l'encontre de l'éponyme Roparz Hémon du centre culturel breton de la ville. Il s'agit pour eux, désormais, de venger l'offense

— et cela pour éviter que l'enquête ne progresse sur le passé qu'ils tiennent à occulter. L'école Diwan de Lorient ne porte-t-elle pas le nom de Loeiz Herrieu, alter ego de Roparz Hémon, cependant que l'orthographe "zh" héritée de la période d'occupation prospère et que le drapeau Gwenn ha du créé par le druide antisémite Morvan Marchal flotte sur nombre de bâtiments publics ?

Il s'agit donc de trouver aussi des antisémites, des racistes et des antidémocrates dans les rangs des républicains, de manière à renvoyer tout le monde dos à dos, selon la stratégie confusionniste pratiquée de longue date par le mouvement nationaliste breton.

Aborder objectivement les questions idéologiques

Entre Louis Némou, dit Roparz Hémon, coupable de faits collaborationnistes avérés, condamné à la Libération à l'indignité nationale, et Ernest Renan, auteur d'une œuvre monumentale publiée au XIX^e siècle et pour qui l'Etat organisa en 1892 des funérailles nationales, quel rapport ?

Dans l'approche des positions que Renan a eues à tel ou tel moment de sa vie, le contexte de l'époque est fondamental : nos jugements contemporains nécessitent un recul historique.

Ainsi, la démocratie athénienne, inspiratrice de la démocratie moderne, était esclavagiste ; le créationnisme a prévalu chez les scientifiques les plus sérieux jusqu'aux découvertes de Darwin (1809-1882) établissant la théorie de l'évolution des espèces ; le bien-fondé du colonialisme était largement partagé jusqu'à une période récente. L'égalité des "races", quant à elle, n'a été établie que tardivement, et uniquement sur la base de travaux scientifiques.

Sur ce point particulier, à propos duquel Renan est mis en cause, ses réflexions ne peuvent être jugées selon les critères du XXI^e siècle. Si Renan (pas plus que Voltaire, Jules Guesde et autres

illustres personnages qui ont eu des phrases qui nous semblent à présent incompréhensibles de leur part sur les questions juives) n'a pas à être défendu, ses réflexions s'inscrivent dans une monumentale *Histoire du peuple d'Israël*, à laquelle il a consacré des années, après avoir appris l'hébreu et voyagé en Palestine, consacrant à l'étude de la civilisation hébraïque une grande mission scientifique, au cours de laquelle il devait d'ailleurs perdre sa sœur, qui l'accompagnait, mission suivie d'une seconde accomplie à ses frais.

Tous ces travaux, toutes ces recherches pour voir son œuvre réduite à quelques phrases inadmissibles ? Et cela alors que ses adversaires, notamment au cours de l'affaire Dreyfus, à l'époque de sa mort (1892) et de l'édification de son monument à Tréguier (en 1903), lui reprochaient d'être vendu au Juif Rothschild, et bien que son éditeur de toujours ait été le Juif Michel Lévy ?

Renan ne donnait d'ailleurs pas au mot "race" la signification qu'on lui donne aujourd'hui. Il a lui-même pris les devants : *"Il y a des races linguistiques, pardonnez-moi cette expression, mais elles n'ont rien à faire avec les races anthropologiques."* Et, fait notable, il a sa vie durant évolué en rectifiant ses appréciations antérieures, au fur et à mesure de ses travaux.

Alors que Renan s'était présenté à la députation dans le Trégor pour le parti républicain, on notera qu'en revanche, au moment de l'affaire Dreyfus, le dirigeant de l'Union régionaliste bretonne, dont se réclame le nationalisme breton actuel, hurlait avec les loups contre Dreyfus, contre Zola, et, bien entendu, contre Jaurès et le mouvement socialiste et démocratique. Zola, Jaurès, Marcellin Berthelot figuraient précisément dans le comité mis en place pour l'édification du monument Renan à Tréguier, en 1903.

Ce monument, on le sait, est l'œuvre de Jean Boucher, sculpteur rennais qui fut pressenti, en accord avec Henriette Psichari, par le Paimpolais Armand Dayot, inspecteur des Beaux-Arts, qui animait les Bleus de Bretagne (Bleus = républicains) au mérite que Jean Bou-

cher était talentueux, breton, républicain et libre-penseur

On retiendra que la ville de Saint-Brieuc a conservé pendant de nombreuses années — il a aujourd'hui disparu —, comme en témoignent les anciennes cartes postales représentant le musée, l'original en plâtre du monument Renan de Tréguier : le philosophe couronné par la déesse grecque de la Sagesse. Jean Boucher est aussi l'auteur du monument de l'Union de la Bretagne à la France, placé en 1911 dans la niche de la façade de l'hôtel de ville de Rennes, œuvre magistrale qui a été détruite par le groupe autonomiste Gwenn ha du en 1932 : anecdote, on le pressent, qui nous ramène à nos préoccupations actuelles.

D'autant que, pour ne s'en tenir qu'aux monuments, les nationalistes récidivèrent en dynamitant, en 1938, l'allégorie de la Liberté de la colonne de la Fédération bretonne-angevine de Pontivy, et plus récemment, dans la même continuité d'intention, à l'encontre du monument à Bertrand Du Guesclin de Broons, qui eut le tort, au XIV^e siècle, d'être connétable de France.

Au-delà des mots, la nécessaire référence aux faits

Pour ce qui concerne les attitudes antisémites des dirigeants toujours glorifiés des nationalistes bretons, il faut bien voir qu'ils ont été contemporains et militants actifs de l'extermination des Juifs, et ce en connaissance de cause de celle-ci.

Ce qui constitue une marque indélébile de leurs choix idéologiques et politiques.

— En 1936, soit, soulignons-le, trois ans après l'accession de Hitler, le Parti national breton avait des cartes d'adhérents frappées du sigle de la croix gammée.

— Sous l'occupation, nos héros nationalistes bretons en ont rajouté en produisant des textes d'un antisémitisme atroce au moment de la grande rafle du

Vél d'Hiv. Ainsi, les auteurs de la chronique en breton de *La Bretagne*, dirigée par Xavier de Langlais, à qui l'on continue de dédier rues et lieux publics de toutes sortes.

— En 1950, donc bien après l'holocauste, Roparz Hémon saluait encore le vent de liberté qui, pendant l'Occupation, avait soufflé sur la Bretagne...

On doit donc bien mesurer le sens de l'opération qu'Emgann et autres ont engagée et ne pas se laisser impressionner par leurs arguments.

Renan, le républicain

En 1992, diverses manifestations avaient commémoré le centenaire de la mort de Renan. S'inscrivant dans ces initiatives, la Libre Pensée des Côtes-d'Armor avait animé, à Tréguier, une conférence avec son président national, Joseph Berny.

Toujours au titre du devoir de mémoire, la municipalité de Saint-Brieuc (municipalité Saunier) avait, cette même année 1992, organisé une exposition aux archives municipales et publié à cette occasion une remarquable plaquette : "*Renan et les républicains briochins.*"

La municipalité actuelle de Saint-Brieuc (municipalité Joncour) envisage, quant à elle, la réédification d'un monument à Poulain-Corbion, celui de 1889 ayant été enlevé en 1942 pour être fondu par l'occupant : Ernest Renan fit partie du comité d'honneur constitué pour l'édification de sa statue, œuvre du Briochin Pierre Ogé.

Le lycée Renan, de Saint-Brieuc, marqua quant à lui l'événement par des conférences animées par des enseignants et en apposant au haut du perron du "château" un buste en bronze du philosophe (œuvre d'une élève de la classe d'arts plastiques), salué pour l'occasion par la mémorable *Prière sur l'Acropole*.

Autant d'hommages appuyés du personnel de l'établissement, et au-delà, au savant, au laïque et au républicain ; autant de témoignages, s'il en fallait, de l'attachement unanime à son œuvre, à

son rayonnement et, *in fine*, au nom éponymique du lycée.

Que la jeunesse d'aujourd'hui, que l'opération en cours voudrait déstabiliser, ne se laisse donc pas manipuler et qu'elle recourre, pour forger sa propre conviction, aux ressources bibliographiques des centres de documentation, des bibliothèques et des musées.

Précisément, cette année 2003, dans le cadre du centenaire de l'édification du monument Renan, une exposition aura lieu à la Maison (musée) Renan, à Tréguier, à partir de la fin juin : vernissage le 27. Par ailleurs, le Comité Renan et la municipalité de Tréguier ont prévu de

commémorer l'événement au mois de septembre. Initiatives on ne peut plus opportunes. Qui s'inscrivent, nul n'en doute, dans le démenti nécessaire à la minable opération de ceux qui, en s'attaquant à la mémoire de l'illustre philosophe, visent en fait, en occultant leurs turpitudes passées et actuelles, à attenter à l'unité de la nation et de la République.

Edouard Le Moigne,
professeur au lycée Renan
de Saint-Brieuc de 1968 à 1997,
président de la Libre Pensée
des Côtes-d'Armor

On peut lire dans l'ouvrage *Autour de quelques grandes figures de la pensée libre en France*, publié par la Fédération nationale laïque des monuments, une succincte mais édifiante présentation d'Ernest Renan.

En plus de la lecture de ses propres écrits, notamment ses *Souvenirs d'enfance et de jeunesse*, on trouve d'utiles renseignements sur la vie de Renan, ses travaux, ses positions philosophiques et politiques, ses engagements et ses combats, dans la biographie *Renan*, de Francis Mercurey (Editions O. Urban), celle *Ernest Renan*, de Philippe Barret (éditions Bourin), ainsi que dans *Re-*

nan de Tréguier, de Jean Balcou (éditions C. Pirot), consultables, notamment, à la bibliothèque municipale de Saint-Brieuc.

Pour une approche approfondie du mouvement breton : *Le Monde comme si. Nationalisme et dérive identitaire en Bretagne*, Françoise Morvan (éditions Actes Sud).

N. B. : A disposition sur simple demande :

1 : La lettre ouverte de Emgann au maire de Saint-Brieuc. 2 : L'article "*Gloire à Renan*", dans l'*Armor libre-penseur*, n° 11 (mars 2003). 3 : L'article "*A propos de Roparz Hémon*", dans les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 8 (décembre 1999).

**Situation
révolutionnaire
en France
en 1917 ?**

(Pierre Roy)

La résistance à l'Union sacrée avait été le fait, dès août 14, des six députés socialistes (bolcheviks) russes, des députés socialistes roumains, ainsi que serbes. Les uns et les autres furent l'objet d'une répression impitoyable. On sait qu'en Allemagne, Liebknecht, rompant la discipline du groupe parlementaire social-démocrate, rendit public en septembre 1914 son refus de voter les crédits de guerre, favorisant ainsi un processus de regroupement des internationalistes allemands, dont Rosa Luxemburg, Clara Zetkin, Franz Mehring, etc.

En France, le syndicaliste Monatte démissionna en décembre 1914 du comité confédéral de la CGT, dont la direction s'était complètement ralliée à l'Union sacrée. Rosmer et lui, avec la revue *La Vie ouvrière*, Merrheim, avec sa fédération dont l'organe était *L'Union des métaux*, ainsi que des militants de la Fédération unitaire de l'enseignement, qui publiait *L'Ecole émancipée*, plus quelques autres, allaient sauver l'honneur du mouvement ouvrier français.

Dans ce contexte, les efforts des Partis socialistes de Suisse et d'Italie ayant échoué à réanimer le rôle internationaliste du Bureau socialiste international de la II^e Internationale (ce qui était prévisible, compte tenu de l'alignement total des Partis socialistes allemand et français sur les bourgeoisies de leurs pays respectifs), le Parti socialiste italien prit l'initiative d'appeler à une réunion internationale de tous les socialistes opposés à la guerre et restés fidèles aux décisions prises par l'Internationale au cours des congrès précédant le conflit.

Zimmerwald-Kienthal

LA conférence internationale se déroula à Zimmerwald (Suisse), du 5 au 8 septembre 1915, comme premier aboutissement de tous les efforts entrepris, notamment par une conférence des femmes socialistes venues de différents pays, y compris belligérants, et par une conférence de la jeunesse socialiste internationale, conférences qui s'étaient tenues l'une et l'autre à Berne fin mars 1915.

La fraction antiguerre du mouvement ouvrier français fut représentée à Zimmerwald par Merrheim, dirigeant de la fédération syndicale des métaux, et par Bourderon, dirigeant de la fédération syndicale du tonneau. Bourderon était également membre du Parti socialiste.

Cette conférence eut un grand retentissement malgré les conditions plus que défavorables du moment. Il fut donc décidé de préparer une seconde conférence internationale de ce type, qui se tint à Kienthal, toujours en Suisse, du 24 au 30 avril 1916. Cette fois-ci, les syndicalistes français n'obtinrent pas leur passeport et ce sont trois députés socialistes, Alexandre Blanc (du Vaucluse), Pierre Brizon (de l'Allier) et Jean-Pierre Raffin-Dugens (de l'Isère), qui, à titre personnel, purent y prendre part. C'est à cette occasion que Pierre Brizon devait rédiger le manifeste de la conférence, *Aux peuples qu'on ruine et qu'on tue*.

Les trois députés votèrent les résolutions de la conférence qui prévoyaient qu'au Parlement les "kienthaliens" se prononcent contre les crédits de guerre et se positionnent, au sein du parti, pour le

retrait immédiat des ministres socialistes du gouvernement. Brizon et ses deux amis restèrent fidèles à ce double engagement, et, le 24 juin 1916, lors du débat budgétaire, les trois "pèlerins de Kienthal" votèrent non au budget de guerre. Vote historique pour la France et néanmoins événement peu connu. Les trois kienthaliens conservèrent cette position jusqu'à l'armistice.

Au printemps 1917, lors des combats ultra-meurtriers de l'offensive Nivelle dite du "Chemin des Dames", se multiplièrent les refus de remonter au front de la part de divisions entières, refus qui ont pris des formes diverses, allant de la "grève de la guerre" à l'engagement plus marqué en faveur de la paix, avec, parfois, une claire référence au socialisme et à l'internationalisme. Tout cela, on le sait, éclata spontanément, sans directives, dans les pires conditions, et fit l'objet d'une terrible répression. Le 14 juin 1917, lors d'une séance parlementaire, Brizon intervint à la tribune pour prendre la défense des soldats. On lira son intervention ci-après.

Les événements du printemps 1917 ne se limitent pas au front, puisqu'à l'arrière, des grèves avaient éclaté, des manifestations se déroulaient. Cela pose le problème d'une situation que l'on peut qualifier de révolutionnaire et qui n'aboutit pas. L'article de Pierre Roy est la mise en forme développée d'un moment de la discussion lors de la conférence-débat organisée par le CERMTRI le samedi 15 novembre 2003 sur le thème "Zimmerwald-Kienthal".

Un printemps révolutionnaire ?

Coincidence...

On est frappé par la coïncidence de plusieurs faits qui survinrent en ce printemps 1917 :

— comme conséquence immédiate de la catastrophique offensive Nivelle, la révolte des soldats, sous différentes formes qui mériteraient d'être examinées soigneusement afin d'en apprécier exactement, à chaque fois, la portée politique ;

— l'activité importante sur le front de la lutte des classes, comme en attestent les manifestations, à Paris notamment, sur la base d'un mouvement gréviste porteur de revendications d'ordre salarial sur l'ensemble du territoire, essentiellement dans la métallurgie et le textile ;

— trois réunions, deux de la Chambre des députés (1) et une du Sénat (2), en "comités secrets", c'est-à-dire "à huis clos", pour que le Parlement dispose des éléments d'appréciation sur ce qui était en train ou venait de se passer sur ces deux "fronts" et puisse en débattre.

Annie Kriegel, dans son ouvrage *Aux origines du communisme français*, parle de situation révolutionnaire pour ce printemps 1917. Il faut reconnaître qu'étaient présents, de la dernière semaine de mai à la fin de la quinzaine de juin, un grand nombre des ingrédients qui peuvent à bon droit être considérés comme concourant à la formation d'une situation révolutionnaire, ingrédients parvenus à une maturité plus ou moins grande, selon les cas. Des soldats ont envisagé effectivement d'aller manifester à Paris (3) ; et, dans la capitale et d'autres villes industrielles, il y avait des grèves et des manifestations de grévistes (4) faisant valoir leurs revendications. L'état-major était débordé, le gouvernement était ma-

nifestement très atteint par l'échec désastreux de l'offensive Nivelle. S'il n'en laissait rien paraître dans les séances publiques du Parlement, la séance du sixième comité secret (1^{er}-4 juin 1917) commença à lever un coin du voile, notamment à travers l'intervention du socialiste Pierre Laval.

Les "10 commandements du soldat sur le front"

Les députés kienthaliens, par la bouche de Brizon, en séance plénière le

(1) Le sixième comité secret se tint du 1^{er} au 4 juin 1917 (le cinquième s'était tenu le 14 mars de cette même année) et le septième du 29 juin au 7 juillet. Le sixième se tint donc en été, à la fin de la période d'effervescence militaire et civile du printemps 1917.

(2) 19-20 juillet 1917.

(3) Cf. Pierre Miquel, *Le Chemin des Dames*, Perrin, 1997, p. 231 : « Au Comité de guerre du 31 mai (...), Pétain faisait le récit de la mutinerie des 36^e et 129^e régiments d'infanterie, qui, à Soissons, voulaient "s'emparer de trains, se diriger sur Paris et envoyer une délégation à la Chambre pour demander la paix immédiate". »

(4) Cf. Pierre Miquel, *op. cit.*, p. 230 : réagissant aux accusations de Clemenceau relatives à des démarches secrètes conduites en vue d'une paix possible et dénonçant un prétendu laxisme du gouvernement vis-à-vis des militants pacifistes, "Ribot avait (...) destitué le préfet de police Laurent, remplacé par Hudelo. Il lui reprochait de n'avoir pas empêché les attroupements et les défilés de trois mille femmes grévistes aux Champs-Élysées." "Le ministre de l'Intérieur, Malvy (qui, plus tard, sera destitué, accusé de favoriser le pacifisme), demandant à Pétain au Comité de guerre s'il était sûr "que les soldats fussent en rapport avec des organisations révolutionnaires de l'intérieur et que le mal vint de là", Ribot avait tranché en affirmant que l'état d'esprit des grévistes de la guerre n'impliquait pas nécessairement l'existence d'un mot d'ordre." En effet.

14 juin, se firent l'écho de cette situation en prenant la défense des soldats au front et en condamnant les exécutions pour l'exemple. Brizon énuméra les réclamations principales, qu'il dénomma les "10 commandements du soldat sur le front" :

1. *Suppression des mauvais traitements et de l'abus des punitions ; que les officiers vivent de la même vie et obéissent à la même discipline que les soldats qui vont au feu.*

2. *Suppression des coups et des injures. Les soldats français sont des citoyens et non des esclaves.*

3. *Suppression du surmenage, des corvées, des exercices routiniers, militaristes et inutiles. Les soldats manquent de repos, si les nouveaux riches ne manquent pas de loisirs.*

4. *Une meilleure nourriture.*

5. *Le payement des indemnités qui leur sont dues, et notamment de l'indemnité de tranchée.*

6. *Des permissions, toutes les permissions régulières et agricoles, tous les quatre mois au moins, et même tous les trois mois, puisque voici les Anglais et les Américains qui à leur tour entrent dans la danse macabre de l'Europe.*

7. *Un repos prolongé, une permission spéciale à tous les combattants du front qui n'ont jamais été évacués à l'arrière.*

8. *La libération des vieilles classes, surtout des cultivateurs* (5).

9. *Et j'appelle ici l'attention du gouvernement et de la Chambre, en m'adressant à leurs sentiments de sympathie et de justice : pour les soldats du front, plus de peine de mort pour les coups de tête* (6). *Messieurs, à l'heure où je parle, on fusille des soldats sur le front ! Des balles françaises assassinent des soldats français* (7) (...). *C'est leur neuvième commandement.*

10. *Et voici le dixième : avant l'hiver, la fin du cauchemar, la fin de l'hécatombe, la fin de la ruine, la fin de cette misérable guerre*" (8).

Ainsi, les députés kienthaliens, comme en attestent aussi les interventions à la tribune et exclamations depuis leur banc de Raffin-Dugens et d'Alexandre Blanc,

ne restèrent pas inertes dans la situation de ce printemps 1917 et ils s'efforcèrent de jouer leur rôle de parlementaires soucieux de remplir le mandat qu'ils tenaient du peuple.

Séparés les uns des autres, presque comme étrangers les uns par rapport aux autres

Mais ce que nous en savons nous conduit à constater que les éléments de la lutte de classe "civile", les éléments de mutinerie militaire, les prises de posi-

(5) Brizon ajoutait à la tribune : "Si les semailles de l'automne prochain ne se font ni en France ni dans aucune des terres à blé de l'Europe, sachez bien que, l'année prochaine, et jusqu'en 1919, c'est la famine qui viendra, après la guerre, décimer les peuples européens déjà massacrés par la grande guerre."

(6) Le procès-verbal note après ces paroles : "Dénégations - Bruit."

(7) Le procès-verbal note alors : "Vives protestations à gauche, au centre et à droite" et rend compte d'un échange entre le président de la Chambre et Brizon :

M. le Président : Il est impossible d'employer un tel langage et d'appliquer aux sentences des conseils de guerre une pareille expression. (*Applaudissements.*) **M. Brizon**, je vous rappelle à l'ordre. **M. Brizon** : Avez-vous fait fusiller les généraux qui ont fait massacrer inutilement nos soldats au cours de l'offensive d'avril ? (*Vives exclamations - Bruits.*) Je l'ai dit : nous réclamons la même discipline pour les officiers et pour les soldats. Ne fusillez pas les généraux, je ne le demande pas de sang, au contraire. Mais ne fusillez pas non plus les soldats au nom de la discipline. (*Très bien ! Très bien ! sur quelques bancs du Parti socialiste.*)

(8) Le procès-verbal note à la suite de cette intervention de Brizon : *A droite* : Ce langage est intolérable ! **M. Narcisse Boulanger** : C'est bien à vous de parler ainsi ! Allez donc renforcer nos poilus, vous, sur le front ! (*Applaudissements au centre et à droite. Voix diverses sur les bancs du Parti socialiste* :) Allez-y vous-mêmes. (*Bruit.*) (...) **M. Brizon** : Messieurs, précisément, les soldats demandent qu'à leur tour, les députés, les sénateurs et les journalistes qui prêchent la guerre sans fin aillent dans les tranchées, sous le feu, pour la relève... *A droite* : Allez-y donc ! **M. Brizon** : Messieurs, les soldats du front veulent "la paix immédiate et sans annexions". (*Applaudissements sur quelques bancs du Parti socialiste - Interruptions et protestation sur d'autres bancs.*)

tion des regroupements et individualités vraiment socialistes (dont celles des députés kienthaliens) demeurèrent séparés les uns des autres, presque comme étrangers les uns par rapport aux autres. Certes, s'agissant des deux premiers éléments cités, malgré la censure aux armées, en général impitoyable, mais que les circonstances exacerbèrent dans des proportions considérables, il y eut des courriers établissant un échange minimum entre des soldats au front et des civils, au courant, sinon acteurs, des grèves. Cependant, il n'y eut rien, dans ce que nous connaissons, qui nous apparaisse comme vraiment organisé : il faut croire qu'il n'était guère réalisable d'improviser "à chaud" des liens plus structurés, politiquement féconds, cherchant à connecter entre eux les ouvriers sous l'uniforme et les ouvriers et ouvrières dans les usines. "A chaud", écrivons-nous, parce que la guerre faisait rage, et, qui plus est, sous la forme d'une offensive où les principales forces avaient été jetées dans un brasier infernal... Pour relier, dans ces conditions, à une échelle significative, ce qui était dispersé, n'eût-il pas fallu, à l'évidence, un dispositif préexistant ?

L'exemple de la révolution russe ?

Sans nul doute, il y avait dans les esprits l'exemple exaltant de la révolution russe, qui, peu de temps auparavant, avait renversé le tsarisme. Beaucoup d'observateurs et d'acteurs de cette période l'ont noté, soit pour le déplorer, soit pour s'en réjouir. Mais la révolution russe en était-elle à un stade qui lui permit d'apprendre aux travailleurs des autres pays les buts politiques et sociaux qu'il fallait poursuivre ? Selon toute apparence, elle n'en était pas parvenue au point où elle était à même de trancher les questions suivantes : quelle classe sociale allait finalement gouverner ? Quel régime politique allait en fin de compte être instauré ? Quel type de société allait l'emporter ? Quelles seraient les bases de cette dernière : celles de la propriété privée des moyens de production ou

celles de leur appropriation collective ? Durant ce printemps 1917, seuls les révolutionnaires, bolcheviks ou proches des bolcheviks, posaient ces questions, et seule, à notre connaissance, une partie du prolétariat russe, significative mais encore réduite, s'y intéressait vraiment.

Donc, si l'exemple de la révolution russe était exaltant, avait-il, à ce stade, beaucoup à dire aux travailleurs français, sous une forme qui leur fût accessible, sur les buts politiques à poursuivre ? Son aspect le plus fort, celui qui s'était développé dès l'ouverture de la crise révolutionnaire, la forme d'organisation de masse considérée par ses acteurs et ses théoriciens comme offrant un contenu démocratique très supérieur à celui de la démocratie bourgeoise, à savoir la démocratie des conseils des ouvriers, des paysans et des soldats (soviets), s'enracinait, quant à lui, dans le passé récent de la première révolution russe de 1905. Cela ne veut pas dire du tout qu'il n'était pas généralisable à d'autres pays et à d'autres situations nationales. L'Allemagne en fournira bientôt la preuve indiscutable, notamment en novembre-décembre 1918. Mais en France, durant ce printemps 1917, sur une courte période, la situation ne se développa-t-elle pas dans cette direction ? Sinon, comment interpréter les propos du député socialiste Aristide Jobert, lors de la réunion du septième comité secret, qui se tint du 29 juin au 7 juillet 1917, alors qu'il évoquait un aspect de la révolte des soldats (révolte dont il ne partageait pas les objectifs, mais dont la répression meurtrière soulevait son indignation) ? Le député Jobert déclarait :

« Je veux vous citer un centre de révolte et vous montrer quelles sont ces révoltes. Un des faits les plus saillants a été la révolte de Missy-au-Bois. Là, sept cents hommes du 298^e RI, un bataillon, se sont mutinés, révoltés de tout ce qui se passait. Ils ont organisé des cantonnements et placé des sentinelles pour empêcher toute atteinte à la propriété. De cela, nous avons des témoignages certains, irréfutables. Ces hommes sont restés là cinq jours sans manger et ne se sont rendus que réduits par la faim. Pas un instant, pourtant, il ne leur est venu à

la pensée d'enfreindre la consigne imposée par leurs chefs, car ils avaient des chefs. Ce fut le cri du cœur d'un commandant, qui disait : "Ils avaient des chefs, comme en Russie." Ce qui indique que ces soldats avaient des chefs qui méritaient d'être obéis. C'est ce qui s'est passé là. Ces mutins avaient quand même une belle attitude. Ils montrèrent, en respectant la propriété, qu'ils avaient conservé le sentiment du devoir. »

Nous laisserons à Aristide Jobert la responsabilité de cette dernière appréciation. Quant à nous, nous voyons plutôt dans ce qu'il relatait un exemple de la profondeur du mouvement qui s'était alors enclenché, mouvement dont l'aboutissement aurait bien pu être, s'il avait pu se prolonger et surtout opérer sa jonction avec les événements de la lutte de classes à l'arrière, comme un prélude à cette forme soviétique d'organisation dont la révolution russe avait fourni le modèle. Au demeurant, en remontant aux sources, n'y avait-il pas, du point de vue français, comme précédent grandiose à la réalisation de cette forme nouvelle de démocratie, la Commune de Paris ?

Une différence centrale

On objectera que, parmi les très nombreuses différences entre l'été 1917 et le printemps 1871, il y en avait une, centrale, paralysante, sinon rédhitoire, qui était que les organisations sur lesquelles les travailleurs auraient dû pouvoir compter avaient partie liée avec la classe adverse.

L'historien fera observer aussi que la généralisation de ces soviets en Russie dès février 1917 était intervenue sur des bases spécifiques à la conjoncture russe, marquée notamment par la situation de la paysannerie. C'est ainsi que se produisit la dissolution spontanée de l'armée russe. Celle-ci n'était-elle pas, dans sa masse, composée essentiellement de paysans sans terre sous l'uniforme, qui se sentaient désormais requis par l'expropriation des gros propriétaires terriens à un point tel qu'ils se mettaient à désertier par milliers le front des hostilités pour rejoindre leurs villages où la révolution agraire se déroulait ? Là non plus, la situation française n'était pas identique.

Donc, pour ce qui concerne les soviets, forgés dans le mouvement même de la révolution russe en continuité avec 1905, si les contingents russes révoltés, parqués au camp de La Courtine, en formeront un spontanément pour s'organiser face au massacre programmé et mis à exécution par l'armée française, ils ne pouvaient guère être un exemple suivi lors des mutineries françaises, compte tenu de la durée très brève de la révolte et surtout des conditions d'isolement terrible dans lesquelles elle se déroula. Il eût fallu qu'une force organisée préexistante aidât, à la fois du dedans et du dehors, les soldats français, grévistes de la guerre, et les travailleurs français, grévistes de la production, d'abord à se joindre, puis à bâtir en commun une forme de centralisation pour ce mouvement ainsi unifié. Ils n'en étaient pas, ni les uns ni les autres, à ce point de développement, et il n'y avait rien, sauf erreur, qui fût à leur disposition pour leur donner, au prix des immenses dangers qu'on imagine, "le coup de main" nécessaire afin qu'ils aillent ensemble dans ce sens.

Des éléments restés épars

Bref, les éléments, dont la combinaison organisée eût très certainement changé la physionomie de cette période de crise aiguë, en la radicalisant sous des traits ouvertement révolutionnaires, sont restés épars. Aucune connexion susceptible d'être remarquée par l'historien ne semble avoir été envisagée et encore moins mise en œuvre par quiconque : Comité pour la reprise des relations internationales, Comité de défense syndicaliste, et ce, même de façon embryonnaire. Annie Kriegel, si nous l'avons bien lue, n'évoque pas précisément cette question, à nos yeux centrale, à ce moment-là en particulier.

Un militant révolutionnaire ne déclarerait-il pas sans ambages à ce sujet : pour qu'un dispositif politique pût aider à structurer ce qui avait besoin de l'être, il eût fallu qu'il eût été mis en place bien avant les événements du printemps 1917 ? La condition d'efficacité, en pareil cas, n'aurait-elle

pas été, à son point de vue, que se fût déjà bâtie une organisation, qui aurait pu être de dimension modeste, mais qui se serait donné comme tâche, évidemment dans la clandestinité (9), de travailler à cette connexion ? Il soutiendrait que c'était à cette condition qu'une liaison quelque peu formalisée aurait pu s'établir, dans des délais brefs, entre les différentes composantes nécessaires à une avancée révolutionnaire.

Notre militant énumérerait ces trois composantes : premièrement, les travailleurs au front, deuxièmement, les travailleurs, hommes et femmes, dans les usines, troisièmement, les militants politiques les plus déterminés, agissant selon des vues précises, le tout étant susceptible de fusionner au moment voulu.

Il va de soi, pour un esprit rompu à ce type de réflexion, que cette numérotation n'est pas une échelle de valeurs. Mais il n'aurait probablement pas oublié de mettre en évidence que le principal facteur ayant fait défaut avait été le dernier cité par nous, celui qui est de l'ordre de la conscience organisée. Il y verrait sans doute, en dernière analyse, ce "plus" décisif, et qui avait manqué, pour faire converger les mouvements des soldats et des ouvriers, restés séparés, sur un but politique rassembleur, incluant vraisemblablement comme mot d'ordre central l'exigence d'une paix immédiate.

Une preuve a contrario

Ce qui s'est réellement passé n'apporte-t-il pas une preuve a contrario au raisonnement du révolutionnaire ? En toute hypothèse, ce dernier n'évoquerait-il pas un autre problème : les trois kienthaliens pouvaient-ils jouer, dans une telle configuration, un rôle plus conséquent que celui qui fut le leur ? Auraient-ils pu être en quelque sorte la partie émergée, légale, d'un mouvement clandestin au service des buts socialistes ?

Poussons-nous trop loin la spéculation ? Peut-être. En tout cas, on ne pourra nier que les points abordés à cette occasion sont justiciables d'une étude plus approfondie qui reste à faire. Probablement y aurait-il également à mesurer le rôle que la perspective de la conférence de la II^e Internationale à Stockholm a pu

jouer durant ce printemps, puisqu'elle était prévue pour l'été. Les soldats avaient investi ce projet — qui restera lettre morte — d'un contenu pacifiste et révolutionnaire indiscutable. Le refus que le gouvernement français avait opposé à la demande de passeports qui lui avait été faite par des délégués potentiels avait suscité l'indignation des soldats, nourrissant leurs autres griefs. De cela aussi, il faudrait tenir compte dans une appréciation qui se voudrait complète.

Pour notre part, nous résumerons ainsi les choses : dans les éléments de connaissance dont nous disposons, nous voyons qu'était à l'œuvre une réelle maturation des esprits dans un sens révolutionnaire, mais en quelque sorte à l'état diffus, car nous ne voyons pas s'esquisser, au sein des événements qui se sont passés durant les semaines cruciales du printemps 1917 en France, les contours palpables d'une volonté ciblée, partagée par un regroupement significatif de militants politiques, qui aurait été à même de contribuer à ce que les deux profonds mouvements, celui des soldats au front et celui des ouvriers et ouvrières en usine, agissent sur des buts communs.

Concluons ces remarques sur une question, dictée par un sentiment de frustration quant à la connaissance et la compréhension du passé : ne serait-il pas du plus haut intérêt pour la recherche historique que cette période fût l'objet d'un examen exhaustif, notamment sous l'angle politique ? Alors, le jugement à son sujet perdrait de ce caractère conjectural qu'il présente, à l'évidence, dans notre analyse, ce que nous reconnaissons bien volontiers.

On pourra nous reprocher d'extrapoler à partir de données trop peu abondantes. Admettons-le. Nous pensons qu'il était tout de même utile d'évoquer un devenir possible de cette situation durant le printemps 1917, ne serait-ce que pour créer le débat à ce sujet.

Pierre Roy

(9) Clandestinité : l'état de siège, le déploiement policier intérieur, la censure, l'atmosphère d'espionnage aiguë, les difficultés innombrables de toutes sortes, etc., ne pouvaient être contournés que de cette façon.

Appel à souscription pour un ouvrage consacré à Pierre Brizon, député socialiste pacifiste durant la Première Guerre mondiale

(par Pierre Roy, préface de Christian Eyschen, secrétaire général de la Libre Pensée)

Pierre Brizon, né en 1878, député socialiste de l'Allier de 1910 à 1919, devint pacifiste contre la Première Guerre mondiale et participa à la conférence pour la paix qui eut lieu à Kienthal (Suisse) en avril 1916.

Il en rédigea le manifeste "*Aux peuples qu'on ruine et qu'on tue*".

Avec ses deux amis députés, socialistes libres-penseurs comme lui, et comme lui "pèlerins de Kienthal", Jean-Pierre Raffin-Dugens et Alexandre Blanc, il engagea à partir de cette date un combat parlementaire pour que soient refusés les crédits de guerre. Les trois députés "kienthaliens" refusèrent désormais de les voter.

En plein conflit mondial, Brizon et ses deux amis dénoncèrent dans l'enceinte du Palais-Bourbon la poursuite de la guerre. Ils mirent à nu les ressorts économiques cachés de la boucherie mondiale.

L'auteur, Pierre Roy, suit l'itinéraire de Pierre Brizon, jeune professeur issu de parents petits paysans à Franchesse, dans le canton de Bourbon-l'Archambault (Allier). Normalien primaire, puis supérieur, engagé très tôt dans le combat socialiste, il fut élu conseiller de l'arrondissement de Moulins-Ouest en 1907 ; il devint le défenseur des métayers, soumis à une exploitation de caractère féodal. Elu député en 1910, il fut réélu en 1914. A la fin de 1915, il amorça un passage progressif sur des positions pacifistes, qui l'amènèrent à participer à Kienthal.

L'auteur évoque les relations de Brizon avec le *Comité pour la reprise des relations internationales*, où intervenaient notamment Alfred Rosmer, Pierre Monatte, Boris Souvarine, le poète Marcel Martinet, ainsi que Léon Trotsky, alors exilé à Paris et animateur du quotidien socialiste en langue russe *Naché Slovo*.

Au début de 1918, onze mois avant l'armistice, Brizon fonda un journal, *La Vague*, qui devait connaître une expansion foudroyante. Ce journal, ses buts, sa conception éditoriale font l'objet d'une étude approfondie dans le livre à paraître. L'auteur accompagne Pierre Brizon jusqu'à sa mort, survenue très prématurément au début d'août 1923, en passant par l'épisode de sa brève adhésion au PC et de son exclusion, survenue fin 1922.

L'auteur de cette biographie politique est militant libre-penseur, investi en particulier dans l'intervention pacifiste internationaliste. Il a publié diverses études d'ordre historique. Il est coauteur, avec Danielle Roy, d'un livre intitulé *Autour de Monuments aux morts pacifistes en France*, et, avec Danielle Roy et Nicole Bossut, il a coordonné le travail pour le livre *Autour de quelques grandes figures de la pensée libre*.

Le prix de souscription pour l'ouvrage à paraître, et dont le titre sera *Pierre Brizon, pacifiste, député socialiste de l'Allier, pèlerin de Kienthal*, est fixé à 18 € pour un prix de vente commerciale de 23 €.

Bon de souscription

Nom : Prénom :

Adresse :

Téléphone :

Souscription pour exemplaires du livre *Pierre Brizon, pacifiste, député socialiste de l'Allier, pèlerin de Kienthal*, par Pierre Roy, soit la somme de

Ci-joint chèque de à l'ordre de : **Roy Pierre Brizon**.

Chèque à envoyer à : Pierre Roy, 31, rue du Onze-Novembre, 42 100, Saint-Etienne.

Ouvrage à paraître aux éditions Créer, 63 340, Nonette, en février 2004.

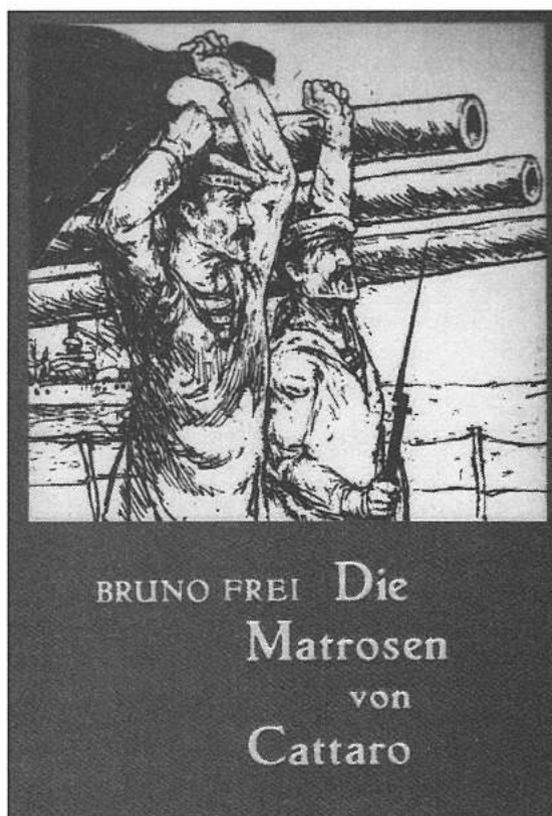
Camarades.
 Nous sommes 3 régiments qui
 n'avons pas voulu monter
 en ligne. nous allons à
 l'assaut à nous tous d'en
 faire autant. Si vous voulez
 suivre notre plan.
 Ligne sans Division

Une lettre jetée par des soldats depuis les camions qui les transportaient vers un camp d'internement.

**La révolution
inachevée
en Autriche
en 1918**

Cet article de Georges Scheuer, auteur de *Mémoires passionnants* (1), a été publié dans un journal autrichien en 1988. La photocopie qui nous a été transmise n'indique ni le nom du journal ni la date exacte (à l'évidence, fin octobre ou début novembre 1988). La révolution autrichienne a déjà été évoquée dans le n° 12 des *Cahiers du mouvement ouvrier* par la publication d'un texte d'Otto Bauer, l'un des principaux dirigeants du Parti social-démocrate autrichien au pouvoir dans les deux années qui suivirent la révolution, qu'il s'attacha à contenir dans le cadre maintenu de la propriété privée des moyens de production. Ce texte est intitulé "*De la révolution politique à la révolution sociale*".

(1) *Seuls les fous n'ont pas peur*. Syllepse, 2002.



Une République enfantée dans la douleur

IL y a 70 ans, la monarchie danubienne s'effondrait : le peuple voulait la paix et la démocratie. L'enfantement de notre République se produisait dans la douleur.

Sur Sissi, Mayerling et autres thèmes semblables, il y a des douzaines de romans et de films, mais presque rien sur le palpitant écroulement de notre empire, dont les débuts remontent au Moyen Age, rien sur le brutal avènement d'une ère entièrement nouvelle, rien sur la naissance de la République. Au commencement de cette "année commémorative", il y a certes eu une série télévisée, qui commençait avec la mort de François-Joseph en 1916. Pourquoi, d'ailleurs, ne commençait-elle pas avec l'embrasement de la guerre mondiale ? Les causes et le contenu essentiel de ce "bouleversement" étaient à peine effleurés dans cette émission à grand spectacle. La révolution autrichienne de novembre 1918 attend encore ses découvreurs, ses chercheurs et ses auteurs de scénarios.

Le lieu : l'Europe centrale, saignant de millions de blessures. Comprimés sous un joug vermoulu et cherchant à s'en évader : douze millions d'Autrichiens de langue allemande, dix millions de Hongrois, neuf millions de Tchèques et de Slovaques, cinq millions de Polonais, cinq millions de Serbes et de Croates, quatre millions de Ruthènes, un

million de Slovènes, trois millions de Roumains et un million d'Italiens.

Le temps : 1918. La guerre mondiale est dans son quatrième hiver, tuerie absurde et sans issue, la faim, le froid, les morts. En Russie, la chaîne a été rompue depuis un an. Le tsar a été renversé par une révolution populaire. Depuis quelques semaines, Lénine est au pouvoir à Moscou. Il entame des négociations de paix, en particulier avec l'Autriche-Hongrie. Le président américain, Wilson, annonce 14 points pour le rétablissement de la paix. Un principe : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Les Habsbourg et les Hohenzollern font la sourde oreille. Ils sabotent les conversations de paix de Brest-Litovsk. Le massacre continue sur tous les fronts.

Le quotidien : la militarisation des entreprises, les soldats "indisciplinés" sont "attachés" et fouettés, en guise de pain des boules de farine de maïs humide, des pommes de terre à moitié pourries comme friandise pour des millions de gens, la censure, des grèves, des émeutes, des arrestations.

Grève en janvier

C'est dans ce cadre que la révolution autrichienne a commencé au début de

1918, à Wiener Neustadt, par des grèves massives, des conseils ouvriers et des mots d'ordre de paix et de liberté. Sans ce mois de janvier et l'évolution qui a suivi, il n'y aurait pas eu de mois de novembre. Le 12 novembre a été la suite logique des journées de janvier.

On parle en général de la "grève de janvier". Mais si l'on regarde les événements d'alors, on voit que c'était plus qu'une grève ordinaire. Des centaines de milliers de personnes cessèrent le travail, non seulement pour protester contre la réduction de la ration de pain, mais pour des revendications hautement politiques : pour la fin de la guerre, la paix et la liberté, contre la monarchie, pour la République.

Le mouvement était "spontané", il a éclaté avec une puissance élémentaire. Puis les délégués des syndicats ouvriers et les sociaux-démocrates ont canalisé le mouvement dans des voies ordonnées, ont formulé les revendications et négocié avec les tenants du pouvoir pour empêcher un bain de sang.

De janvier à novembre, le courant s'enfla et trouva son apogée dans la proclamation de la République.

Voici les sources de ce courant : le 14 janvier, la patience des ouvriers des usines Daimler de Wiener Neustadt est à bout. Ils cessent le travail. La raison en semble futile : c'est la réduction de la ration de farine. C'est la goutte qui fait tout déborder.

D'un seul coup, la grève s'étend : la fabrique de locomotives, les usines de radiateurs, d'avions et de munitions. Le 15 janvier, le mouvement englobe toute la région industrielle de Wiener Neustadt. Le 16, il atteint Sankt Pölten. En Basse-Autriche, 250 000 ouvriers font grève. Le même jour, le travail cesse aussi à Vienne. D'abord dans les usines Fiat du quartier de Floridsdorf et à l'arsenal des Favorites, puis dans les ateliers des chemins de fer.

Dans des assemblées massives et houleuses, on élit des conseils ouvriers.

Des troupes roumaines, ruthènes et bosniaques sont amenées en Autriche pour écraser le mouvement de grève. La

dictature militaire des Habsbourg menace de procéder à un bain de sang.

Les syndicats et les délégués sociaux-démocrates interviennent. Le 16 janvier, quatre revendications sont formulées, qui domineront les événements en Autriche jusqu'à la fin de la guerre :

1. Négociations loyales pour la paix.
2. Juste répartition du ravitaillement.
3. Administration municipale démocratique.
4. Abrogation de la militarisation des entreprises.

Elles se résument en trois mots : la paix, le pain, la liberté.

Le 18 janvier, le conseil ouvrier de Vienne se réunit pour la première fois au foyer des chemins de fer de Margareten. Les responsables syndicaux Sever, Pölzer et Skaret président. Après des débats longs et houleux, les quatre revendications sont adoptées. Le 19 janvier, après de dures négociations entre les syndicats et le gouvernement, les quatre revendications sont largement "acceptées".

Emeute en février

Le 1^{er} février, des marins autrichiens se mutinent dans le port militaire de Cattaro (Kotor, en Dalmatie). 40 navires, avec 5 000 hommes, hissent des drapeaux rouges. Les mots d'ordre sont presque identiques aux revendications de la grève de janvier à Wiener Neustadt et à Vienne, mais la formulation en est plus radicale : la paix, le désarmement complet et la création d'une milice de volontaires, droit de tous les peuples à disposer d'eux-mêmes, démocratisation du gouvernement. S'y ajoutent une série de revendications spécifiques aux marins : protestation contre le ravitaillement exécrable et les mauvais traitements. Des conseils de marins se forment.

On isole les émeutiers, on les encercle et on les force à capituler. Quatre "meneurs" sont condamnés à mort par la justice militaire et fusillés. Il faut s'y prendre à deux fois pour former le peloton d'exécution et le mettre en garde,

avant que les coups de feu mortels ne puissent partir.

Les noms des martyrs témoignent de ce que, dans ce soulèvement, les différentes nationalités de la vieille monarchie étaient fraternellement unies : Franz Rasch, Anton Gravbar, Jerko Sizgoric et Mate Brnicevic.

Ces signaux n'ont rien appris aux Habsbourg. Le gouvernement ne tient pas ses promesses. Il "oublie" les concessions qu'il avait faites pendant la grève de janvier. La guerre continue.

La bataille de juillet

En juillet, l'offensive des Habsbourg en Italie échoue : effondrement de l'armée austro-hongroise sur la Piave. Des milliers de soldats gravement blessés gisent pendant des jours et des nuits sur les rives de la Piave et périssent d'une mort affreuse.

Le compte rendu secret d'une séance du Parlement autrichien fin juillet livre un reflet de cette catastrophe. Le ministre de la Guerre excuse cette tragédie de masse dans les montagnes de Vénétie en accusant la prétendue "trahison" d'officiers slaves, les mutineries et les révolutionnaires de retour de Russie. Seul l'état-major général habsbourgeois incapable ne porterait aucune responsabilité.

La monarchie a une recette : envoyer des troupes à Vienne. Mais le ministre de la Guerre donne une réponse négative. Il n'y a plus de troupes "sûres" !

Maintenant, même Sa Majesté commence à saisir. Le 16 octobre, l'empereur Charles le Dernier adresse un manifeste à "ses" peuples. La marche effective des événements ne l'a pas ébranlé et, trois semaines avant son départ, il parle d'une *"paix honorable au seuil de laquelle nous nous trouvons aujourd'hui avec l'aide de Dieu"*.

Il promet toutefois, maintenant que l'empire tombe en ruine, un *"Etat fédéral"* dans lequel *"chaque peuplade formera sur son territoire sa propre entité étatique"*. Quelques mois plus tôt, un tel

manifeste aurait peut-être encore pu arrêter la révolution. Maintenant, il est trop tard. L'empereur "accorde" ce que les peuples ont déjà pris d'eux-mêmes.

Ce que les peuples ont déjà pris d'eux-mêmes

Dès le 26 septembre, une République tchécoslovaque en exil s'était constituée à Paris, sous la présidence de Masaryk. Le 19 octobre, le comité exécutif du Conseil national tchèque proclame à Prague qu'il n'y a pas pour les Tchèques d'autre solution que *"l'autonomie et l'indépendance étatique absolue"*. La Hongrie, les Slaves du Sud et la Pologne suivent aussi leur propre voie.

L'Autriche restante, de langue allemande, en tire les conséquences. Le 21 octobre, dans la maison des corporations de Basse-Autriche, à Vienne, l'Assemblée nationale d'Autriche allemande se réunit pour la première fois. (Pour se différencier des peuples slaves et romans de l'ancienne Autriche, désormais séparés, la partie restante de langue allemande de la monarchie désagrégée se nomme désormais "Autriche allemande").

Les trois grands partis de l'ancienne Chambre des députés fournissent les présidents du nouveau Parlement : Seitz (social-démocrate), Fink (chrétien-social), Dinghofer (Union nationale allemande). Seuls les sociaux-démocrates se déclarent à ce moment pour la création d'une République démocratique.

Un "comité exécutif" est constitué, une sorte de gouvernement provisoire, à côté duquel l'ancien gouvernement habsbourgeois subsiste encore. Les premières décisions de ce comité sont : suppression de la censure, lutte contre la pénurie alimentaire, démarches pour la paix. Un "conseil consultatif" syndical soumet des propositions concrètes pour procurer du travail et pour aider les chômeurs.

Le 30 octobre ont lieu des manifestations de masses des ouvriers, des soldats et des étudiants à Vienne. Toutes les ma-

chines s'arrêtent. Les mots d'ordre sont : *"Paix et liberté, la République, à bas la monarchie !"*

L'ordre, donné par le ministère de la Guerre, d'occuper militairement les points stratégiquement importants à Vienne est annulé, parce qu'il n'y a plus de troupes "sûres". Les soldats arrachent les cocardes noires et jaunes de leurs calots.

L'Assemblée nationale élit un "conseil d'Etat", auquel le pouvoir exécutif est remis. La révolution met fin à la guerre et sauve ainsi le pays et le peuple de la mort et de la ruine.

Sans révolution en Russie, en Autriche et en Allemagne, la Première Guerre mondiale aurait pu continuer encore des années, avec des millions de nouvelles victimes et des batailles de matériel sans issue, jusqu'à l'épuisement physique total avec des destructions massives et des régimes d'occupation ennemie.

L'Autriche en a été préservée en 1918 par une révolution accomplie à temps.

Début novembre, les événements se précipitent. Le 11 novembre, l'empereur Charles renonce à son trône. L'Assemblée nationale se voit soumettre un pro-

jet de loi selon lequel l'Autriche doit devenir une République démocratique.

La phrase essentielle de ce projet est : *"Tous les pouvoirs publics sont institués par le peuple."*

La République en novembre

Le 12 novembre, à 4 heures de l'après-midi, les présidents de l'Assemblée nationale annoncent aux masses populaires accourues devant le Parlement la proclamation de la République.

La porte de l'avenir s'ouvre. La monarchie, la guerre, la domination féodale s'effondrent. Les droits et les libertés démocratiques sont instaurés.

Mesurée aux espérances alors éveillées, c'était une "moitié" de révolution, l'ébauche d'une rénovation démocratique bourgeoise depuis longtemps mûre. Pourtant, des pans décisifs de la bourgeoisie autrichienne résistèrent dès le début au progrès qui s'ouvrait ainsi la voie.

Cela se transforma en tragédie pour la Première République.

**Une
autobiographie
d'Adolf
Abramovitch
Ioffé
(1883-1927)**

En 1927, pour le dixième anniversaire de la révolution, la commission du Parti communiste pour le recueil et l'étude des archives historiques de la révolution d'Octobre élaborera un *“Questionnaire de participation à la révolution d'Octobre”*, distribué aux membres du comité central, de la fraction des bolcheviks au premier comité exécutif et du comité militaire de Petrograd, aux délégués du II^e Congrès panrusse des soviets et aux membres de l'Association des vieux-bolcheviks. Environ 1 500 questionnaires seront diffusés entre septembre et octobre 1927 (1). Ceux qui avaient participé activement à la révolution devaient répondre à 30 questions dans quatre domaines.

Ce n'est qu'en 1957 que les matériaux commencèrent à être publiés (2).

Dans *Ma Vie*, Trotsky évoque les derniers moments de la vie de Ioffé, revenu au début de 1927, très gravement malade, du Japon, où il remplissait les fonctions de “plénipotentiaire” : *“Ioffé était tout particulièrement indigné par la campagne menée contre la théorie de la révolution permanente. Il n'arrivait pas à digérer que l'on persécutât bassement ceux qui avaient prévu de loin la marche et le caractère de la révolution, et que cette persécution soit le fait d'hommes qui ne faisaient que profiter des résultats obtenus.”*

Il avait, avant de se suicider, laissé une lettre personnelle à Trotsky, non destinée à publication, que le Guépou confisqua... et que Staline fit publier.

Ioffé y écrivait entre autres : *“J'ai toujours estimé que ce qui vous manquait, c'était l'intransigeance, l'opiniâtreté de Lénine, qui fut toujours prêt à rester même seul dans le chemin qu'il croyait bon, prévoyant que plus tard il obtiendrait la majorité et que l'on reconnaîtrait toute la justesse de la voie qu'il avait suivie.”*

(1) *Proletarskaja revoljucija*, 1927, 11, p. 264.

(2) *Ot Fevralja k Oktjabrju. (Iz anket utchastnikov Velikoj Oktjabr'skoj socialističeskoj revoljucii)*, Moscou 1957 ; *Istoritcheskij arxiv*, 1957, 5 ; *Novyj mir*, 1958, 11 ; *Istorija SSSR*, 1967, 2 ; *Voprossy istorii KPSS*, 1977, 10 ; *Družba narodov*, 1987, 11.

La révolution d'Octobre : souvenirs d'un acteur de la révolution

J'AI participé au mouvement révolutionnaire à partir de la fin des années 1890. J'ai milité dans les organisations social-démocrates de Crimée, de Bakou, de Moscou, ainsi qu'à l'étranger. En 1904, j'ai adopté la position du menchevisme. Après le IV^e Congrès (d'unification) du Parti social-démocrate, je suis devenu membre du bureau étranger du comité central. En 1912, j'ai été arrêté à Odessa et déporté dans le gouvernement de Tobolsk, puis dans celui de Iénisséïsk.

Après la révolution de Février, je suis devenu membre du soviet de Petrograd. Au VI^e Congrès du Parti social-démocrate (bolchevique), j'ai adhéré au Parti bolchevique avec d'autres membres de l'"Organisation interdistricts" (3). Je suis devenu membre du comité exécutif central et membre du comité militaire révolutionnaire de Petrograd.

En 1918, je fis partie de la délégation soviétique aux pourparlers de Brest-Litovsk, puis je fus le représentant officiel de la RSFSR à Berlin. En 1919, je devins membre du conseil de la Défense et commissaire du peuple à la Commission de contrôle de l'Etat ukrainien. En 1921, je fus vice-président de la commission du Turkestan près le comité exécutif et le Conseil des commissaires du peuple et du bureau du Turkestan près le comité

central (4). A partir de 1922, j'exerçai des fonctions diplomatiques en Chine, puis en Australie. Aux VI^e et VII^e Congrès, je fus élu membre suppléant du comité central.

* *
*

Une jeunesse menchevique

En mars 1917, je suis rentré de déportation (auparavant, j'avais milité à Kansk, gouvernement de Iénisséïsk, dans des organisations sociales et au parti, et je rédigeais des tracts). Au comité d'organisation (des mencheviks) (5), dont je fus membre jusqu'à mon arrestation, jus-

(3) L'"Organisation interdistricts des social-démocrates unifiés", constituée à Pétersbourg en novembre 1913, œuvrait pour créer un "Parti social-démocrate unifié" en regroupant différentes tendances politiques. Trotsky en était le dirigeant le plus connu. Au VI^e Congrès, environ 4 000 membres furent intégrés au Parti bolchevique.

(4) La "commission du Turkestan" fut créée en octobre 1919 pour renforcer le pouvoir soviétique sur le territoire de la République du Turkestan. Le "bureau du Turkestan" du comité central fut créé en été 1920 comme ancêtre de la commission politique du Turkestan.

(5) Le "comité d'organisation" était jusqu'en août 1917 l'organe dirigeant du Parti menchevique.

qu'à la conférence d'août (6), je n'avais adhéré que de manière formelle, mais en réalité, étant donné mes "opinions bolcheviques", je n'étais pas intégré à ses activités et j'avais été envoyé provisoirement à Helsingdorf (7). De là, je suis allé en Crimée. A Simféropol, j'ai été le rédacteur du journal *Edinenie* ("Union") (8). L'Union de Crimée m'avait mandaté au Congrès panrusse des organisations mencheviques et unifiées (9). J'ai quitté le congrès et j'ai rompu officiellement avec le Parti menchevique. Je suis entré à l'"Organisation interdistricts", dont je fus un responsable. J'ai participé au VI^e Congrès des bolcheviks, au cours duquel j'ai été élu membre suppléant du comité central du Parti social-démocrate (bolchevique). Dans les faits, je participais à tous ses travaux du comité central, car, dans les journées de Juillet et jusqu'à celles d'Octobre, il y avait beaucoup d'absents. Je fus partisan du soulèvement armé (la position de Lénine). Je devins membre de la Douma de Petrograd au titre des bolcheviks. J'ai participé à toutes les conférences de cette période. Je gérais la typographie et les éditions du comité central.

Dès mon retour de déportation, je fus coopté au soviet de Petrograd, puis au comité exécutif central. J'étais membre des deux congrès des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires (10), de la Conférence démocratique et du Parlement provisoire, de l'Assemblée constituante pour la ville de Pskov. Après la conquête du soviet de Petrograd par les bolcheviks, je devins membre du présidium de ce conseil et du comité militaire révolutionnaire.

J'ai participé à toutes les grandes manifestations et je suis intervenu dans les grands meetings, en particulier au cours des journées de Juillet, devant le palais de Tauride, pour m'adresser aux troupes, ainsi que lors de la "Journée du soviet de Petrograd", au Manège de Kœksholm.

Durant les premiers jours de la révolution en Sibérie, à Kansk, j'ai rédigé des proclamations, puis je suis devenu le rédacteur du journal du soviet de Simféropol, *Edinenie*. Ensuite, je suis devenu membre de la rédaction de l'organe des "interdistricts", *Vperiod* ("En avant"), puis

rédacteur, aux côtés de Lounatcharski et d'Ouritski, d'un journal municipal du comité central, dont je ne me rappelle pas le nom. Lors des journées de Juillet, je suis entré à la rédaction de la *Pravda*. Durant cette période, j'ai écrit deux brochures : *L'effondrement du menchevisme* et *L'autogestion locale*.

Chez les interdistricts

En Sibérie, j'ai combattu l'orientation "nouvelle défense" dite "de Krasnoïarsk". Arrivé à Leningrad (*sic*), je n'ai pas rompu formellement avec le menchevisme, car je comptais emmener toute sa fraction de gauche (la fraction Larine) (11). Quand cela échoua, je partis seul en publiant le discours qu'on ne m'avait pas laissé prononcer au congrès : "*L'effondrement du menchevisme.*" Chez les "interdistricts" j'avais en réalité fait du travail bolchevique. Le comité central du Parti social-démocrate m'avait confié la gestion de sa typographie et de ses éditions, et j'étais entièrement pris par ce travail.

Quelques jours avant la révolution, le camarade Ouritski et moi avons été délégués par le comité central pour le représenter au comité militaire révolutionnaire. Je suis devenu président du comité

(6) Il s'agit de la conférence d'Etat de Moscou (12-15 août 1917) convoquée par le gouvernement provisoire (les dates données ici suivent l'ancien calendrier).

(7) Helsinki.

(8) *Edinenie*, l'organe du soviet des ouvriers et des soldats de Simféropol, a paru entre le 17 mars et le 12 août 1917.

(9) Il s'agit du "congrès d'unification du Parti menchevique", qui a eu lieu en août 1917, qui a vu le début du déclin de ce parti et le renforcement d'une opposition de gauche.

(10) Il s'agit du II^e Congrès panrusse des soviets de députés paysans (4 mai-28 mai 1917) et du I^{er} Congrès panrusse des soviets de députés ouvriers et soldats (3 juin-24 juin 1917).

(11) Il s'agit des mencheviks internationalistes, qui, après les journées de juillet 1917, ont commencé à se séparer de l'ensemble des mencheviks. La VII^e Conférence (d'avril) et le VI^e Congrès du Parti bolchevique exhortèrent tous ces éléments révolutionnaires à rompre avec les "défensistes" et à s'unir avec les bolcheviks. Par la faute des leaders mencheviques internationalistes Martov et Astrov, l'unification n'eut pas lieu. Larine I. (M. Z. Lourié) : 1882-1932.

militaire révolutionnaire (12) et je restais jour et nuit à Smolny, sans sortir, ne me distrayant du travail au comité militaire que pour participer aux réunions du comité central. J'ai décrit à plusieurs reprises la prise du pouvoir et le rôle du comité militaire en tant que "premier gouvernement prolétarien".

Le comité central du 25 octobre

Ce qui m'a le plus marqué, c'est la séance du comité central à l'aube du 25 octobre, le jour où, après mon rapport comme président du comité militaire sur les événements de la nuit, Kamenev a déclaré : *"Bon, puisqu'on a fait la bêtise de prendre le pouvoir, il faut constituer un ministère."* Je m'en souviens parce que, après le chamboulement de cette nuit-là, j'ai commencé à me rendre à l'évidence, et je crois que je n'étais pas le seul, que nous avions réellement pris le pouvoir.

J'ai travaillé au comité central, à la Douma de Petrograd, au présidium du soviet et au comité militaire, dont je suis devenu président presque à la veille de la prise du pouvoir, et je le suis resté jusqu'à sa liquidation. Je ne me rappelle pas si j'étais présent à cette séance du comité central, mais j'ai toujours été partisan de l'insurrection. J'ai participé personnellement à la préparation de l'insurrection comme les autres membres du comité central, par mes discours, mes écrits et mon travail d'organisation.

Comme je l'ai indiqué plus haut, j'ai été président du comité militaire révolutionnaire. Après sa suppression, j'ai été envoyé avec le camarade Krylenko sur le front de la Dvina pour proposer aux Allemands des pourparlers de paix.

J'ai été membre de tous les congrès des Soviets.

Après la prise du pouvoir, j'ai été envoyé par le comité central comme président du comité militaire à une réunion du syndicat des cheminots, qui, comme on le sait, n'a pas tout de suite reconnu le pouvoir. Je ne me souviens pas très bien de cette réunion. Je me souviens juste d'avoir été reçu sans hostilité et avec respect. Ensuite, si je ne me trompe,

c'est le camarade Riazanov qui fut délégué par le comité militaire comme représentant permanent pour les relations avec le syndicat des cheminots (13).

Après la prise du pouvoir, en qualité de président du comité militaire, j'ai participé à la fameuse séance "permanente" de la Douma de Petrograd. J'y ai fait un discours, j'ai bataillé énergiquement avec Milioukov et Chingariev (14), à la suite de quoi je me rappelle avoir menacé de dissoudre la Douma pour avoir subi une violente attaque du camarade Riazanov.

Dans la période qui a suivi la prise du pouvoir, le comité militaire révolutionnaire, on le sait, constituait le seul pouvoir, et c'est là que tout se faisait, y compris les autorisations de sortie du territoire, les enterrements, les baptêmes, les mariages, etc. On y amenait également les personnes arrêtées, et le travail d'enquête (qu'on avait confié au camarade Dzerjinski) fut à l'origine de la future commission extraordinaire (Tcheka).

Au commissariat aux Affaires étrangères

Au commissariat du peuple aux Affaires étrangères, on le sait, il n'y avait personne à part des coursiers, des gardiens et un vieux fonctionnaire, Dolivo-Dobrovolski, qui ne faisait pas de sabotage et avait reconnu le pouvoir soviétique, mais ne fréquentait tout de même pas le commissariat du peuple, et qui prit bientôt sa retraite. Le camarade Zalkind (15), qu'on avait nommé vice-com-

(12) Ioffé ne fut pas nommé président du comité, mais il fit partie des personnes qui signaient les documents en qualité de présidents.

(13) D. B. Riazanov participait aux réunions du syndicat des cheminots en tant que représentant du comité exécutif central des soviets.

(14) P. N. Milioukov (1859-1943), l'un des fondateurs du parti cadet, fut ministre des Affaires étrangères dans le premier gouvernement provisoire et l'un des organisateurs du putsch de Kornilov. A. I. Chingariev (1869-1918), personnalité connue du parti cadet, fut ministre de l'Agriculture dans le premier gouvernement provisoire.

(15) I. A. Zalkind (1885-1928), membre du Parti social-démocrate depuis 1903, militant à Pétersbourg, Iaroslav et Odessa, avait pris part à la révolution de 1905. Entre 1908 et 1917, il avait vécu dans l'émigration. Il entre au commissariat aux Affaires étrangères à la fin de novembre 1917.

missaire, y faisait de la présence, tandis que le marin Markine (16) s'occupait des "documents secrets". Parmi les curiosités de cette époque, je me rappelle que le bureau de Zalkind était encombré de fusils et de mitrailleuses, il y avait même une mitrailleuse dans le couloir, que le bâtiment était totalement vide et que le vieux concierge du ministère des Affaires étrangères était couvert de décorations et m'accueillit en ces termes : "Mes respects, votre Excellence monsieur le camarade !"

Le commissariat aux Affaires étrangères était composé de gens tout nouveaux et situé dans un endroit totalement désert. En même temps, c'était l'organisme de la future délégation de Brest-Litovsk. Les experts militaires avaient été engagés de force, et le camarade Trotsky leur avait déclaré que s'ils n'étaient pas à tel endroit à telle heure, ils seraient arrêtés un quart d'heure après. Ils furent tous ponctuels. Schneur vint lui-même proposer ses services à Trotsky. Voyant sa prestance, toutes ses décorations et médailles militaires, sa connaissance des langues étrangères et son goût manifeste de l'aventure, Trotsky décida de l'envoyer parlementer avec les Allemands.

En tant que membre du comité central, je pris part à l'exécution du projet du camarade Trotsky de s'emparer de la Banque d'Etat, ce qui fut fait, comme on le sait.

Je n'ai pas participé directement aux nationalisations, car au début, on le sait, il n'y eut pas de nationalisations, et ensuite j'étais à Brest. Etant membre du comité central, j'ai pris part à la discussion sur ces mesures. J'ai participé aux nationalisations plus tard, en 1919, lorsque que le comité central m'envoya organiser la République de Lituanie-Biélorussie (17).

La célèbre révolte des junkers à Leningrad (18). Je n'ai qu'un vague souvenir de cette période. Je me rappelle que, à la suite d'un accord de Vladimir Ilitch (Lénine) avec l'ambassadeur de Grande-Bretagne, Buchanan, le comité militaire envoya un détachement pour arrêter les junkers qui s'étaient réfugiés dans l'appartement de l'ambassadeur.

J'ai toujours collaboré activement à la *Pravda* et aux *Izvestia*, ainsi qu'à d'autres journaux.

Souvenirs sur Lénine

Dans l'émigration, je n'ai jamais connu personnellement Lénine. Je ne me rappelle pas quand je l'ai rencontré pour la première fois. J'ai un souvenir précis de son discours à la conférence des "interdistricts" (19).

Lénine s'intéressait non pas au rôle politique que pouvaient jouer les "interdistricts", mais aux personnalités qui se trouvaient à leur direction. Il y avait déjà des pourparlers entre le comité central et les "interdistricts" avant la fusion au VI^e Congrès : pour le comité central, il y avait Sverdlov et encore quelqu'un d'autre, je ne me rappelle plus qui au juste (il me semble que c'était le camarade Staline) ; pour les "interdistricts", c'étaient le camarade Iourenev et moi-même (20).

Il s'agissait pour nous de prendre part, avant la fusion organisationnelle au VI^e Congrès (qui avait été décidée d'avance), au travail de l'organisation bolchevique, ce qui s'était fait d'un commun accord.

Je me rappelle les séances du comité central où, après les journées de Juillet, Lénine arrivait en perruque et déguisé. Il retirait toujours sa perruque et la posait sur la table devant lui. Je me rappelle en particulier la séance à Lesnoïé, quand Lénine, qui croyait, à la suite d'une mau-

(16) N. G. Markine (1893-1918). En 1917, il est membre du comité exécutif et du comité de la Flotte. En novembre 1917, il est secrétaire du commissariat aux Affaires étrangères. Le comité central lui confie l'organisation de la publication du "Recueil des archives secrètes de l'ancien ministère des Affaires étrangères".

(17) La République socialiste soviétique de Lituanie-Biélorussie a été formée en février 1919. Elle a existé jusqu'en juin 1920.

(18) La révolte eut lieu le 29 octobre 1917.

(19) Il s'agit de la conférence du 10 mai 1917, au cours de laquelle Lénine prit la parole sur les conditions d'unification avec le Parti bolchevique des groupes et tendances social-démocrates qui se plaçaient sur le terrain de l'internationalisme.

(20) K. K. Iourenev (Krotovski) (1888-1938), membre du Parti social-démocrate depuis 1905, était l'un des dirigeants du groupe des "interdistricts".

vaise information, que la majorité du comité central était contre l'insurrection, avait envoyé une lettre à la conférence du parti (21) en passant par-dessus le comité central.

Je suis intervenu à ce sujet. Lénine reconnut son erreur (du point de vue de la discipline de parti) et, quand il s'aperçut que nous, les partisans de l'insurrection, nous étions nettement majoritaires (seul Kamenev s'était prononcé contre, Zinoviev n'était pas présent), il fut très satisfait et manifesta bruyamment sa joie, en acquiesçant à nos propos et en nous donnant la réplique (22).

“Pour descendre au moins une poignée de ces salauds avant de mourir”

Je me souviens de la première apparition de Lénine à Smolny, qui se trouvait encore aux mains des mencheviks et des SR. Un menchevik l'avait reconnu alors qu'il était assis avec Trotsky sur un banc dans le couloir. Je me souviens de la séance déjà mentionnée du comité central dans la nuit du 24 au 25, lors du premier Conseil des commissaires du peuple. Au début, Lénine refusa catégoriquement la présidence du conseil et n'accepta que devant l'insistance de tout le comité central. Il insista aussi pour que ce soient des ouvriers qui soient désignés comme commissaires du peuple et des intellectuels comme adjoints. Quand on en vint à la question du commissariat au Ravitaillement, il remarqua en riant : *“Allons, il faudrait quelqu'un de moins bien, parce que de toute façon, d'ici une semaine, on va le retrouver noyé dans la Moïka.”* A cette séance, qui avait commencé le matin après une nuit sans sommeil et de grande tension, Lénine était dans une forme extraordinaire et très gai, il se moquait de l'humeur sombre des opposants à l'insurrection, et à ceux qui disaient qu'*“on tiendra(it) à peine deux semaines”*, il répondait : *“Ça ne fait rien, dans deux ans, quand nous serons encore au pouvoir, vous direz que ne nous tiendrons pas deux ans de plus.”*

Il plaisanta beaucoup sur le camarade Rykov, qui avait sorti de sa poche un gros revolver et l'avait posé devant lui. Comme je lui demandais pourquoi il se promenait avec ça, il répondit sombrement : *“Pour descendre au moins une poignée de ces salauds avant de mourir.”* Quand il apparut que je n'avais pas le moindre revolver, Lénine plaisanta également en disant que le comité central devait se cotiser pour m'en acheter un, et la camarade Stassova m'offrit aussitôt un petit Browning pour dame, dont quelqu'un dit (je ne me rappelle pas si c'était Lénine) qu'il convenait parfaitement, puisqu'on ne pouvait s'en servir que pour tuer les puces.

Je me souviens que, alors que nous nous réjouissions d'avoir pris le pouvoir sans effusion de sang, Lénine redevint tout à coup très sérieux et nous dit : *“Ne vous réjouissez pas trop vite. Il y aura encore beaucoup de sang. Ceux qui ont les nerfs faibles devraient quitter le comité central tout de suite.”*

Lénine s'intéressa toujours vivement aux activités du comité militaire et je devais constamment (parfois plusieurs fois par jour) lui parler de ce que nous faisions. Lorsque fut mis en place le Conseil des commissaires du peuple (la première liste, dont j'ai parlé plus haut, n'a semble-t-il jamais été réalisée), Lénine insista encore pour que le comité militaire poursuive son travail, et ce n'est que lorsque le gouvernement fut réellement constitué qu'il accepta la liquidation du comité.

Lorsque je partis (avec le camarade Krylenko) sur le front de la Dvina pour entrer en relation avec les Allemands, le

(21) Il s'agit apparemment de la *“Lettre à la conférence de la ville de Petrograd”*, écrite par Lénine le 7 octobre 1917 et adressée aux délégués de la III^e Conférence du Parti social-démocrate de Petrograd (7-11 octobre 1917). La lettre fut rendue publique le dernier jour de la conférence (cf. Lénine, *Œuvres complètes*, t. 34, pp. 347 à 350, 496).

(22) Il s'agit probablement de la séance élargie du comité central du Parti social-démocrate qui eut lieu le 16 octobre 1917 dans le bâtiment de la Douma du district de Lesnoié-Oudelnino et fut consacrée à la question de l'insurrection armée. Mais plusieurs faits (notamment l'absence de Zinoviev) sont en contradiction avec d'autres témoignages.

camarade Trotsky me fit venir chez Lénine, et ils me donnèrent des instructions sur la façon de se comporter avec les Allemands, sur la façon de mener les pourparlers, etc. (on pensait alors pouvoir commencer immédiatement les pourparlers).

La fureur de Lénine

Je me rappelle que, pendant un certain temps, lors des séances du comité central, Lénine se mettait en fureur contre les camarades qui s'opposaient à la prise de pouvoir et réclamait même leur exclusion du parti. C'est seulement devant l'insistance de certains membres du comité central (dont la mienne) que Lénine consentit à réduire ses exigences, mais aussi qu'il nous garda longtemps rancune d'avoir pris leur défense et nous le fit remarquer. Cependant, lorsque Zinoviev envoya une lettre au comité central où il reconnaissait ses erreurs, Lénine exigea immédiatement qu'on le réintègre au comité central (et je crois qu'il le pressentait déjà comme futur président du Comintern).

Je me rappelle encore que le camarade Kamenev avait d'abord été pressenti comme président du comité exécutif, mais, quand il se rangea dans le camp des opposants à l'insurrection, on propo-

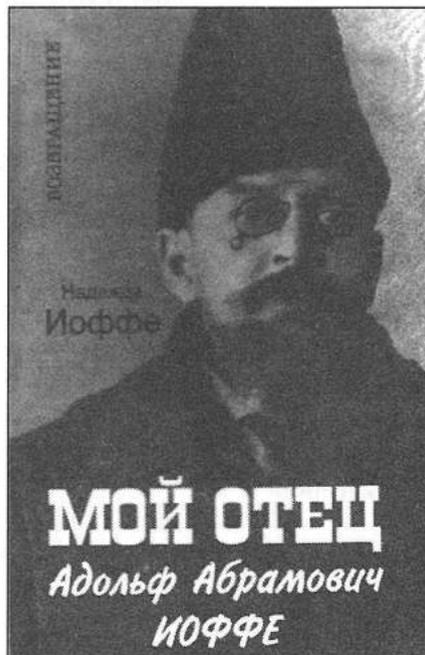
sa la candidature du camarade Sverdlov (23).

Je me rappelle enfin que, même dans les moments les plus tendus, Lénine était extrêmement attentif à chacun d'entre nous. Par exemple, il s'emporta vivement contre moi parce que je n'avais pas dormi et à peine mangé pendant cinq jours lors de l'insurrection, et m'obligea à rentrer chez moi pour dormir. Il insista également pour que je déménage immédiatement à l'hôtel Astoria (où résidait la garde) lorsqu'il apprit que je logeais dans un hôtel de la rue Joukovski. Il confiait souvent la clé de son bureau à ceux qui passaient la nuit à Smolny pour qu'ils puissent dormir un peu. Il m'est arrivé de dormir quelques heures dans le bureau de Lénine ou celui de Trotsky. (En effet, dans les premiers temps, les dirigeants du comité militaire ne quittaient pratiquement pas Smolny.) Lorsque commencèrent les combats avec Krasnov, Lénine prenait sans cesse conseil auprès du comité militaire.

(23) L. B. Kamenev fut président du comité exécutif du 7 octobre au 8 novembre 1917.

(RGASPI, fonds 70, op. 4, d. 378, l. 164-170.)

Les intertitres sont de la rédaction.



Deux inédits de Lénine

Au III^e Congrès de l'Internationale communiste, qui se tient à Moscou du 22 juin au 12 juillet, Lénine et Trotsky, qualifiés par certains de "droitiers", et Lénine au premier chef, dénoncent le "gauchisme" exprimé en particulier par le Hongrois Bela Kun.

Insensibles à la stabilisation relative du capitalisme, les gauchistes, nombreux, prônent "l'offensive révolutionnaire" et l'action minoritaire partout, rejettent le front unique comme une capitulation devant la social-démocratie. Les communistes italiens, dirigés par Bordiga, rejettent en Italie le combat antifasciste mené par les Arditi del Popolo, qui veulent, dans l'unité, réagir aux agressions contre les Bourses du travail et les locaux des syndicats et des partis ouvriers par les bandes fascistes de Mussolini. Une telle lutte, selon eux, détournerait de la lutte anticapitaliste.

Lénine condamne la théorie de "l'offensive révolutionnaire" prônée par Bela Kun, le culte systématique de la grève insurrectionnelle, qui isole les communistes des ouvriers eux-mêmes, et autres actions minoritaires, et affirme la nécessité pour les communistes de conquérir la majorité de la classe ouvrière. Il souligne : en Russie, les bolcheviks étaient certes un "petit parti", mais qui avait obtenu la majorité dans les soviets et dans au moins la moitié de l'armée. Il propose aux Partis communistes de se lancer à la "conquête des masses" par une vaste politique de "front unique" des partis ouvriers (communistes et sociaux-démocrates) contre le capital.

Huit mois plus tard, en février 1922, dans des *Notes d'un publiciste*, non publiées de son vivant, il reviendra sur ce congrès, où « un groupe nombreux (et "influent") de délégués, avec à leur tête beaucoup de camarades allemands, hongrois et italiens, adoptait une position immodérément "de gauche" (...) ; trop souvent, au lieu de tenir compte sainement d'une situation pas très favorable à l'action révolutionnaire immédiate et directe,

ils agitaient frénétiquement de petits drapeaux rouges ».

Dans ce même discours, jusqu'alors inédit (sauf quelques extraits publiés par Trotsky dans le *Bulletin de l'Opposition*, n° 32, décembre 1932, pp. 34-35), il dénonce tout aussi vigoureusement la direction du Parti communiste français, engagé, derrière Marcel Cachin, dans un soutien avoué à la politique du gouvernement français, en particulier dans le problème des réparations de guerre exigées de ce dernier pays et de l'alliance impérialiste France-Angleterre pour contrôler et piller l'Europe exsangue. Certains passages de ce texte sténographié non revu par Lénine, mal notés, sont peu compréhensibles.

Pour comprendre le sens des mesures prises contre la famine qui ravage tout le sud de la Russie soumis à une sécheresse effroyable, nous renvoyons à l'article du n° 21 sur Lénine et la famine de 1921 (pp. 42 à 46).

Lénine : discours au comité exécutif de l'Internationale communiste (17 juin 1921)

JE suis vraiment arrivé au bon moment, au moment du discours de Bela Kun. Je suis venu ici pour combattre les points de vue de Bela Kun, car je sais avec une totale certitude que si Bela Kun ouvre la bouche, c'est pour défendre les gauchistes. Et j'aurais bien voulu savoir qui il allait défendre. Pour le camarade Bela Kun, le communisme consiste à défendre les gauchistes. Il se trompe. Il faut intervenir très sérieusement contre une telle erreur. Il faut dire ouvertement que s'il y a encore des opportunistes dans le Parti communiste français — et je suis sûr qu'il y en a —, les gauchistes commettent une erreur en désirant rester à gauche sur le modèle de leur ami Bela Kun et de quelques camarades français. Le camarade Bela Kun considère que seuls les opportunistes se trompent, mais, en réalité, les gauchistes se trompent eux aussi.

J'ai le sténogramme du discours du camarade Trotsky. Selon ce sténogramme, Trotsky affirme que des camarades de gauche de ce type, s'ils continuent à suivre la même voie, tueront le mouvement communiste et le mouvement ouvrier en France (*applaudissements*). J'en suis profondément convaincu. Et c'est

pourquoi je suis venu ici pour protester contre le discours du camarade Bela Kun, qui a pris la parole contre le camarade Trotsky au lieu de prendre sa défense, ce qu'il aurait dû faire s'il avait voulu être un vrai marxiste.

Le marxisme consiste à définir la ligne politique qu'il faut suivre dans telle et telle circonstance. Quand le camarade Bela Kun vient nous parler de sang-froid, de discipline et de tout ce qui a été exposé dans l'article de *L'Humanité*, sous le même en-tête, il apparaît qu'il ne comprend rien et qu'il a manifestement tort. Et ceux qui ne comprennent pas qu'au moment d'une crise suscitée par l'envoi des troupes françaises dans la Ruhr, le parti ne peut pas avancer de tels mots d'ordre, ceux-là ne sont pas des marxistes.

Le camarade Bela Kun pense qu'être révolutionnaire signifie défendre les gauchistes partout et en tout lieu. La préparation de la révolution en France, dans l'un des pays européens les plus puissants, ne peut pas être effectuée par un seul quelconque parti. La conquête des syndicats par les communistes français, voilà ce qui me réjouit plus que tout. Quand j'ouvre tel ou tel journal français

(je reconnais franchement que cela m'arrive très rarement, car je n'ai pas le temps de lire les journaux), ce qui me frappe le plus, c'est le mot "cellule". Il me semble que vous ne trouverez ce mot dans aucun dictionnaire, parce que c'est une expression purement russe, élaborée par nous dans la longue lutte contre le tsarisme, contre les mencheviks, contre l'opportunisme et contre la république démocratique bourgeoise. Notre expérience a formé une organisation de ce type. Ces cellules travaillent collectivement dans les fractions parlementaires, dans les syndicats ou dans d'autres organisations où existe notre noyau. Et si nous rencontrons des communistes qui font telle faute, moindre que la bêtise admise par le camarade Bela Kun, nous ne leur caressons pas la tête.

Quand je regarde le travail magnifique du Parti communiste, quand je vois toutes ces cellules formées dans les syndicats et dans d'autres organisations, je dis : la victoire de la révolution est garantie en France si les gauchistes ne font pas de bêtises (1). Et quand on dit, comme le camarade Bela Kun, que le sang-froid et la discipline ne se sont pas justifiés, c'est là une bêtise (1) dans l'esprit des gauchistes. Je suis venu ici pour dire aux camarades gauchistes : si vous suivez un tel conseil, vous tuerez le mouvement révolutionnaire, comme l'a fait Marat (2). Je ne défends pas le Parti communiste français, je ne dis pas que c'est un parti totalement communiste. Non. Quand le camarade Zalevski cite une expression du journal *L'Humanité* qui dit directement que l'exigence de l'indemnisation est une chose juste, il a évidemment tout à fait raison à sa façon. Mais nous ne pouvons admettre cela.

Prenons un autre exemple, celui de Marcel Cachin et d'autres, qui, au Parlement français, promeuvent l'accord franco-anglais et affirment que cet accord est une garantie de paix. C'est de l'opportunisme, et le parti qui admet cela n'est pas un Parti communiste. Bien sûr, dans notre révolution (3), nous devons indiquer qu'il faut souligner tels et tels faits, que telles ou telles interventions ne peuvent être admises, que ce n'est pas communiste. Mais la critique doit être

concrète. Il faut stigmatiser l'opportunisme. Mais le véritable opportunisme du parti, qui s'exprime dans le discours de Cachin, n'est pas soumis à la critique. Au lieu de le critiquer, on critique cette expression et on donne de nouveaux conseils. Voilà ce qu'a dit le camarade Trotsky dans son discours.

Le camarade Laporte avait donc complètement tort, et le camarade Trotsky, en protestant contre cela, avait absolument raison. Peut-être la conduite du parti français n'était-elle pas tout à fait communiste. J'étais prêt à l'admettre. Mais en ce moment, une telle bêtise détruirait le mouvement communiste en France et en Angleterre. Avec l'appel de 1919 (4), on ne fait pas la révolution. Le camarade Trotsky avait mille fois raison quand il l'a affirmé. Un camarade du Luxembourg a aussi reproché au parti français de ne pas avoir saboté l'occupation du Luxembourg. Il pense que c'est une question géographique, comme le croit le camarade Bela Kun. Non, ici, la question est politique, et le camarade Trotsky avait complètement raison en protestant contre cela. C'est une stupidité très "à gauche", très révolutionnaire et très nuisible pour le mouvement français. Seules des bêtises gauchistes peuvent empêcher la victoire du communisme en France, en Angleterre et en Allemagne. Si nous continuons notre lutte contre l'opportunisme, sans aucune exagération, nous vaincrons à coup sûr. Nous devons critiquer ouvertement le Parti communiste français, dire que ce n'est pas un Parti communiste, dire que la politique défendue et représentée au Parlement français par Marcel Cachin sur l'union de la France et de l'Angleterre pour l'exploitation des masses ou-

(1) Le mot russe "gloupost" est plus fort que le mot "bêtise" en français.

(2) A quelle position ou décision de J.-P. Marat pendant la Révolution française Lénine fait-il allusion, nous ne le savons pas, peut-être aux attaques de Marat contre les enrégés (Jacques Roux, Varlet, Leclerc, etc.).

(3) Le sténogramme porte "révolution", mais il faut évidemment lire "résolution".

(4) Lénine évoque ici les textes adoptés par le premier congrès de fondation de l'Internationale communiste en mars 1919, dont il affirme ici que leur ligne générale ne pouvait suffire à donner les moyens de préparer la révolution mondiale.

vrières (je n'utiliserai pas cette expression officiellement) — par des brigands, et pas par de simples brigands, mais par de gros brigands —, nous devons souligner avec la plus grande précision et la plus grande franchise que cette politique, défendue par Cachin, exprimée dans tel ou tel discours de Cachin dans tel ou tel numéro du journal, n'est pas du communisme, mais de l'opportunisme.

Le comité central du Parti communiste n'approuvera pas cette politique, ainsi que, je l'espère, le congrès de l'Internationale communiste. Mais nous ne devons supporter ni les bêtises défendues par Bela Kun ni les bêtises qu'a défendues le camarade du Luxembourg, ni celles du camarade Laporte, bien qu'il ait magnifiquement parlé... Je sais qu'il y a de véritables révolutionnaires dans la Jeunesse communiste. Critiquez les opportunistes sur un terrain concret, montrez du doigt les erreurs du communisme français officiel, mais ne faites pas vous-mêmes de bêtises. Quand les masses viennent de plus en plus à nous, quand vous avancez vers la victoire, il faut gagner les syndicats. La majorité des syndicats se prêteront magnifiquement à la préparation, et si nous l'obtenons, ce sera une très grande victoire. La démocratie bourgeoise ne vaut plus rien et les syndicats sont aujourd'hui dominés par des dirigeants bureaucrates de la Deuxième Internationale et demie (5). Dans les

syndicats, il faut d'abord conquérir une majorité marxiste solide. Et alors, nous commencerons à faire la révolution non pas à partir d'appels de l'année 1919 (6) et pas à l'aide des bêtises dont Bela Kun s'est fait le spécialiste, mais par la lutte contre l'opportunisme, contre les bêtises que font les gauchistes. Et peut-être ce ne sera pas une lutte, mais une précaution contre les discours français de Marcel Cachin, une lutte ouverte contre les traditions, contre l'opportunisme, une façon de se prévenir des stupidités gauchistes. Voilà pourquoi j'ai considéré de mon devoir de soutenir dans le fond ce qu'a dit le camarade Trotsky et de déclarer que la politique que défend le camarade Bela Kun n'est pas digne d'être défendue par un quelconque marxiste, par un quelconque camarade communiste. Il faut combattre cette ligne politique, et j'espère, camarades, qu'après la commission qui a été proposée ici (c'est une proposition tout à fait raisonnable), qu'une fois que la commission aura achevé son travail sur l'analyse de la conduite du parti français, nous parviendrons à des résultats qui confirment ma pensée.

(5) Internationale fondée à Vienne par des partis sociaux-démocrates de gauche, qui ne voulaient pas rejoindre la Troisième Internationale et qui rejoignirent la Deuxième Internationale dès 1923. Internationale Deux et demie était le nom que les bolcheviks lui donnaient par dérision.

(6) Voir note 4.

Lénine : la lutte contre la famine

30 juillet 1921

A tous les comités provinciaux et régionaux.

Confirmant le télégramme-circulaire aux comités provinciaux (du parti) et aux comités d'approvisionnement provinciaux, n° 251 — sous la signature du président du Conseil des commissaires

du peuple, Lénine, et du vice-commissaire du peuple au Ravitaillement, Brioukhanov —, le comité central attire l'attention des comités provinciaux sur les points suivants :

I. La situation alimentaire de la république est extrêmement pénible vu la mauvaise récolte dans toute une série de provinces ; le commerce libre, l'échange

libre, pour toute une série de raisons, ne règlent pas les questions du ravitaillement, on observe une augmentation des prix des produits agricoles et une baisse relative des prix des produits des usines et des fabriques.

II. C'est pourquoi il ne faut pas aujourd'hui exagérer la signification de l'échange des marchandises, en attribuant à l'impôt une place de second rang, ce qui serait une myopie criminelle. La principale condition du règlement de la crise du ravitaillement, c'est le prélèvement réussi des impôts en nature. Vu ce qui est exposé ci-dessus, le comité central propose catégoriquement aux comités provinciaux :

1) de prendre des mesures d'urgence pour le rétablissement, le renforcement de l'appareil du ravitaillement en le renforçant dans toute la province, contre le transfert et le remplacement des employés du ravitaillement sans l'accord des commissaires du ravitaillement et du commissariat du peuple au Ravitaillement ;

2) renforcer l'appareil du ravitaillement par des mobilisations complémentaires des forces syndicales du parti, avec l'objectif de former un corps d'inspection des impôts d'au moins une personne par canton, tâche qui doit être exécutée dans un délai de deux semaines ;

3) vu la nouveauté de l'affaire et pour diriger les soviets de villages, fournir au moins un camarade par canton pour remplir la fonction d'inspecteur provisoire ;

4) organiser, développer une large agitation dans la population villageoise en lui expliquant l'avantage économique qu'il y a à payer à temps et totalement l'impôt en nature ;

5) convaincre les cellules communistes des villages de collaborer avec les soviets de villages pour faire rentrer les impôts ;

6) élever l'autorité des organismes du ravitaillement dans les cercles soviétiques et du parti, et parmi la population, autorité qui a fortement souffert dans la période du passage à la nouvelle politique économique ; pour cela, il faut prendre des mesures afin de mettre fin aux accusations infondées et injustifiées contre les travailleurs du ravitaillement ;

7) prendre des mesures pour faire revenir au travail du ravitaillement des ca-

marades dont la culpabilité n'a pas été prouvée ;

8) ne pas perdre de vue que la collecte réussie des impôts, qui constitue une obligation, est garantie par l'attribution par la loi aux commissaires au ravitaillement et aux commissaires provinciaux du droit d'infliger des sanctions administratives aux non-payeurs incorrigibles, ainsi que du droit de limiter et même d'interdire temporairement l'échange libre des produits ;

9) promouvoir à la fonction de présidents des sessions des tribunaux révolutionnaires consacrées aux questions du ravitaillement des camarades fermes, qui ont eu dans le passé un lien avec le travail du ravitaillement et qui le connaissent ;

10) établir un contact complet entre les organisations du ravitaillement et les organisations du parti, ainsi qu'entre les organismes du ravitaillement et les comités exécutifs (des soviets), les soviets de villages et les comités exécutifs des soviets de cantons ;

11) garantir aux organismes du ravitaillement la nécessaire autorité politique du parti et toute la force de l'appareil de contrainte de l'Etat.

Le comité central propose aux comités provinciaux du parti, ainsi qu'aux comités exécutifs, aux comités provinciaux du ravitaillement d'informer le comité central au moins une fois par semaine (avec copie au commissariat au Ravitaillement) sur le développement des travaux préparatoires et sur l'exécution des instructions fournies. Un groupe de camarades responsables du comité central et du commissariat au Ravitaillement est spécialement formé. La responsabilité de la préparation correcte et en temps des appareils du ravitaillement repose personnellement sur les secrétaires et sur les membres des comités provinciaux, les présidents des comités exécutifs de province et les commissaires au ravitaillement des provinces.

Signé :

**Lénine, président du Conseil
des commissaires du peuple.
Molotov, secrétaire
du comité central du PCR(b).**

**A propos
de l'histoire
de l'URSS**

(Jean-Jacques Marie)

1947-1948 A
1949-1950 B
1951-1952 C

1953-1954 D

Alexandre Soljenitsyne : Deux siècles ensemble, tome II (Juifs et Russes pendant la période soviétique, 1917-1972) (1)

ALEXANDRE SOLJENITSYNE, peu après l'élection de Poutine à la présidence de la Fédération de Russie, en 2000, avait jugé bon de déjeuner avec lui et sa femme, et, après s'être restauré avec l'ancien lieutenant du KGB, avait cru nécessaire de lui décerner un certificat de bonnes mœurs démocratiques. Cet engagement politique de l'ancien détenu du Goulag, qui n'a pas de mots assez durs pour Lénine, les bolcheviks, le communisme, pourrait étonner... Lui, l'homme de l'*Archipel du Goulag*, se compromettre avec un ancien lieutenant du KGB qui peuple les allées du pouvoir de membres des services de sécurité ! Poutine avait, lors de sa campagne, affirmé qu'il "*buterait les Tchétchènes jusque dans les chiottes*". A sa façon, ce déjeuner illustre bien le fait que Lénine, le bolchevisme et le communisme, que Soljenitsyne exècre, n'ont rien à voir avec le KGB, dont Poutine, le compagnon de table de Soljenitsyne, est un si brillant produit. Et puis, ce déjeuner est l'aboutissement assez logique d'un nationalisme russe profondément réactionnaire et fondé, comme aux heureux temps du tsar, sur l'Eglise orthodoxe. L'antisémitisme retrouve là sa place historique dans l'histoire de la Russie. Et selon cette tradition, il est étroitement mêlé à une haine

viscérale (exprimée avec une grande vulgarité) pour les révolutionnaires...

L'antisémitisme brutal du premier volume avait suscité quelque bruit. Soljenitsyne a tiré les leçons de ses excès et utilise une ruse consistant à faire dire par d'autres, qu'il cite (et en particulier par des auteurs juifs bien choisis) — les plus réactionnaires possibles (dont les citations constituent plus de la moitié du volume) —, ce qu'il a envie de dire. Ainsi peut-on lire qu'après la révolution "*les Juifs s'abattirent sur Petrograd par volées entières et la plupart des agitateurs se trouvèrent être des Juifs (...), des Juifs qui avaient renié leur foi*". C'est une citation du pasteur méthodiste américain Simons, que Soljenitsyne qualifie d'"*observateur impartial*". Puisqu'il le dit !

Mais Soljenitsyne ne parvient pas toujours à se contenir et prend parfois directement la parole. La révolution d'Octobre — non, pardon — "*le coup d'Etat d'Octobre n'était pas vraiment nécessaire à la communauté juive, si ce n'est à la bande d'apaches composant la jeunesse juive sécularisée, qui, avec ses frères russes internationalistes, avait empilé une bonne dose de haine envers le régime politique russe et chercha à "approfon-*

(1) 568 pages, Fayard, Paris, 2003.

dir" la révolution ». Pourquoi "une bande d'apaches" ? Parce qu'ils sont "sécularisés", c'est-à-dire ont échappé à l'emprise de leur clergé. Et qu'est-ce que ce "régime politique russe" asexué ? Soljenitsyne lui retire tout caractère politique et social : il devient une entité nationale universelle...

Sa haine ne vise pas seulement les "jeunes Juifs sécularisés", et donc révolutionnaires. Elle s'étend à tout ce qui, de près ou de loin, touche la révolution, "au déchaînement de tous ces soviets, de tous ces comités, de la populace en folie" (ah ! cette populace, bénie quand elle accepte de se faire tondre ou de crever dans les tranchées, mais qui devient objet de haine quand elle redresse le dos et affirme ses volontés et ses droits).

Sa haine frappe indistinctement whichever joue un rôle dans la révolution. Ainsi, le socialiste-révolutionnaire de gauche Natanson, exilé en Suisse, et qui, comme 280 autres exilés, revint par l'Allemagne. Pour Soljenitsyne, tout est simple : "Il accepta le soutien financier des Allemands." Il ajoute : "De retour en Russie, il se rangea immédiatement aux côtés de Lénine", ce qui est faux...

Le général Kornilov — celui qui dira au lendemain de la révolution d'Octobre : "S'il faut brûler la moitié de la Russie et tuer les deux tiers de sa population pour la sauver, nous le ferons" — devient chez Soljenitsyne, que ce genre de déclarations laisse parfaitement froid, un brave Russe au cœur saignant de douleur pour son pays et son peuple : "Son cœur est brisé par la souffrance". Et pour Soukhanov, qui se moque de ses déclarations emphatiques demandant à Dieu "d'accomplir le plus grand des miracles", lui et ses amis forment "une écume internationale" accusée de "mépris pour tout ce que des siècles d'histoire russe ont accumulé" (une écume qui méprise : Soljenitsyne n'est pas plus regardant sur le style que sur l'exactitude historique).

Soljenitsyne historien

Il faut s'arrêter un instant sur Soljenitsyne historien. Il trafique les faits et invente à loisir : ainsi fait-il adhérer un

certain Iakov Fischmann au "Comité révolutionnaire du Parti bolchevique" (p. 61), organe mystérieux dont nul n'avait à ce jour découvert l'existence... La famine de 1921 dans le bassin de la Volga, due en particulier à une sécheresse épouvantable (il tomba 7 millimètres de pluie en 3 mois, contre 130-150 en année normale), c'est Lénine (sans doute maître de la météorologie) qui l'a organisée : "C'est Lénine qui livra toute la région à l'effroyable famine de 1921."

On pourrait continuer longtemps.

Il écrit que lors de la collectivisation, "15 millions de paysans (...) ont été parqués comme des bestiaux, chassés de leurs foyers et déportés vers une mort certaine au fin fond de la taïga et de la toundra". Le chiffre réel est multiplié par quatre ou cinq. Lors des deux grandes années de déportation (1930-1931), en effet, 1 800 000 paysans furent déportés ; la résistance paysanne brisée, les vagues de déportation des années suivantes furent sensiblement plus réduites. Le chiffre de 15 millions relève donc du journalisme à sensation. Mais c'est un chiffre qu'il affectionne. Dans l'*Archipel du Goulag*, il estimait le nombre de détenus du Goulag, bon an mal an, à 15 millions, alors qu'il y en avait, de 1945 à 1953, autour de 2 500 000 en moyenne (plus le même nombre de membres de peuples déportés).

Si nécessaire, Soljenitsyne manie aussi la soustraction : ainsi, en avril et mai 1917, 280 révolutionnaires russes émigrés de toutes les tendances sont rentrés en Russie à travers l'Allemagne. Soljenitsyne les réduit à 190, étiquetés, bien sûr, agents allemands. Pourquoi ? Pour pouvoir affirmer que "les Juifs s'y trouvaient en majorité écrasante", ce qui est faux.

Soljenitsyne, qui affirme avoir étudié minutieusement l'année 1917, écrit : "Le 24 octobre, les troupes de Trotsky prennent d'assaut Petrograd maison après maison." Ça, c'est un scoop, car personne, à l'époque, ne s'en est aperçu ! Les gardes rouges ont occupé quelques points stratégiques, pris sans se presser le palais d'Hiver, et guère plus. La grande majorité de la population n'a perçu la prise du pouvoir que le lendemain, en li-

sant les affiches l'annonçant. Ces erreurs ou affabulations pullulent...

Juifs révolutionnaires : Juifs renégats...

Ces fantaisies sont finalement secondaires par rapport au cœur du livre, mais elles illustrent le manque de sérieux de l'auteur. Soljenitsyne développe trois idées :

— Les Juifs renégats, et pas seulement eux, ont occupé une place centrale dans le mouvement révolutionnaire et le Parti bolchevique, qui sont pour lui une entreprise purement destructrice de la belle et glorieuse Russie. Ainsi, évoquant la réunion du comité central du Parti bolchevique du 10 octobre, qui décide de l'insurrection, il note : *"Parmi les douze participants figurèrent Trotsky, Zinoviev, Kamenev, Sverdlov, Ouritski, Sokolnikov. C'est là que fut élu le premier Politburo, qui allait connaître un si brillant avenir, et parmi ses sept membres, toujours les mêmes : Trotsky, Zinoviev, Kamenev, Sokolnikov. Ce qui fait déjà beaucoup."* Six Juifs sur douze, puis quatre Juifs sur sept (soit dit en passant, dans un bureau politique fantôme qui ne se réunit jamais et fut en réalité créé uniquement en mars 1919...). L'idée de Soljenitsyne est une reprise de celle du numerus clausus : un Juif n'est pas un Russe comme un autre, et quand il y en a beaucoup, il y en a trop. Cette idée mène Soljenitsyne très loin. Ainsi, évoquant les manœuvres des bolcheviks contre la réunion de la future Assemblée constituante, il écrit : *"C'est ainsi, par ce genre d'opérations, que le nouveau type — juif — de gouvernement fut esquissé."* Le gouvernement de Lénine représenterait un *"type juif de gouvernement"* ? Qu'est-ce qu'un *"type juif de gouvernement"* ? Un gouvernement qui défend les intérêts du Congrès mondial juif ? De l'Alliance israélite universelle ? Un gouvernement avec quel pourcentage de Juifs ? (Le premier gouvernement soviétique comportait un seul Juif, Trotsky, sur quatorze commissaires du peuple, donc le pourcentage était très faible, même pas 7 % !) Mais ou Soljenitsyne,

dans sa rage antisémite et antirévolutionnaire, n'en sait rien, ou il y voit une ruse juive supplémentaire.) Le *"gouvernement juif"*, c'est un thème de Goebbels. Cette proximité, ou plutôt paternité, ne gêne apparemment pas Soljenitsyne.

— Même s'ils ont, à la fin du règne de Staline, subi la répression, et même si la culture nationale juive a été détruite par le régime, les Juifs ont globalement bénéficié des perspectives d'ascension que le régime leur a ouvertes et l'ont servi de tout leur cœur.

— Enfin, les Juifs ont dans leurs fonctions participé à l'oppression générale du peuple russe organisée d'emblée par Lénine, qui, selon Soljenitsyne, *"avait orienté sa stratégie contre le peuple russe, qu'il considérait comme l'obstacle principal à la victoire du communisme"*. Donc, à bas les Russes et vive les Juifs, systématiquement promus. D'ailleurs, selon un auteur juif, *"les synagogues étaient plus nombreuses à la fin des années vingt qu'en 1917"*, alors que le pouvoir s'acharne sur les églises orthodoxes. Le judaïsme lui-même aurait bénéficié de la révolution au détriment de l'Eglise nationale...

... ou planqués...

Soljenitsyne revient au Goulag pour nous expliquer que si quelques (rares) Juifs ont trinqué, la plupart ont été des planqués. *"Les Juifs y vivaient moins durement que les autres."* D'ailleurs, *"jusque dans les camps, les Juifs, par la force de la tradition davantage peut-être que par volonté personnelle, s'employaient à certaines transactions de type commercial"*. Et Soljenitsyne rappelle la liste des six dignitaires du Goulag — tous Juifs — récompensés pour le creusement par des déportés du canal mer Blanche-Volga, qui, dit-il, *"a englouti dans les années 1931-1932 des centaines de milliers de paysans russes, ukrainiens, d'Asie centrale"*. A son habitude, Soljenitsyne affecte la réalité d'un coefficient multiplicateur très élevé : la construction de ce canal à peu près inutilisable a été payée, en réalité, de 50 000 à 60 000 morts, ce qui est déjà beaucoup, mais pas assez pour Soljenitsyne !

Il décrit enfin longuement le petit camp où il a travaillé et où, dit-il, *“notre vie tout entière était dirigée par trois principaux planqués”*, trois Juifs, bien sûr. Certes, ils n'étaient pas tous comme eux, mais c'était la grande majorité ! Quelques-uns ont souffert, les autres ont fait carrière...

... et dissimulés sous des pseudonymes !

Pour faire leur sale besogne, les Juifs révolutionnaires (de tous bords), que Soljenitsyne qualifie aimablement *“d'écume internationale”*, se dissimulent bien sûr sous des pseudonymes, alors que, *“pour les gens dans ces temps-là, seuls les voleurs dissimulaient leur identité ou changeaient de nom. Alors, pourquoi Boris Katz avait-il honte de s'appeler ainsi et se présentait-il sous le patronyme de Kamkov ? Pourquoi Lourié se dissimulait-il sous le pseudonyme de Larine et Mandelstamm sous celui de Liadov ?”* Soljenitsyne concède : *“Il est vrai que beaucoup traînaient leur pseudonyme depuis l'époque de la clandestinité, quand il fallait se cacher.”*

Oui, c'est une règle de l'activité clandestine. Et Lénine, dont Soljenitsyne doit à regret constater qu'il était Russe et pas Juif, en a utilisé la bagatelle de 148 ; Scriabine, Skvortsov, Oppokov, Avilov, Russes pur sucre, sont devenus Molotov, Stepanov, Lomov et Glebov. Le Géorgien Djougachvili, Staline. *“Mais, s'étonne Soljenitsyne, pourquoi le social-démocrate Schotman prit-il en 1917 le nom de Danilov ?”* L'écrivain russe Pechkov avait bien pris le nom de Gorki, Arouet celui de Voltaire et Poquelin celui de Molière. Tarsis ayant pris le pseudonyme de Piatnitski, Soljenitsyne s'émeut : *“Avait-il honte de son nom ou voulait-il se donner plus de poids en prenant le nom de Piatnitski ?”* Oulianov, en prenant le pseudonyme de Lénine, avait-il donc honte de son nom ? Grottesque...

Faisant des listes interminables de Juifs occupant des postes dans les instances de l'Etat et du parti à diverses pé-

riodes, Soljenitsyne affirme que, pendant les années 1920, *“la vague juive avait largement infiltré l'appareil du pouvoir soviétique. Un pouvoir qui étouffait la liberté d'expression, la liberté du commerce, la religion, la dignité humaine.”* Ces deux phrases étant simplement juxtaposées, il n'établit pas explicitement une relation de cause à effet entre la place des Juifs dans l'appareil du pouvoir soviétique et les pratiques qu'il lui reproche. Mais il faut être bien obtus pour ne pas établir ce rapport. Soljenitsyne relève aussi leur présence dans le domaine scientifique et s'écrie : *“Tant de noms juifs dans la technique, la science et leurs applications (...). Une surabondance de talents !”* Comment expliquer ce mystère ? *“Il faut croire que, socialement, la voie leur était ouverte.”* Mais avoir la voie socialement ouverte permet sans aucun doute à un médiocre, voire une nullité, de devenir bureaucrate, député ou ministre, mais pas physicien, mathématicien, biologiste (de génie, qui plus est...) ou musicien.

Soljenitsyne ne se limite pas à cet aspect. Il suggère de temps à autre des aspects plus troublants. Ainsi écrit-il à un moment : *“A dater des années 40 du XX^e siècle, après que le pouvoir communiste eût rompu avec le judaïsme mondial...”* Si le “pouvoir communiste” a rompu “avec le judaïsme mondial” à un moment des années 1940... c'est donc qu'auparavant ils étaient liés. Ce thème était au cœur de la propagande nazie et collaborationniste. Soljenitsyne a décidé de bien mauvaises fréquentations...

Trotsky nomme Efraïm Sklianski, Juif, vice-président du conseil révolutionnaire à la Guerre. Et Soljenitsyne s'étrangle : à ce titre, *“ce Sklianski (...) va apposer sa signature au-dessus de celle du commandant suprême, le général S. S. Kamenev”* (un vrai Russe). Un médecin juif signant au-dessus d'un général russe. Insupportable ! (Ainsi, Charles Maurras refusait, en tant que Français de pure souche, d'être jugé par un juge juif !)

Les Juifs sont, comme les autres, divisés en classes et traversés par les opinions politiques les plus diverses. Soljenitsyne a

donc pu aisément trouver un Juif russe, Salomon Lourié, à qui l'examen des événements a "confirmé de façon éclatante la justesse des conclusions auxquelles il était précédemment arrivé", à savoir : "La cause de l'antisémitisme réside dans les Juifs eux-mêmes." La messe est dite. Vu tout ce que Soljenitsyne leur impute, il n'y a là rien d'étonnant.

Enfin, les Juifs ont "un défaut d'intérêt pour ce **pays-ci**. Car pour tous, ou du moins pour beaucoup, même sans qu'ils le sachent, se profile loin devant eux leur pays à eux, Israël."

Soljenitsyne ne le sait peut-être pas, mais il reprend ici quasiment mot pour mot une idée d'Edouard Drumont dans *La France juive* : "Le Juif a une pensée à laquelle il ne renonce jamais, c'est Jérusalem (...). En dehors de Jérusalem, tout pays (...) est simplement pour le Juif un séjour (...) dont il ne fait partie qu'à l'état d'associé libre, de membre temporaire."

Ils forment donc un corps étranger. C'est le cœur même de l'antisémitisme. Mais il est curieux que Soljenitsyne reprenne cette idée dans un ouvrage qui insiste surtout sur le fait que des dizaines

de milliers de Juifs (renégats, bien sûr) ont été le bras armé (et les profiteurs !) de la révolution. Voulaient-ils donc la faire pour mieux pouvoir s'installer en Israël ? Ce serait vraiment étrange pour ces Juifs que Soljenitsyne ne cesse de stigmatiser comme "internationalistes" (ce mot est pour lui une injure), et Soljenitsyne n'ose l'écrire. Non seulement le pauvre Soljenitsyne est en mauvaise compagnie, mais ses facultés de raisonnement logique semblent dangereusement atteintes.

Soljenitsyne, enfin, développe ce que l'on n'ose appeler une philosophie de l'existence, qui plairait beaucoup à François Chérèque : "Se limiter est une panacée (...), les voies de l'auto-limitation, du renoncement à soi-même sont ardues : elles prêtent au sarcasme, alors qu'elles sont les seules à pouvoir sauver l'humanité".

C'est la méthode papale Ogino appliquée aux problèmes sociaux, celle qui débouche sur le "partage du travail" pour gérer le chômage sur le dos des salariés.

Jean-Jacques Marie



Edouard Drumont, l'auteur de *La France juive*, qui a écrit : "Le seul auquel la révolution ait profité est le Juif. Tout vient du Juif, tout revient au Juif."

A propos de "l'homme nouveau" : une falsification particulièrement grotesque...

IL y a bien longtemps que le ridicule ne tue plus personne, au contraire. C'est bien dommage. Car cela nous contraint à consacrer quelques lignes à une falsification particulièrement ridicule... mais qui a trouvé un écho dans *Le Monde*, où certains voient encore une référence. Il faut donc y répondre. Le mépris ne suffit en effet pas toujours : il n'empêche pas les rumeurs de courir et d'enfler.

La révolution russe a déjà connu bien des avanies dans son traitement par les médias de toutes sortes et par un certain nombre d'historiens, mais aujourd'hui le déchaînement connaît une ampleur nouvelle et revêt des formes extrêmes. Les apologistes du système de la propriété privée des moyens de production, face à la crise où la décomposition de ce dernier entraîne l'humanité, tentent par tous les moyens de montrer qu'il n'y a pas d'issue et que la possibilité ouverte par la révolution d'Octobre ne peut déboucher que sur le cauchemar stalinien et le Goulag. Il faut donc la salir par tous les moyens possibles. La limite semble avoir été atteinte par quelques lignes du *Monde des livres* (10 octobre).

Un scoop !

Présentant la maison d'édition russe Ultracultura, la journaliste, qui signe N. N., écrit :

"Un autre ouvrage sorti d'Ultracultura, déroutant mais relatant un épisode apparemment vrai, raconte comment, dans les années 20, le régime bolchevique chargea des scientifiques de croiser des êtres humains et des chimpanzés."

Vaut-il vraiment la peine de réagir à pareil délire ? Oui, car Goebbels l'a déjà dit : plus un mensonge est gros, plus il est efficace. Ajoutons que ce scoop grotesque, qui éclaire le sérieux du journal dirigé par M. Edwy Plenel... date d'il y a neuf ans ! Le numéro du 25 août 1994 du journal *Vetchernaia Moskva* évoquait en effet en gros titre en première page : *"Les expériences soviétiques sur le croisement de l'homme et du singe."*

L'auteur de l'article affirmait ensuite : *« Les dirigeants communistes qui siégeaient au Kremlin ont sans hésitation transféré sur le plan de la réalité la tâche d'élever "un homme nouveau". Ma langue n'a pas fourché : il s'agit bien d'élevage d'un type zoologique comme celui qui a produit les mulets, les bisonoïdes, les aurochoïdes.*

Les documents fournis à Vetchernaia Moskva par les archives de la Fédération de Russie témoignent que, dans les années 20, ont été menées pour la première fois dans le monde des expériences pratiques visant à former un "homme nouveau" hybride par la voie d'un croisement entre des hommes et des singes anthropoïdes, et cela avec l'ac-

cord du Conseil des commissaires du peuple...

Dans les hautes instances gouvernementales et scientifiques de l'Union soviétique, fut activement discutée en avril 1925 la proposition d'Ilia Ivanov, professeur de zootechnique expérimentale, de réaliser une hybridation entre divers singes anthropoïdes et entre des singes et des hommes. »

Le journaliste suggère ensuite que Michel Boulgakov s'est inspiré de cette idée pour écrire sa nouvelle *Cœur de chien*. Puis, il cite une phrase ironique du philosophe chrétien de la fin du XIX^e siècle, Vladimir Soloviev, qui a ou aurait dit : *"Nous descendons tous du singe, c'est pourquoi nous nous aimerons les uns les autres."*

« Les bolcheviks, eux, ont une pensée plus radicale : "Nous sommes tous descendus du singe, aussi croisons-nous avec le singe." Selon leurs calculs, pourrait à la suite de ce croisement apparaître une nouvelle espèce, humano-simiesque améliorée, une espèce de chimpanzéennes communistes se trouvant déjà dans les entrailles de la mère (une guenon ou une femme, cela n'a pas d'importance). »

L'auteur a beau écrire que cette idée a été discutée dans les hautes instances politiques et scientifiques du pays, évoquer les "calculs" prêtés aux "bolcheviks", il ne cite aucune ligne d'une quelconque décision illustrant en particulier cette idée, digne d'un mauvais roman de science-fiction, de créer une "nouvelle espèce humano-simiesque". Puis, il cite les extraits d'un rapport du professeur Ilia Ivanov à la commission de l'Académie des sciences, où l'on a la surprise — vu ce qui précède — de découvrir les lignes suivantes :

"Mes tentatives effectuées avant la révolution d'engager le travail d'hybridation avec des singes anthropoïdes n'ont pas été couronnées de succès. Leur organisation exigeait des circonstances exceptionnelles et des moyens très significatifs. De fait, ces expériences devaient être menées dans la zone tropicale, car les singes anthropoïdes ne vivent pas longtemps quand ils sont transportés

hors de cette zone, et, en règle générale, ne se reproduisent pas."

Ce passage est d'une grande clarté : cette idée d'hybridation expérimentale de singes et d'êtres humains n'est pas le produit dérivé d'un projet politique d'un quelconque groupe de bolcheviks ; elle n'est en rien liée à l'idée d'un homme nouveau dans une civilisation nouvelle, elle est née avant la révolution dans le cerveau d'Ilia Ivanov, dont je ne sais si c'était un charlatan ou un vrai biologiste, mais qui, en tout cas, n'avait alors aucun rapport avec les bolcheviks.

Que cherchait Ivanov en pensant à ce genre d'expériences ? Les documents cités ne le disent pas. En tout cas, répétons-le, pas à créer un homme nouveau, thème qui n'apparaîtra qu'au lendemain de la révolution ! Ivanov affirme simplement qu' *"avant la révolution, des expériences de ce type étaient inaccessibles, car elles menaçaient de ruiner les bases de l'enseignement religieux sur l'origine divine de l'homme"*.

Ivanov obtient un crédit de 10 000 dollars pour aller mener ses expériences, qui obtiennent l'aval... du prix Nobel, le fameux Pavlov, bien connu non seulement pour ses travaux, mais aussi pour son aversion pour le régime en place en Union soviétique. Le journaliste affirme que Pavlov a donné son aval à ces recherches *"en rechignant"*. Mais outre que Pavlov n'était pas homme à se laisser forcer la main, Serguev Zemliany n'appuie son affirmation sur aucun document.

Ensuite, où Ivanov part-il se livrer à ses expériences ?

A l'Institut Pasteur, à Paris, dont nul ne savait jusqu'alors qu'il s'agissait d'un fief bolchevique ! Dans un rapport à Nicolas Gorbounov, le chef des services administratifs du Kremlin, il raconte ce qui suit : là, il mène des expériences avec les professeurs Bertrand et Voronov, qui travaillent à l'Institut Pasteur. Il effectue dans les locaux de l'institut, en collaboration avec une équipe de l'institut, une insémination artificielle d'une guenon avec du sperme humain. Une chose est certaine : que ce genre d'expériences aient ou non un intérêt scienti-

fique réel (ce dont je suis évidemment incapable de juger), l'Institut Pasteur n'y participe certainement pas, non pour des raisons politiques, mais pour des raisons dites "scientifiques", même si elles apparaissent fumeuses ou grotesques (l'imposture scientifique est largement répandue).

Ivanov part ensuite en Guinée française... avec la collaboration de l'Institut Pasteur. Il veut y mener ses expériences d'insémination artificielle. Il voudrait utiliser à cette fin des malades hospitalisés. Il précise dans un rapport du 24 mars 1927 : "*Le gouverneur (de la Guinée française), à l'insu duquel les expériences ne peuvent être menées à l'hôpital, a déclaré qu'il n'avait pas d'objection de principes, à la condition que les malades donnent leur accord à ces expériences.*" Le gouverneur de la Guinée française adepte de "l'homme nouveau" ? Sûrement pas, mais croyant aux expériences alors à la mode sur et avec les singes.

Ivanov demande à prolonger sa mission africaine. L'Académie des sciences de l'URSS (où siègent alors peu de communistes) donne son accord le 30 avril 1927, mais lui refuse tout crédit. Un journaliste blanc émigré passe alors par Conakry et rencontre Ivanov. Il fait un récit (évidemment caustique) de sa rencontre dans le journal *Rousskoïe Vremia* (6 juillet 1927). Nous y apprenons une chose curieuse : le chimpanzé que lui montre Ivanov a été envoyé à ce dernier par la section de l'Institut Pasteur installée au nord de la Guinée. La collaboration de l'institut français est donc étroite... Ivanov envoie onze chimpanzés à Soukhoum, en Géorgie, pour poursuivre ses expériences. Les onze meurent pendant le voyage. Ivanov soumet le 19 avril 1920, à la section scientifique du Conseil des commissaires du peuple, un projet de décret lui permettant de continuer ses expériences (infructueuses) dans la pépinière de Soukhoum. La commission répond en demandant la constitution d'une commission chargée d'étudier le projet, c'est-à-dire de l'enterrer... et le projet est enterré.

Deux points méritent de retenir l'attention :

1) Dans aucun des documents cités dans le long article de *Vetchernaïa Moskva* n'apparaît la moindre motivation politique de la part de Gorbounov et des autorités politiques soviétiques, et en particulier aucune évocation de l'idée de former l'homme nouveau par cet étrange moyen. Cela paraît superflu de le dire, mais, face à ce type de révélations, il vaut mieux le souligner.

2) L'Institut Pasteur a été mêlé de près à cette "expérience" pour des raisons évidemment totalement étrangères à la politique, mais scientifiques (ou pseudo-scientifiques).

Et Pie XII ?

Le service des archives de l'Institut Pasteur a des traces du passage d'Ivanov, mais personne, de Russie ou d'ailleurs, n'a jamais manifesté la moindre curiosité à l'égard de ce dossier. Nous irons y voir. Il y aura donc une suite à cet article.

Une dernière remarque : l'idée d'utiliser les singes (et en particulier leurs organes sexuels) pour des manipulations biologiques a été très répandue dans les années 1920-1940. Le biologiste russe émigré Voronov, qui travaillait à l'Institut Pasteur, était très engagé dans ce genre d'expériences, auxquelles, à l'époque, certains attribuaient des vertus médicales... en particulier comme cure de jouvence. Ainsi, le pape Pie XII, pour tenter de rajeunir, et manifestement peu confiant dans la grâce divine pour y parvenir, s'était fait inoculer des cellules de parties génitales de singe. On a peine à croire qu'il se soit fait faire ce genre d'opérations (aux résultats peu visibles) sous l'influence bolchevique et pour incarner "l'homme nouveau" !

Jean-Jacques Marie

Независимая народная газета

ВЕЧЕРНЯЯ МОСКВА

Второй
выпуск

Еженедельник № 34

Шариковы, Шимпанзеы и др.

О советских экспериментах по скрещиванию человека с обезьяной

Странные все-таки существа, эти люди. Макс Шелер как-то назвал человека «дезертиром из природы». Определение, может быть, чересчур остроумное, философски захватывающее, но по сути абсолютно верное.

Только мы и тут — «переди планеты всей». Не оплошали, обогнали человечество небывалым в истории опытом дезертирства. Из собственной природы, человеческой, обретенной в результате многотомной работы цивилизации природы Homo Sapiens. Назид, к обезьянам.

Право же, стоит посочувствовать нетерпеливым, неистовым ревнителям коммунистической идеи, крошечку и железом наскаждавшим бе с 1917 года в России. Какой неблагоприятный, говоря по-ленински, «человеческий материал» достался им в наследство — безнадёжно испорченный веками христианства, «буржуазной» культуры, «идиотизма» сельской жизни, российского патриотизма! Эти люди только мевали «великим замыслам». И немудрено, что засевшие в Кремле и на Старой площади коммунистические правители без колебаний перевели в реальную плоскость задачу выведения «нового человека». Я не оговорился: именно выведения как зоологического вида, подобно тому, как были выведены мулы, бизониды, зубры.

Документы, предоставленные в распоряжение «ВМ» Государственным архивом Российской Федерации, неопровержимо свидетельствуют о том, что в 20-е годы с санкции и под прямой поддержке Сознаркома СССР впервые в мире проводились практические опыты получения гибридного «нового человека» путем скрещивания людей с антропоморфными обезьянами. Если угодно, планового коммунистического дезертирства из Мадридской истории в Дарвинову эволюцию видов. Но об этом до последнего времени если и было нечто известно, то весьма немногим.

Являясь организационными и научными инстанциями Советской России, в апреле 1926 года активно обсуж-



далось предложение профессора экспериментальной зоологии Ильи Ивановича о проведении гибридизации между различными видами антропоморфных обезьян и между обезьянами и человеком. (Для тех, кто не силен в биологии и зоотехнике: гибридизация — это скрещивание различных в наследственном отношении организмов).

Мно кажется очень вероятным, что Михаил Булгаков и Кнэсисе прислали в редакцию «ВМ» статью с названием «Собственно сердцем» активно отреагировали на охваченные тогда в поли-

тических, научных и интеллигентских кругах Советской России в 20-е годы о возможности радикального улучшения (человеческой) породы за счет введения свежей обезьяньей крови в неподходящего для форсированного строительства коммунизма в одной отдельно взятой стране Homo Sapiens.

Погодились и убивали собственными руками Полиграфа Полиграфовича Улюкинова профессор Павлова — «защититель» А.А. Бродского — задавшись целью окончательно утратить репутацию потешки и заимствован-

и советских прохвостов-садоистов-никнов: им владела столь прельстительная на первый взгляд, забота «об евгенике, об улучшении человеческой породы». И завела престарелой даме, которая возжелала эротически приковать к себе «дневовски молодой» негодок Морита, который не мог «протерпеть ни единой грустной мысли», что «всплывет ей влинии обезьяны», профессор Преображенский не только в небо прыгал а говорил дело, основываясь на последних данных оплоумившей науки. Чуть позже он вполне мог сослаться на письмо профессора И. Иванова Непременному секретарю Академии Наук СССР С. Ольденбургу от 18 октября 1926 года, где он сообщал о своих совместных с доктором Воробьевым «исследованиях» и советовал на нежелательную огласку.

«Можно только пожелать, что д-р Воробьев, без моего ведома, имел невосторженность упомянуть в своем докладе в Стокгольме о произведенном искусственным осеменении шимпанзе с указанием на возможность беременности».

Российские нигилисты XX века далеко переглянули своих предшественников из века XIX. Абсурдную им развоаренческую логику последним блистательно раскрыл Владимир Соловьев: «Все мы произошли от обезьяны, поэтому будем любить друг друга».

Большевиким мыслям радикальнее: «Все мы произошли от обезьяны, по этому давайте спариваться с обезьянами». По их расчетам, в результате может появиться новый, усовершенствованный обезьяно-человеческий порода — порода уже и угрозе матери (обезьяньей само- или жеидини — не суть важно) коммунистическим Шимпанзозавом, Антиголиям тогда достигают своей цели — когда они не объявятся, Булгаковская антиутопия своей цели не достигла: выскочило породе Шимпанзозавом отдалены в основании и уловивших новые законы России — какких «летатаров» Шаз улетелых — их доны наследственно...

Начало. Окончите на 3-й странице

La liquidation des trotskystes à Magadan

(Jean-Jacques Marie)

1914-1918
1919-1920
1921-1922
1923-1924
1925-1926
1927-1928
1929-1930
1931-1932
1933-1934
1935-1936
1937-1938
1939-1940
1941-1942
1943-1944
1945-1946
1947-1948
1949-1950
1951-1952
1953-1954
1955-1956
1957-1958
1959-1960
1961-1962
1963-1964
1965-1966
1967-1968
1969-1970
1971-1972
1973-1974
1975-1976
1977-1978
1979-1980
1981-1982
1983-1984
1985-1986
1987-1988
1989-1990
1991-1992
1993-1994
1995-1996
1997-1998
1999-2000
2001-2002
2003-2004
2005-2006
2007-2008
2009-2010
2011-2012
2013-2014
2015-2016
2017-2018
2019-2020
2021-2022

“Verdict : fusiller”

LE 12 juillet 1937, 204 trotskystes déportés à Magadan, au sud de la Kolyma, dans l'extrême-est de la Sibérie, déclenchent une grève de la faim pour protester contre les conditions de leur détention. Lors de leur transfert dans cette région, ils avaient déjà organisé deux protestations, dont l'écho était parvenu au Kremlin. A la descente du train à Vladivostok, sur le trajet vers le port, ils avaient organisé une manifestation dans la rue en criant des slogans antistaliniens et en chantant *L'Internationale*. Embarqués sur le bateau *Koulou*, dans la baie de Nagaievo, pour rejoindre Magadan inaccessible par terre, ils s'étaient hissés sur le pont et, sous les yeux ébahis des marins des navires japonais ancrés dans le port, avaient brandi des banderoles qu'ils avaient réussi à confectionner et continué à crier des slogans et à chanter *L'Internationale*.

Arrivés au camp, ils se voient refuser les conditions de détenus politiques qu'ils réclament. Ils déclenchent donc leur troisième protestation en quelques semaines avec une grève de la faim qui dure jusqu'au 28 juillet. Dès son achèvement, le NKVD prépare la liquidation des grévistes, dont les trois manifestations sont qualifiées d'“*émeute*” et de “*révolte*” contre-révolutionnaires.

Les 18 et 19 septembre, un procès est organisé contre 57 d'entre eux à l'intérieur du camp. Le procès fut clos le 19, à la suite de quoi ils sont tous condamnés à mort par la troïka (groupe de trois membres) du NKVD de l'Extrême-Orient (DVK), réunie à Magadan le 11 octobre 1937.

Quarante-sept d'entre eux ont été exécutés le 26 octobre, les autres les 27, 29 octobre et 4 novembre. Cette liste contient la majorité des cadres trotskystes de l'époque, qui, contrairement à une légende répandue, entre autres, par Soljenitsyne, non seulement n'ont pas capitulé face à la terreur stalinienne, mais y ont farouchement résisté.

On notera enfin dans les notes rédigées par les tueurs du NKVD que nombre des victimes sont devenus trotskystes **après** la dislocation de l'Opposition unifiée en 1927, suite à la décision de Kamenev et de Zinoviev de capituler, et donc que, contrairement aux affirmations répandues partout, l'Opposition de gauche “bolchevique-léniniste” ne s'est pas désagrégée, mais s'est alors développée. C'est d'ailleurs pourquoi Staline décidera finalement de la massacrer entièrement. Comme il nous manque la troisième page du document, nous ne pouvons publier que 52 des 57 noms des trotskystes alors massacrés :

Boris Mikhailovitch Eltsine (né en 1875). Raphael Natanovitch Sakhnovski (né en 1898). Jacob Abramovitch Belenki (né en 1907). Jacob Iossifovitch Gorenstein (né en 1903). Konstantin Andreievitch Belinski (né en 1899). Afanassi Alexeievitch Choukline (né en 1896). Vladimir Borissovitch Eromov (né en 1904). Grigori Ivanovitch Miminovitch (né en 1890). Viatcheslav Seliverstovitch Lastovski (né en 1877). Alexandre Efimovitch Bravine (né en 1902). Alexandre Gavrilovitch Frolov (né en 1891). Mikhail Khristanovitch Ivanov (né en 1902). David Iossifovitch Intsekh (né en 1904). Max Samouilovitch Podrabinek (né en 1902). Mikhail Stepanovitch Aouchev (né en 1905). Kouzma Ivanovitch Djaparidzé (né en 1890). Konstantine Glakhorovitch Koutaladzé (né en 1898). Zakhar Ivanovitch Berbachvili (né en 1895). Bronislav Alexandrovitch Benediktov (né en 1898). Fiodor Maximovitch Koudriachev (né en 1888). Alexandre Prokofievitch Koulakov (né en 1912). Grigori Konstantinovitch Kononenko (né en 1913). Alexandre Abramovitch Fainguenboim (né en 1904). Hilarion Stepanovitch Ouchtaneichvili (né en 1889). Konstantin Lvovitch Zapadnov (né en 1904). Fiodor Pavlovitch Jarko (né en 1894). Sergueï Konstantinovitch Strokatch (né en 1905). Vassili Alexeievitch Soudenkov (né en 1905). Ivan Ignatievitch Mazourov (né en 1906). Andreï Vassilievitch Gortsev (né en 1883). Valeri Nicolaievitch Riabtchinski (né en 1906). Semion Rafailovitch Rodovilski (né en 1899). Ivan Vassilievitch Riabtchenk (né en 1908). Abraham Emmanuelovitch Ozerski (né en 1902). David Abramlovitch Polissitski (né en 1906). Gueorgui Alexeievitch Kelekhsaiev (né en 1897). Boris Solomonovitch Shapiro (né en 1900). Gevond Karpetovitch Avetissov (né en 1888). Bejag Iossifovitch Abkhadzé-Rosenberg (né en 1915). Mikhail Dmitrievitch Belavine (né en 1915). Nikolai Kouzovitch Balmachnov (né en 1886). Mouchek Akimovitch Solovian (né en 1899). Leonid Iakovlevitch Lopatine (né en 1898). Veniamin Moïsseievitch Poliakov (né en 1901). Vladimir Nikolaievitch Skomorokhov (né en 1910). Moïsseï Grigorievitch Literat (né en 1905). Nestor Vissarionovitch Tchatchanadzé (né en 1899). Vassili Kondratievitch Tchernilevski (né en 1898). Nikolai Kirillovitch Chiline (né en 1901). Matveï Iossifovitch Bereslavitch (né en 1888). Olifant Filippovitch Djodjoua (né en 1896). Lidia Zinovna Svalova (née en 1907).

Nous publions ci-dessous le premier tiers du procès-verbal de la réunion de la troïka du 11 octobre 1937, que nous avons pu obtenir officieusement auprès de l'ex-KGB... contre une poignée de dollars. Le document contient en effet une liste commentée de 57 condamnés à mort, puis fusillés. La suite sera publiée dans les n°s 23 et 24 des *Cahiers du mouvement ouvrier*. Les "informations" fournies après le nom de chacun des fusillés doivent être considérées comme une simple fiche de police, plus intéressante comme expression de la politique stalinienne que comme source de renseignements sur les victimes (sauf en ce qui concerne le lieu et la date de naissance, le moment auquel ils sont devenus trotskystes et le nombre de leurs condamnations). Rappelons que KRTD représente les initiales des mots russes "*activité contre-révolutionnaire trotskyste*". Être condamné pour KRTD laisse peu de chance de sortir vivant du camp. KRTA signifie "*agitation trotskyste contre-révolutionnaire*". C'est aussi grave. KRA, beaucoup moins grave, signifie "*agitation contre-révolutionnaire*". Un isolateur est une prison pour détenus politiques où les détenus sont — théoriquement au moins — incarcérés dans des cellules isolées. L'isolateur fleurit à la fin des années 1920 et au début des années 1930, lorsque l'objectif de Staline est de briser et de faire capituler les opposants. Lorsqu'il passera à une politique d'extermination, l'isolateur deviendra une prison comme les autres, où l'on entassera les détenus. Le mot "Sevostlag" signifie "*camps du Nord-Est*". Les "*travaux correctifs*" désignent le camp de concentration. Malgré le caractère répétitif des incriminations, nous reproduisons intégralement chaque note, qui contient la liste des condamnations (qui se chevauchent et s'ajoutent souvent les unes aux autres).

L'affaire n° 451 du NKVD du Dalstroï concernant les accusés :

1. Eltsine Boris Mikhailovitch, né en 1875 à Zvenigorodok, province de Kiev, trotskyste depuis 1915. Dirigeant du centre trotskyste en 1928. Condamné en

1935 pour KRTD à trois ans de déportation, en 1935 pour KRTD à 5 ans de travaux correctifs (d'après d'autres données, a été réprimé en 1929).

Accusé d'avoir fait partie du "comité clandestin des trotskystes", où il remplissait les fonctions de secrétaire politique. Il a organisé le recrutement et l'adhésion de trotskystes détenus dans l'organisation, en se fixant comme but l'organisation d'une émeute dans le camp ; organisateur et participant de la manifestation contre-révolutionnaire de grève de la faim. A organisé l'agitation et l'appel à la révolte sur le navire *Kou-lou* lors du transfert au Sevvostlag.

Verdict : fusiller.

2. Sakhnovski Raphaël Natanovitch, né en 1898 à Pereiaslavl, trotskyste depuis 1923, ancien membre du centre trotskyste en 1928, condamné en 1928 à la déportation pour KRTD, en 1930 interné dans un isolateur, en 1933 condamné à trois ans d'internement dans un isolateur politique pour KRTD, en 1936 condamné à 5 ans de travaux correctifs pour KRTD,

Accusé d'avoir, en 1936, alors qu'il se trouvait dans la prison de Tobolsk, organisé une révolte contre l'administration de la prison. Une fois arrivé au Sevvostlag, a participé activement à l'organisation de toute une série d'obstructions et de manifestations contre-révolutionnaires. Est entré dans le comité contre-révolutionnaire clandestin, où il remplissait les fonctions de secrétaire à l'organisation. Organisateur et participant de la manifestation contre-révolutionnaire dans la ville de Vladivostok. Préparait un soulèvement armé dans le camp et manifestait un état d'esprit terroriste. Menait une agitation contre-révolutionnaire active et répandait des rumeurs provocatrices. Fut l'un des dirigeants de la révolte contre-révolutionnaire dans le camp.

Verdict : fusiller.

3. Belenki Jacob Abramovitch, né en 1907 à Briansk. Trotskyste depuis 1927. Condamné en 1929 à 2 ans de réclusion en isolateur politique pour KRTD, en 1931 à 3 ans d'exil pour KRTD, en 1932 à 3 ans d'isolateur politique pour KRTD, en 1935 à 3 ans d'isolateur politique pour KRTD, en 1936 à 5 ans de travaux correctifs pour KRTD.

Accusé d'avoir organisé la manifestation contre-révolutionnaire à Vladivostok alors qu'il se trouvait au point de transfert. Lors du transfert au camp, est entré dans le comité clandestin. A participé aux réunions illégales du comité clandestin et à l'élaboration des méthodes de lutte contre le pouvoir soviétique. A collecté des signatures au bas des déclarations sur la grève de la faim des détenus trotskystes. A développé une activité pour la préparation de l'émeute et a pris une part importante à cette émeute. A pris part à la révolte du 7 novembre 1936 sur le centre de construction du camp de la ville de Magadan.

Verdict : fusiller.

4. Gorenstein Jacob Iossifovitch, né en 1903 à Solobkovtsa, dans le gouvernement de Podpolsky. Trotskyste depuis 1929. Condamné en 1929 pour KRTD à trois ans de déportation, en 1931 à 3 ans d'isolateur politique pour KRTD, en 1931 à 3 ans de déportation pour KRTD (1), en 1935 à 5 ans de travaux correctifs pour diffusion de bruits contre-révolutionnaires provocateurs et en 1935 à 10 ans de travaux correctifs en fonction de l'article 58-10-11.

Accusé d'avoir participé à l'organisation contre-révolutionnaire trotskyste, d'avoir sur mandat du comité clandestin rempli la tâche de "fonctionnaire". A participé à la manifestation contre-révolutionnaire de la grève de la faim et à l'émeute. Organisateur de soirées d'activités libres de contenu contre-révolutionnaire. A jeté dans la mer près des rives japonaises (2) des bouteilles contenant des billets d'un contenu contre-révolutionnaire calomnieux.

Verdict : fusiller.

5. Belinski Constantin Andreievitch, né en 1899 (1889) (1) à Lipkany, canton de Khotionski, gouvernement de Bessarabie, trotskyste depuis 1930, ancien officier blanc. Condamné en 1939 à la privation du droit de résider dans douze endroits, en 1933 à 3 ans d'exil pour

NDLR :

(1) Ainsi dans le document : la seconde date est-elle un rectificatif ou marque-t-elle une ignorance ?

(2) La baie de Nagaievo, où embarquent les détenus, est juste en face des côtes japonaises.

KRTD, en 1936 à 5 ans de travaux correctifs pour KRTD.

Accusé d'avoir pris part activement à la manifestation et à la grève de la faim contre-révolutionnaires. A opposé une résistance à l'administration du camp. A appelé ouvertement à l'émeute, à laquelle il a pris une part active. Refuse de travailler, simulateur.

Verdict : fusiller.

6. Choukline Afanassi Alekseievitch, né en 1896 à Teteri, arrondissement de Chestakovski, territoire de Kirov. Trotskyste depuis 1928. Condamné en 1936 à 3 ans de travaux correctifs pour KRTD (a été traduit en justice trois fois auparavant).

Accusé d'avoir appartenu à l'organisation trotskyste contre-révolutionnaire. A été un "responsable" de cette dernière. A appelé les détenus à s'associer à la grève de la faim. A participé à la manifestation contre-révolutionnaire, à la grève de la faim et à l'émeute. Pour violation du régime du camp, bureaucratisme, ivrognerie et grossièreté, a été enfermé au Chizo (3) pendant trois mois.

Verdict : fusiller.

(Manque la page 3 du document, qui contient les accusations et verdicts frappant cinq trotskystes.)

12. Frolov Alexandre Gavrilovitch, né en 1891 à Zaimichtchi, arrondissement de Klintsovski, province occidentale, a servi dans la garde des haidamaks (4). Trotskyste depuis 1931. Condamné en 1935 pour KRTA à trois ans de travaux correctifs.

Accusé d'avoir été un "responsable" du comité clandestin. A fait de l'agitation parmi les trotskystes détenus pour décréter la grève de la faim générale. A participé à la préparation de la révolte. A jeté près des rives japonaises une bouteille contenant des billets contre-révolutionnaires calomnieux. A préparé et organisé la révolte trotskyste. Participant actif de la grève de la faim.

Verdict : fusiller.

13. Ivanov Mikhlail Chrissapfovitch, né en 1902, dans le kolkhoze (*sic !*) Vperiod de l'arrondissement de Smolensk, de la province occidentale. Trotskyste depuis 1927. Condamné en 1935 à 3 ans de travaux correctifs pour avoir participé à un petit groupe zinoviéviste.

Accusé lors de son arrivée au Sevvostlag d'avoir pris une part active à l'obstruction organisée par les détenus trotskystes. A participé à l'émeute trotskyste contre-révolutionnaire et à la manifestation contre-révolutionnaire de la grève de la faim. A ouvertement appelé à l'organisation de la révolte et a mené une agitation contre-révolutionnaire parmi les détenus. Refuse avec acharnement de travailler.

Verdict : fusiller.

14. Intsekh David Iossifovitch, né en 1904 à Berditchev, trotskyste depuis 1927, condamné en 1929 à 3 ans d'exil pour KRTD, en 1931 à trois ans d'isolement politique pour KRTD, en 1933 à 2 ans d'exil pour KRTD, en 1935 à 3 ans d'exil pour KRTD, en 1936 à 5 ans de travaux correctifs pour KRTD.

Accusé d'avoir été un "responsable" du comité clandestin, d'avoir participé aux réunions illégales de l'organisation. A organisé la révolte. A mené une vigoureuse agitation pogromiste parmi les détenus. A participé à la manifestation contre-révolutionnaire et à la révolte contre-révolutionnaire trotskyste. A jeté dans la mer une bouteille contenant des billets calomnieux contre-révolutionnaires. A signé une protestation contre-révolutionnaire.

Verdict : fusiller.

15. Podrabinek Marc Samuelovitch, né en 1902 à Bielostok, en Pologne. Condamné en 1926 à 5 ans de travaux correctifs pour KRA.

Accusé d'être un transfuge de Pologne, d'avoir maintenu le contact avec des trotskystes se trouvant en Pologne. Dès son arrivée au Sevvostlag, s'est avéré un participant actif de la manifestation-grève de la faim contre-révolutionnaire. Organisateur et participant de la révolte trotskyste.

Verdict : fusiller.

16. Aouchev Mikhlail Stepanovitch, né en 1905 dans le village d'Orlovka, arrondissement de Stalingrad, trotskyste-terroriste. Condamné en 1935 à 5 ans de travaux correctifs en vertu de l'article 58-10.

(3) Chizo : cachot disciplinaire, où les détenus sont enfermés dans le froid et l'humidité avec une ration de famine.

(4) Les haidamaks étaient les troupes d'élite du gouvernement nationaliste ukrainien de Vinnitchenko-Petlioura.

Accusé d'avoir pris une part active à la manifestation dans la ville de Vladivostok. A crié des slogans contre-révolutionnaires et des chansons contre-révolutionnaires (5). A pris part à la manifestation contre-révolutionnaire de la grève de la faim des 204 trotskystes et à l'émeute trotskyste. A appelé les détenus à opposer une résistance active au régime du camp. Lors du transfert au camp, a mené parmi les détenus une agitation pour organiser la révolte. Refuse systématiquement de travailler.

Verdict : fusiller.

17. Gromov Vladimir Borissovitch, né en 1904 à Odessa. Trotskyste depuis 1923. Condamné en 1935 à 3 ans de travaux correctifs pour KRTD.

Accusé dès son arrivée au Sevvostlag de s'être associé à la grève de la faim des 204 trotskystes. A joué le rôle d'"informateur" du comité clandestin. A pris une part active à l'émeute contre-révolutionnaire. Organisateur de la résistance à l'administration du camp. A appelé les détenus à organiser l'émeute.

Verdict : fusiller.

18. Miminovitch Grigori Ivanovitch, né en 1890 à Orpiri, arrondissement de Samptredski, en République de Géorgie. Trotskyste depuis 1927. Condamné en 1935 à 3 ans de travaux correctifs pour KRTA.

Accusé d'avoir rempli les fonctions d'"informateur" du comité clandestin. S'est associé à la grève de la faim des 204 détenus trotskystes. A organisé le recrutement de participants à la grève de la faim et à l'émeute contre-révolutionnaire. A participé à la manifestation contre-révolutionnaire à Vladivostok. Refuse avec acharnement de travailler.

Verdict : fusiller.

19. Lastovski Viatcheslav Seliverstovitch, né en 1877 à Chepanovitchi, gouvernement de Vilensk. Trotskyste. Condamné en 1936 à 5 ans de travaux correctifs pour KRTD.

Accusé d'avoir participé activement à la manifestation à Vladivostok. Lors du transfert à Nagaievo, a rempli les fonctions de "responsable" du comité clandestin. A lancé près des rives du Japon une bouteille contenant des billets calomnieux. Organisateur et participant de l'émeute et de la grève de la faim

trotskystes. A mené une agitation pogromiste. Refuse avec acharnement de travailler. A invité d'autres prisonniers du camp à ne pas travailler.

Verdict : fusiller.

20. Bravine Alexandre Efimovitch, né en 1902 à Lublin. Trotskyste depuis 1927. A été condamné en 1935 à 5 ans de travaux correctifs pour KRTD.

Accusé d'avoir pris une part active à la manifestation à Vladivostok. A crié des slogans dans la rue. Participant et organisateur de la révolte sur le vapeur *Koulou*. Organisateur et participant de l'émeute contre-révolutionnaire trotskyste. A appelé les détenus à résister activement à l'administration du camp. Auteur d'une protestation contre-révolutionnaire au comité exécutif central des Soviets de l'URSS contre l'envoi des trotskystes à Kolyma.

Verdict : fusiller.

21. Djaparidzé Kouzma Ivanovitch, né en 1890 à Akalhtsykh. A adhéré au Parti socialiste-révolutionnaire. Trotskyste. Condamné en 1936 à 3 ans de travaux correctifs pour KRTD.

Accusé d'avoir participé activement à la manifestation. A participé à la grève de la faim. Lors de transfert à Nagaievo, a, sur mandat du "comité clandestin", rempli les fonctions d'"informateur" en recrutant des participants à la grève de la faim et en suscitant la révolte. Participant et organisateur de la révolte trotskyste dans le camp.

Verdict : fusiller.

22. Koutaladzé Constantin Glakhovitch, né en 1895 à Satchamnasserie, en Géorgie. Trotskyste depuis 1928. Condamné en 1938 à 5 ans de travaux correctifs pour KRTD.

Accusé d'avoir été organisateur et participant de l'émeute et de la grève de la faim trotskystes. A invité les détenus trotskystes à la révolte contre l'administration du camp. A signé une pétition contre-révolutionnaire adressée au gouvernement.

Verdict : fusiller.

23. Bernachvili Zakhari Ivanovitch, né en 1895 à Karagadki, arrondissement

(5) Rappelons que le chant "contre-révolutionnaire" en question est *L'Internationale*...

de Kaspisk de la République de Géorgie. Trotskyste depuis 1929. Condamné en 1939 à 3 ans de travaux correctifs pour KRTD.

Accusé d'avoir pris une part active à la manifestation-grève de la faim contre-révolutionnaire et à l'émeute trotskyste. A appelé les détenus à résister activement à l'administration, a crié des slogans contre -révolutionnaires.

Verdict : fusiller.

24. Benediktov Bronislav Alexandrovitch, né en 1898 à Leningrad. Trotskyste depuis 1927. Condamné en 1932 à 3 ans d'exil pour KRTD, en 1936 à 3 ans de travaux correctifs pour KRTD.

Accusé d'avoir effectué un travail actif d'organisation contre-révolutionnaire pour préparer la grève générale de la faim des trotskystes du convoi, et a lui-même participé à la grève de la faim. Participant et organisateur de l'émeute trotskyste. A invité les détenus au lyn-

chage de l'administration du camp. A développé chez les prisonniers du camp une agitation contre-révolutionnaire systématique.

Verdict : fusiller.

25. Koudriachev Fiodor Maximovitch, né en 1888 à Khodiakovo, arrondissement de Dimitrov, dans la province de Moscou. Trotskyste depuis 1927. Arrêté en 1928 pour appartenance à l'organisation trotskyste contre-révolutionnaire, condamné en 1935 à 5 ans de travaux correctifs pour KRTD.

Accusé d'avoir, se trouvant au camp, pris une part active à la manifestation-grève de la faim contre-révolutionnaire et à l'émeute trotskyste contre-révolutionnaire. A invité les détenus au lynchage de l'administration du camp.

Verdict : fusiller.

(A suivre.)

Jean-Jacques Marie

La politique stalinienne des nationalités

(Vadim Rogovine)

Les 30 et 31 décembre 1922, Lénine, sur son lit où il est cloué par une maladie incurable, consacre deux notes à la question des nationalités en Russie.

Sa réflexion est provoquée par les persécutions déchaînées par Staline et son adjoint, Ordjonikidzé, contre les communistes géorgiens, qui refusaient — ainsi que les communistes ukrainiens — un projet de Constitution stalinien de l'Union soviétique, que Lénine jugeait beaucoup trop centralisateur et marqué du chauvinisme russe, qu'il accuse Staline et ses adjoints d'incarner. Il dénonce le refus de Staline « *d'admettre la nécessité pour la "nation qui opprime" de faire droit au nationalisme de la "nation opprimée"* » et stigmatise « *le Géorgien qui accuse dédaigneusement les autres de "social-nationalisme" (alors qu'il est lui-même non seulement un véritable et authentique "social-nationaliste", mais un grossier argousin grand-russe)* »...

Lénine met dans le même sac le chef de la Tcheka, Dzerjinski, envoyé enquêter en Géorgie et à qui il reproche de s'être conduit lui aussi en nationaliste russe et d'avoir couvert les voies de fait d'Ordjonikidzé, l'homme de main de Staline, contre les communistes géorgiens.

La paralysie définitive de Lénine survenue dans la nuit du 9 au 10 mars 1923 lui interdit de poursuivre ce combat.

Le nationalisme russe qu'il dénonce alors prendra, avec la dégénérescence de la révolution russe et le développement d'une bureaucratie parasitaire réactionnaire, un développement de plus en plus prononcé, que Vadim Rogovine analyse dans le chapitre de son livre *La Révolution mondiale et la Guerre mondiale* traduit ci-après.

Inutile de préciser que tous les communistes géorgiens, auxquels Lénine promet son appui le 5 mars 1923, quatre jours avant d'être à jamais paralysé et réduit au silence, seront sans exception physiquement liquidés par Staline entre 1936 et 1939.

“Le principe du national-socialisme”

CARACTÉRISANT les différences frappantes entre les politiques bolchevique et léniniste des nationalités, Trotsky écrivait en 1938 : « *La révolution d’Octobre a proclamé le droit pour chaque nation à un développement culturel indépendant, mais aussi à une autonomie politique. Dans la pratique, la bureaucratie a transformé l’Union soviétique en une nouvelle prison des peuples. Il est vrai que la langue et l’école de chaque nation continuent d’exister : dans ce domaine, le plus puissant despotisme ne peut déjà plus inverser le cours de l’évolution et lui faire faire marche arrière. Mais la langue des diverses nationalités s’avère être non pas l’organe de leur développement indépendant, mais celui du commandement bureaucratique exercé sur elles. Bien entendu, les gouvernements des républiques nationales sont nommés par Moscou, et, pour être plus précis, par Staline. Mais une chose est frappante : trente de ces gouvernements (de ces républiques fédérées et autonomes – V. R.) se trouvent tout à coup être composés d’“ennemis du peuple” et d’agents des Etats étrangers. Derrière cette accusation, qui, même aux oreilles de Staline et de Vychinski, résonne de façon trop grossière et absurde, se cache en réalité le fait que les fonctionnaires, quand bien même nommés par le Krem-*

lin, se trouvent propulsés dans des républiques nationales relevant de conditions et de dispositions d’esprit locales, et sont peu à peu gagnés par l’esprit d’opposition contre le centralisme asphyxiant de Moscou. Ils se mettent à rêver ou à discuter de ce qu’il faudrait faire pour destituer le “chef bien aimé” et relâcher l’étau. Telle est la cause effective du récent démantèlement politique de toutes les républiques nationales de l’URSS » (1).

Dans les années 1930, les idées d’opposition contre la russification étaient largement répandues parmi les communistes et l’intelligentsia sans parti des républiques fédérées et autonomes. Staline rangea cette protestation contre l’excès de centralisme et le chauvinisme impérialiste dans le “nationalisme bourgeois”, qui s’ajouta à la liste des accusations portées à l’encontre des communistes originaires de ces républiques. Dans chacune de ces républiques, en plus des organisations “trotskystes et droitières”, on fabriqua de manière artificielle des organisations nationalistes bourgeoises, aspirant prétendument à détacher leur république de l’URSS. Dans toutes les républiques nationales, une part importante de l’intelligentsia créatrice fut exterminée. Furent également concernés par ce génocide socialo-ethnique les peuples dont l’intelligentsia n’avait fait son apparition que sous le pouvoir soviétique.

La politique stalinienne des nationalités a ceci de particulier qu'aucun des dirigeants des républiques fédérées, exception faite de celui de l'Ukraine, n'est entré au bureau politique stalinien. Trois des dirigeants du parti ukrainien (Kossior, Tchoubar et Postychev) furent rappelés d'Ukraine dans le milieu des années 1930, et, peu de temps après, arrêtés, puis fusillés. Seul Pétrovski, déchu de tous ses postes, parvint à sauver sa peau.

Cette justice sommaire, dont furent victimes les travailleurs appartenant au parti soviétique et les militants de la culture des républiques nationales, fut suivie d'une abolition des éléments de l'autonomie culturelle des nationalités survenue après la révolution d'Octobre. Le 17 décembre 1937, trois décrets du comité central sur la suppression des organes et institutions compétents en la matière apparus dans les premières années du pouvoir soviétique furent adoptés. Était indiqué dans le décret intitulé "*Sur la liquidation des districts et soviets ruraux des nationalités*" — ces districts et soviets ruraux existant sur les territoires où vivait une minorité nationale dense — le fait qu'un grand nombre de ces districts (allemands, finlandais, coréens, bulgares, etc.) avaient été fondés par des "*ennemis du peuple, dont les objectifs sont le sabotage*" (2). Le décret "*Sur les journaux russes en Ukraine*" ordonnait d'accroître brusquement et de manière significative la place accordée à la presse russe, tout en supprimant parallèlement les journaux édités à Kiev en langues allemande et bulgare (3). Dans le décret "*Sur les écoles nationales*" était déclarée nuisible "*l'existence d'écoles nationales particulières (finlandaises, estoniennes, allemandes, anglaises, grecques, etc.)*". En même temps que les écoles, les instituts techniques et pédagogiques nationaux, les maisons de la culture et autres institutions de culture et d'instruction subirent aussi des fermetures (4).

Le 13 mars 1938, le comité central et le Conseil des commissaires du peuple adoptèrent un décret sur l'introduction de l'enseignement obligatoire de la langue russe dans les écoles des répu-

bliques nationales. Protestant contre les méthodes grossièrement assimilatrices avec lesquelles était supposé être mené cet enseignement, Nadja Kroupskaïa écrivait à Staline : "*Je juge nuisible l'introduction de l'enseignement de l'écriture et de la lecture lors de la première année d'apprentissage pas seulement dans la langue maternelle, mais en plus en russe, je juge nuisible l'introduction d'un abécédaire, calqué sur l'abécédaire russe, et commun à toutes les nationalités.*" Dans cette même lettre, Kroupskaïa attirait l'attention de Staline sur la recrudescence d'un antisémitisme courant et d'autres manifestations d'une attitude hostile envers les représentants des minorités nationales, hostilité qui avait considérablement faibli durant les premières années du pouvoir soviétique. Elle écrivait que, dans la vie quotidienne, « *le chauvinisme impérialiste commence à exhiber quelques-uns de ses drapeaux... Chez les enfants, une injure a fait son apparition, le mot "youpin", les petites disent : "Grand-père, je ne veux pas être Lettonne" »* (5). Toutes ces remarques alarmantes de Kroupskaïa restèrent sans réponse de la part de Staline.

Le parti-pris du chauvinisme impérialiste imprégna l'idéologie avec une insistance toute particulière dans la deuxième moitié des années 1930. Il trouva en particulier son expression dans l'exaltation des princes, tsars et généraux russes ayant remporté des victoires lors des guerres conduites pour étendre les frontières de l'Etat russe. Parmi les tsars, une attention particulière fut accordée à Ivan le Terrible et à Pierre I^{er}, qui avaient servi d'exemples à Staline pour étayer sa théorie de la "nécessaire" cruauté dont il fallait faire preuve à l'égard des "félons".

Sur la renaissance ouverte d'un nationalisme russe dans la presse soviétique, Trotsky notait : « *L'idéologie officielle de l'actuel Kremlin fait appel aux exploits du prince Alexandre Nevski, à l'héroïsme de l'armée de Souvorov-Riminski ou de celle de Koutouзов-Smolenski, fermant les yeux sur le fait que cet "héroïsme" s'appuyait sur la servitude des masses populaires plongées dans les ténèbres de l'ignorance, et que c'est justement la raison pour laquelle la*

vieille armée russe triomphait uniquement des peuples asiatiques encore plus arriérés et des Etats frontaliers faibles à l'Ouest. Lorsqu'il s'agissait d'un conflit avec les peuples européens avancés, les vaillantes troupes du tsar s'avéraient à chaque fois manquer d'arguments... Après cela, que manque-t-il donc aux bonapartistes et thermidoriens ? Il leur faut des fétiches nationaux. »

Cette même idée revenait dans une *Lettre ouverte à Staline* de Fiodor Ras-kolnikov, qui reprochait au dictateur du Kremlin la mise en place d'un "culte des héros historiques Alexandre Nevski et Dimitri Donskoï, Souvorov et Koutouzov, tout en espérant que, lors de la prochaine guerre, ils vous soient d'une aide plus grande que celle des maréchaux et généraux mis à mort" (7).

Concernant la propagande de valeurs par-delà les classes sociales, un rôle important incombait à l'historiographie officielle. Caractérisant son évolution dans les années d'avant-guerre, Trotsky écrivait : "La révision du passé s'est accomplie à un rythme si fébrile que les références d'hier se sont effondrées. L'historien très officiel, Pokrovski, fut accusé après sa mort d'avoir été un ennemi du peuple pour ne pas s'être montré assez respectueux envers le passé de la Russie.

Une réhabilitation s'amorçait, non pas seulement du vieux patriotisme national, mais aussi de la tradition guerrière. On engageait des recherches sur la doctrine guerrière russe, on réhabilitait les stratégies russes, y compris ceux de 1914" (8).

Des tendances analogues étaient également décrites par l'un des plus honnêtes et des plus perspicaces publicistes de l'émigration, Gueorgui Fédotov, qui caractérisait le "principe général du stalinisme" comme un "principe de nationalisation de la révolution, c'est-à-dire le principe du national-socialisme". "Selon ce principe, écrivait-il, toute politique intérieure, dans la mesure où elle témoigne d'une idéologie quelconque, est recevable. La réhabilitation de l'histoire russe, et principalement de l'histoire militaire, se poursuit. Les journaux sont remplis de descriptions de musées de la

guerre. Expositions consacrées à la Bataille sur la glace, à Koutouzov... La restauration du russe comme langue gouvernementale porte un coup dur au séparatisme des régions situées aux confins du pays" (9).

La "réhabilitation" du passé militaire russe se propageait aussi dans l'art soviétique. Avec cela, Staline en personne s'appliquait fréquemment à démontrer de façon appuyée la continuité de ses aspirations à un "pouvoir étatique suprême" avec les traditions de la Russie tsariste. Ainsi organisa-t-il un show excentrique, une sorte de "spectacle dans le spectacle", lors de la première de l'opéra *Ivan Sousanine*, au théâtre Bolchoï, le 2 avril 1939. Cet événement est décrit dans le journal d'Elena Boulgakova, d'après les mots de son mari. M. Boulgakov vit une sorte d'esprit de son temps dans le fait qu'"avant l'épilogue, le gouvernement était passé de la loge gouvernementale habituelle à une grande loge intermédiaire (l'ancienne loge des tsars), et de là assistait à l'opéra. Le public, aussitôt qu'il s'en aperçut, se mit à applaudir, et les applaudissements se prolongèrent pendant toute la durée de l'entracte musical qui précédait l'épilogue. Puis, une fois le rideau levé, et surtout à l'approche de la fin, au moment de l'apparition de Minine et Pjarski, les spectateurs applaudissaient les mains en l'air. Les applaudissements redoublèrent, se transformant pour terminer en une grandiose ovation ; ainsi, le gouvernement applaudissait les acteurs et les acteurs applaudissaient le gouvernement, et le public, lui, applaudissait ça et là" (10).

Le chauvinisme stalinien n'a pas laissé indifférents les chefs nazis. En 1940, décrivant dans son journal la conversation d'Hitler avec un certain Colin Ross, qui avait visité l'URSS, et résumant ses impressions à propos de cette conversation, Goebbels englobait dans un tout le nationalisme, l'antisémitisme et la terreur de Staline, voyant dans ces traits de la politique stalinienne une raison de maintenir l'alliance politique germano-soviétique.

« Ross dépeint la Russie comme un pays tout simplement désolant, écrit-il. Il

n'y a de sourire ni de joie nulle part. En dépit de cela, Staline jouit d'une grande popularité. Car il est l'unique espoir. L'héritier de Pierre le Grand. Le représentant du panslavisme. Sans doute, nous autres Allemands, ne comprendrons-nous jamais ces Slaves ! Staline, pour les Russes, c'est la figure du père... A la manière d'un jardinier attentif, il coupe les branches devenues trop grandes, c'est-à-dire qu'il liquide les généraux et les journalistes... Staline ne liquide-t-il pas aussi petit à petit les Juifs ? Il est probable que s'il les appelle "trotskystes", c'est pour induire en erreur le monde entier. Qui sait ? En tout cas, nous et la Russie sommes des alliés. Jusqu'à présent, nous n'en avons retiré que des avantages. Le Führer a aperçu Staline dans un film, et il lui est tout de suite paru sympathique » (11).

C'est à ce moment précis qu'a commencé l'alliance germano-soviétique.

Les diplomates hitlériens ne cachaient pas devant leurs homologues soviétiques le fait que les nouvelles tendances dans l'idéologie et la politique soviétique des nationalités étaient l'une des raisons qui contribuaient au rapprochement germano-soviétique. Lors d'une conversation qui eut lieu le 26 juillet 1939, et dont l'objectif était de sonder les pensées du chargé d'affaires provisoire d'URSS, Astakhov, un fonctionnaire du ministère allemand des Affaires étrangères, Snurre, reliait l'atténuation des oppositions idéologiques entre l'URSS et l'Allemagne aux changements opérés les dernières années dans la politique et l'idéologie des dirigeants soviétiques.

"Le rôle du Comintern, affirmait-il, s'est retrouvé endigué par celui du bureau politique, qui aujourd'hui mène une politique complètement nouvelle par rapport à l'époque pendant laquelle dominait le Comintern. La fusion du bolchevisme avec l'histoire nationale de la Russie, qui s'est traduite par une glorification des grandes actions et des grands hommes de la Russie (célébration de la bataille de Poltava, fête de Pierre I^{er}, de la bataille d'Alexandre Nevski sur le lac des Tchoudes) a vérita-

blement changé le visage international du bolchevisme, comme nous pouvons le voir, et ce surtout lorsque Staline a différé la révolution mondiale pour un temps indéterminé. Devant un tel état des choses, nous entrevoyons aujourd'hui des possibilités (d'amélioration des relations germano-soviétiques — V. R.) qui nous étaient invisibles auparavant" (12).

La célébration de la victoire de l'armée russe sur les étrangers (dont ces "chiens de chevaliers" teutons) apparaît aux yeux des nazis comme une affaire anodine dans un contexte marqué par le refus de Staline de la politique révolutionnaire internationaliste et de l'idéologie du bolchevisme

Les dispositions d'esprit chauvines en URSS se renforcèrent sensiblement dans les années 1940, en particulier après que Staline, en 1945, eut qualifié la nation russe de "nation dirigeante" de l'Union soviétique. Bien que ces dispositions chauvines aient subi une diminution après la mort de Staline, elles ont continué jusqu'au démembrement de l'URSS à exercer une influence sur la politique militaire et sur la psychologie des "cadres" de l'armée. De pareilles tendances nourrissaient réciproquement une réaction au sein de la population native des républiques fédérées et autonomes : l'accumulation d'humeurs russophobes et séparatistes. Tous ces conflits entre nationalités, qui ont éclaté au grand jour pendant la période de la "perestroïka", ont joué un grand rôle dans l'effondrement de l'Union soviétique.

Les actuels dirigeants des républiques nées des cendres de la Russie se retrouvèrent prisonniers de ces dispositions nationalistes, la majorité d'entre eux étant d'anciens membres du parti, dont les convictions internationalistes et communistes, comme il s'est avéré, ne dépassaient pas l'extrémité de leur langue. A son tour, la Russie connut un regain des idées de "souveraineté", de "pouvoir étatique suprême" et de "national-patriotisme", qui obtinrent le rôle principal non seulement dans les partis ouvertement ultra-réactionnaires, mais aussi dans cer-

tains partis qui se disaient communistes. Cette tendance se marie de manière légale avec la "renaissance du stalinisme" que l'on trouve dans les travaux de certains émigrants russes (par exemple, ceux d'Alexandre Zinoviev) comme dans ceux d'anciens apparatchiks du parti (du type Richard Kossolapov).

(1) *Bulletin de l'Opposition*, 1938, n° 66-67, p. 20.

(2) RGASPI, fonds 17, inventaire 3, dossier 994, feuillet 15.

(3) *Ibidem*, feuillet 14.

(4) *Ibidem*, feuillet 15.

(5) *Izvestia*, TsK KPSS, 1989, n° 3, p.179.

(6) *Bulletin de l'Opposition*, 1939, n° 70, page 4.

(7) Fiodor Rakolnikov, *O Vriemieni i o siebie*.

(8) Léon Trotsky, *Staline*, tome 2, Moscou, 1999, page 272.

(9) Gueorgui Fedotov, *Polnoie Sobranie Statiei*, en 6 tomes, tome 4, Paris, 1988, p. 186.

(10) *Dnevnik Eleni Boulgakovoï*, Moscou, 1990, p. 250.

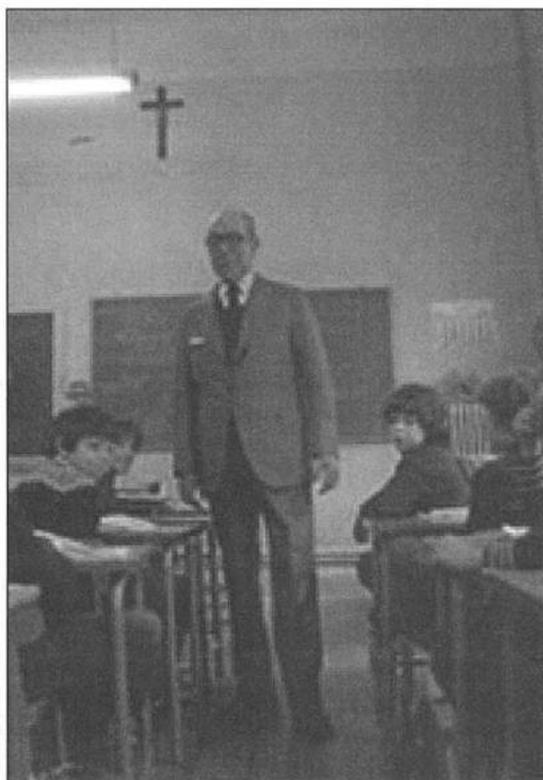
(11) *Otkroviemia i Priznania*, p. 185.

(12) *Sovietsko-Guermanskies otmochenia*. Dokoumenty. Paris-New York, 1983, pp 41-42.



**Transfert
des compétences
aux “régions” :
l’enseignement
et les manuels
en Espagne**

(Roland Corominas)



Du désordre au chaos

C'EST dans le cadre général de l'une des plus intenses mobilisations qu'ait connues l'Espagne depuis de longues années qu'il faut apprécier la question du transfert des compétences en matière d'enseignement. Bien évidemment, ce transfert des compétences aux régions n'est que le versant "éducation" d'un phénomène qui touche tous les secteurs de la vie sociale (1).

Le transfert des compétences en matière d'éducation

A l'opposé de la tradition de la République en France, l'Espagne n'a jamais connu très longtemps d'enseignement laïque au sens de la séparation réelle de l'Eglise et de l'Etat, avec sa projection en matière d'enseignement dans la définition de connaissances à acquérir et transmettre, consignées dans des programmes nationaux. Et ce n'est pas attenter à la mémoire des maîtres de la République espagnole, qui ont collectivement payé très cher leur profond attachement et leur fidélité à celle-ci, que de dire qu'avait à peine commencé en 1936 ce travail de définition objective d'un savoir consigné dans des programmes. Malgré son aspect condensé, le film de José Luis Cuerda diffusé en France en 2001, *La langue des papillons*, montre

bien le caractère profondément humaniste, très attaché aux valeurs laïques personnelles des maîtres espagnols ; leurs options étaient très proches des thèses libertaires développées par le grand enseignant anarchiste que fut Francisco Ferrer ; un écho atténué s'en retrouve dans les écrits de Célestin Freinet.

Mais le coup d'Etat de Franco a brisé net cette amorce ; ensuite, eut lieu une reprise en main de l'école, en procédant à une élimination physique d'abord et professionnelle ensuite des maîtres. Ceux qui échappèrent à la mort furent obligés de se soumettre à une épreuve d'épuration idéologique (2) (*la depuración*), fermement menée pendant plusieurs années dans le but de les terroriser. Le but avoué était d'effacer toute

(1) Ce travail est le produit d'un examen attentif de la presse espagnole, d'opinion et syndicale, de l'activité professionnelle et des liens personnels de son auteur. Quiconque croirait qu'il exagère peut le vérifier aisément en s'armant d'un simple moteur de recherche d'Internet.

(2) On considère que 60 000 maîtres subirent cette épreuve, qui fut mise en place dès novembre 1936 dans la zone occupée par Franco. Les maîtres devaient se porter volontaires, ils présentaient leur défense devant une commission de contrôle composée du directeur de l'école, d'un représentant de parents "d'une moralité catholique éprouvée", d'un inspecteur et de deux experts "de grande compétence morale et technique". Ils devaient répondre à des questions concernant leurs activités le jour du soulèvement de Franco, leur attitude alors, leurs sympathies politiques et syndicales ; enfin, ils devaient dénoncer leurs collègues et présenter des rapports favorables du maire, du curé et de la garde civile.

trace de l'influence de ces maîtres directement reliés aux classes populaires dont ils étaient issus. Une expression de l'époque montre bien leur situation de misère en disant de quelqu'un dans le besoin "qu'il est plus affamé qu'un maître d'école". C'est tout dire.

Après le ralliement honteux de tous les partis de gauche à la nouvelle Constitution de 1978 — laquelle prépare le passage de l'Etat vertical de Franco aux régions autonomes —, l'enseignement va suivre le cours général du transfert des compétences de l'Etat aux régions, nommées dans la Constitution de 1978 "Communautés autonomes", terme officiel souvent abrégé en "Autonomies".

La loi organique dite par antiphrase "loi de qualité de l'éducation" (LOCE dorénavant dans le texte) semble bien sur le point de faire progresser le désordre institué par la précédente LOGSE de Felipe González en 1993.

Un article publié par le journal *El País* il y a quatre ans exactement sera le point de départ de ce travail. A l'occasion du renouvellement des manuels scolaires, il faisait état des discussions entre les éditeurs et les différents responsables politiques des Autonomies.

Rappelons que les Autonomies, officiellement, fixent dans la langue "vernaculaire" (Catalogne, Pays basque, Galice) 45 % des contenus disciplinaires des manuels scolaires, les autres Autonomies devant se contenter de 35 %. En fait, même cela reste symbolique, puisque les Autonomies peuvent refuser tout manuel dont 45 ou 35 % leur déplaisent.

Cette discussion entre éditeurs et Autonomies est importante, puisque s'y définit le genre de manuels souhaité. Le titre de l'article était évocateur : "*Mathématiques régionales et tambours du Rocío.*" L'auteur y examine les effets pervers que présente la possibilité donnée à l'exécutif des Autonomies de décider en matière de pédagogie.

L'Andalousie remporte la palme : un livre de mathématiques fut refusé parce qu'il ne reflétait pas "*la culture andalouse*". Un autre subit le même sort pour son "sexisme" : sur la première de couverture figurait en effet l'inscription

"*livre du maître*", "*livre de l'élève*" au masculin en espagnol ! Le simple tambour n'est pas accepté comme instrument musical ; pour apparaître comme "andalou", il doit être "rociero", en référence à l'instrument utilisé lors des grandes fêtes touristico-religieuses de la région de Huelva en l'honneur de la Vierge du Rocío, la plus médiatique des nombreuses Vierges offertes à l'adoration des fidèles. Des noms communs utilisés en espagnol furent remplacés par des noms locaux ou supposés tels, pas toujours bien connus de tous les Andalous : ainsi les allumettes deviennent des "*petites bougies*" et les "pantoufles" des "*babouches*". Bien sûr, l'auteur d'un livre de mathématiques qui présentait un calcul de distance de Madrid à Barcelone fut prié de le calculer de Malaga à Séville.

Très en verve, l'Autonomie exigea et obtint que sur la première de couverture d'un manuel figurent le prix et la mention "*choisi par la Communauté andalouse*", de sorte que le livre devenait inutilisable dans les autres Autonomies. Un livre de musique fut refusé pour références insuffisantes à la culture andalouse dans le chapitre consacré aux instruments ; le titre du chapitre était "*Instruments et danses*" ; avisé, l'éditeur changea le titre en "*Instruments et danses propres à la Communauté andalouse*", ne changea pas une virgule au livre, qui fut accepté, même si ce fut au prix d'une grave distorsion avec la réalité que connaissent les petits élèves, qui furent certainement bien étonnés d'apprendre l'existence d'instruments inconnus d'eux. Mais le champ de la connaissance est si vaste !

Communauté valencienne : il fut exigé que les livres soient écrits en "valencien" : aberration localiste, car le valencien est du catalan d'avant la normalisation du début du XX^e siècle et comprenant des particularités facilement intégrables comme l'ont fait l'espagnol et l'anglais avec leurs américanismes respectifs.

Mais il fallait quelques mots locaux et que des mots communs au "catalan" et au "valencien" fussent remplacés par d'autres plus authentiques pour des

oreilles valenciennes, même si leur remplacement systématique aboutit parfois à un véritable galimatias.

Le même censeur exigea qu'un livre de grec de seconde soit traduit en valencien et comporte une étude portant sur l'évolution du grec au valencien (!), ainsi que sur la présence des faits culturels grecs de la Communauté valencienne ; sans doute parce que la très touristique dame de Elche, probablement d'origine grecque ou punique, fut trouvée dans la Communauté. Ce travail extrêmement délicat et particulier en vue d'une "valencianisation" du grec (!) fut exigé par un censeur qui n'eut pas un mot pour demander une étude portant sur l'évolution du latin au "valencien" pourtant autrement évidente.

Iles Baléares : la décentralisation va si loin aux mains de politiciens cyniques et cuistres que dans la célèbre île d'Ibiza, il est question de parler "ibicenco", sous-variété arbitrairement définie et réductrice d'un catalan parlé aux îles Baléares, où les autorités refusèrent un livre pour ne pas avoir bien établi les différences culturelles entre Majorque et Minorque, pourtant membres de la même Autonomie.

Aux **îles Canaries**, un livre pour enfants n'incluait pas la modalité "canarienne" de la lutte libre : cela lui valut d'être rejeté par les autorités. Bien mieux, celles-ci en refusèrent un autre qui incluait dans les moyens de transport traditionnels les fleuves et le train, avec l'argument massue que, dans les îles Canaries, il n'y a ni fleuve ni train. En règle générale, le gouvernement autonome imposa dans le choix des textes à étudier un quota de 50 % d'auteurs locaux dans les auteurs espagnols cités, ce qui réduisit de manière drastique le nombre de grands auteurs à étudier. Enfin, un livre de sciences sociales fut rejeté pour son caractère "colonialiste" : l'auteur avait omis de caractériser comme "colonialiste" l'intégration des Canaries dans l'Espagne.

Au **Pays basque**, où obligation est faite aux futurs professeurs de maîtriser le basque pour se présenter aux concours de recrutement (formellement natio-

naux), l'autonomie est chose acquise depuis longtemps ; on put malgré tout déceler un manuel rebelle qui faisait mention d'un "*Basque qui fit une foudroyante carrière sociale et professionnelle après son entrée dans le Parti nationaliste basque*", au pouvoir, bien sûr. Le livre fut rejeté.

Une Autonomie du **centre de l'Espagne** exigea d'un livre de grec déjà bien modeste qu'il explique dans le même nombre de pages pourquoi le territoire de l'Autonomie ne contient pas de restes hellènes ; bien sûr, morphologie et syntaxe en firent les frais.

En **Galice**, où la connaissance du galicien commence à être obligatoire pour enseigner dans le primaire et le secondaire, le censeur galicien n'aimait guère les scientifiques en général ; ne disposant pas de grands noms galiciens à exhiber, il exigea que les articles sur les mitoses et les lois de Kepler fussent au moins rédigés par une biologiste et un physicien galiciens.

Ces choses, aussi ridicules ou absurdes qu'elles puissent paraître, doivent être prises au sérieux, car elles empoisonnent la vie quotidienne de milliers de professeurs, de parents d'élèves et d'élèves dans la recherche de solutions au grand désordre qui règne dans l'enseignement.

Dans la précédente LOGSE de 1993, la vérification des manuels scolaires édités était réalisée non par des autorités compétentes en matière pédagogique, ni même par le ministère, mais par les fonctionnaires politiques des Autonomies. L'argument opposé par de nombreuses Autonomies aux manuels communs à toute l'Espagne (avec éventuellement des cahiers supplémentaires par région, comme en Allemagne) est que ces livres ne serviraient à rien ni à personne, car le contenu commun en serait "*squelettique*" (sic).

On commence à se faire une idée de la désorganisation qu'impose l'incompétence des "décideurs" lorsqu'on voit à quoi les Communautés autonomes utilisent les prérogatives que leur confèrent les transferts de compétences. Mais surtout, au-delà de l'aspect parfois bur-

lesque que représentent certaines demandes, on comprend que ces manuels, gratuits, servent de véhicule à la publicité des "gouvernements" des Autonomies par eux-mêmes.

Organisation de l'enseignement

Dans quel sens la LOCE va-t-elle infléchir la politique scolaire ?

Il faut dire que la précédente loi organique du gouvernement de Felipe González d'alors n'a rien fait pour aller dans le sens d'une amélioration de l'école. Au contraire.

La massification à outrance, la rentabilité à tout crin ont trouvé dans l'orientation "pédagogique" du Parti socialiste français toute l'argumentation nécessaire à parer des plumes du paon la misère de l'école. Faute de locaux scolaires, il n'est pas rare que, dans le même établissement (collège ou lycée), il y ait deux tours quotidiens : le matin de 8 h 30 jusqu'à 14 heures 45 avec une pause ; l'après-midi de 15 heures jusqu'à 19 h 30 sans interruption, ce qui permet de doubler la population accueillie. Naturellement, on a trouvé des gens pour justifier pédagogiquement la libération d'une demi-journée quotidienne. C'est cette orientation mise en place en 1993 avec la loi organique sur l'école (la LOGSE) qui a trouvé son plein épanouissement, camouflé de-ci de-là sous quelques formulations d'allure progressiste ou populaire. C'est sur ce terrain qu'Aznar a joué comme sur du velours.

En 2003-2004 commence à se mettre en place la LOCE ; le gouvernement prétend achever son application en 2005-2006.

Premier stade : 0 à 3 ans. Disparaissent les quelques écoles maternelles où exerçaient des maîtres formés ayant des objectifs pédagogiques. Elle devient "volontaire" et est inscrite comme le premier stade de l'éducation de l'enfant jusqu'à 6 ans. Il faut comprendre que les parents en font la demande auprès des municipalités, qui les mettent en place si

elles peuvent les financer. L'objectif officiellement fixé est de "garder" les enfants, puisque le ministère a fait disparaître les dernières exigences minimales en matière de conditions générales d'accueil et de qualification des personnes recrutées (et non pas des "personnels" recrutés !).

Le constat, deux mois après la rentrée, est sans appel : la privatisation rampante antérieure s'étale au grand jour et le privé payant accapare massivement ce secteur par manque d'établissements publics.

Deuxième stade : de 3 à 6 ans. Sont introduits quelques très vagues rudiments de lecture, d'écriture et d'initiation à une langue étrangère ; la gratuité de l'école est étendue aux établissements privés subventionnés par l'Etat — qui n'a pas droit de regard sur eux, les Autonomies se contentant d'approuver une sorte de cahier des charges.

Troisième stade : l'éducation primaire de 6 à 12 ans (3). L'étude de la langue étrangère commence, ainsi que celle de la religion. On continue ce qui a été commencé au premier stade ; rappelons que chaque établissement est doté d'un projet et que les élèves ne sont jamais évalués en fonction d'un niveau général, mais selon ce qu'ils ont acquis par rapport à ce qu'ils savaient ou savaient faire.

Quatrième stade : ESO (l'enseignement secondaire obligatoire jusqu'à 16 ans).

En 3^e année d'ESO, sont mises en place trois voies (voir le paragraphe **baccalauréat**) entre lesquelles l'élève choisit, mais il peut changer de voie en 4^e année. A 16 ans, l'élève obtient le titre de diplômé d'ESO.

Le redoublement n'est autorisé qu'une seule fois par cycle et l'élève peut redoubler n'importe laquelle des

(3) C'est volontairement qu'est repris le terme "éducation", car il désigne réellement les objectifs assignés à cet enseignement ; la tentative en France, par exemple, de remplacer "l'enseignement" par "l'éducation" (comprenant de l'enseignement) n'a rien de comparable avec ce qui se passe en Espagne.

quatre années ; pour éviter le redoublement, l'élève dispose d'épreuves ponctuelles de rattrapage par discipline.

La loi prétend mettre fin au passage automatique en classe supérieure en obligeant au redoublement les élèves qui auront moins de la moyenne dans deux matières, même après "l'épreuve exceptionnelle de rattrapage" (ponctuelle) de fin d'année.

Dans cette affaire, le seul souci du gouvernement espagnol, comme des ministres de l'Education nationale français, est de réaliser des économies.

Ce constat peut être tiré : comme l'enseignement est obligatoire jusqu'à 16 ans, qu'on ne peut redoubler qu'une fois par cycle, que la religion peut donner un bonus appréciable pour ne pas redoubler, que les établissements sont maîtres de leur évaluation, on aboutit à renforcer le scandale unanimement dénoncé du passage automatique en classe supérieure, que la LOCE, en fait, confirme et aggrave.

Le baccalauréat. Il s'agit d'un cycle complet, de 16 à 18 ans, comportant trois voies : la voie scientifique (avec deux ou trois sous-voies selon les options) ; une voie avec une dominante humanités et une voie avec une dominante arts. A la fin du cycle, les élèves devront réussir l'épreuve générale du baccalauréat (PGB en espagnol) dans un maximum de quatre convocations.

Le titre de bachelier sera obtenu par la moyenne pondérée des notes obtenues en cours et en épreuve ponctuelle. L'évaluation pendant la formation compte pour 60 %, l'épreuve ponctuelle, la PGB, comptant pour 40 %. Les élèves dont les notes dans leur établissement leur permettront "d'avoir la moyenne" pour la partie comptant pour les 60 %, mais pas à la PGB comptant pour 40 %, recevront un certificat attestant un niveau d'études suivi dans lequel on aura reconnu le CFES français (certificat de fin d'études secondaires) donné auparavant aux candidats définitivement ajournés.

Le gouvernement prétend que ce titre devrait être reconnu sur le marché du travail ; comment ? Mystère.

L'Université

L'Université est totalement autonome, dans un contexte où le transfert des compétences a été complètement réalisé pour ce qui la concerne ; elle va être dirigée maintenant par un "conseil social" de 20 membres, dont 6 seulement proviennent de l'Université, les autres étant désignés par le gouvernement autonome et le gouvernement central.

Les conséquences pour l'Université de la réforme Aznar

D'abord, l'Université a la possibilité de créer un corps de "professeurs contractuels docteurs", qui peut aller jusqu'à 49 % de l'effectif total des enseignants de l'Université. Ils ne sont plus fonctionnaires, mais ces professeurs peuvent obtenir des contrats à durée indéterminée, présentés comme équivalents, en matière de droits et de statut, au déroulement de carrière de leurs collègues fonctionnaires. Cependant, ces CDI sont des contrats de droit privé. Certes, ils sont infiniment plus avantageux que les CDD ; pourtant, en vertu de leur statut, ces collègues peuvent faire l'objet d'une procédure de licenciement, au cas, par exemple, où leur spécialité deviendrait "obsolète", où les étudiants se feraient rares en relation avec la conjoncture économique. Or, justement, au sein des "conseils sociaux", ce sont essentiellement les pouvoirs politico-économiques qui imposent les plans de formation correspondant à leurs besoins ; on a déjà vu des enseignements disparaître. Comme fonctionnaire d'Etat, le professeur chargé de les dispenser doit être "recasé" ; dans cette nouvelle situation, ils subiront "*un plan social de licenciement*".

Le problème de l'accès à l'Université rebondit pour les bacheliers : dans les universités où l'offre est suffisante, tout va pour le mieux, au moins à ce stade. Mais pour les voies très demandées, la PGB ne donnera pas automatiquement accès à l'Université ; le baccalauréat ne sera plus le premier grade universitaire, car les futurs étudiants devront se sou-

mettre à un double examen : PGB et entrée à l'Université. A ce propos, la Généralité de Catalogne tente de mettre en place un système où la PGB aurait, en Catalogne seulement (et pour cause), les deux valeurs. Comment cela est-il compatible avec un système où sont respectées les capacités personnelles et l'égalité de traitement entre citoyens d'un même pays ? Autre mystère.

Situation de l'école

Les enquêtes réalisées sur de longues années et sur des milliers d'élèves de toutes conditions ont montré le niveau lamentable des jeunes Espagnols : plus de 50 % des jeunes lisent moins d'un livre par an et, par ailleurs, ils consacrent en moyenne 3 à 4 heures par jour à la télévision, une des plus stupides et vulgaires que l'on puisse imaginer, au point que le peuple espagnol l'a justement baptisée du nom de "télé-poubelle".

Dans la même enquête publiée l'an passé par l'inspection générale, on révèle ce qu'on pouvait craindre, à savoir que les élèves en 4^e année d'ESO rédigeaient avec une grande difficulté les textes les plus simples en espagnol.

Si l'Espagne de González et d'Aznar a été l'élève modèle des critères de convergence de Maastricht, le prix à payer en matière d'éducation est que l'Espagne se retrouve à la queue de l'Union européenne en termes de dépenses scolaires par élève, dans un pays où des besoins criants continuent d'exister.

De ce fait, l'accent a été mis essentiellement sur les questions "pédagogiques", opposées aux questions "matérielles", les premières étant chargées de camoufler les secondes.

On pouvait suivre à la trace dans la presse espagnole, et notamment dans la presse syndicale et les célèbres *Cahiers de pédagogie* (*Cuadernos de Pedagogía*), l'arrivée des "concepts" expérimentés en France avec les sérieux dégâts que l'on sait. En Espagne, avec cette autorité de la prestigieuse école française, on assiste à l'invasion de théories qui

mettent à mal les améliorations arrachées lors des années dites de transition (4).

Il faut savoir que la LOGSE de Felipe González avait institué un modèle de programme ouvert et adaptable, que chaque "équipe enseignante" pouvait librement adapter à l'environnement dans lequel il développait son travail d'enseignant. Les reproches adressés à la LOCE par les opposants officiels sont que le

(4) Se revendiquer de Francisco Ferrer, comme le font certains partisans du "tout-pédagogique", pour justifier cette orientation de soumission de l'école à tous les pouvoirs locaux est une attitude peu reluisante. Déjà, L'Ecole moderne de Célestin Freinet en France avait édulcoré le message de Francisco Ferrer ; mais se revendiquer du pédagogue libertaire, national par besoin, universaliste par vocation et anticlérical par conviction, afin de donner un certain lustre à ces théories éculées est proprement ignoble. Quelques extraits du site Internet qui lui est consacré suffiront à faire justice de ces mensonges.

« L'Ecole moderne.

Devenu libre-penseur et franc-maçon, Ferrer prend part, en 1886, à l'échauffourée de Villacampa, au cours de laquelle les républicains tentent de proclamer la république en Espagne. L'échec de l'insurrection l'oblige à s'exiler à Paris, où il vit en donnant des leçons d'espagnol. Depuis 1885, date de la création de l'école laïque La Verdad, en Catalogne, les démocrates espagnols s'employaient à enlever à l'Eglise son hégémonie en matière d'enseignement. Le rôle de Ferrer fut d'essayer d'unifier les efforts dispersés et de publier les ouvrages nécessaires au travail dans les classes. Il créa, en 1901, à Barcelone, L'Ecole moderne, qui devait dans son esprit devenir le centre de tous les établissements déjà créés, le foyer intellectuel qui permettrait d'en faire de nouveaux... L'enseignement y était résolument rationaliste et prenait nettement parti contre la religion. Les méthodes qui y étaient appliquées faisaient appel à l'observation personnelle des élèves et à leur réflexion. On utilisait les ouvrages publiés par la maison d'édition (traductions de livres scientifiques, manuels...). Les principes pédagogiques qui sous-tendaient la pratique dans les classes étaient la coéducation des sexes et des classes sociales, l'hygiène, l'autodiscipline et le refus des punitions, le refus des examens et le respect de l'autonomie de l'enfant. Au bout de cinq ans, une cinquantaine d'écoles rationalistes existaient en Espagne. L'ambition de Ferrer était aussi d'en faire une sorte de Maison du peuple, où se tiendraient des conférences et des cours du soir et qui permettraient à chacun de s'instruire... Un Premier livre de lecture, qui était à la fois "un syllabaire, une grammaire et un manuel illustré présentant l'histoire de l'évolution du monde depuis l'atome inanimé jusqu'à l'être pensant" vit sa première édition épuisée presque immédiatement et la seconde s'enleva aussitôt. »

ministère a édicté une possible programmation des objectifs de chaque année scolaire qui semble effectivement excessive ; d'où les reproches d'encyclopédisme que les professeurs français connaissent bien maintenant. Passons sur l'ignorance de ce que fut l'*Encyclopédie*, mais ces "opposants" font semblant de ne pas voir qu'il ne s'agit là que d'un programme indicatif dans lequel chacun puise (ou non) à sa guise.

Coincés entre le "conseil pédagogique" de l'établissement et les "associations de parents" consultées sur tout dans l'école, sans programme national auquel se référer ou se raccrocher, harcelés par les conseils (et les conseillers) pédagogiques des syndicats (Commissions ouvrières majoritaire et UGT écartelée entre la contestation et le soutien de sa confédération au "pacte antiterroriste" d'Aznar), les maîtres espagnols sont dans une situation qui n'est pas simple.

Enfin, le très grand nombre de contractuels (*interinos*) les rend encore plus fragiles, surtout depuis l'absence d'ouverture des concours de recrutement. En Catalogne, une des régions avec le taux de scolarisation le plus élevé, l'enseignement de l'espagnol et — un comble ! — celui du catalan ne donnent plus lieu depuis quelques années à ouverture de concours d'enseignement. D'établissement en établissement, de remplacement en remplacement, on assiste au carrousel des contractuels, dont l'objectif avoué, et approuvé par les tuteurs pédagogiques, est de "*tenir, tenir*" sans faire de vagues, comme le confiait à l'auteur de ces lignes un membre de sa famille "*interino*" futur enseignant.

Résumons la situation : massification imposée par les budgets dérisoires, difficultés de tous ordres, évaluation dans l'établissement, pressions exercées sur le corps enseignant largement dépendant des pouvoirs locaux, même dans l'enseignement public, totale dépendance des professeurs du privé par rapport au patronat de l'enseignement. Même dans cette situation, des professeurs restent assez téméraires pour s'opposer au rouleau compresseur des "grands frères", des autorités, des employeurs exigeant

ces bons résultats auxquels est liée l'obtention des crédits, pour "coller" un élève ou lui mettre une mauvaise note comptant pour le baccalauréat.

On voit dans un cas concret comment fonctionne le "gouvernement des Autonomies" : lorsque le gouvernement considère que des aspects essentiels de sa politique sont en jeu, il n'hésite pas à les imposer à toute l'Espagne par la loi la plus centraliste, comme il le fait avec l'affaire de la religion obligatoire.

La privatisation en marche

L'Espagne se situe au quatrième rang des pays de l'Union européenne pour le pourcentage d'enseignement privé financé par l'Etat ; sa participation aux frais du privé subventionné et du privé tout court a augmenté de 40 % en trois ans dans le budget de l'Etat, pourcentage à mettre en rapport avec les 25 % pour le public, ce qui peut paraître considérable, mais se révèle assez vite un expédient comptable, car c'est essentiellement la croissance du nombre d'élèves et d'"adultes" dans les établissements qui a provoqué cette augmentation ; en revanche, la différence des 15 % accordés à l'enseignement privé représente réellement une amélioration pour lui.

Il se trouve que les établissements peuvent s'ils le désirent élargir leur offre d'enseignement, rallonger les horaires des professeurs et même le nombre de jours de cours au-delà du minimum qu'accorde l'administration aux établissements publics, où l'offre est notoirement insuffisante ; mais celle-ci peut être élargie à la condition de trouver les financements propres à le faire. Dans ce même but, les établissements privés subventionnés par l'Etat peuvent accroître les obligations de service des professeurs et, de plus, faire payer aux parents tout l'enseignement non officiel catalogué activités extra-scolaires. Dans les établissements publics, l'Autonomie pourra également, si elle en a les moyens, financer de telles activités.

Une partie de la formation initiale (l'aspect "pédagogique") des futurs professeurs a été confiée aux établissements privés, subventionnés ou non, après une modification utile du statut des travailleurs. Cette formation est en fait une formation sur le tas, en responsabilité disons-nous en France, avec éventuellement un professeur référent dans l'établissement chargé de les suivre. Leur salaire est évidemment inférieur à celui de leurs collègues (60 % du salaire de la convention collective la première année et 70 % la deuxième) ; enfin, ils "bénéficieront" de contrats de 6 mois à 2 ans. C'est ce que la LOCE appelle "*formation initiale*", au service des établissements privés, qui peuvent à la fois augmenter leurs profits et baisser le prix de la scolarité. A la fin de cette période de formation, ces enseignants pourront obtenir le titre de licencié spécialisé en enseignement.

Mais ils ne seront toujours pas titulaires ; ensuite, si l'Etat ouvre les concours (qui comportent un nombre ridicule de postes), ils pourront s'y présenter en comptant que la validation de leurs années de "*formation initiale*" leur donnera des points supplémentaires pour être pris ; c'est ainsi que les concours sont vidés de toute valeur disciplinaire et de "*sélection des meilleurs par la promotion de tous*", selon la formule républicaine.

A l'inverse des établissements publics sous-dotés, où les élèves s'entassent dans des classes où l'on prétend faire pratiquer des méthodes actives, les établissements subventionnés fonctionnent selon leurs propres critères et l'argent des contribuables afflue (relativement à l'extrême misère du public) pour créer tout groupe jugé utile (par niveau, par bouquet d'options, par religion, par idéologie, par sexe, ou une combinaison de tout cela).

Il n'est pas rare que, dans les grandes villes, la participation des familles par élève aille jusqu'à 500 et 600 € mensuels pour un enseignement et un encadrement de choix. La Communauté de Valence donna son agrément pédagogique et les subsides conséquents à dix

collèges privés, notoirement liés à l'Opus Dei (cette faction civile de l'Eglise), dans lesquels les parents payaient 300 € par mois. Parallèlement, et comme toute Communauté, celle de Valence possède la compétence financière, les salaires des maîtres du public furent bloqués pendant cinq ans. Ailleurs, et pour des raisons de prosélytisme, peut-être, au Pays basque, les professeurs perçoivent du gouvernement nationaliste basque un salaire jusqu'à 50 % supérieur à la moyenne de l'Etat espagnol.

La religion à l'école

Au cours de son voyage en Espagne juste avant l'été, le pape, venu sans doute reconforter le gouvernement Aznar confronté à l'un des plus massifs mouvements de l'histoire de l'Espagne — auquel participèrent par conséquent des centaines de milliers de "catholiques" —, le pape, donc, s'adressa aux autorités et aux fidèles en des termes que rapporte avec jubilation le journal *El Mundo* : "*L'Espagne ne doit pas oublier le travail d'évangélisation dans la construction prochaine de l'Europe ; qu'elle se garde de renier ses racines chrétiennes, seule manière d'être capable d'apporter au monde et à l'Europe la richesse culturelle de l'histoire espagnole.*"

Or le recensement de 2002 faisait apparaître officiellement 124 000 élèves immigrés, fils d'immigrés non nés sur le sol espagnol, avec ou sans papiers, selon les conditions locales. Ce chiffre est très au-dessous de la réalité, car nombre de familles n'envoient pas leurs enfants à l'école de peur d'être recensées comme sans-papiers, avec les conséquences que cela suppose et qu'a renforcées la loi sur les étrangers (*ley de extranjería*) mise en place par Aznar.

Se revendiquer, comme le fit le pape de manière aussi sectaire, de la tradition et des valeurs chrétiennes en Espagne est un acte politique particulièrement lourd de signification quand on connaît tous les joyaux de l'art arabe en Espagne et quand on sait toute la place qu'occupèrent les Arabes et les Juifs dans la cul-

ture, la transmission et le maintien des savoirs de l'Antiquité grecque et arabe.

Le monde occidental, fort probablement, n'aurait pas connu de la même manière la Grèce antique sans l'extraordinaire travail de traduction entrepris par les savants, les érudits, les cercles de réflexion des divers royaumes d'Espagne (5) arabes et "chrétiens".

Alors que se trouvent sur le sol espagnol des centaines de milliers de travailleurs issus de l'immigration marocaine et africaine, un tel langage est un langage de division et de discrimination. Bien plus, interrogeons-nous : dans cette tradition chrétienne espagnole, combien de Torquemada pour un Bartolomé de las Casas ? Et encore ce dernier se sentit obligé d'accepter la traite des Noirs (ce qu'il reconnut être une erreur à la fin de sa vie) pour remplacer les Indiens cathéchisés mais menacés d'extermination, et qu'il défendit avec tant d'éloquence.

Les groupements patronaux de l'enseignement privé subventionné par l'Etat (et non pas sous contrat) et privé ont obtenu sans bataille excessive que la religion (dans sa modalité confessionnelle ou non confessionnelle) soit traitée comme une matière à part entière. Bien sûr, c'est la religion catholique qui emporte la part du lion.

En Catalogne, la Généralité (le gouvernement de la région) reconnaît que les quelque 1 300 familles qui ont opté pour le cours de religion musulmane ne l'ont pas obtenu et en attribue la responsabilité à la "Commission islamique" autoproclamée chargée de rassembler les demandes.

On voit que non seulement les parents sont dans l'obligation de faire état d'une affaire privée (la religion), mais que, de plus, dans le cas de l'islam, ces demandes doivent transiter par une commission de notables locaux jouissant de ce fait d'un grand pouvoir sur des familles souvent fragiles maintenues dans la situation de "communauté" à part.

Cette matière, pour l'être jusqu'au bout, se verra dotée d'un volume horaire supérieur par exemple à celui dont dispose la biologie, à qui elle prend une

partie de son horaire, comme d'ailleurs aux disciplines artistiques.

Au lycée, cette matière compte pour la note de passage en classe supérieure : les élèves qui n'ont pas la moyenne en

(5) Lorsque disparaît, à la fin du IV^e siècle, l'Empire romain, la domination arabe va prendre sa place au moins dans le bassin méditerranéen. Les érudits arabes vont se hâter de traduire le legs de l'Antiquité grecque, qui va influencer de manière décisive le monde arabe lui-même et le monde occidental. Aux VIII^e et IX^e siècles, Aristote, Platon et Hippocrate sont traduits et étudiés communément chez les intellectuels de Bagdad. Il s'agit d'un phénomène semblable dans sa démarche à celui que connut la Rome des vainqueurs contre les Grecs soumis.

Au XI^e siècle, un exemple parmi d'autres nous est fourni par le livre d'amour courtois écrit par Ibn Hazm, de Cordoue, vizir et intellectuel s'exprimant aussi bien en arabe qu'en grec et latin ; son livre, *Le Collier de la colombe*, retrace les degrés que connaissent Amants et Amantes depuis les premières manifestations jusqu'à l'accomplissement de l'Amour total, celui de la fusion en Dieu. C'est une mine de renseignements sur la vie privée à Cordoue au XI^e siècle, qui, au passage, nous démontre que la religion était une affaire personnelle. Cela est si vrai que, dans les régions frontalières, une sorte de trêve de Dieu était respectée les vendredi, samedi et dimanche, afin de satisfaire les soldats des trois religions qui combattaient dans les deux camps. Au XII^e siècle, on peut parler à Tolède d'une véritable "école de traducteurs tolédans", qui, en vrais intellectuels, assurèrent la transmission et le sauvetage de formes de culture et la transmission de savoirs non connus ni reconnus par le monde chrétien. En ces années obscures, avant les expulsions, l'extermination ou l'intégration obligatoire, les Juifs, les musulmans et les mozarabes (chrétiens vivant sous domination arabe) conservaient la langue de culture de la Méditerranée qu'était l'arabe, dans lequel s'exprimaient les grands savants et poètes (les deux allaient souvent ensemble) : Averroès, Maimonides, Jehuda Alharizi ou Jehuda Halevi, pour ne citer que les plus connus. Parmi eux, des médecins, des savants, des philosophes, des traducteurs, des maîtres qui possédaient des bibliothèques, des codex, des collections et des instruments scientifiques fort complexes.

Et à Tolède, ces savants avaient traduit les philosophes grecs et orientaux, et dispensaient, en latin, aux nombreux visiteurs (à quelques remarquables exceptions près, tel Averroès qui le faisait en arabe) ce précieux héritage, au point que Alphonse X l'Astrologue avant de devenir le Sage se flattait de ce que Tolède était une ville où l'on pouvait étudier tout ce qu'un chrétien ne devrait pas savoir. Tolède attirait alors tous les érudits du monde occidental à la recherche passionnée de ces livres nécessaires, parfois sulfureux et souvent interdits. Il s'agit d'un savoir, qui, dans l'Espagne du XII^e siècle, n'est pas forcément chrétien, tant s'en faut, enseignement qui, même dans les cours "chrétiennes", était assuré par des maîtres juifs, arabes et mozarabes.

religion et dans deux matières devront redoubler ; l'une des deux pourrait être la religion si les élèves ne sont pas assidus. Gare aux jeunes Espagnols rebelles qui préféreront se dorer au soleil de la péninsule plutôt que d'aller en cours de religion, où ils pourront gagner facilement des points bienvenus !

Enfin (voir le paragraphe "Baccalauréat"), la religion compte aussi pour l'obtention du baccalauréat, où la partie de la note délivrée par l'établissement compte pour 60 %, alors que 40 % sont attribués par le contrôle ponctuel anonyme. Or ce titre de bachelier est encore le premier grade universitaire, donc il sert à entrer à l'Université et les points ainsi facilement obtenus peuvent servir à obtenir une "bonne" université dans la difficile course que mènent les étudiants triés selon leur note de "*Selectividad*", sorte de classement selon le mérite pour l'obtention de l'université de leur choix.

Le catholicisme, religion d'Etat

Certes, le point 3 de l'article 16 de la Constitution affirme que l'Etat ne privilégie "*aucune confession*" ; mais c'est pour ajouter aussitôt que les pouvoirs publics tiendront compte des croyances religieuses de la société espagnole et maintiendront les nécessaires rapports de coopération avec l'Eglise catholique et les autres confessions. Que cette dernière mention ait été imposée par tous les partis, y compris le PCE, contre l'avis du PSOE ne change rien à l'affaire. Les bases étaient posées pour que l'Eglise puise à mains pleines dans les caisses de l'Etat pour imposer à toute la société ce qui relevait de sa seule confession.

Il y a actuellement en Espagne environ 18 500 enseignants de religion en poste dans l'enseignement public, mais c'est l'évêché qui garde la haute main sur leur carrière. L'an passé, plusieurs dizaines d'entre eux furent licenciés sur ordre de l'évêché pour des raisons d'incompatibilité entre leur enseignement et leur mode de vie. Tel enseignant s'était abstenu de

passer devant le curé pour se marier ; d'autres, les plus nombreux, refusaient le prélèvement d'une contribution "volontaire" de 0,8 % sur leur salaire pour renflouer les caisses de l'évêché ; une autre encore fut licenciée pour entretenir des "*relations d'affection*" avec un homme qui n'était pas le mari dont elle était pourtant séparée ; une autre avait eu l'audace de faire campagne pour une "association de professeurs de religion".

Ce sont des centaines de recours qui ont été déposés par les victimes devant les tribunaux, qui, chaque fois, ont tranché en leur faveur. Ce qui est remarquable et en dit long sur l'esprit conquérant de l'Eglise d'Espagne, c'est que, malgré le jugement, et après avoir perdu tous ses recours, l'Eglise maintient les licenciements, défie la loi et les juges, tous les tribunaux, y compris l'équivalent du Conseil constitutionnel.

L'Eglise s'appuie sur les accords signés en 1979 entre l'Espagne et l'Etat du Vatican, aux termes desquels l'Etat fournissait aux évêchés les sommes nécessaires à payer les enseignants de religion dont le clergé était seul employeur. Le gouvernement du Parti populaire, en 1998, introduisit une modification essentielle qui fait de l'Etat l'employeur — et le payeur — unique des enseignants de religion.

Il faut dire qu'en 1998, la Conférence épiscopale chargée de rétribuer les enseignants de religion garda par-devers elle les sommes correspondant à 3 mois de salaire, plus le mois double de décembre ; le scandale fut tel que le gouvernement décida de les payer directement. Ainsi, en 2002, la LOCE institua-t-elle un corps de professeurs de religion payés par l'Etat, choisis par l'évêché et recrutés à raison de CDD de 12 mois.

On voit apparaître ce qui se dessine avec cette affaire de l'enseignement de religion. Il y a d'abord l'allégeance de toujours des classes dominantes à l'Eglise, et, de la part de cette dernière, une sorte d'attitude de "conquistador" (sans risque majeur) et une étroite surveillance à l'égard de ceux chargés de transmettre la parole divine. Au-delà, la mise en place d'un corps de professeurs en CDD inté-

resse considérablement un gouvernement lancé dans une privatisation effrénée de tout ce qui peut être privatisé.

Une récente décision (19 novembre 2003) du *Tribunal Supremo* (l'équivalent de la Cour suprême) donnera la mesure du chaos qu'instaure et des dangers que contient ce transfert des compétences. Il s'agit de la situation juridique des enseignants de religion. Aux termes de cette sentence, les "*professeurs de catholicisme*", comme les appelle *El País*, qui publie l'information le 20 novembre, sont exclus des avantages de la convention collective des travailleurs madrilènes. Mais cette sentence ne vaut, pour le moment, que pour la Communauté de Madrid, car d'autres Autonomies — Catalogne, Canaries, Cantabrie, Pays basque — soutiennent la thèse contraire et ne sont pas tenues d'appliquer cette sentence, qui a valeur régionale. Mais à son tour, cette sentence vient annuler une autre sentence du *Tribunal Superior de Madrid* (instance régionale sans équivalent français), qui avait disposé que la convention collective des travailleurs de Madrid était applicable aux enseignants de religion. Déjà, le *Tribunal Superior de Madrid* avait annulé un décret de l'exécutif madrilène (dirigé par le Parti populaire) défavorable aux enseignants de religion.

L'argument de la Cour suprême est que ces travailleurs ne relèvent pas des mêmes règles que les autres en matière d'embauche, de promotions, de mutations, etc. !

On apprécie mieux la situation en rappelant qu'en 1998, l'Eglise obtint l'engagement du Parti populaire que les enseignants de religion ne relèveraient pas du même statut que les autres salariés, et qu'en conséquence, ils ne pourraient prétendre à aucune négociation collective. A ce moment-là, le gouvernement d'Aznar ne put aller jusqu'au bout faute d'une majorité pour cela. Aujourd'hui, c'est la loi qui donne raison à l'Eglise.

Situation éminemment complexe, qui voit l'Eglise et Aznar d'accord pour évincer des "travailleurs" (ce qu'ils sont pour eux) des conventions collectives. Or, au mépris de tout principe de laïcité, ces "travailleurs" sont recrutés avec

l'objectif avoué de faire du prosélytisme catholique ; en même temps, la puissance qui les embauche veut les tenir à sa merci, notamment par la menace permanente du licenciement, situation éminemment insupportable. Exemple à méditer de l'imbroglio juridique qui est en train de se constituer en Espagne, et dont pourraient bien tirer profit tous les tenants de l'Ancien Régime, nombreux dans les sommets de l'Etat.

Avec l'appui entier du gouvernement Aznar, on l'a vu, l'Eglise n'hésite pas à défier la loi. Il est intéressant de rappeler ici le rôle qu'a joué l'Eglise d'Espagne dans le soutien à la "Croisade" de Franco contre la République espagnole, les partis ouvriers, les syndicats, et en tout premier lieu la CNT-FAI, les athées, les francs-maçons, les Juifs, tous mis dans le même panier satanique.

Une personnalité de haut rang (Juan José Tamayo, titulaire de la chaire de théologie et des sciences des religions à l'université Carlos-III de Madrid) a publié dans *El País* (15 septembre 2003) un long article sur cette question, qui révèle bien l'importance du débat.

Il considère que ce qu'établit la LOCE est un retour brutal à une situation qu'il qualifie de "*national-catholicisme*", dont les allusions au "*national-socialisme*" ou au "*national-syndicalisme*" de Franco n'ont échappé à personne.

La comparaison qu'il établit avec le concordat de 1953 le démontre clairement : la religion catholique était une matière au programme, obligatoire pour tous les établissements d'enseignement, privés ou publics, dont étaient chargés des prêtres ou des religieux, éventuellement des professeurs nommés par l'autorité civile compétente sur proposition de l'autorité ecclésiastique.

C'est exactement le cadre mis en place par le gouvernement Aznar. En application des accords de 1975, l'enseignement de la religion est maintenu comme discipline fondamentale pour tous les établissements, écoles, collèges et lycées, qui sont dans l'obligation de l'offrir aux élèves accueillis. L'Eglise choisit les livres et les professeurs ; l'Etat, c'est-à-dire le contribuable, paye.

Formellement, la situation est même aggravée par rapport à Franco, car le concordat dispensait les enfants de parents non catholiques de suivre les cours de religion... à la condition qu'ils en aient fait la demande, attitude à risques s'il en était.

Ainsi, la religion est devenue obligatoire sous l'une ou l'autre des deux modalités (confessionnelle ou non confessionnelle). Lors de la pré-inscription de leur enfant, les parents sont obligés de choisir une religion ; certes, ils peuvent choisir à la place la modalité dite du "fait religieux". De toute façon, ils doivent déclarer leur position par rapport à la religion auprès des autorités ; ainsi, la religion, d'affaire privée, devient une affaire institutionnelle.

Cette loi rend théoriquement possible qu'à l'heure de religion les différentes modalités confessionnelles, monothéistes bien sûr, soient programmées : catholique, évangélique, musulmane et juive. Ce sont les religions dont Aznar a décidé qu'elles jouissent d'un enracinement populaire et peuvent dès lors faire l'objet d'un enseignement payé par l'Etat.

Pour ceux qui choisissent "le fait religieux", c'est-à-dire la version non confessionnelle de la religion, on peut craindre le pire quand on connaît le programme. Son intitulé exact est : "*Société, culture et religion*", le tout décliné en étude de la prière, des lieux du culte et des fêtes religieuses, de la structure de base de la religion (?), des relations entre Raison et Foi.

De toute manière, confessionnelle ou pas, l'extrême intolérance de l'Eglise d'Espagne rend plus que probable que le "professeur" choisi réunisse ses adeptes (les fidèles) dont il conforte les croyances, contrairement à celles d'autres camarades de classe. On voit comment cette matière, dans les faits, peut provoquer par exemple des affrontements entre élèves pour des raisons privées utilisées pour conforter des positions politiques sur des conflits armés (c'est un exemple) se déroulant ailleurs.

Les innombrables persécutions contre les Espagnols de confession israélite

pendant et après la guerre civile ont poussé les derniers Juifs à fuir l'Espagne, si bien qu'aujourd'hui, ils ne sont guère que quelques petits milliers à revendiquer leur appartenance à la communauté d'origine juive. Ainsi, le scénario le plus vraisemblable est le suivant : comme dans les faits, la "communauté" issue de l'immigration marocaine est de très loin la plus nombreuse, le risque est grand que les élèves soient réunis "par religion", par exemple, pour avoir des classes homogènes, confortant ainsi un phénomène déjà bien réel de "ghettoïsation" lié aux conditions de logement. A cela va s'ajouter la perverse orientation du projet d'établissement à projet particulier, d'enracinement dans le tissu social local, etc.

Les opposants : impasse et contradictions

En 2000, le gouvernement Aznar achevait de vider le ministère de l'Education et des Sciences de ses dernières compétences en faveur des Autonomies pour ce qui est des programmes nationaux, de la formation des maîtres et d'organisation des cursus scolaires : volume et amplitude horaires, nombre de jours d'enseignement. Une paille !

Dans un long rapport tout récent, la célèbre revue des *Cuadernos de Pedagogía* déjà nommée regrette le processus "centraliste" actuel, qui entrave le "modèle éducatif propre" à chaque région en ajoutant avec raison que la devise du gouvernement est "*moi, je légifère, toi, tu payes*". La conclusion que la revue en tire est que, puisqu'on paye, on doit pouvoir décider, sans penser une seconde que celui qui paye, c'est le peuple des contribuables, qui n'a jamais droit à la parole.

Mais, on l'a vu, Aznar n'entrave en rien le processus de décentralisation, qu'au contraire il a quasiment mené à son terme en matière d'éducation. Il faudrait d'ailleurs apporter un correctif à la devise précédente en ajoutant que le gouvernement espagnol paye beaucoup à ceux qui ont déjà beaucoup et peu aux

autres. On voit l'effet pervers des régions recevant une enveloppe minimale "compensée" ; pour tenter d'assurer à ceux qui peuvent payer un enseignement digne de ce nom, les établissements doivent faire appel à l'argent des contribuables de l'Autonomie, à l'aide des entreprises, aux parents pour payer les enseignements "volontaires". Ainsi se met en place un enseignement à plusieurs vitesses.

Et pourtant, l'Espagne a connu, notamment pendant toute la discussion de la LOCE en mars 2003, de puissantes manifestations pour son retrait. Le ministère a dû s'engager à réemployer les 16 000 contractuels nécessaires. C'est une des raisons de la confiance que les enseignants placent notamment dans le syndicat Commissions ouvrières, majoritaire dans l'enseignement.

Là est la difficulté de l'école en Espagne. Se revendiquant souvent de la grande tradition libertaire de Francisco Ferrer, nombre d'enseignants, et souvent très combatifs, se retrouvent dans une terrible impasse (6).

D'un côté, ils sont placés face à Aznar et son orientation ultra-libérale retrouvant les accents du franquisme le plus authentique dans la conduite des affaires de "l'Etat des Autonomies". Décentralisateur à outrance, il sait — et ce n'est pas contradictoire — utiliser les prérogatives de l'Etat centraliste lorsqu'il veut imposer à tout le territoire de l'Etat espagnol l'enseignement de la religion, qui est la seule matière dont l'organisation incombe au ministère, toutes les autres étant décentralisées. Même la légère vérification des manuels scolaires publiés de la manière qu'on a vue se fait a posteriori.

Devant le chaos qu'il organise et devant les inquiétudes légitimes des salariés parents d'élèves, y compris dans les trois nationalités historiques, Aznar se paye le luxe de jouer au modérateur en demandant aux Autonomies que son Parti populaire dirige de privilégier l'aspect commun à l'Espagne contre les excès localistes dans la rédaction des manuels scolaires. C'est un exemple, mais révélateur de l'impasse à laquelle conduit cette

orientation reprise sans exception par tous les partis institutionnels.

De l'autre côté, les Autonomies que dirige le PSOE (Parti socialiste ouvrier d'Espagne), dans un communiqué commun publié il y a peu, demandent un délai supplémentaire (au-delà des deux ans que s'est fixés Aznar) pour développer tous les aspects contenus dans la LOCE ; avec la Généralité de Catalogne, elles déposent un recours auprès du Tribunal constitutionnel (le Conseil d'Etat) contre le gouvernement pour "*accaparement et invasion de compétences en matière d'enseignement*".

Le même PSOE mène campagne au Pays basque contre le Parti populaire (au pouvoir à Madrid) et contre le PNV (au pouvoir au Pays basque) sur l'exigence du transfert immédiat des dernières compétences générales détenues par l'administration centrale, notamment en matière de droit au travail et de protection sociale. Pas plus !

Pour faire bonne mesure, le PSOE "se bat" pour que les Autonomies participent maintenant directement à la qualité à l'administration centrale de l'Etat,

(6) Est à ce titre très important l'intense travail actuel de récupération de la mémoire historique, et notamment celle concernant la période de la guerre civile ; elle prend notamment la forme d'une recherche acharnée des fosses communes dans lesquelles furent jetés opposants et militants ou simples travailleurs (García Lorca, par exemple, assassiné en compagnie de trois jeunes *banderilleros* membres de la CNT-FAI). Ce devoir de mémoire, qui se développe à l'égard des maîtres républicains, a déjà abouti et aboutira encore plus à renouer rapidement le lien avec eux, maîtres profondément humanistes, rationalistes et laïques, qui n'avaient pas encore pu donner une forme institutionnelle à leurs aspirations. Enfin, on assiste depuis quelques mois à une mise en cause, courtoise mais réelle, de la personne du roi, à qui il est reproché son mutisme lorsque le peuple espagnol se mobilisait massivement contre le gouvernement de la guerre en Irak et du *Prestige*. Contribue à cela la connaissance de la fortune du "plus populaire" des rois, estimée à 1,7 milliard d'euros par la très sérieuse revue *EuroBusiness*, qui, dans son numéro de février 2003, la place à la 112^e position des 300 personnes les plus fortunées d'Europe. Ce n'est pas la dernière royale acquisition d'une Porsche Cayenne de 210 000 euros qui apportera un démenti ; tout cela ne tient pas compte, bien sûr, de la somptueuse résidence du successeur nommé, Felipe, en instance de mariage, annonce-t-on.

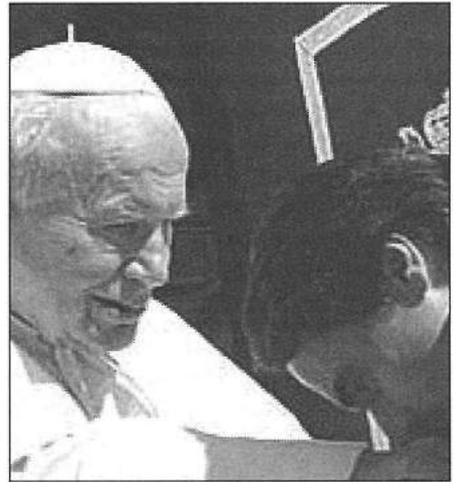
afin de ne pas subir sans rien dire des conséquences qu'elles n'auraient pas discutées.

De manière générale, les arguments avancés par les "opposants" officiels et les Autonomies sont que la LOCE réduit leurs prérogatives en matière d'organisation et de développement des établissements scolaires. Un exemple dramatique donnera la mesure de ce qui se passe dans la péninsule : le ministère avait institué dans l'avant-projet de la LOCE un enseignement obligatoire d'espagnol de 4 heures hebdomadaires dans tous les établissements scolaires. Aussitôt, le syndicat Commissions ouvrières et le PSOE protestèrent contre ce "centralisme" auprès du ministre, qui se fit un devoir de satisfaire partiellement cette revendication en réduisant l'horaire d'espagnol à l'école primaire tout en renvoyant aux Autonomies l'organisation du reste.

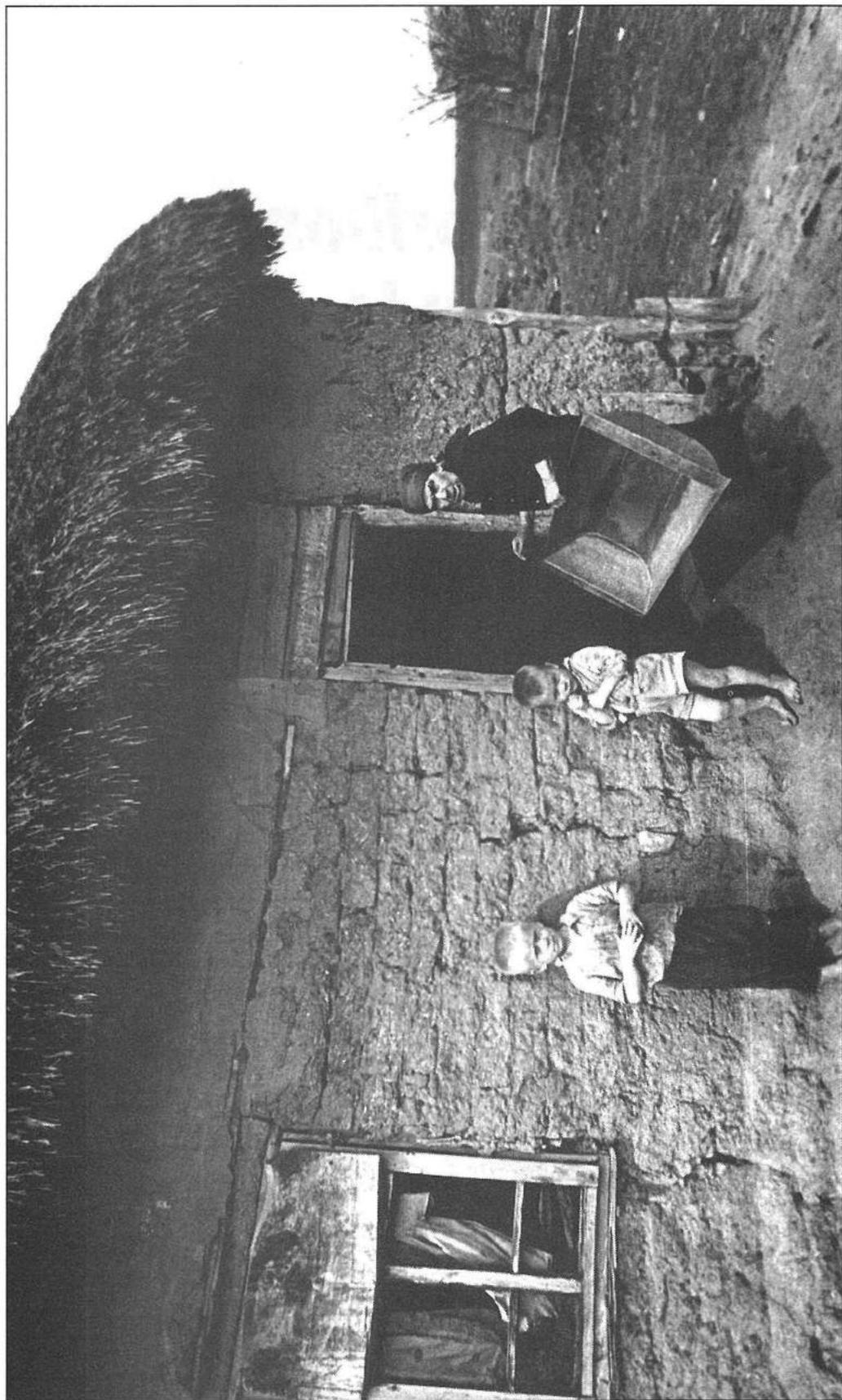
Conclusion

La décentralisation, le transfert des compétences aux régions sont des armes redoutables. Ce processus de transfert, en France, est loin de connaître les degrés qu'il connaît en Espagne. Ce travail peut contribuer à donner des arguments à tous ceux qui luttent en France pour que l'enseignement retrouve pleinement sa mission de mettre debout l'élève, comme le dit étymologiquement "l'instituteur". Les maîtres français devraient trouver les moyens de communiquer à leurs collègues espagnols les palpables résultats de ces néfastes théories, qui vont toutes dans le sens d'un moins d'école, moins d'instruction, moins de formation, où élèves, professeurs et parents ont tout à perdre.

Roland Corominas,
20 octobre 2003



Les Moribonds,
ou la
confession
d'un paysan
russe



“Nous allons bientôt disparaître en tant que classe”

LE numéro du 31 juillet-6 août 2002 de l'hebdomadaire *Literatournaïa Gazeta* publiait un article du publiciste Alexandre Tsipko, qui, en 1991, a salué avec enthousiasme l'avènement de la “démocratie” en Russie, affirmé dans la revue *Naouka i Zizn* (Science et Vie) de fin 1988-début 1989 que les racines du stalinisme se trouvaient dans le marxisme, le bolchevisme et le léninisme... C'est tout le contraire d'un nostalgique de l'Union soviétique. Sous le titre *Les Moribonds*, Tsipko reproduit le monologue d'un paysan du village de Spas — situé sur les bords du fleuve Oka, non loin de Kalouga —, Sergueï Ivanovitch Alechetchkine.

Ce paysan a deux particularités : “*Au printemps de 1991, quand nous nous sommes connus, il délirait littéralement à l'idée de quitter le kolkhoze, d'acquiescer le maximum de terre et de construire sa propre exploitation* » ; ensuite, ce bourreau de travail est aussi un ouvrier compétent : à partir de pièces détachées, dit Tsipko, il a lui-même monté deux tracteurs, l'un à chenilles, l'autre à roues.

Que dit-il aujourd'hui, dix ans après ?

“*Je n'ai pas besoin de terre. Personne n'en a besoin. Avec quelles miettes on va exploiter la terre ? Nous, les paysans, nous sommes des mendiants. Qui va*

nous accorder du crédit ? Et si on nous en accorde, quelles garanties avons-nous de ne pas être floués ? Car tout le nouveau pouvoir est construit sur la tromperie. Aujourd'hui même, pour toucher la retraite à laquelle on a droit, il faut verser un pot-de-vin ! Qui va nous défendre ? Nous ne connaissons pas les lois. Et à qui demander de l'aide ? Aujourd'hui, personne n'a besoin de nous, les paysans. Et moi, je n'ai pas besoin d'avoir plus d'une trentaine d'ares. Pourvu seulement qu'on ne me les enlève pas ! Aujourd'hui, personne n'a besoin de terre, car il n'y a déjà plus personne pour la travailler. Nous allons bientôt disparaître en tant que classe...”

Tsipko cite les propos d'un autre paysan du village, Semion : « *Nous devons disparaître comme “classe sans perspectives”...* » Il ajoute : “*De l'ancien jardin d'enfants du kolkhoze, on a arraché les ardoises. L'ancienne cantine du kolkhoze sert à loger des réfugiés du Tadjikistan. L'ancien centre médical du kolkhoze, construit en bois, a été incendié sur l'ordre d'un homme d'affaires qui voulait se faire construire une villa sur son emplacement, mais qui n'a pas eu le temps de l'achever. Il est mort du cancer (...). Une seule des trois anciennes étables subsiste. On y élève quelques dizaines de vaches souffreteuses. Le bou-*

vier du kolkhoze en ruine touche 800 roubles, les trayeuses de vaches 80... (Oui, quatre-vingts, c'est-à-dire l'équivalent de trois euros !) Mais, commente le bouvier, il faut bien supporter ça, car à Kalouga, il n'y a pas de travail et on a peur d'aller à Moscou, où on nous roule, nous les gars de la campagne."

Le tableau est clair : la privatisation de la terre est pour l'essentiel un processus

de destruction. D'ailleurs, depuis qu'il a commencé, 30 millions d'hectares de terres hier cultivées sont aujourd'hui en friche, envahies par la végétation... Ainsi, la liquidation programmée de la paysannerie va de pair avec la liquidation (entamée, mais loin encore d'être réalisée) de la propriété collective de la terre, des kolkhozes et sovkhoses.

***Les Cahiers
du CERMTRI,
n° 111 :
l'insurrection
de Berlin-Est (1953)***

(Jacques Lombard)



Berlin-Est 1953 et l'agonie du stalinisme

Un cinquantenaire très actuel

LES lecteurs des *Cahiers du mouvement ouvrier* auront à cœur de se procurer, s'ils ne sont pas abonnés, la dernière livraison des *Cahiers du CERMTRI*, n° 111, qui porte sur l'insurrection de Berlin-Est de 1953. Devoir de mémoire, bien sûr, en ce cinquantième anniversaire que les médias ont passé sous silence, comme si le spectre de l'insurrection des ouvriers de RDA affirmant l'unité de la classe ouvrière allemande frappait d'amnésie ceux qui, quatorze ans après la chute du Mur de Berlin, ne veulent pas voir qu'aujourd'hui encore, l'unité de cette classe est le puissant moteur de sa lutte émancipatrice. Restituer, à travers des textes inédits en français ou épuisés depuis longtemps, ce que fut cette insurrection des travailleurs de la RDA contre la bureaucratie, qui ne dut son salut qu'à la sanglante intervention des chars de la bureaucratie du Kremlin, restituer ce que furent les positions des uns et des autres face à cet événement, qui ouvrait une nouvelle période de la lutte des classes mondiale, tel est, bien sûr, le premier objectif de ce *Cahier*. Mais ce n'est pas le seul, car sa lecture, chacun le verra, éclaire des feux de la révolution la continuité du combat émancipateur du

prolétariat allemand pour son unité. Comment ne pas évoquer le combat de ces derniers mois des métallurgistes de l'ex-RDA pour l'égalité des salaires et des conditions de travail sur l'ensemble du pays ? Là se trouve certainement l'explication de l'oubli organisé face à ce qui fut le premier acte de la "révolution politique", révolution ouvrière dans sa forme comme dans son contenu.

L'assemblée générale du Bloc 40

Le 15 juin 1953, les ouvriers du bâtiment du Bloc 40, à Berlin-Est, réunis en assemblée générale, adressent une "requête" au gouvernement, lui demandant de revenir sur l'augmentation des normes. A la suggestion du responsable syndical de transmettre leur résolution par la voie syndicale, ils ont dit non et ont délégué deux d'entre eux pour porter leur résolution directement au gouvernement.

Le 16 au matin, par un vote, les ouvriers du Bloc 40 ont décidé d'accompagner leurs délégués. Ceux du chantier C Sud, apprenant que leurs camarades du Bloc 40 se rendent au siège du gouvernement, les rejoignent, mais, au lieu de se rendre directement à la Maison des ministères, ils font le tour des chantiers. La grève s'étend et arrête toute activité

sur les chantiers du bâtiment de la Stalin-allee, à Berlin.

Le lendemain, la grève se généralise et s'étend dans les grandes villes de la RDA. Sur tout le territoire, les comités de grève se mettent en place, entrent en liaison et, devant l'effondrement du régime, commencent à assurer le fonctionnement des usines et des services essentiels. Très rapidement, la grève, dont la cause immédiate était le refus de l'augmentation des normes, s'est transformée en grève politique.

Le télégramme de Bitterfeld

A Bitterfeld, l'une des villes les plus industrielles de Saxe, le comité central de grève adresse au "prétendu gouvernement démocratique allemand" un télégramme exprimant "les revendications des travailleurs de l'arrondissement de Bitterfeld" :

« 1. Démission du gouvernement.

2. Constitution d'un gouvernement provisoire composé de travailleurs progressistes.

3. Libre existence de tous les grands partis démocratiques d'Allemagne occidentale.

4. Elections libres, secrètes, directes, avant quatre mois.

5. Libération de tous les détenus politiques : politiques proprement dits, "criminels économiques" et tous les gens poursuivis pour croyance religieuse.

6. Effacement des frontières de zone et retrait de la police frontalière.

7. Retour à un niveau de vie normal.

8. Dissolution de l'armée dite "nationale".

9. Pas de représailles contre les grévistes. »

L'état d'exception

Devant la paralysie et l'effondrement du régime, dès le 17 juin à 13 heures, la bureaucratie du Kremlin décrète l'état d'exception et une répression féroce et massive s'organise. C'est à l'abri des chars et des canons de la bureaucratie du Kremlin que les bureaucrates inventeront

la thèse du complot de l'Ouest, du "jour x", à laquelle ils ne songeaient nullement la veille, terrorisés qu'ils étaient devant l'intervention des masses, par la révolution.

C'est d'abord cela que rapporte ce numéro des *Cahiers du CERMTRI* à travers la publication d'études ou de témoignages inédits en français ou épuisés, de tracts.

Le témoignage de Heinz Brandt

C'est en premier lieu le témoignage de Heinz Brandt, militant du Parti communiste allemand, qui avait passé dix ans dans les camps nazis et qui, après la guerre, était devenu secrétaire à l'agitation à la direction berlinoise du SED. Il décrit de "l'intérieur de l'appareil" ce que furent ces journées révolutionnaires.

« Tout ce que j'ai vu dans ces rues à ces heures-là, c'étaient toujours et toujours des ouvriers et des ouvrières qui avaient quitté leurs entreprises "propriétés du peuple" parce qu'ils pensaient l'heure venue de changer un ordre qui leur était devenu insupportable, de se débarrasser de supérieurs qu'ils ne pouvaient plus tolérer.

Aussi confus que fussent leurs objectifs, il y a une chose qu'ils ne voulaient sûrement pas : un voyage de retour dans le passé, un rétablissement des anciens rapports de propriété des grands propriétaires fonciers à l'est de l'Elbe et des grands industriels des trusts et de l'industrie d'armement. »

"Non à..."

On jubile, à suivre les effets dévastateurs sur la bureaucratie de cette grande parole révolutionnaire qu'ont osé prononcer les travailleurs du bâtiment de Berlin-Est : non. Non à l'augmentation des normes, non aux manœuvres ordinaires par lesquelles, habituellement, les bureaucrates parvenaient à se jouer des travailleurs, non au gouvernement, non au régime, non à la division. C'est d'abord l'incrédulité des bureaucrates devant ce refus, puis l'inquiétude, puis la paralysie

et la peur quand déferle la grève générale. C'est la révolution prolétarienne, l'écroulement du SED et du gouvernement, ces ministres qui n'osent affronter les masses, qui s'enfuient comme Walter Ulbricht et qui ne redresseront la tête qu'avec l'intervention des chars du Kremlin.

La loi fondamentale de la révolution

« Ainsi, écrit Heinz Brandt, *la ruse de l'histoire a voulu que la théorie de Lénine sur la "loi fondamentale de la révolution" (La Maladie infantile du communisme) et sur les "conditions d'une crise révolutionnaire" s'appliquent pleinement à la RDA "socialiste". Non seulement "les masses exploitées et opprimées ont conscience de l'impossibilité de vivre comme autrefois et réclament des changements", mais la seconde condition exigée par Lénine est réalisée : "les exploités ne peuvent plus vivre et gouverner comme autrefois".* »

Les "couches inférieures" ne voulaient plus et les "couches supérieures" ne pouvaient manifestement plus "vivre comme autrefois", écrit Heinz Brandt.

« Dans notre cas, poursuit-il, la "couche supérieure" ne se composait nullement de capitalistes et de leurs instruments. Il s'agissait bien plutôt de la couche de cadres parasitaire, téléguidée de l'étranger, du système dirigiste des "soviets", qui se prétendait "socialiste".

Elle avait copié servilement jusqu'à la mort de Staline les méthodes russes et elle était la gestionnaire et l'organe exécutif de la domination étrangère russe impérialiste. La RDA, "indépendante, souveraine", était un pays occupé, qui était administré selon des méthodes dirigistes coloniales par l'intermédiaire de régisseurs allemands.

Aussi, dès l'abord intervenait à côté du facteur économique et du facteur de politique intérieure le facteur national. La résistance contre le gouvernement était ici la résistance contre un gouvernement antinational ressenti comme un gouvernement de collabos. Quand les mots d'ordre économiques se transformèrent en mots d'ordre politiques, c'était en même temps

la tentative d'Allemands pour disposer eux-mêmes de l'Allemagne et pour surmonter par leur propre action la néfaste division de l'Allemagne. »

L'élément clé : l'affirmation de l'indépendance

Non moins passionnants sont les extraits du livre de Benno Sarel, *La Classe ouvrière d'Allemagne orientale. Essai de chroniques (1945-1958)*. Militant d'origine roumaine, qui, après avoir été membre de la IV^e Internationale, a été associé au groupe "Socialisme ou barbarie" de 1949 à 1967, Benno Sarel montre entre autres comment la couche qui détient le pouvoir, que lui considère comme l'embryon d'une nouvelle classe dominante, se décompose sous le feu de l'insurrection. Il démontre le caractère profondément ouvrier de l'insurrection du 17 juin, qu'il s'agisse de sa composition sociale, de sa concentration géographique ou de ses méthodes de lutte.

"A quelques variantes près, le soulèvement a partout débuté comme la révolte partie des chantiers de la Stalinallee, à Berlin-Est. Ce qui a été déterminant, c'est l'indépendance que se sont donnée les ouvriers par rapport à l'organisation officielle. Elire des délégués, un comité de grève, manifester dans la rue, tout cela mettait en question, implicitement, la totalité du système.

Le premier problème à résoudre pour les ouvriers — la première action à accomplir, en somme — a été de se réunir... Une fois réunis, les ouvriers se donnent un comité de grève, institutionnalisant pour ainsi dire leur indépendance. Il est typique que, dans beaucoup d'usines, au moment même où ils s'organisent, les ouvriers demandent la dissolution de la cellule du parti. Sans doute, parfois, ne réussit-on pas à s'organiser : les cadres du régime sont habiles, la réunion traîne en longueur, la police intervient.

Le comité de grève nommé, on se comporte en maître : le directeur est remplacé ; le comité veille à ce qu'il n'y ait pas de sabotage ; lorsque c'est né-

cessaire, on assume le service d'entretien. Face à l'organisme de direction officiel qui monopolise l'organisation du travail et la qualité de représentation des ouvriers, ces derniers se donnent, comme en mai 1945, un organisme qui les représente effectivement et tend à la fois à assurer la gestion de l'usine. La démocratie se présente ainsi dans les entreprises comme calquée sur le système au pouvoir et en même temps comme sa négation la plus totale.

Des contacts s'établissent facilement avec d'autres usines et on décide de manifester. Mais à partir de ce moment, la révolte est différente de ville en ville (...). Comme dans l'usine, l'élément clé est l'affirmation de l'indépendance. Mais au niveau d'une ville, l'expression de cette indépendance par un organisme propre est infiniment plus difficile, par le fait même de la diversité de la participation à la révolte."

"Sans l'intervention de l'armée soviétique, le gouvernement de Berlin-Est se serait écroulé", écrit Benno Sarel, montrant que les forces qui l'ont appuyé se réduisent à une misère du point de vue militaire. Il montre que, "dans les entreprises, la grande majorité des cadres de base du syndicat et du parti se prononcent pour la grève et que ceux qui ne le font pas sont désappointés, sur la défensive".

Défaits par les chars de la bureaucratie du Kremlin, en butte au déchaînement et à la rage des officiers de la police populaire, le mouvement reflua vers les usines. "Ils ont été battus, mais sans avoir pour autant le sentiment de défaite face au système bureaucratique devant lequel ils se retrouvent."

L'effondrement de l'appareil bureaucratique était tel que, le 21 juin 1953, quatre jours après l'intervention des chars soviétiques, le comité central du SED, qui à son abri invente la thèse d'un complot de l'Ouest, n'en adopte pas moins une résolution affirmant que "si les masses d'ouvriers ne comprennent pas le parti, c'est le parti qui est fautif et non les ouvriers". Pour avoir écrit cela, les dirigeants qui avaient préparé cette résolution seront exclus quelques semaines plus tard du SED, la normalisa-

tion de l'appareil venant achever le rétablissement de l'ordre engagé par les chars de la bureaucratie.

Hommage est rendu dans ces *Cahiers* aux 42 soldats et officiers soviétiques fusillés pour avoir refusé de tirer sur les ouvriers allemands en grève.

Ces deux récits passionnants et ces documents sont suivis des déclarations politiques des deux organisations se réclamant du trotskysme, résultat de la scission par laquelle s'était conclu le 8^e Congrès du Parti communiste internationaliste (section française de la IV^e Internationale) en juillet 1952. Il s'agit d'abord de la déclaration du 22 juin 1953 publiée dans le n^o 317 de *La Vérité*, et d'une déclaration du secrétariat international de la IV^e Internationale reproduite dans un supplément à l'organe de la minorité française : *La Vérité des travailleurs*. Au-delà de l'intérêt historique qu'il y a à reproduire et mettre de nouveau à la disposition de tous ces deux textes, ce qui saute aux yeux à leur lecture, c'est la réalité de la profondeur des divergences quant à l'appréciation politique de ce que fut l'insurrection de Berlin-Est. Chacun jugera en connaissance de cause.

Puis, viennent des extraits de l'organe de Marceau Pivert, *Correspondance socialiste internationale*, de juin 1953, qui titre "Honneur aux prolétaires berlinois", ainsi que la reproduction de trois articles parus dans le numéro de juillet-août 1953 de *La Révolution prolétarienne*, revue fondée par Monatte et se définissant comme revue du "syndicalisme révolutionnaire", en soutien à l'insurrection des travailleurs de Berlin-Est.

La haine des ouvriers

Enfin, est reproduite la résolution du 21 juin 1953 du comité central du SED, telle qu'elle avait été publiée dans *Les Cahiers du communisme*, organe théorique du PCF, lu seulement des cadres du parti stalinien. Mais dans *L'Humanité* et dans *La Vie ouvrière*, l'organe de la CGT, la direction du PCF, utilisant le syndicat en violation de sa fonction de défense des intérêts des travailleurs, tenait un autre langage. Plus question, ici,

de reconnaître de près ou de loin que le parti aurait pu "être fautif" ; le langage de ceux qui se définissaient comme le premier parti stalinien est celui de la haine des ouvriers et de la révolution, parlant des "émeutes fascistes de Berlin-Est" et

des infiltration fascistes partout, comme en témoigne ce n° 461 de l'organe officiel de la CGT que reproduit ce *Cahier du CERMTRI*.

Jacques Lombard

C.E.R.M.T.R.I.

**Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux**

28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris. Tél. : 01.44.83.00.00.
Ouvert les lundis, mercredis et vendredis de 13 h 30 à 18 heures.

Pages oubliées

**Friedrich Engels :
“*Contribution
à l’histoire
du christianisme
primitif*”**

(deuxième partie)

Dans la première partie de ce texte, publiée dans le n° 21 des *Cahiers du mouvement ouvrier*, Engels souligne que le christianisme est apparu dans le monde antique *“d’abord comme la religion des esclaves et des affranchis, des pauvres et des hommes privés de droit, des peuples subjugués ou dispersés par Rome”*. Il souligne ensuite que, *“prêchant, tout comme le socialisme, une délivrance prochaine de la servitude et de la misère, le christianisme transpose cette délivrance dans l’au-delà, dans une vie après la mort, dans le ciel”*, car les conditions historiques interdisaient cette réalisation sur terre dans la vie réelle. Puis, il examine les fondements de ce christianisme primitif *“à mille lieues de la religion universelle, dogmatiquement arrêtée par le concile de Nicée”* (convoqué en 325 par l’empereur Constantin), qui définit le christianisme comme religion d’Etat avec son clergé institutionnalisé et condamne comme une hérésie, dont les tenants seront sévèrement châtiés, *“l’arianisme”*, qui met en cause le dogme de la Trinité. Il étudie ensuite le contenu de ce christianisme primitif tel qu’il s’incarne dans l’*Apocalypse* de Jean et les Epîtres (ou lettres) de Paul.

Friedrich Engels : “Ainsi qu’il convient à un élément révolutionnaire”

LES lettres ne sont que l’introduction au véritable thème de la communication de notre Jean aux sept Eglises d’Asie mineure et, par elles, à toute la juiverie réformée de l’an 69, d’où la chrétienté est sortie plus tard. Et ici, nous entrons dans le sanctuaire le plus intime du christianisme primitif.

Parmi quels gens les premiers chrétiens se recrutèrent-ils ? Principalement parmi les “laborieux et les accablés”, appartenant aux plus basses couches du peuple, ainsi qu’il convient à un élément révolutionnaire. Et de qui ces couches se composaient-elles ? Dans les villes, d’hommes libres déchus — gens de toute espèce, semblables aux *mean whites* (1) des Etats esclavagistes du Sud, aux aventuriers et aux vagabonds européens des villes maritimes coloniales et chinoises, ensuite d’affranchis et surtout d’esclaves ; sur les *latifundia* d’Italie, de Sicile et d’Afrique, d’esclaves ; dans les districts ruraux des provinces, de petits paysans de plus en plus asservis par les dettes.

Il n’y avait absolument pas de voie commune d’émancipation pour tant d’éléments divers. Pour tous, le paradis perdu était derrière eux ; pour l’homme libre déchu, c’était la *polis*, cité et Etat tout ensemble, dont ses ancêtres avaient été autrefois les libres citoyens ; pour les esclaves prisonniers de guerre, l’ère de la liberté avant l’assujettissement et la

captivité ; pour le petit paysan, la société gentilice et la communauté du sol anéanties.

Tout cela, la main de fer égalisatrice du Romain conquérant l’avait jeté à bas. Le groupement social le plus considérable que l’Antiquité ait su créer était la tribu et la confédération des tribus apparentées, groupement basé, chez les Barbares, sur les ligues de consanguins, chez les Grecs et les Italiotes, fondateurs de villes, sur la *polis*, qui comprenait une ou plusieurs tribus apparentées. Philippe et Alexandre donnèrent à la péninsule hellénique l’unité politique, mais il n’en résulta pas la formation d’une nation grecque. Les nations ne devinrent possibles qu’après la chute de l’Empire romain. Celui-ci mit fin une fois pour toutes aux petits groupements ; la force militaire, la juridiction romaine, l’appareil de perception des impôts disloquèrent complètement l’organisation intérieure traditionnelle. A la perte de l’indépendance et de l’organisation originelle vint s’ajouter le pillage par les autorités militaires et civiles, qui commençaient par dépouiller les asservis de leurs trésors, pour ensuite les leur prêter de nouveau à des taux d’usure, afin qu’ils puissent payer de nouvelles exactions. Le poids des impôts et le besoin d’argent qui en résultait dans des régions où

(1) Misérables blancs.

l'économie naturelle régnait exclusivement ou de façon prépondérante mettaient de plus en plus les paysans à la merci des usuriers, introduisaient une grande disproportion dans les fortunes, enrichissaient les riches et appauvrirent tout à fait les pauvres. Et toute résistance des petites tribus isolées ou des villes à la gigantesque puissance de Rome était sans espoir. Quel remède à cela, quel refuge pour les asservis, les opprimés, les appauvris, quelle issue commune pour ces groupes humains divers, aux intérêts divergents ou même opposés ? Il fallait bien pourtant en trouver une, il fallait qu'un seul grand mouvement révolutionnaire les embrassât tous.

Une issue dans l'autre monde...

Cette issue se trouva ; mais non pas dans ce monde. Et, en l'état de choses d'alors, seule la religion pouvait l'offrir. On découvrit un nouveau monde. L'existence de l'âme après la mort des corps était petit à petit devenue un article de foi reconnu dans tout le monde romain.

De plus, une manière de peine et de récompense pour l'âme du mort, suivant les actions commises de son vivant, était partout de plus en plus admise. Pour les récompenses, à la vérité, cela sonnait un peu creux ; l'Antiquité était trop spontanément matérialiste pour ne pas attacher infiniment plus de prix à la vie réelle qu'à la vie dans le royaume des ombres ; chez les Grecs, l'immortalité passait plutôt pour une malchance. Advint le christianisme, qui prit au sérieux les peines et les récompenses dans l'autre monde, et créa le ciel et l'enfer ; ainsi était trouvée la voie par où conduire les laborieux et les accablés de cette vallée de larmes au paradis éternel.

En fait, il fallait l'espoir d'une récompense dans l'au-delà pour arriver à élever le renoncement au monde et l'ascétisme de l'école stoïcienne de Philon au rang de principe éthique fondamental d'une nouvelle religion universelle capable d'entraîner les masses opprimées.

... et imminente

Cependant, la mort n'ouvre pas d'emblée ce paradis céleste aux fidèles. Nous verrons que le royaume de Dieu, dont la nouvelle Jérusalem est la capitale, ne se conquiert et ne s'ouvre qu'à la suite d'ardentes luttes avec les puissances infernales. Or les premiers chrétiens se représentaient ces luttes comme imminentes. Dès le début, notre Jean désigne son livre comme la révélation "*des choses qui doivent arriver bientôt*" ; peu après, au verset 3, il dit : "*Heureux celui qui lit et ceux qui écoutent les paroles de la prophétie, car le temps est proche*" ; à la communauté de Philadelphie, Jésus-Christ fait écrire : "*Je viens bientôt.*" Et au dernier chapitre, l'ange dit qu'il a révélé à Jean "*les choses qui doivent arriver bientôt*", et il lui ordonne : "*Ne scelle point les paroles de la prophétie de ce livre, car le temps est proche*", et Jésus-Christ lui-même dit, à deux reprises, versets 12 et 30 : "*Je viens bientôt.*" Nous verrons par la suite combien cette venue était attendue pour bientôt.

Les visions apocalyptiques que l'auteur fait maintenant passer sous nos yeux sont toutes, et la plupart du temps mot pour mot, empruntées à des modèles antérieurs. En partie aux prophètes classiques de l'Ancien Testament, surtout à Ezéchiel, en partie aux apocalypses juives postérieures, composées d'après le prototype du livre de Daniel et surtout au livre d'Enoch déjà rédigé, du moins en partie, à cette époque. Les critiques ont démontré jusque dans les moindres détails d'où notre Jean a tiré chaque image, chaque pronostic sinistre, chaque plaie infligée à l'humanité incrédule, bref, l'ensemble des matériaux de son livre ; en sorte que non seulement il fait montre d'une pauvreté d'esprit peu commune, mais encore il fournit lui-même la preuve que ses prétendues visions et extases, il ne les a pas vécues, même en imagination, comme il les a dépeintes.

Voici, en quelques mots, la marche de ces apparitions. D'abord, Jean voit Dieu assis sur son trône, un livre scellé de sept sceaux à la main ; devant lui est

l'agneau (Jésus) égorgé, mais de nouveau vivant, qui est trouvé digne d'ouvrir les sceaux. L'ouverture des sceaux est accompagnée de toutes sortes de signes et de prodiges menaçants. Au cinquième sceau, Jean aperçoit, sous l'autel de Dieu, les âmes des martyrs du Christ qui ont été tués à cause de la parole de Dieu : *"Ils crièrent d'une voix forte, en disant : jusqu'à quand, maître saint et véritable, tardes-tu à juger, et à tirer vengeance de notre sang sur les habitants de la terre ?"*

Là-dessus, on leur donne à chacun une robe blanche et on les engage à patienter encore un peu jusqu'à ce que soit complet le nombre des martyrs qui doivent être mis à mort. Ici, il n'est donc nullement question encore de la "religion de l'amour", du "aimez ceux qui vous haïssent, bénissez ceux qui vous maudissent", etc. Ici, l'on prêche ouvertement la vengeance, la saine, l'honnête vengeance à tirer des persécuteurs des chrétiens.

Plus la crise approche, plus les plaies, les jugements pleuvent dru du ciel...

Et il en est ainsi tout le long du livre. Plus la crise approche, plus les plaies, les jugements pleuvent dru du ciel, et plus notre Jean éprouve de la joie à annoncer que la plupart des hommes ne se repentent toujours pas et refusent de faire pénitence pour leurs péchés ; que de nouveaux fléaux de Dieu doivent fondre sur eux ; que Christ doit les gouverner avec une verge de fer et fouler le vin dans le pressoir de la colère de Dieu tout-puissant ; mais que, néanmoins, les mécréants restent endurcis dans leur cœur. C'est le sentiment naturel, éloigné de toute hypocrisie, qu'on est en lutte, et que *à la guerre comme à la guerre.*

A l'ouverture du septième sceau, apparaissent sept anges avec des trompettes — chaque fois qu'un ange sonne de la trompette, se produisent de nouveaux signes d'épouvante. Après le sep-

tième éclat de trompette, sept nouveaux anges entrent en scène, portant les sept coupes de la colère de Dieu qui sont versées sur la terre, et, de nouveau, il pleut des fléaux et des jugements, pour l'essentiel une fatigante répétition de ce qui a déjà eu lieu nombre de fois. Puis, vient la femme, Babylone, la grande prostituée, vêtue de pourpre et d'écarlate, assise sur les eaux, ivre du sang des saints et du sang des martyrs de Jésus, c'est la grande ville sur les sept collines qui a la royauté sur les rois de la terre. Elle est assise sur une bête qui a sept têtes et dix cornes. Les sept têtes sont sept montagnes, ce sont aussi sept "rois". De ces rois, cinq sont passés ; un existe, le septième doit venir, et après lui un des cinq premiers reviendra, qui était blessé à mort, mais qui a été guéri. Celui-ci régnera sur la terre quarante-deux mois ou trois ans et demi (la moitié d'une semaine d'années de sept ans), persécutera les fidèles jusqu'à la mort et fera triompher l'impiété. Ensuite, se livre la grande bataille décisive, les saints et les martyrs sont vengés par la destruction de la grande prostituée Babylone et de tous ses partisans, c'est-à-dire de la grande majorité des hommes ; le diable est précipité dans l'abîme et y est enchaîné pour mille ans, pendant lesquels règne le Christ avec les martyrs ressuscités. Quand les mille ans sont accomplis, le diable est relâché : suit une dernière bataille des esprits, dans laquelle il est définitivement vaincu. Une seconde résurrection a lieu, le reste des morts ressuscitent et comparaissent devant le trône de Dieu (non pas du Christ, remarquez bien) et les fidèles entrent dans un nouveau ciel, une nouvelle terre, et une nouvelle Jérusalem pour la vie éternelle.

De même que tout cet échafaudage est dressé avec des matériaux exclusivement juifs et préchrétiens, de même, il offre presque exclusivement des conceptions purement juives. Depuis que les choses ont commencé à aller mal pour le peuple d'Israël, à partir du moment où il est devenu tributaire de l'Assyrie et de Babylone, depuis la destruction des deux royaumes d'Israël et de Juda jusqu'à son assujettissement aux Séleucides, c'est-à-dire d'Isaïe jusqu'à Daniel, il y a tou-

jours eu, aux heures d'adversité, la prophétie d'un sauveur providentiel. Au chapitre XII, 1, 3 de Daniel se trouve la prophétie de la descente de Michaël, l'ange gardien des Juifs, qui les délivrera de leur grande détresse : *"Beaucoup de morts ressusciteront"* ; il y aura une sorte de jugement dernier *"et ceux qui auront enseigné la justice à la multitude brilleront comme des étoiles, pour toujours et à perpétuité"*. De chrétien, il n'y a là que l'accent mis avec insistance sur l'imminence du royaume de Jésus-Christ et sur la félicité des fidèles ressuscités, particulièrement des martyrs.

C'est à la critique allemande, et surtout à Ewald, Lücke et Ferdinand Benary que nous sommes redevables de l'interprétation de cette prophétie, pour autant qu'elle se rapporte aux événements de l'époque. Grâce à Renan, elle a pénétré dans d'autres milieux que les cercles théologiques. La grande prostituée, Babylone, signifie, on l'a vu, la ville aux sept collines, Rome. De la bête sur laquelle elle est assise, il est dit, XVII, 9, 11 :

"Les sept têtes sont sept montagnes sur lesquelles la femme est assise. Ce sont aussi sept rois : cinq sont tombés, un existe, l'autre n'est pas encore venu, et quand il sera venu, il doit rester peu de temps. Et la bête qui était, et qui n'est plus, est elle-même un huitième roi, et elle est du nombre des sept, et elle va à la perdition."

La bête est donc la domination mondiale de Rome, représentée successivement par sept empereurs, dont l'un a été blessé à mort et ne règne plus, mais a été guéri, et va revenir, afin d'accomplir comme huitième roi le règne du blasphème et de la rébellion contre Dieu.

"Et il lui fut donné de faire la guerre aux saints et de les vaincre. Et il lui fut donné autorité sur toute tribu, tout peuple, toute langue et toute nation ; et tous les habitants de la terre l'adoreront, ceux dont le nom n'a pas été écrit dès la fondation du monde dans le livre de vie de l'agneau qui a été immolé. Et elle fit que tous, petits et grands, riches et pauvres, libres et esclaves, reçurent une marque sur leur main droite ou sur

leur front, et que personne ne peut acheter ou vendre sans avoir la marque, le nom de la bête ou le nombre de son nom. C'est ici la sagesse. Que celui qui a de l'intelligence calcule le nombre de la bête. Car c'est un nombre d'homme et son nombre est 666" (XIII, 7-18).

Constatons seulement que le boycott est mentionné ici comme une mesure à employer par la puissance romaine contre les chrétiens, qu'il est donc manifestement une invention du diable, et passons à la question de savoir qui est cet empereur romain qui a déjà régné, qui a été blessé à mort et qui revient comme le huitième de la série pour jouer l'Antéchrist.

Après Auguste, le premier, nous avons : 2, Tibère ; 3, Caligula ; 4, Claude ; 5, Néron ; 6, Galba. *"Cinq sont tombés, un existe."* Donc, Néron est déjà tombé. Galba existe. Galba régna du 9 juin 68 jusqu'au 15 janvier 69. Mais aussitôt qu'il fut monté sur le trône, les légions du Rhin se levèrent sous Vitellius, cependant qu'en d'autres provinces d'autres généraux préparèrent des soulèvements militaires. A Rome même, les prétoriens se soulevèrent, tuèrent Galba et proclamèrent Othon empereur.

Il résulte de cela que notre *Apocalypse* a été écrite sous Galba, vraisemblablement vers la fin de son règne, ou plus tard, pendant les trois mois (jusqu'au 15 avril 69) du règne d'Othon, le septième. Mais qui est le huitième, qui a été et n'est pas ? Le nombre 666 nous l'apprendra.

Parmi les Sémites — les Chaldéens et les Juifs — de cette époque, un art magique était en vogue, basé sur la double signification des lettres. Depuis environ trois cents ans avant notre ère, les lettres hébraïques étaient également employées comme chiffres : a = 1, b = 2, c = 3, d = 4, et ainsi de suite. Or les devins cabalistes additionnaient les valeurs numériques des lettres d'un nom, et à l'aide de la somme des chiffres obtenue, par exemple en formant des mots ou des combinaisons de mots d'une égale valeur numérique qui permettaient de tirer des conclusions sur l'avenir de celui qui portait ce nom, ils cherchaient à faire

des prophéties. Pareillement, des mots secrets étaient exprimés dans cette langue chiffrée. On appelait cet art d'un nom grec, *ghematriah*, géométrie ; les Chaldéens qui l'exerçaient comme un métier, et que Tacite appelle des *mathe-matici*, furent chassés de Rome sous Claude, et une fois encore sous Vitellius, vraisemblablement pour "délit grave".

C'est au moyen justement de cette mathématique qu'a été produit le nombre 666. Derrière lui, se cache le nom d'un des premiers cinq empereurs romains. Or Irénée, à la fin du II^e siècle, outre le nombre 666, connaissait la variante 616, qui datait, elle aussi, d'un temps où l'énigme des chiffres était encore connue. Si la solution répond également aux deux nombres, la preuve est faite.

Ferdinand Benary, à Berlin, a trouvé cette solution. Le nom est Néron. Le nombre est fondé sur Néron Kesar, la transcription hébraïque — ainsi que l'attestent le Talmud et les inscriptions palmyriennes — du grec *Nérôn Kaisar*, Néron empereur, que portait comme légende la monnaie de Néron, frappée dans les provinces de l'est de l'Empire. Ainsi : n (*nun*) = 50 ; r (*resch*) = 200 ; v (*vau*) pour 0 = 6 ; n (*nun*) = 50 ; k (*koph*) = 100 ; s (*samech*) = 60 ; et r (*resch*) = 200 ; total = 666. Or, en prenant pour base la forme latine, *Nero Caesar*, le second n (*nun*) = 50 est supprimé, et nous obtenons 666 - 50 = 616, la variante d'Irénée.

Un empire en plein désarroi

Effectivement, tout l'Empire romain, au temps de Galba, était en plein désarroi. Galba lui-même, à la tête des légions d'Espagne et de la Gaule, avait marché sur Rome pour renverser Néron ; celui-ci s'enfuit et se fit tuer par un affranchi. Mais contre Galba, non seulement les prétoriens à Rome, mais encore les commandants dans les provinces conspiraient ; partout surgissaient des prétendants au trône, se préparant à se diriger sur la capitale avec leurs légions.

L'Empire semblait livré à la guerre intestine ; sa chute paraissait imminente. Pour comble, le bruit se répandit, surtout en Orient, que Néron n'était pas mort, mais seulement blessé, qu'il s'était réfugié chez les Parthes, qu'il passerait l'Euphrate et viendrait avec une force armée pour inaugurer un nouveau règne de terreur plus sanglant encore. L'Achaïe et l'Asie, en particulier, furent mises en émoi par de tels rapports. Et juste au moment où l'*Apocalypse* a dû être composée, parut un faux Néron, qui s'établit avec un parti assez nombreux dans l'île de Cythnos (la Thermia moderne), dans la mer Egée, près de Patmos et de l'Asie mineure, jusqu'à ce qu'il fût tué sous Othon. Quoi d'étonnant à ce que, parmi les chrétiens, contre lesquels Néron avait lancé les premières grandes persécutions, l'opinion se soit propagée qu'il devait revenir comme Antéchrist, que son retour ainsi qu'une nouvelle et plus sérieuse tentative d'extermination sanglante de la jeune secte serait le présage et le prélude du Christ, de la grande bataille victorieuse contre les puissances de l'enfer, du règne de mille ans à établir "à bientôt", et dont l'arrivée certaine fit que les martyrs allèrent allègrement à la mort.

La littérature chrétienne et d'inspiration chrétienne des deux premiers siècles marque par suffisamment d'indices que le secret du chiffre 666 était alors connu de beaucoup. Irénée, certes, ne le connaissait plus, mais il savait en revanche, comme beaucoup d'autres jusqu'à la fin du II^e siècle, que la bête de l'*Apocalypse*, c'était Néron qui revenait. Puis, cette dernière trace se perd et notre *Apocalypse* est livrée à l'interprétation fantastique de devins orthodoxes ; moi-même, j'ai connu encore de vieilles gens qui, d'après les calculs du vieux Johann Albrecht Bengel, attendaient la fin du monde et le jugement dernier pour l'an 1836. La prophétie s'est réalisée à la date annoncée. Seulement, le jugement n'atteignit pas le monde des pécheurs, mais bien les pieux interprètes de l'*Apocalypse* eux-mêmes. Car, en cette même année 1836, F. Benary fournit la clef du nombre 666 et mit ainsi un terme à tout ce calcul divinatoire, à cette nouvelle *ghematriah*.

Une description très superficielle

Du royaume céleste réservé aux fidèles, notre Jean ne nous offre qu'une description très superficielle. Pour l'époque, la nouvelle Jérusalem est certes construite sur un plan assez grandiose : un carré de 12 000 stades de côté = 2 227 kilomètres, donc une superficie d'environ cinq millions de kilomètres carrés, plus que la moitié des Etats-Unis d'Amérique, bâtie uniquement en or et pierres précieuses. Là, Dieu habite au milieu des siens et les éclaire à la place du soleil ; il n'y a plus ni mort, ni peine, ni souffrance ; un fleuve d'eau vive coule à travers la ville, sur ses bords croît l'arbre de vie produisant douze fois ses fruits, rendant son fruit chaque mois, et les feuilles de l'arbre servent "à la guérison des gentils" (à la façon d'un thé médicinal, selon Renan : *L'Antéchrist*, p. 542). Là vivent les saints dans les siècles des siècles.

Nul indice d'une Trinité

C'est ainsi qu'était fait le christianisme dans l'Asie mineure, son foyer principal, vers l'an 68, autant que nous le connaissons. Nul indice d'une Trinité ; en revanche, le vieux Jéhovah, un et indivisible du judaïsme décadent où, de Dieu national juif, il s'est élevé au rang de Dieu unique ; Dieu suprême du ciel et de la terre, où il prétend régner sur tous les peuples, promettant la grâce aux convertis et exterminant les rebelles sans miséricorde, fidèle en cela à l'antique *parcere subjectis ac debellare superbos*. Aussi, est-ce ce Dieu lui-même qui préside au jugement dernier et non pas Jésus-Christ, comme dans les récits ultérieurs des Evangiles et des *Epîtres*. Conformément à la doctrine persane de l'émanation, familière au judaïsme décadent, le Christ est l'agneau, émané de Dieu de toute éternité ; de même, bien qu'occupant un rang inférieur, les "sept esprits de Dieu", qui doivent leur existence à un passage poétique mal compris (Esaïe, XI, 2). Aucun d'eux n'est Dieu ni

l'égal de Dieu, mais soumis à lui. L'agneau s'offre de son plein gré comme sacrifice expiatoire pour les péchés du monde, et pour ce haut fait se voit expressément promu en grade dans le ciel ; dans tout le livre, ce sacrifice volontaire lui est compté comme un acte extraordinaire et non comme une action issue nécessairement du plus profond de son être.

Le culte des saints

Il va de soi que toute la cour céleste des anciens, des chérubins, des anges et des saints ne fait pas défaut. Pour se constituer en religion, le monothéisme a dû de tout temps faire des concessions au polythéisme, à dater du *Zendavesta* (2). Chez les Juifs, la rechte vers les dieux païens et sensuels persiste à l'état chronique jusqu'à ce que, après l'exil, la cour céleste à la manière persane accommode un peu mieux la religion à l'imagination populaire. Le christianisme, lui aussi, même après qu'il eut remplacé le Dieu des Juifs éternellement immuable par le mystérieux Dieu trinitaire, différencié en lui-même, n'a pu supplanter le culte des antiques dieux parmi les masses que par le culte des saints. Ainsi, le culte de Jupiter, selon Fallmerayer, ne s'est éteint dans le Péloponèse, dans la Maïna, en Arcadie, que vers le IX^e siècle (3). Ce n'est que l'ère bourgeoise moderne et son protestantisme qui écartent les saints à leur tour et prennent enfin au sérieux le monothéisme différencié.

(2) Ensemble des "livres sacrés" de la religion de Zoroastre, qui était répandue dans la Perse antique, l'Azerbaïdjan et l'Asie centrale ; ils furent réunis environ du IX^e siècle avant notre ère jusqu'au III^e siècle de notre ère.

(3) J. Ph. Fallmerayer : *Histoire de la presqu'île de Morée au Moyen Age*, essai historique, première partie, Stuttgart et Tabingue, 1830, I, p. 227. Il y est dit : "De la fin du VI^e siècle jusque dans la deuxième moitié du IX^e, le christianisme ancien avait disparu non seulement du Péloponèse, mais encore de tout le triangle illyrien, en même temps que les anciens habitants. Cependant, dans le canton de Maïna, le paganisme moins rude des Hellènes s'était maintenu, si bien qu'entre les sacrifices humains dédiés à Rodegast et la sereine majesté du dieu chrétien fumait encore sur les autels l'encens de Zeus oublié."

Notre *Apocalypse* ne connaît pas davantage le dogme du péché originel ni la justification par la foi. La foi de ces premières communautés belliqueuses diffère du tout au tout de celle de l'Eglise triomphante postérieure ; à côté du sacrifice expiatoire de l'agneau, le prochain retour du Christ et l'imminence du règne millénaire en constituent le contenu essentiel, et ce par quoi seul elle se manifeste, c'est l'active propagande, la lutte sans relâche contre l'ennemi du dehors et du dedans, le fier aveu de ses convictions révolutionnaires devant les juges païens, le martyre courageusement enduré dans la certitude de la victoire.

Aucune allusion, dans tout le livre, au baptême

Nous l'avons vu, l'auteur ne soupçonne pas encore qu'il est autre chose que Juif. En conséquence, aucune allusion, dans tout le livre, au baptême ; aussi bien y a-t-il de nombreux indices que le baptême est une institution de la seconde période chrétienne. Les 144 000 Juifs croyants sont "scellés", non baptisés. Des saints au ciel, il est dit : "*Ce sont ceux qui ont lavé et blanchi leurs longues robes dans le sang de l'agneau*" ; pas un mot de l'eau du baptême. Les deux prophètes qui précèdent l'apparition de l'Antéchrist (ch. XI) ne baptisent pas non plus et, au chapitre XIX, 10, le témoignage de Jésus n'est pas le baptême, mais l'esprit de prophétie. Il eût été naturel dans toutes ces occasions de parler du baptême, pour peu qu'il fût déjà institué. Nous sommes donc autorisés à conclure avec quasi-certitude que notre auteur ne le connaissait pas et qu'il ne s'introduisit que lorsque les chrétiens se séparèrent définitivement d'avec les Juifs.

L'eucharistie

Notre auteur est également dans l'ignorance du second sacrement ultérieur — l'eucharistie. Si, dans le texte de Luther, le Christ promet à tout Thyati-

rien, ayant persévéré dans la foi, d'entrer chez lui et de faire la communion avec lui, cela donne un faux éclairage du texte. En grec, on lit *deipnêso*, je souperai (avec lui), et le mot est correctement rendu dans la bible anglaise : "*I shall sup with him.*" De la cène comme festin commémoratif, il n'est absolument pas question ici.

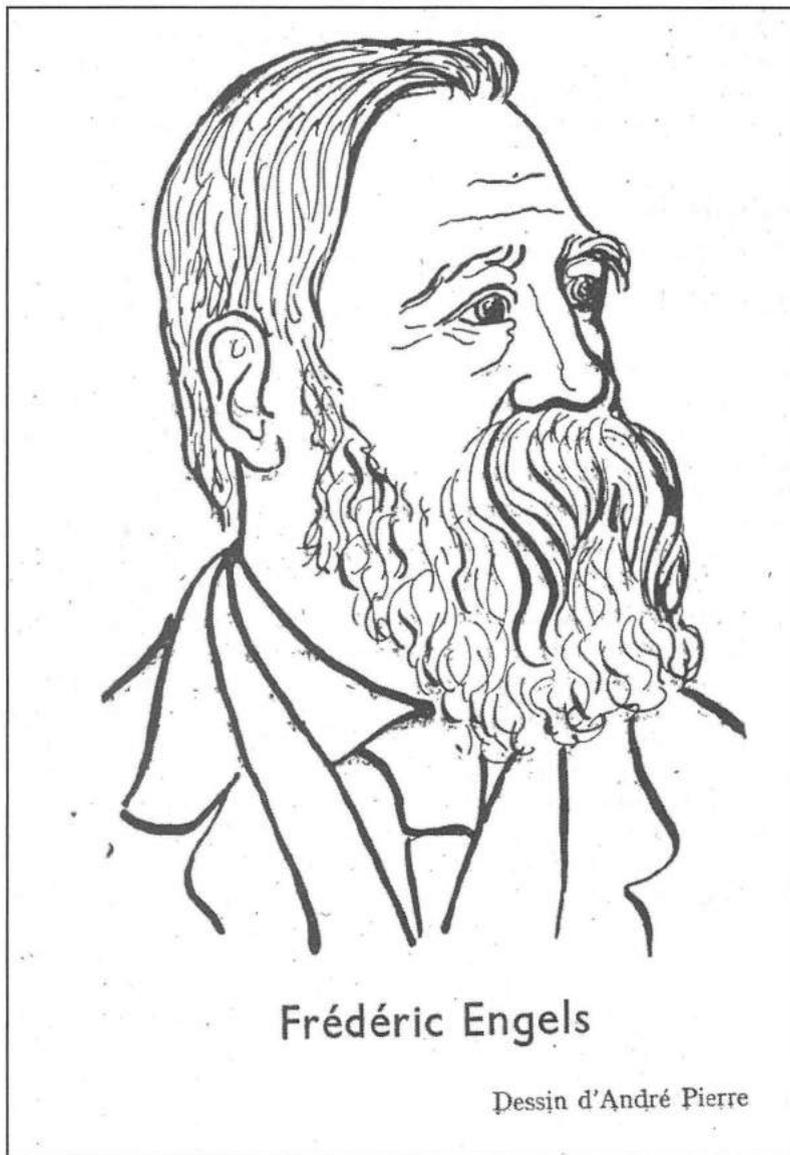
Notre livre, avec sa date (68 ou 69) attestée de façon si particulière, est indubitablement le plus ancien de la littérature chrétienne tout entière. Aucun autre n'est écrit dans une langue aussi barbare, où fourmillent à ce point les hébraïsmes, les constructions impossibles, les fautes grammaticales. Seuls, les théologiens de profession, ou autres historiographes intéressés, nient encore que les *Evangelies* et les *Actes des apôtres* soient des remaniements tardifs d'écrits aujourd'hui perdus, et dont le mince noyau historique ne peut plus être découvert sous la luxuriance légendaire ; même les trois ou quatre *Epîtres* apostoliques prétendument authentiques de Bruno Bauer ne représentent plus que des écrits d'une époque postérieure, ou au meilleur cas des compositions plus anciennes d'auteurs inconnus, retouchées et embellies par nombre d'additions et d'interpolations. Il est d'autant plus important pour nous de posséder avec notre ouvrage, dont la période de rédaction se laisse établir à un mois près, un livre qui nous présente le christianisme sous sa forme la plus rudimentaire, sous la forme où il est à la religion d'Etat du IV^e siècle, achevée dans sa dogmatique et sa mythologie, à peu près ce que la mythologie encore vacillante des Germains de Tacite est à la mythologie de l'Edda, pleinement élaborée sous l'influence d'éléments chrétiens et antiques. Le germe de la religion universelle est là, mais il renferme encore à l'état indifférencié les mille possibilités de développement qui se réalisèrent dans les innombrables sectes ultérieures.

Si le fragment le plus ancien du processus d'élaboration du christianisme a pour nous une valeur toute particulière, c'est qu'il nous apporte dans son intégrité ce que le judaïsme — fortement influencé par Alexandrie — a apporté au

christianisme. Tout ce qui est postérieur est adjonction occidentale, gréco-romaine. Il a fallu la médiation de la religion juive monothéiste pour faire revêtir au monothéisme érudit de la philosophie grecque vulgaire la forme religieuse sous laquelle, seule, il pouvait avoir prise sur les masses. Une fois cette médiation trouvée, il ne pouvait devenir religion

universelle que dans le monde gréco-romain, en continuant de se développer, pour s'y fondre, finalement, dans le fonds d'idées que ce monde avait conquis.

**(Les intertitres
sont de la rédaction)**



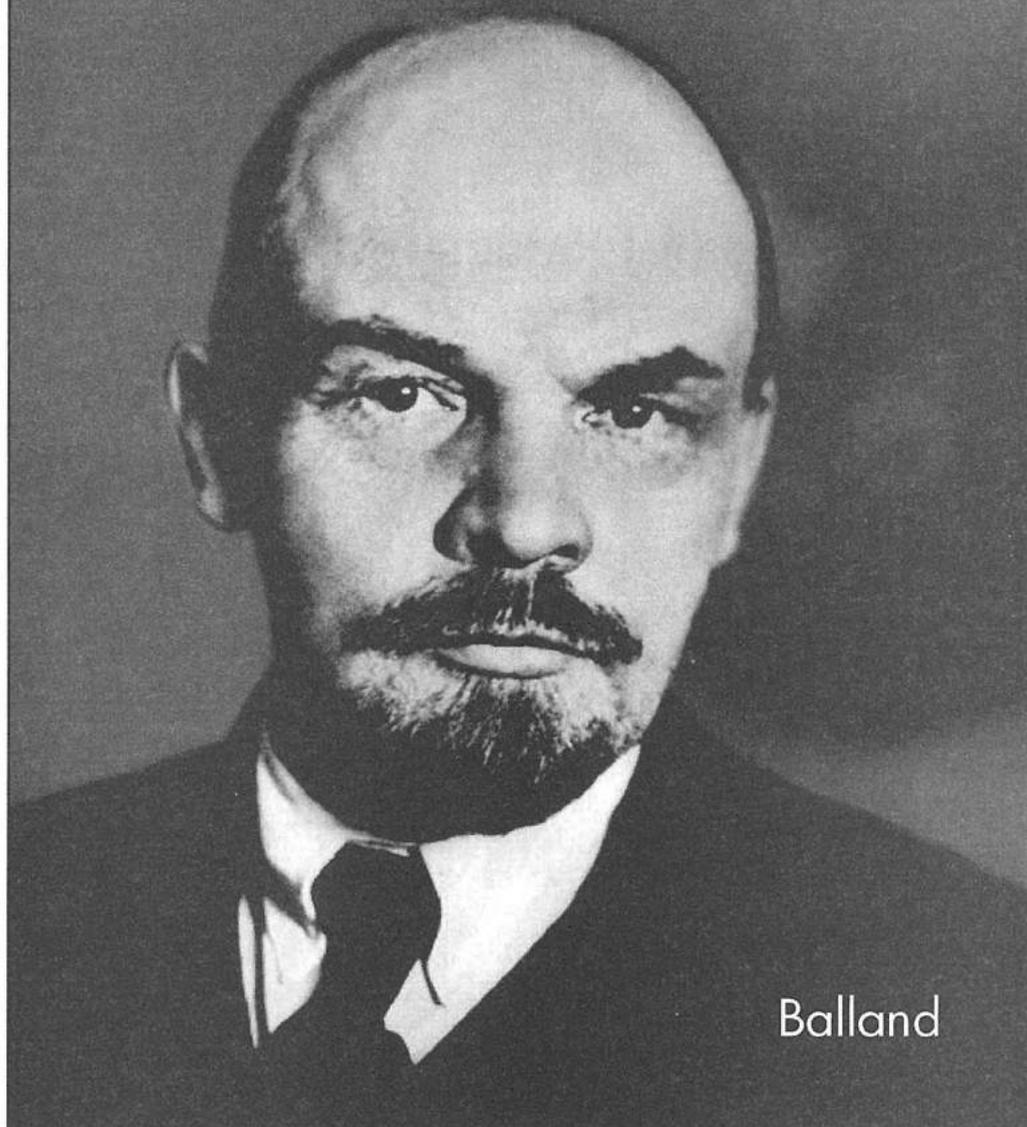
Chronique des falsifications

(Jean-Jacques Marie)

Jean-Jacques Marie

LÉNINE

1870-1924



Balland

De nouveau à propos du film *La faute à Lénine*

LE nouveau passage du film *La faute à Lénine*, le 1^{er} février 2004, sur France 5, nous pousse à revenir sur ce film, dont nous avons déjà évoqué quelques impostures dans le n° 16 des *Cahiers du mouvement ouvrier*. En le revoyant, nous en avons décelé d'autres, énormes elles aussi, mais leur nombre est si grand qu'on a peine à les déceler toutes en une seule fois.

L'essentiel est donné dans les propos d'un certain D. Colas, selon qui Lénine n'a pris le pouvoir que pour "détruire", ce qui lui permet de l'assimiler à Netchaïev, dont *Le Catéchisme d'un révolutionnaire* affirme comme objectif la destruction généralisée et, à un moment, séduit Bakounine, mais qui n'a rien à voir avec Lénine, bien que, selon M. Colas, Lénine ait "*appliqué les leçons de son maître*" (sic !) Netchaïev. Or Lénine ne reconnaît que deux maîtres : Marx et le socialiste utopique russe Tchernychevsky, dénonciateur de l'arriération "asiatique" de la Russie impériale.

Renvoyons à ce propos à Victor Serge, qui rappelle quelques-unes des premières mesures prises par le gouvernement de Lénine dans *L'An I de la révolution russe*, p. 165 (éditions de Delphes, 1965).

Produit de la description apocalyptique fantaisiste de l'activité de Lénine et

des bolcheviks, les erreurs ou falsifications pullulent :

— L'une, très répandue aujourd'hui, consiste à affirmer que la révolution d'Octobre n'était qu'un "putsch". La preuve avancée par l'interviewé, c'est qu'il y eut seulement 6 morts du côté gouvernemental et 0 du côté bolchevique. Le nombre très bas de morts montrerait qu'il ne s'agit pas d'une révolution. (On suppose que, pour l'auteur de cette phrase, le carnage organisé par Pinochet en 1973 mériterait, lui, cette étiquette ?) Etrange preuve, qui montre en réalité exactement l'inverse : le gouvernement provisoire renversé par le soviet de Petrograd et son comité militaire révolutionnaire n'avait aucun appui dans les masses d'ouvriers, de soldats et de paysans, tous las de la guerre qu'il s'acharnait à continuer.

Il n'avait d'ailleurs aucune légitimité : il émanait de la Douma impériale élue en 1912 sous le double contrôle de la police en uniforme et de la police en soutane qu'était le clergé orthodoxe. Nicolas II dissout cette Douma en février 1917, cette dernière grogne un petit peu, mais obéit à l'ordre de son maître ; mais, face au renversement de la monarchie, pour sauver l'Etat monarchique, elle désigne un gouvernement provisoire, dont Nicolas II nomme le président... après avoir

abdiqué, le prince Lvov. Ce gouvernement, qui n'émanera jamais, à travers ses remaniements, d'une assemblée élue, s'appuie sur le seul soutien que lui apporte le premier congrès des soviets. Son président à partir de juin, Kerenski, pour lui donner une assise, convoque une conférence démocratique, dont il désigne lui-même très démocratiquement les membres. Ladite conférence, dite par antiphrase "démocratique", accouche tout aussi démocratiquement... d'un préparlement, dont Kerenski nomme encore les membres. Il désigne enfin un Directoire de cinq membres, présidé par lui, qui doit concentrer tous les pouvoirs. Le second congrès des soviets rejette très légalement ce gouvernement, dont les soviets étaient le seul soutien. Les partisans du gouvernement — dirigeants déchus du comité exécutif du Soviet — déclarent ce congrès non représentatif ; mais, s'ils entraînent depuis lors des cohortes d'historiens, ils n'entraînent alors qu'une cinquantaine de délégués sur 650 à peu près. Jamais prétendu "putsch" ne fut plus démocratique...

— L'auteur du film affirme que les bolcheviks ont inventé le mot koulak (paysan riche) pour mieux pouvoir s'en prendre aux paysans et leur confisquer leurs récoltes. Faux. Le mot koulak, qui veut dire "le poing", est apparu à la fin du XIX^e siècle après la suppression du servage (1861) et désignait très précisément le paysan qui s'enrichissait aux dépens de ses voisins, acquérait des bêtes de trait, un moulin, etc., qu'il louait aux autres en général très cher, en même temps qu'il louait les bras des plus pauvres. Les bolcheviks n'ont fait que reprendre ce terme d'usage courant bien avant eux.

— Le film, prenant pour une fois la défense de certains bolcheviks, affirme que Kamenev et quatre de ses camarades ont été chassés du comité central à l'automne 1917. Faux : ils ont démissionné du comité central le 4 novembre et ceux d'entre eux qui étaient membres du gouvernement ont démissionné de ce dernier pour protester contre la politique de Lénine et Trotsky, et n'ont repris leur démission que trois semaines plus tard. Changer une démission en exclusion

n'est nullement innocent : il s'agit de forger l'image d'un Lénine n'acceptant aucun désaccord et chassant ceux qui en expriment un... S'il faut fabriquer un exemple falsifié pour le démontrer, il faut donc croire que la réalité n'offre guère d'exemples réels pertinents.

— On apprend qu'en 1922, les bolcheviks ont organisé un "procès à grand spectacle" des S-R, "*les anciens alliés des bolcheviks*". Or au procès de juin 1922 figuraient sur le banc des accusés des S-R de droite, qui avaient dès le printemps 1918 engagé la lutte armée contre les bolcheviks et n'avaient jamais été leurs alliés. Les alliés (temporaires) des bolcheviks avaient été les S-R de gauche, qui avaient formé un parti distinct dès le début de novembre 1917, car, à la différence des S-R de droite, ils jugeaient le deuxième congrès des soviets parfaitement représentatif et démocratique ; ils étaient entrés au Conseil des commissaires du peuple et à la Tcheka en décembre 1917 et avaient quitté le gouvernement en mars 1918 par refus d'accepter la paix de Brest-Litovsk, avant d'organiser une insurrection le 6 juillet 1918 pour tenter de relancer une guerre suicidaire. Aucun S-R de gauche ne figurait au procès de 1922. Bagatelle pour le scénariste et le réalisateur, qui ignorent peut-être la différence entre les deux partis S-R, mais quand on écrit l'histoire et qu'on la filme pour des millions de spectateurs, l'ignorance n'est pas une excuse.

— On apprend aussi dans ce film qu'en mars 1921, à Cronstadt, se sont soulevés les marins qui avaient "*fait le putsch de 1917*". Affirmation parfaitement fautive. Le président du comité révolutionnaire des insurgés, Petritchenco, dira en 1925 (et les documents le confirment) que les trois quarts des marins de Cronstadt en 1921 étaient des Ukrainiens hostiles aux bolcheviks. Et les documents montrent que les derniers contingents arrivés étaient des soldats de l'armée monarchiste de Denikine capturés et envoyés à Cronstadt parce qu'il n'y avait là aucune opération militaire !

Le film affirme que l'un des résultats de la révolution est que 35 000 coffres ont été vidés. Le scénariste ne dit pas

clairement que ce sont les bolcheviks qui les ont vidés, mais tout pousse le spectateur à le comprendre ainsi. C'est assimiler nationalisation et expropriation avec brigandage et reprise individuelle. La décomposition de la société produite par la guerre, ses conséquences, l'échec du gouvernement provisoire ont fait naître par centaines des bandes diverses, dont certaines se réclamaient de l'anarchisme et dont d'autres ne se donnaient même aucune couverture politique. Un escroc qui se présentait comme "le prince Ebo-li" était l'un des plus redoutables pillards de la capitale. La Tcheka l'arrêta fin février, découvrit chez lui un énorme butin, dont des pièces provenant du palais d'Hiver, et le fusilla avec sa maîtresse, qui l'aidait dans son activité. Les "anarchistes" de "Garde noire", installés dans vingt-sept immeubles et hôtels particuliers de Moscou, réquisitionnés et détroussés par leurs soins, étaient de grands spécialistes de ce genre d'activité. La Tcheka les en délogea à la mi-avril 1918, après un combat pour lequel furent mobilisés près de 5 000 soldats de l'Armée rouge. Mais les auteurs du film condamnent les actes de la Tcheka comme autant d'actes de violence sauvage !

La falsification, ce n'est pas seulement déformer et triturer les faits, c'est aussi les taire. Et ce film est particulièrement remarquable en ce sens qu'il efface complètement les Kornilov, les Wrangel, les Denikine, les Koltchak, les Ioudenitch, les Boulat-Balakhovitch, les baron Ungern et autres généraux monarchistes, la Pologne de Pilsudski, qui attaque la Russie soviétique en avril 1920, la France, l'Angleterre, le Japon, les Etats-Unis, qui, faute de pouvoir envoyer de nombreuses troupes par trop incertaines après quatre ans de guerre, les ont abreuvés en armes légères, canons, tanks, munitions et même avions (payés par Koltchak au moins rubis sur l'ongle avec le trésor de la République tombé entre ses mains !). La révolution russe devient une révolution sans adversaires ! Comme une Révolution française sans monarchistes, sans Vendéens, sans Autrichiens, Prussiens ni Anglais. Cette façon d'écrire l'histoire est de plus en plus répandue, mais ce n'est pas une excuse.

Je renvoie les lecteurs au n° 16 des *Cahiers du mouvement ouvrier* pour les autres falsifications qui y sont déjà recensées.

Une triple falsification d'Arcadi Vaksberg

DANS son livre *Le Mystère Gorki* (1), Arcadi Vaksberg, qui, avant la chute de l'URSS, avait publié une excellente biographie de Vychinski (2), le procureur des procès de Moscou et spécialiste de bien d'autres falsifications judiciaires, écrit les lignes suivantes :

∴

« Le 4 septembre 1919, Tchoukovski nota dans son journal :

"Rencontré Gorki sanglotant : "On vient d'arrêter Sergueï Fedorovitch Oldenbourg, s'est-il écrié. — Mais qu'est-ce que je peux faire ? J'ai dit à ces salopards, ou plutôt à ce salopard (Zinoviev) que s'ils ne le relâchent pas sur-le-champ, je ferai un scandale, je m'en irai pour de bon. Qu'ils aillent se faire voir". "

Gorki envoya une lettre furibonde à Lénine, faisant mention de cet éminent

(1) Albin Michel.

(2) *Ibidem*.

orientaliste, secrétaire de l'Académie des sciences, ancien ministre du gouvernement provisoire, lettre tenue secrète en Russie jusqu'en 1993, datée du 6 septembre 1919.

“On vient d'arrêter ici plusieurs dizaines d'éminents savants russes (*suit la liste*). Je crois nécessaire de vous faire savoir franchement ce que j'en pense : pour moi, la richesse d'un pays, la puissance d'un peuple se mesure à la quantité et à la qualité de son potentiel intellectuel. La révolution n'a un sens que si elle favorise la croissance et le développement de ce potentiel. Les hommes de science doivent être traités avec le maximum de prévenance et de respect. Mais nous, en sauvant notre peau, nous coupons la tête du peuple, nous détruisons son cerveau.

Apparemment, nous n'avons pas l'espoir de vaincre ni le courage de périr dans l'honneur à moins de recourir à un procédé aussi barbare et honteux que l'extermination des forces scientifiques du pays. Que peut signifier ce procédé d'autodéfense, sinon une expression de désespoir, de la conscience de notre faiblesse ou, finalement, du désir de revanche pour notre propre nullité ?

Je proteste vigoureusement contre cette tactique qui s'attaque au cerveau d'un peuple déjà bien assez misérable sur le plan spirituel.”

La réponse de Lénine a été, comme la lettre de Gorki, enfouie dans des archives secrètes pendant des décennies ; elle n'a ensuite été publiée qu'avec maintes coupures. A mon sens, c'est une des lettres les plus terrifiantes de Lénine, qui y exprime crument et brutalement des sentiments jusqu'alors dissimulés. Le plus effarant, c'est que Lénine prenait pour cible de ses invectives l'écrivain Vladimir Korolenko, figure emblématique de la démocratie russe, dont on pourrait dire qu'il a été le Sakharov des vingt premières années du siècle.

“L'arrestation de la tribu des cadets (*démocrates constitutionnels*) et apparentés était nécessaire et juste. On aurait tort d'assimiler les “forces intellectuelles” du peuple aux “forces” de l'intelligentsia bourgeoise. J'en veux pour exemple Korolenko. Petit-bourgeois mi-

nable séduit par les préjugés bourgeois ! Chez ces messieurs, la mort de centaines de milliers de personnes dans une guerre civile **juste** contre les propriétaires terriens et les capitalistes suscite des oh ! et des ah !, des soupirs et des crises de nerfs.

Les forces intellectuelles des ouvriers et des paysans grandissent et s'amplifient dans la lutte pour le renversement de la bourgeoisie et de ses acolytes, des petits intellectuels minables, laquais du capital, qui se veulent le cerveau de la nation. En réalité, ce n'est pas un cerveau, c'est de la merde. Vous vous laissez circonvenir par les pires éléments de l'intelligentsia bourgeoise et leurs pleurnicheries.”

Gorki répondit par une lettre longue et confuse où le ton est donné par les tout premiers mots : “Mon très cher Vladimir Ilitch !” Ce qui signifie que Gorki avala sans broncher la brutalité cynique, la muflerie du tyran. Gorki avait reçu le crachat en pleine figure et s'essuyait sans se rebiffer... »

•
• •

Ces lignes constituent une triple falsification :

1) La lettre en question, “*enfouie dans les archives secrètes pendant des décennies*”, a été publiée dès 1965 dans le tome 51 des *Œuvres complètes* de Lénine, pp. 47 à 49 (*voir reproduction jointe*). Elle faisait jusqu'alors banalement partie des quelque 12 000 ou 13 000 pages de Lénine, dont certaines, pourtant publiées du vivant même de Lénine, mais non publiées ou censurées par Staline et ses serviteurs, ce que la formule “*enfouie pendant des décennies*” occulte finement. Elle n'a donc pas été spécialement “*enfouie dans les archives secrètes*”.

2) Mais surtout, loin de n'avoir été “*ensuite publiée qu'avec maintes coupures*”, elle a été publiée en 1965 au complet... Le seul à effectuer “*maintes coupures*” est Arcadi Vaksberg lui-même, qui, grâce à elles, fabrique littéralement un nouveau texte de Lénine en supprimant (sans prévenir le lecteur par la moindre indication typographique) six

lignes entre "Korolenko" et "petit-bourgeois" en plein milieu d'une phrase et huit lignes entre "crise de nerfs" et "les forces intellectuelles", etc. Or, loin d'affirmer "avec la mufflerie cynique du tyran", Lénine motive son opinion, que l'on peut ou non partager, mais il la motive et c'est cette motivation que Vaksberg supprime... brutalement (de quel côté est donc "la mufflerie cynique" ?). Lénine, rejetant l'assimilation des « forces intellectuelles du peuple avec les "forces" des intellectuels bourgeois », prend comme exemple l'écrivain humaniste Korolenko, qui a publié en août 1917 une brochure intitulée : *La guerre, la patrie et l'humanité*, où il défendait la participation de la Russie à la guerre tout en critiquant son inhumanité. « *Quelle défense ignoble, basse, infâme de la guerre impérialiste, couverte de phrases doucereuses (...). Pour ces messieurs, 10 millions de tués dans la guerre impérialiste, c'est une cause qui mérite d'être soutenue dans les faits, malgré des phrases doucereuses "contre" la guerre, mais la mort de centaines de milliers de personnes dans une guerre civile juste*

suscite des oh, des ah, des soupirs, des crises de nerfs. » Que l'on partage ou non son point de vue, Lénine, en tout cas, l'argumente pour justifier l'arrestation (provisoire, précise-t-il) de ces intellectuels pro-cadets (parti monarchiste libéral) à l'heure où le général blanc Ioudenitch s'avance sur Petrograd, où l'attendent de nombreux amis, ce qu'Arcadi Vaksberg oublie aussi de dire.

3) Enfin, Vaksberg, outre ses larges coupures, omet d'indiquer que, malgré la brutalité de son ton, Lénine a fait désigner Kamenev et Boukharine pour enquêter sur cette affaire et "libérer ceux qu'il est possible de libérer". Le bureau politique a effectivement voté cette décision le 11 septembre et aussi confié l'enquête à Dzerjinski. La majeure partie de ces intellectuels arrêtés sera d'ailleurs très vite libérée...

Trois falsifications en une page et demie sur le même texte, c'est sans doute un record. L'auteur ayant rédigé aussi, depuis la chute de l'URSS, une biographie d'Alexandra Kollontaï et de Lili Brik, l'examen de ses lignes ci-dessus invite à les lire avec prudence.

80

А. М. ГОРЬКОМУ

15/IX.

Дорогой Алексей Максимыч! Тонкова я принял, и еще до его приема и до Вашего письма мы решили в Цека назначить Каменева и Бухарина для проверки ареста буржуазных интеллигентов околкадетского типа и для освобождения кого можно ⁴². Ибо для нас ясно, что и тут ошибки были.

Ясно и то, что в общем мера ареста кадетской (и околкадетской) публики была необходима и правильна.

Когда я читаю Ваше откровенное мнение по этому поводу, я вспоминаю особенно мне запавшую в голову при наших разговорах (в Лондоне, на Капри и после) Вашу фразу:

«Мы, художники, невменяемые люди».

Вот именно! Невероятно сердитые слова говорите Вы по какому поводу? По поводу того, что несколько десятков (или хотя бы даже сотен) кадетских и околкадетских господчиков посидят несколько дней в тюрьме для предупреждения заговоров вроде сдачи Красной Горки ⁴³, заговоров, грозящих гибелью десяткам тысяч рабочих и крестьян.

Какое бедствие, подумаешь! Какая несправедливость! Несколько дней или хотя бы даже недель тюрьмы интеллигентам для предупреждения избиения десятков тысяч рабочих и крестьян!

«Художники невменяемые люди».

«Интеллектуальные силы» народа смешивать с «силами» буржуазных интеллигентов неправильно. За образец их возьму Короленко: я недавно прочел его, писанную в августе 1917 г., брошюру «Война, отечество и человечество». Короленко ведь лучший из «околокадетских», почти меньшевик. А какая гнусная, подлая, мерзкая защита империалистской войны, прикрытая слащавыми фразами! Жалкий мещанин, плененный буржуазными предрассудками! Для таких господ 10 000 000 убитых на империалистской войне — дело, заслуживающее поддержки (*д е л а м и*, при слащавых фразах «против» войны), а гибель сотен тысяч в *справедливой* гражданской войне против помещиков и капиталистов вызывает ахи, охи, вздохи, истерики.

Нет. Таким «талантам» не грех посидеть недельки в тюрьме, если это *надо* сделать для предупреждения заговоров (вроде Красной Горки) и гибели десятков тысяч. А мы эти заговоры кадетов и «околокадетов» открыли. И мы *з н а е м*, что околкадетские профессора дают сплошь да рядом заговорщикам *п о м о щ ь*. Это факт.

Интеллектуальные силы рабочих и крестьян растут и крепнут в борьбе за свержение буржуазии и ее пособников, интеллигентиков, лакеев капитала, мнящих себя мозгом нации. На деле это не мозг, а г...

«Интеллектуальным силам», желающим нести науку народу (а не прислужничать капиталу), мы платим жалованье *выше среднего*. Это факт. Мы их бережем.

С. И. ГУСЕВУ. 16 СЕНТЯБРЯ 1919 г.

49

Это факт. Десятки тысяч офицеров у нас служат Красной Армии и побеждают вопреки сотням изменников. Это факт.

Что касается Ваших настроений, то «понимать» я их понимаю (раз Вы заговорили о том, пойму ли я Вас). Не раз и на Капри и после я Вам говорил: Вы даёте себя окружить именно худшим элементом буржуазной интеллигенции и поддаетесь на ее хныканье. Вопль сотен интеллигентов по поводу «ужасного» ареста на несколько недель Вы слышите и слушаете, а голоса массы, миллионов, рабочих и крестьян, коим угрожает Деникин, Колчак, Лианозов, Родзянко, красногорские (и другие *кадетские*) заговорщики, этого голоса Вы не слышите и не слушаете. Вполне понимаю, вполне, вполне понимаю, что так можно дописаться не только до того, что-де «красные такие же враги народа, как и белые» (борцы за свержение капиталистов и помещиков такие же враги народа, как и помещики с капиталистами), но и до веры в боженьку или в царя-батюшку. Вполне понимаю.

X

Ей-ей, погибнете, ежели из этой обстановки буржуазных интеллигентов не вырветесь! От души желаю поскорее вырваться.

Лучшие приветы!

Ваш Ленин

Ибо Вы ведь не пишете! Тратить себя на хныканье сгнивших интеллигентов и не писать — для художника разве не гибель, разве не срам?

Написано 15 сентября 1919 г.
Послано в Петроград

Печатается впервые, по рукописи

Critiques de livres

Les mots de
la guerre d'Espagne

François Godicheau



PRESSES UNIVERSITAIRES DU MIRAIL

François Godicheau :

Les Mots

de la guerre d'Espagne ⁽¹⁾

C'EST une véritable gageure qu'a réussie François Godicheau : résumer l'histoire et les questions essentielles de la révolution espagnole de 1936 dans un petit dictionnaire de 124 pages et d'une bonne centaine de mots, qui couvrent l'éventail des questions essentielles de la révolution espagnole. Les petits articles vont d'une dizaine de lignes à une page. Ils sont donc courts et denses, mais d'une lecture aisée. Cette nouvelle synthèse, présentée sous forme originale, n'est pas un simple ouvrage de vulgarisation. D'abord, l'auteur se situe en dehors des chemins battus de l'histoire officielle, qui réduit la guerre civile espagnole à un simple affrontement militaire entre républicains et fascistes. La lutte des classes retrouve ici son visage, si souvent masqué par les historiens. Ensuite, il apporte des résultats de son travail de chercheur, qui, sauf erreur, ont porté surtout sur l'anarchisme (la CNT-FAI) et les militants anarchistes.

Outre les articles, disons, classiques, "*Collectivisations, comités, comité central des milices antifascistes, communes libres, communismes, conseil d'Aragon*", etc., d'autres éclairent les aspects multiformes de la répression franquiste massive (150 000 victimes) contre les militants ouvriers et leurs femmes ou veuves, systématiquement battues, frappées, tondues, ainsi que de la répression stalinienne et républicaine-bourgeoise contre les militants révolutionnaires : membres du POUM, et plus encore anar-

chistes, pourchassés en Catalogne après les journées de mai 1937 par les staliniens et par le gouvernement autonome républicain de Catalogne, aspect souvent escamoté de la répression stalinienne. Sur cette dernière, François Godicheau apporte un certain nombre de précisions utiles. Par exemple, son article sur le Servicio de Investigacion Militar (SIM) ramène à sa juste mesure l'activité d'un organisme dont le PC espagnol et le NKVD n'avaient pas un total contrôle, et dont on a souvent exagéré la place et le rôle dans la répression.

On trouve aussi des définitions d'organismes, organisations ou institutions peu ou mal connues (rabassaires, Fet y de las Jons, Junta tecnica de Estado, etc.) et historiques (un système de renvois entre les articles permet une lecture croisée, qui donne la possibilité d'élargir la représentation de certains faits).

Nous reproduisons ci-dessous trois articles de ce dictionnaire pour en donner une idée au lecteur : plutôt que les articles, disons, classiques, sur les journées de mai 1937, les trotskystes ou les anarchistes, nous en avons choisi trois qui illustrent des aspects moins connus de la révolution espagnole, et en particulier dans la répression franquiste ("*Paix*", "*Tondues*", "*Viols*").

Marc Teulin

(1) Presses universitaires du Mirail, 124 pages, 10 euros.

Paix

Il est difficile de dire quand la paix succéda à la guerre dans le cas du conflit espagnol. La date conventionnelle de la fin de la guerre, le 1^{er} avril 1939, marque seulement le moment où, comme l'indiqua le communiqué officiel, les armées des *nacionales* avaient atteint tous leurs objectifs "militaires", ce qui ne disait rien des objectifs politiques. Après cette date, la répression fut massive et féroce. L'attitude des vainqueurs consista à entretenir chez leurs adversaires le sentiment d'être "les vaincus" par la prison, les privations et le rappel incessant de la guerre.

Des organisations clandestines, communistes et anarchistes surtout, préparaient la chute de Franco, censée intervenir à la fin de la Seconde Guerre mondiale quand ses alliés Hitler et Mussolini auraient été battus — espoir déçu en 1945. Elles développaient une guérilla de maquisards dans de nombreuses montagnes du pays, jusqu'à ce que le rouleau compresseur de la répression en vienne à bout à la fin des années 1940 : la guerre civile se prolongeait sans ligne de front bien nette, avec une disproportion énorme entre les forces des combattants. La dictature de Franco elle-même et l'oppression multiforme qu'elle fit peser sur la population prolongeait indéfiniment la guerre, à l'image de la loi sur les Responsabilités politiques.

Dans les années 1960, devant la nécessité d'un *aggiornamento*, le régime commença à remplacer le discours du vainqueur par celui du pacificateur : taisant les aspects les plus insolemment triomphateurs de la propagande, il revendiqua alors les "25 ans de paix" que Franco avait donnés à l'Espagne, débarassée des "vaines querelles" de la politique, prônant la réconciliation des "frères" qui s'étaient combattus. Pour beaucoup, la date véritable de la fin de la guerre correspond à la chute du régime, après la mort du dictateur en 1975.

Tondues

De toutes les formes de la répression franquiste, la tonte des femmes du camp

adverse est un des aspects les plus passés sous silence, la mémoire des victimes s'étant très difficilement exprimée et encore moins transmise, même au sein des familles. Ce fut pourtant une pratique très courante, accompagnée de tout un cérémonial : les tondues étaient promenées dans le village, frappées et huées. La répression se prolongeait alors et pénétrait jusque chez les victimes, et même en elles, à chaque heure qui passait.

La femme "rouge" était pour les franquistes l'incarnation du mal et de la dépravation : les progrès de la politisation féminine et de la sécularisation de la société dans le camp républicain déclenchèrent chez les vainqueurs une véritable obsession de vengeance, qui prit le corps des femmes pour terrain privilégié : violées, tondues, tatouées — on leur inscrivait les lettres UHP sur le crâne — ou forcées à récuser le sol de l'église avec des entailles aux genoux, les femmes étaient victimes d'une répression de genre en l'absence de leur mari mort, exilé ou prisonnier, ou en complément du châtiement de celui-ci. Le rituel organisé autour de la tondue engageait toute la société locale dans un acte de purge, qui passait par la signalisation des "coupables" et leur expiation publique. Cette pratique fut pratiquée encore après la guerre dans la répression de la guérilla, et même dans les années 1950, à l'occasion de grèves ouvrières dans les Asturies.

Viols

Toujours immanquablement associé aux repréailles en temps de guerre et à l'occupation du territoire ennemi, le viol fut une pratique courante de la répression franquiste ; l'aspect le plus marquant fut la "permission" donnée aux unités du Tercio dans certains villages ou quartiers conquis et la naissance neuf mois plus tard d'enfants issus de l'ennemi, qui plus est, du soldat maure. Ce thème, occulté par les mémoires individuelles et très peu étudié, apparaît pourtant dans la littérature (*Pour qui sonne le glas*, de Hemingway) et le cinéma (*El Portero*, de Gonzalo Suarez).

La révolution vue par un contre-révolutionnaire acharné.

Vassili Choulguine : *Les Jours* (1)

CES souvenirs de Vassili Choulguine consacrés aux révolutions de février et d'octobre 1917 sont tout à fait passionnants. Choulguine est, avec le Cent-Noir Pourichkievitch, l'organisateur de l'assassinat du moine Raspoutine, conseiller officieux — et crasseux — du ménage impérial et surtout de l'impératrice, un des représentants les plus qualifiés de la réaction russe.

Né en 1878 à Kiev, ce monarchiste militant est élu député à la deuxième Douma impériale en 1907, après la dissolution par le tsar de la première, qui avait eu l'audace de réclamer l'amnistie des prisonniers politiques, l'abolition de la peine de mort, un régime constitutionnel. Il est ensuite réélu à la troisième Douma, après la dissolution par le tsar de la deuxième, qu'il jugeait tout aussi ingérable que la première, puis à la quatrième et dernière Douma, dite la Douma des seigneurs, et dont l'élection avait été organisée sous le contrôle étroit de la police officielle et de la gendarmerie en soutane formée par le clergé orthodoxe. Il est l'un des fondateurs et dirigeants du parti dit des "Octobristes", dont le nom marque sa volonté de soutenir le manifeste impérial d'Octobre 1905 ; il est aussi, à ce titre, l'un des fondateurs du bloc dit par antiphrase "progressiste", qui veut une monarchie légèrement constitutionnelle.

Il résume sa position et celle de ses amis en des lignes lumineuses sur leur volonté de ne rien faire : *"Nous étions avant toute chose des sujets loyaux de l'empereur. Mais bien que respectueux du trône, nous désapprouvions la voie suivie par le tsar, car nous savions qu'elle menait à*

l'abîme" (p. 136). Mais le respect pour l'empereur l'emporte sur la peur de l'abîme où, selon Choulguine et ses amis, roule le pays. Peut-on trouver plus brutale condamnation de l'attitude des élus de la Douma impériale en 1916 et 1917, y compris de ceux qui, sur ses bancs, affirmaient leur opposition au gouvernement du tsar ? La plupart affirment, conformément à l'attitude que Choulguine a soulignée ci-dessus : *"Nous jouons actuellement le rôle d'une chaîne d'hommes retenant la foule... Oui, nous la retenons, mais il y a une limite à tout (...), la foule nous pousse dans le dos. On nous pousse et nous devons avancer tout en nous accrochant autant que nous pouvons, mais il est impossible de rester sur place... Si nous cessons d'avancer, on rompra le barrage, on nous passera sur le corps et la foule se jettera sur l'élément que nous gardons (...), tout en l'accusant, le dénigrant, le critiquant, mais nous sommes là pour le garder : cet élément, c'est le pouvoir"* (p. 117).

Il est profondément hostile à la révolution de février 1917, où il voit la victoire d'une "populace" déchaînée, qu'il hait parce qu'il la craint. Et pourtant, par un paradoxe apparent, c'est lui qui va soumettre à Nicolas II, avec Goutchkov, autre député monarchiste, l'acte d'abdication en faveur de son fils Alexis. Il raconte sa démarche faite à contre-cœur, mais avec le sentiment qu'il sauvait ainsi l'Etat monarchique menacé dans son existence même.

Encore plus hostile à la révolution d'Octobre, il est l'un des premiers à re-

(1) Traduit par Elizabeth Mouravieff. Edition des Syrtes, 2003, 254 pages, 20 euros.

joindre l'armée blanche dite des Volontaires, fondée par Kornilov, Alexeïev et Denikine. Membre ensuite de l'armée du général Wrangel en Crimée en 1920, il émigre après la déroute de cette dernière en octobre 1920. L'armée soviétique le capture en Yougoslavie en 1944. Condamné à une lourde peine de prison, puis libéré en 1956, il est assigné à résidence dans la ville de Vladimir, où il meurt, vingt ans plus tard, un an et demi avant d'atteindre l'âge de 100 ans. Ses souvenirs seront ré-édités en URSS en 1989 et y obtiendront un grand succès de librairie.

Choulguine raconte ce qu'il a vu et les événements auxquels il a pris part, et exprime ses sentiments avec une grande netteté. Ainsi, son récit des journées de février 1917 joint une description de la décomposition du pouvoir et du désarroi des opposants de sa majesté à une vision apocalyptique de l'irruption sur la scène de l'histoire des soldats et des ouvriers qui envahissent le palais de Tauride, siège de la Douma dissoute quelques jours avant par Nicolas II.

Il compare cette irruption à un "déluge", qui suscite en lui le "dégout" :

"Ces égouts humains déversaient dans la Douma un flux infini et intarissable de visages toujours nouveaux. Mais, malgré leur multitude, ils avaient tous la même expression : celle, ignoble, de bêtes abruties ou celle, non moins ignoble, de petits démons haineux. Mon Dieu, que c'était écœurant ! Si écœurant que je serrais les dents de rage et d'impuissance. Des mitrailleuses... voilà ce qu'il fallait. Je savais que seul ce langage était compris par la rue, que seul le plomb pouvait faire rentrer dans son terrier la terrible bête qui s'en était réchappée" (p. 140).

Et il répète un peu plus loin :

"N'importe quoi plutôt que de voir l'horrible visage de cette ignoble foule, que d'écouter ces abominables discours, que d'entendre le mugissement de cette lâche populace. Des mitrailleuses, qu'on nous donne des mitrailleuses..." (p. 143).

On devine aisément l'usage qu'il ferait de ces mitrailleuses face à la foule qu'il vomit et à ces soldats qu'il hait parce

qu'ils ne veulent pas mourir pour offrir à la Russie la ville turque de Constantinople, que Paris et Londres ont promise à Nicolas II. Soljenitsyne pourrait serrer la main de Choulguine, encore que ce dernier se montre un peu moins obsédé par les Juifs révolutionnaires. A la fin de ses Mémoires, il note en effet :

"Je me souviens comment, en 1905, après le manifeste du 17 octobre, déçus de n'y avoir pas trouvé l'égalité, les Juifs jetèrent à bas la couronne impériale (...). Onze années se sont écoulées. Cette fois, ce n'est pas à la suite de "menées juives" que la couronne vacilla" (p. 251).

Choulguine définit, enfin, assez bien le mécanisme de la révolution de Février :

"Si les révolutionnaires n'étaient pas prêts, la révolution, elle, était prête. Car la révolution ne se fait qu'en partie par les révolutionnaires. L'autre moitié du travail, si ce ne sont les trois quarts, c'est le sentiment que le pouvoir a de son impuissance" (p. 121).

N'est-ce pas là une loi des révolutions ?

Choulguine souligne enfin un aspect essentiel de la révolution de Février dès que se constituent les soviets et leur comité exécutif : face à la Douma impériale... dissoute par l'empereur et le gouvernement provisoire qui en était issu, « tous comprenaient qu'une terrible menace était renfermée dans cette dualité du pouvoir toujours croissante. La question était "eux ou nous". Pourtant, nous ne disposions d'aucune force réelle (...), quant à eux, leur force était encore loin d'être suffisante » (pp. 190-191).

Là encore, c'est exact, mais elle le deviendra vite à cause de l'incapacité du gouvernement provisoire à régler le moindre problème. Les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires essaieront de transformer ce "eux ou nous", expression d'un antagonisme de classes profond recouvrant l'antagonisme entre deux systèmes de propriété (privée ou d'Etat), en un "eux et nous" impossible, qui mènera à l'échec et à la révolution d'Octobre.

Jean-Jacques Marie

ISSN 1287-25-98
Commission paritaire n° 0705 G 78 360